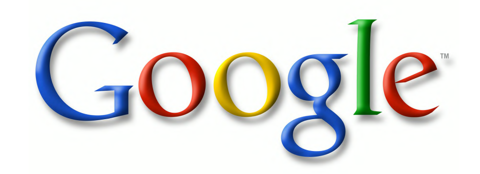
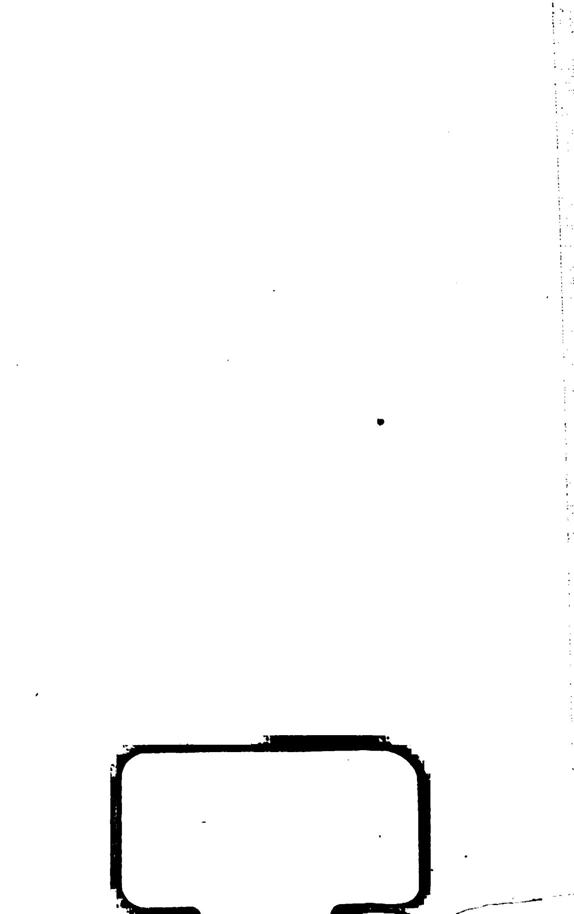
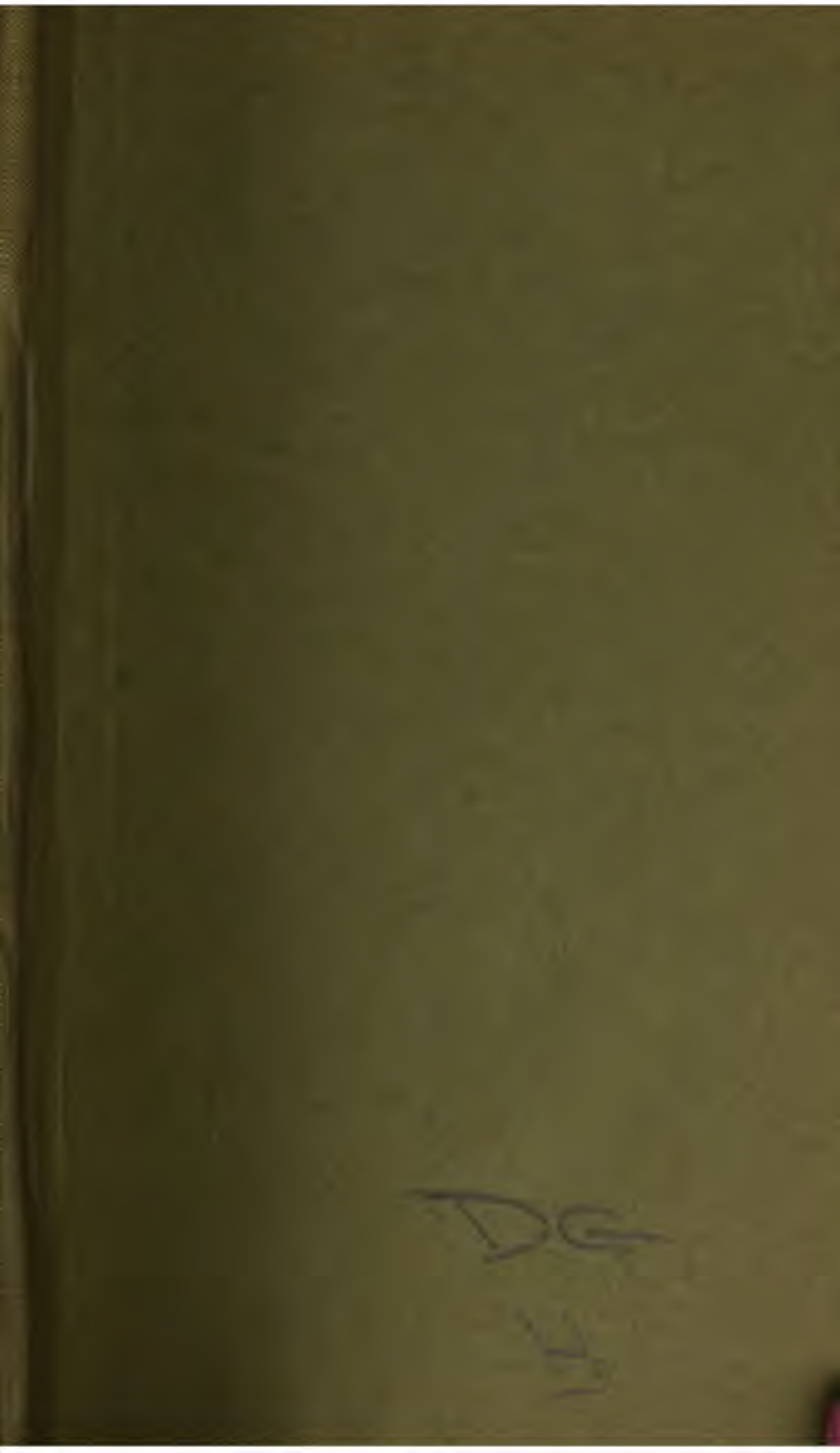






HISTOIRE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE.

TOME IV.

IMPRIMERIE DE MOREAU, RUE COQUILLIÈRE, N°. 27.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE,

OFFRANT LE TABLEAU COMPLET DE SES OPÉRATIONS MILITAIRES, POLITIQUES ET CIVILES, DE SON ÉLÉVATION ET DE SA CHUTE.

PAR P. F. H.

Non modò imperium quo fuerat insolenter usus, sed etiam libertatem quam cæteris ademerat perdidit.

LACTANT. de mort. Pers. Valer.

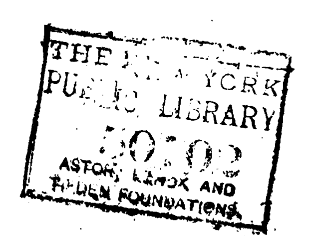


A PARIS,

CHEZ L. G. MICHAUD, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

PLACE DES VICTOIRES, N°. 3.

M. DCCC. XXIII.


THE ... YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, ... AND
... FOUNDATIONS

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE.

LIVRE XXI.

1809—1812.

Les anglais font la conquête de diverses colonies françaises. —Opérations maritimes—Discours prononcé par Buonaparte à l'ouverture du corps législatif.—Divorce de Buonaparte et de Joséphine.—Révolution de Suède et paix conclue entre cette puissance et la France.—Sénatus-consulte portant réunion des états du saint-siége à l'empire français. — Buonaparte épouse l'archiduchesse Marie-Louise.—Cession de diverses parties de la Hollande à la France.—Voyage de Buonaparte dans les départemens septentrionaux.—Réunion de la Hollande, des villes anséatiques, de diverses contrées d'Allemagne, ainsi que du Valais, à l'empire français.—Négociation de Morlaix. —Naissance du fils de Buonaparte.—Félicitations générales.—Charles IV vient à Paris.—Affaire du baron de Kolly.—Procès criminel fait à la reine d'Etrurie.—Voyage de Buonaparte à Cherbourg.—La France perd le reste de

ses colonies.—Discours de Buonaparte au corps législatif. —Buonaparte visite la Hollande.—Négociation avec la Russie.—Opérations militaires en Espagne.

DANS le tems où Buonaparte étendait les possessions de ses alliés et constituait pour lui-même une principauté, la France perdait ou allait perdre plusieurs de ses colonies.

Un capitaine de vaisseau anglais, nommé James-Lucas Yeo, se trouvant à la Guiane, concerta avec don Manuel Marquez, colonel portugais, une expédition contre l'île de Cayenne. Étant entrés dans la rivière de ce nom, avec cinq cent cinquante hommes de troupes de débarquement, quatre-vingts matelots et quelques soldats de marine, Yeo et Marquez forcèrent le gouverneur, Victor Hugues, qui n'avait que quatre cents hommes de troupes réglées, à leur remettre la colonie, par une capitulation, qui fut signée le 12 janvier 1809.

Les anglais firent, quelques jours après, une conquête plus importante. Le général Beckwith et lord Cochrane partirent de la Barbade et parurent avec deux divisions, fortes ensemble de onze mille hommes, devant la Martinique, le 20 janvier de la même année 1809. Le capitaine général, M. Villaret Joyeuse, qui n'avait à leur opposer que deux mille quatre cents hommes, sept

cents matelots et quelques bataillons de garde nationale, capitula le 25 février, après avoir vu forcer les positions principales de l'île. Il fut stipulé que la garnison serait transportée à la baie de Quiberon, où elle serait échangée homme pour homme.

Le major Maxwell, commandant de l'île de Gorée, attaqua, au mois de juin, le fort français du Sénégal et s'en empara.

Les français s'étaient toujours maintenus à Santo-Domingo. Le général Carmichael, parti de la Jamaïque pour les en expulser, aborda, le 28 juin, à Poligné, à dix lieues de cette ville, et de concert avec un corps d'espagnols, venu de Porto-Ricco, il attaqua le général Barquier qui, le 6 juillet, fut forcé de rendre la place.

Le capitaine Rowley entreprit, le 20 septembre, de s'emparer de l'île de Bourbon. Il échoua dans cette tentative, ou du moins il ne parvint qu'à détruire les magasins où les armateurs français trouvaient auparavant tout ce dont ils avaient besoin pour se refaire.

Enfin, une escadre, détachée de la flotte de l'amiral Collingwood, avec seize cents hommes tirés de la Sicile, qu'occupaient les anglais, parvint, dans les premiers jours d'octobre, à s'emparer des îles de Céphalonie, de Zante, d'Ithaque et de Cerigo.

Ce ne fut pas seulement en des régions lointaines que la France essuya des pertes. Les mers qui baignent ses côtes servirent aussi de théâtre à des actions qui ruinèrent de plus en plus sa marine.

La tempête ayant contraint de se retirer à Torbay, la flotte anglaise qui bloquait Brest, le contre-amiral Villaumez sortit de ce port, le 21 février, avec huit vaisseaux de ligne et trois frégates. Le soir de ce même jour, il parut devant Lorient, pour s'y réunir à une autre escadre française. La marée ne l'ayant pas permis, il continua sa route jusqu'à la rade de l'île d'Aix, où il arriva le 24. L'amiral Gambier, instruit de la sortie de Villaumez, quitta Torbay dans le dessein d'incendier la flotte française, entreprise dont fut chargé lord Cochrane et qui eut lieu le 11 avril. La flotte anglaise était forte de onze vaisseaux de ligne, six frégates, onze corvettes et trente-deux brûlots. La flotte française comptait aussi onze vaisseaux de ligne, dont quatre furent brûlés, et les autres allèrent échouer sur la côte.

Une flotte de seize vaisseaux de ligne, de huit frégates et d'autres bâtimens était à l'ancre dans le port de Toulon. Trois vaisseaux de ligne et plusieurs frégates en furent détachés, sous le commandement du contre-amiral Baudin, afin d'escorter un convoi considérable, destiné pour Bar-

celone, que les espagnols assiégeaient. L'amiral Collingwood, qui commandait dans la Méditerranée, donna l'ordre au contre-amiral Martin d'aller, avec huit de ses meilleurs voiliers, à la poursuite de Baudin, qui n'eut d'autre moyen d'échapper aux anglais que de se faire échouer à l'embouchure du Rhône, le 24 octobre, et de brûler ses vaisseaux. Les bâtimens de transport se sauvèrent dans la baie de Roses, où ils croyaient être en sûreté sous le canon de la place; mais les anglais parvinrent à les détruire ou à s'en emparer.

Les opérations militaires ne furent pas non plus sans importance en Espagne et en Portugal, dans le cours de 1809.

Le maréchal Soult entra, au mois de mars, dans ce dernier royaume et défit, le 29, à Oporto, les troupes portugaises. Il se disposait à marcher contre Lisbonne; mais sir Arthur Wellesley ayant amené des renforts considérables à l'armée dont il prit le commandement, Soult se vit réduit à faire une retraite précipitée. Le 20 mai, il repassa le Minho (1).

(1) On prétend que le maréchal Soult, après la bataille d'Oporto, s'occupa du projet de mettre sur sa tête la couronne de Portugal. On cite même une proclamation où il

Le Portugal reçut en 1809 une forte organisation militaire. Un décret rendu par le prince régent, le 11 décembre 1808, avait ordonné à tous les portugais, de quinze à soixante ans, de prendre les armes. Vingt-quatre régimens de cette nation furent mis à la solde de l'Angleterre; son armée fut portée à quarante mille hommes, et sir Arthur Wellesley fut nommé feld-maréchal de toutes les forces portugaises, ayant sous lui le feld-maréchal Béresford.

En Espagne, l'Andalousie étant toujours en la puissance des insurgens, Victor fut chargé de soumettre cette province. Ce maréchal remporta, le 28 mars, à Medelin, une victoire décisive sur Cuesta.

Blake, qui était à la tête des armées d'Aragon et de Valence, tenta vainement de reprendre Saragosse. Les 16 et 18 juin, il livra bataille à Suchet, près de Belchite. Il voulut renouveler le combat, le troisième jour; mais son armée, saisie tout à coup d'une terreur panique, se débanda.

Après la défaite de Medelin, l'armée de Cuesta

---

prenait le nom de Nicolas I[er]. Cependant Buonaparte lui a conservé le commandement, ce qui a fait dire qu'il n'avait agi que d'accord avec le chef du gouvernement français.

fut promptement portée à trente-huit mille hommes ; et elle se mit en contact avec celle de sir Arthur Wellesley, qui s'élevait à soixante mille combattans, anglais, espagnols et portugais. Sir Arthur faisant mine de marcher contre Madrid, Joseph Buonaparte, ayant sous lui les maréchaux Jourdan et Victor, alla à sa rencontre. Une bataille sanglante fut livrée, les 27 et 28 juillet, près de Talavera-de-la-Reyna. Les français firent retraite après avoir perdu dix mille hommes et vingt canons. La perte des anglais fut de plus de six mille hommes. Sir Arthur fut, en mémoire de cette action qui lui a fait le plus grand honneur, créé vicomte Wellington de Talavera. C'est sous le premier de ces noms que nous le désignerons désormais. Sa victoire, toutefois, ne fut pas assez décisive pour qu'elle eût de grands résultats ; et le manque de vivres, ainsi que l'approche des corps de Soult, de Ney et de Mortier, qui venaient du Nord, le forcèrent à se retirer sur Badajoz.

Tandis que Wellington marchait contre Madrid, Venegas, qui commandait l'armée de la Manche, s'approchait de cette capitale par un autre chemin. Il n'en était plus qu'à la distance de quatre lieues, lorsqu'il apprit la retraite des anglais. Il effectua la sienne, le 10 août; mais il

fut atteint à Almanazir, où son armée fut mise en déroute.

Cuesta, de la conduite de qui Wellington avait été fort mécontent, ayant donné sa démission, la junte centrale de Séville le remplaça par Ariezaga, à qui elle ordonna de marcher de la Sierra-Morena vers Madrid. Son armée, qu'on prétend avoir été forte de cinquante-cinq mille hommes, avec quatre-vingts pièces de canon, fut défaite près d'Occana, le 18 novembre, par le maréchal Mortier, qui n'avait que vingt-quatre mille hommes, mais dont l'artillerie était parfaitement servie.

Dans le nord de la péninsule, Gironne, ce boulevard de la Catalogne, fut investie par les français, le 24 juin, et se rendit le 10 décembre suivant.

Buonaparte, de retour dans la capitale, voulut faire jouir les parisiens du spectacle de sa puissance et de la dépendance où il tenait les rois qu'il avait faits. Ils furent mandés à sa cour, et, le 3 décembre, ils assistèrent au *Te Deum* qui fut chanté pour ses victoires et pour l'anniversaire de son couronnement. Le lendemain, il les rassembla de nouveau dans une fête que la ville de Paris lui donna, et où, seul, il parut couvert. Il était vêtu à l'ancienne mode espagnole, et un énorme panache de plumes blanches ombrageait son chapeau. Les deux rois de Saxe et de Wur-

temberg (1), placés à côté de lui, étaient en uniforme, et eurent constamment la tête découverte.

Au sortir de la métropole, le triomphateur s'était rendu au corps législatif pour en faire l'ouverture. « Depuis votre dernière session, avait-il » dit aux députés, j'ai soumis l'Arragon et la Castille, et chassé de Madrid le gouvernement fal- » lacieux formé par l'Angleterre. Je marchais sur » Cadix et Lisbonne, lorsque j'ai dû revenir sur » mes pas, et planter mes aigles sur les remparts de Vienne. Trois mois ont vu naître et » terminer cette quatrième guerre punique....
» Le génie de la France a conduit l'armée anglaise ; elle a terminé ses destins dans les marais » pestilentiels de l'île de Walcheren.........
» Peuple français ! tout ce qui voudra s'opposer » à vous, sera vaincu et soumis. Votre grandeur » s'accroîtra de toute la haine de vos ennemis. » Vous avez devant vous de longues années de » gloire et de prospérité à parcourir. Vous avez » la force et l'énergie de l'Hercule des anciens. » J'ai réuni la Toscane à l'empire ; ses peuples » en sont dignes par la douceur de leur caractère, par l'attachement que nous ont toujours » montré leurs ancêtres, et par les services qu'ils

(1) Le roi de Bavière n'était pas encore arrivé à Paris.

» ont rendus à la civilisation européenne......

» La Hollande, placée entre l'Angleterre et la » France, en est également froissée; cependant » elle est le débouché des principales ARTÈRES » de mon empire; des changemens deviendront » nécessaires; la sûreté de mes frontières, et » l'intérêt bien entendu des deux pays, les exi- » gent impérieusement.

» Mon allié, l'empereur de Russie, a réuni à » son vaste empire la Finlande, la Moldavie, la » Walachie, et un district de la Gallicie. Je ne » suis jaloux de rien de ce qui peut arriver de » bien à cet empire. Mes sentimens pour son illus- » tre souverain sont d'accord avec ma politique.

» Lorsque je me montrerai au-delà des Pyré- » nées, le léopard épouvanté cherchera l'Océan » pour éviter la honte, la défaite et la mort. Le » triomphe de mes armes sera le triomphe du » génie du bien sur celui du mal, de la modéra- » tion, de l'ordre, de la morale, sur la guerre » civile, l'anarchie et les passions malfaisan- » tes........ »

Si les recueils les plus authentiques ne renfermaient pas ce discours, la postérité pourrait le considérer comme une fiction propre à caractériser l'insolence, la présomption et l'orgueil en délire. Cependant nous y avons entendu applaudir; et, pour en fournir la preuve, nous citerons

un passage de la réponse qu'y fit le corps législatif, par l'organe de M. de Fontanes, son président : « Tout ce qui s'attache à vous s'agrandit (allusion délicate ou non aux avantages que les illustres hôtes de Napoléon avaient retirés de leur alliance avec lui.) « Tout ce qui cherche une in» fluence étrangère est menacé d'une chute pro» chaine. Il faut obéir à votre ascendant : c'est » à la fois le conseil de l'héroïsme et de la po» litique ». Napoléon, saisissant cette occasion pour préparer le public à un acte qu'il méditait depuis quelque tems, dit à la députation : « Pour » conduire la France dans la situation où elle se « trouve, j'ai surmonté bien des obstacles. Moi » et ma famille, nous saurons toujours sacrifier » nos plus chères affections aux intérêts et au » bien-être de cette grande nation. . . . . .

» Je désire vivre trente ans encore, afin de » pouvoir trente ans servir mes sujets, consoli» der ce grand empire, et voir toutes les pros» pérités que j'ai conçues, embellir cette chère » France ».

Quel était donc le sacrifice que Napoléon devait consommer ? Devait-il descendre d'un trône usurpé, et rentrer dans l'obscurité d'où, pour le repos du genre humain, jamais il n'aurait dû sortir ? Non, sans doute : ce n'était pas comblé des faveurs de la fortune, que Buona-

parte devait abdiquer. Ce grand sacrifice qu'il allait faire, c'était la répudiation d'une femme plus âgée que lui, mais à laquelle il devait principalement son élévation. Ce grand sacrifice, c'était l'alliance qu'il allait contracter avec une jeune princesse, qui s'immolait au désir d'épargner de nouveaux malheurs à son auguste maison et à des peuples fidèles.

Le 15 décembre, Napoléon, après avoir rassemblé auprès de lui tous les membres de sa famille, les grands dignitaires et les ministres, adressa la parole à M. Cambacérès, et dit :

« Mon cousin, le prince archi-chancelier, je vous
» ai expédié une lettre close en date de ce jour,
» pour vous ordonner de vous rendre dans mon
» cabinet, afin de vous faire connaître la résolu-
» tion que moi et l'impératrice, ma très-chère
» épouse, avons prise. La politique de ma mo-
» narchie, l'intérêt et le besoin de mes peuples,
» qui ont constamment guidé toutes mes actions,
» veulent qu'après moi je laisse à des enfans,
» héritiers de mon amour pour mes peuples, ce
» trône où la Providence m'a placé. Cependant,
» depuis plusieurs années j'ai perdu l'espérance
» d'avoir des enfans de mon mariage avec ma
» bien-aimée épouse, l'impératrice Joséphine;
» c'est ce qui me porte à sacrifier les plus douces
» affections de mon cœur, à n'écouter que le

» bien de l'État, et à vouloir la dissolution de
» notre mariage.

» Parvenu à l'âge de quarante ans, je puis
» concevoir l'espérance de vivre assez pour éle-
» ver dans mon esprit et dans ma pensée les en-
» fans qu'il plaira à la Providence de me donner.
» Dieu sait combien une pareille résolution a
» coûté à mon cœur; mais il n'est aucun sacri-
» fice qui soit au-dessus de mon courage, lors-
» qu'il m'est démontré qu'il est utile au bien de
» la France.

» J'ai le besoin d'ajouter que, loin d'avoir ja-
» mais eu à me plaindre, je n'ai au contraire
» qu'à me louer de l'attachement et de la ten-
» dresse de ma bien-aimée épouse; elle a em-
» belli quinze ans de ma vie: le souvenir en res-
» tera toujours gravé dans mon cœur. Elle a été
» couronnée de ma main, je veux qu'elle con-
» serve le titre et le rang d'impératrice; mais
» surtout qu'elle ne doute jamais de mes sen-
» timens, et qu'elle me tienne toujours pour son
» meilleur et son plus cher ami. »

Napoléon ayant cessé de parler, Joséphine prononça, d'une voix altérée et les yeux mouillés de larmes, un discours peu long, qui n'était qu'une répétition de celui de son ingrat et infi-

affections les plus chères, furent ensuite prononcés par M. Regnault, par le vice-roi et par M. Cambacérès. Le projet fut renvoyé, pour la forme, à une commission qui eut ordre de faire son rapport, séance tenante. M. de Lacépède, qui en fut chargé, parut bientôt à la tribune; et, selon la coutume établie, il paraphrasa les paroles de Napoléon, puis il proposa d'adopter le projet présenté par les ministres. En conséquence, on décréta que le mariage, qui avait uni Napoléon et Joséphine, était dissous; que Joséphine conserverait les titre et rang d'impératrice-reine couronnée; que son douaire était fixé à une rente annuelle de deux millions de francs, payable par le trésor de l'État, et que toutes les dispositions qui pourraient être faites en sa faveur, par Buonaparte, sur les fonds de la liste civile, seraient obligatoires pour ses successeurs (1). Afin de couronner l'œuvre, des adresses furent votées, l'une à l'empereur et l'autre à l'impératrice. Le sénat, avec sa bassesse accoutumée, disait dans la première : « La puissance la plus étendue, la » gloire la plus éclatante, l'admiration de la pos» térité la plus reculée, ne pourront payer, sire,

(1) Napoléon ajouta une rente annuelle d'un million à celle que portait le sénatus-consulte.

» le sacrifice de vos affections les plus chères ;
» l'éternel amour du peuple français et le sen-
» timent profond de tout ce que vous faites pour
» lui, pourront seuls consoler le cœur de votre
» majesté. »

Le lien civil étant rompu par l'autorité souveraine, il restait à dissoudre le lien spirituel. En conséquence, l'archi-chancelier, après en avoir reçu l'autorisation de Napoléon et de Joséphine, présenta requête au tribunal diocésain de l'officialité de Paris, qui, tout aussi complaisant que le sénat, déclara la nullité du mariage, sentence qui fut confirmée par l'officialité métropolitaine, sans que l'un et l'autre tribunal fissent connaître les motifs de leur jugement. On annonça seulement qu'on s'était conformé aux décrets des conciles et aux usages de l'église gallicane (1).

L'empereur de Russie, ainsi que Buonaparte le déclara dans son discours d'ouverture au corps législatif, avait réuni à son empire la Finlande, c'est-à-dire, la partie suédoise de cette contrée. La conquête qu'Alexandre en avait faite était le résultat de la guerre déclarée par lui à Gustave IV, prince magnanime, qui, con-

(1) Un savant théologien, M. Tabaraud, a démontré la nullité de la sentence de divorce.

sultant plus son droit que ses forces, avait refusé de séparer ses intérêts de ceux de l'Angleterre. Une telle perte excita, toutefois, un vif mécontentement en Suède; et il se trama, dans l'armée, un complot contre le roi qui, le 29 mars 1809, fut forcé de signer un acte d'abdication. La couronne fut placée sur la tête de son oncle, le duc de Sudermanie, qui prit le nom de Gustave IV; et un prince de la maison de Holstein fut désigné pour être son successeur. Par le traité de paix, qui fut conclu à Fredrishamn, le 17 septembre suivant, entre la Russie et la Suède, cette dernière puissance renonça au grand duché de Finlande, aux îles d'Aland et à une partie de la Westro-Bothnie. Elle prit aussi l'engagement de faire, le plutôt qu'il serait possible, la paix avec Buonaparte. En conséquence, le 6 janvier 1810, fut signé, à Paris, un traité par lequel le roi de Suède adopta pleinement le système dit continental. Ce prince promit de fermer ses ports au commerce anglais, et renonça même à la faculté que le traité de Fredrishamn lui laissait de recevoir des denrées coloniales; il se réservait uniquement l'importation du sel nécessaire à la consommation du pays. Buonaparte restitua à la Suède la Poméranie ainsi que la principauté de Rugen et leurs dépendances; mais S. M. S. re-

connut les dotations en terres ou en revenus qu'il y avait faites.

Un sénatus-consulte, dont l'objet était de confirmer l'usurpation des états du Saint-Siége, fut rendu le 17 février. Il était ainsi conçu :

« L'état de Rome est réuni à l'empire français et en fait partie intégrante. Il formera deux départemens, le département de Rome et le département de Trasimène. Il sera établi une sénatorerie dans chacun de ces départemens. La ville de Rome est la seconde ville de l'empire. Le maire de Rome est présent au serment de l'empereur, à son avénement. Il prend rang, ainsi que les députations de la ville de Rome, dans toutes les occasions, immédiatement après les maires et les députations de la ville de Paris. Le prince impérial porte le titre et reçoit les honneurs de roi de Rome. Il y aura à Rome un prince du sang ou un grand dignitaire de l'empire, qui tiendra la cour de l'empereur. Après avoir été couronnés dans l'église de Notre-Dame de Paris, les empereurs seront couronnés dans l'église de Saint-Pierre de Rome, avant la dixième année de leur règne. La ville de Rome jouira de priviléges et d'immunités qui seront déterminés par l'empereur Napoléon. Lors de leur exaltation, les papes prêteront serment de ne rien faire contre les quatre propositions de l'église galli-

cane, arrêtées dans l'assemblée du clergé en 1682. Ces propositions sont déclarées communes à toutes les églises catholiques de l'empire. Il sera préparé pour le pape des palais dans les différens lieux de l'empire où il voudrait résider. Il en aura nécessairement un à Paris et un à Rome. Deux millions de revenus en biens ruraux, francs de toute imposition, et sis dans les différentes parties de l'empire, seront assignés au pape. Les dépenses du sacré collége et de la propagande sont déclarées impériales. »

Lorsque toutes les négociations, que toutes les discussions relatives aux conventions matrimoniales furent terminées, Napoléon annonça au sénat, par un message en date du 27 février 1810, qu'il avait choisi pour épouse l'archi-duchesse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche (1). « Nous avons voulu, dit-il, contribuer éminem- » ment au bonheur de la présente génération. Les » ennemis du continent ont fondé leurs prospé-

(1) Ce fut le maréchal Berthier que Buonaparte chargea d'aller à Vienne faire la demande en forme. On est toujours dans le doute de savoir de quel côté vint primitivement la proposition de mariage.

Quant aux conventions matrimoniales, elles furent les mêmes que celles qui furent faites pour Louis XVI et Marie-Antoinette, que, toutefois, on n'osa pas nommer.

» rités sur ses dissensions et son déchirement ;
» ils ne pourront plus alimenter la guerre, en
» nous supposant des projets incompatibles avec
» les liens et les devoirs de parenté que nous ve-
» nons de contracter avec la maison impériale,
» régnant en Autriche. »

Le plus grand ennemi du continent, c'était Buonaparte lui-même, qui en sacrifiait la prospérité au système le plus extravagant qui ait jamais été conçu.

Le sénat parut enchanté de la communication qui lui fut faite. Cependant nombre de ses membres, principalement ceux qui avaient trempé dans les crimes de la révolution, étaient très-mécontens. On prétendait qu'une des conditions du mariage était la destitution de tous les régicides ; mais l'Autriche n'était pas en position de dicter des lois de ce genre.

Le mariage de Napoléon et de Marie-Louise fut célébré à Vienne, le 11 mars 1810. Peu de jours après, cette princesse partit pour Braunau, ville que son auguste père venait d'être forcé de céder, et près de laquelle la remise devait être faite. Celle qui n'est plus aujourd'hui que la veuve Murat, mais qui alors était reine de Naples, sinon de droit, du moins de fait, s'était aussi rendue à Braunau par ordre de Napoléon, pour accompagner l'auguste épouse pendant le voyage.

Marie-Louise fut reçue avec les plus grands honneurs, ou plutôt comme leur souveraine, par tous les princes de la confédération du Rhin, dont elle traversa les états. Les hommages extérieurs ne pouvaient être moindres en France, où il n'y avait alors d'autre volonté que celle de Buonaparte. Quant à ceux qui partent du cœur, ils furent peu vifs, lorsque la jeune princesse eut quitté les départemens formés de l'Alsace et de la Lorraine, où d'anciens souvenirs s'étaient réveillés ; et à mesure qu'elle approcha de la capitale, on put remarquer plus de curiosité que de témoignages de contentement de la part de la foule rassemblée pour la voir.

Une tente avait été dressée aux environs de Soissons, pour la première entrevue des deux époux. Cependant le fils du juge d'Ajaccio eut assez de pudeur pour dispenser la fille des Césars de l'aborder avec ces marques de profond respect que prescrivait l'étiquette. Napoléon alla au-devant de son épouse, à la distance de quatorze lieues. Il voulait, dit-on, garder l'incognito ; mais l'écuyer l'ayant reconnu, fit arrêter les chevaux, cria : l'*Empereur* ! et ouvrit la voiture dans laquelle Buonaparte s'élança. On se rendit ensuite à Compiègne. Le 1er. avril, la cour partit pour Saint-Cloud, où se fit l'acte civil ; et, le lendemain, la bénédiction nuptiale fut donnée à Napoléon et à

Marie-Louise, par le cardinal Fesch son oncle, dans une des salles du Louvre, transformée plutôt en salle de spectacle qu'en chapelle. Une foule de personnes des deux sexes, et d'un ordre au-dessus du commun, avaient sollicité et obtenu la faveur d'être admises dans la galerie que le cortége impérial devait traverser pour se rendre à l'autel. Les deux époux étaient suivis de tous les rois et reines éphémères de la famille Buonaparte, et même du prince Eugène, qu'on fit revenir une seconde fois d'Italie, pour être témoin d'une cérémonie à laquelle il ne pouvait assister qu'à regret. Cependant on avait acheté son inutile acquiescement par l'expectative du grand duché de Francfort. Des illuminations, des concerts et d'autres réjouissances publiques remplirent le reste de la journée, dans le cours de laquelle Napoléon, du balcon de son palais, présenta deux fois son épouse à la foule, qui ne lui témoigna que de l'indifférence.

Le roi que Buonaparte avait donné à la Hollande, était, quoique son frère, d'un caractère entièrement opposé au sien. Ne voulant pas sacrifier tout-à-fait au système continental le pays sur lequel il régnait, et à qui le commerce maritime est aussi nécessaire que l'agriculture l'est aux autres états, Louis ne faisait point exécuter à la lettre les prohibitions ordonnées par Napoléon.

Ce dernier l'ayant mandé à Paris, à l'époque de son mariage avec Marie-Louise, le traita de la manière la plus dure, et porta l'oubli de toutes les convenances jusqu'à l'appeler contrebandier. Louis, intimidé, consentit à signer un traité par lequel le territoire que la Hollande possédait sur la rive gauche du Rhin, ou plutôt du Wahal, fût cédé à la France. Buonaparte s'empressa de visiter cette nouvelle acquisition. Vers la fin du premier mois de son mariage, il partit de Compiègne, emmenant avec lui sa jeune épouse. Il visita Middlebourg et Flessingue; et il commanda divers ouvrages pour la défense de cette dernière place. Il se rendit aussi à Bréda, où, en présence de toute sa cour, et du clergé protestant, il se livra contre le clergé catholique (1), à toute

---

(1) Nous nous bornerons à rapporter la péroraison de cette harangue insensée.

« Vous ne voulez pas prier pour moi, pour votre souverain, parce qu'un prêtre de Rome m'a excommunié! Qui est-ce qui a donné au pape le droit d'excommunier un souverain? Pourquoi Luther et Calvin se sont-ils séparés de l'église? C'est l'infamie de vos indulgences qui les a soulevés. Ce n'était ni Luther ni Calvin, c'étaient les princes allemands qui ne voulaient pas se soumettre à votre joug fanatique. Les anglais ont bien eu raison de se séparer de vous. Ce sont les papes qui, par leur hiérarchie, ont mis l'Europe à feu et à sang. Vous voudriez bien de nouveau éle-

la fougue, à toute la fureur de son caractère, qui le portait si souvent à des actes que la démence seule pourrait faire excuser.

---

ver des échafauds et des bûchers; mais je saurai y mettre ordre (c'était faire l'objection pour la combattre). Êtes-vous de la religion de Grégoire VII? Vous ne le savez pas. Êtes-vous de la religion de Boniface, de Benoît XIX, de Clément XII, ou d'un autre pape? Je n'en suis pas. Je suis de la religion de Jésus-Christ, qui a dit : Rendez à César ce qui est à César; et suivant le même Évangile, je rends à Dieu ce qui est à Dieu. Je tiens mon sceptre de Dieu. Je porte le glaive temporel (en frappant sur son épée). Je saurai le maintenir. C'est Dieu qui élève les trônes; ce n'est pas moi, c'est Dieu qui m'a placé sur mon trône (et qui l'en a renversé). Et vous, vermisseaux de terre, vous voudriez vous y opposer. Je ne dois rendre compte de ma conduite qu'à Dieu et à Jésus-Christ. Croyez-vous que je sois homme à baiser la mule d'un pape? Si cela ne dépendait que de vous, vous me couperiez le nez, vous me couperiez les cheveux, vous me tondriez, et me jeteriez dans un couvent, comme Louis-le-Débonnaire, et vous me relégueriez en Afrique. Ignorans! imbécilles! prouvez-moi par l'Évangile que Jésus-Christ a établi un pape pour son vicaire, comme successeur de Saint-Pierre, et qu'il a le droit d'excommunier les souverains. Ne savez-vous pas que toutes les puissances viennent de Dieu? Si vous voulez espérer ma protection, suivez la doctrine de l'Evangile, selon la manière dont les Apôtres l'ont prêchée. Si vous êtes de bons citoyens, je vous protégerai, sinon je vous chasserai de mon empire, je vous disperserai comme les juifs. Vous êtes sous l'évêché de Malines;

Le retour de Napoléon à Paris fut signalé par la disgrace de Fouché, duc d'Otrante, à qui le ministère de la police générale fut enlevé pour être remis au duc de Rovigo. Lors de la descente des anglais dans l'île de Walcheren, Fouché, qui tenait par *interim* le porte-feuille du ministère de l'intérieur, avait voulu organiser la garde

---

présentez-vous devant votre évêque, faites-y votre confession, signez-y le Concordat, il vous fera connaître mes intentions. » (Cet évêque était alors l'abbé de Pradt.)

Recueil de Pièces officielles, etc., par M. Schoell, qui ne donne pas le morceau comme tel, mais qui déclare que des personnes dignes de foi en ont garanti l'authenticité. Tome IV, pag. 247.

(1) C'est seulement à cette même époque que furent données les fêtes pour le second mariage de Buonaparte. Quelque brillantes quelles aient été, nous pourrions nous dispenser d'en faire mention, si ce n'était l'événement funeste arrivé à celle que donna l'ambassadeur d'Autriche, prince de Schwartzenberg. Le feu ayant pris à une draperie de la salle de bal, la flamme se propagea rapidement. Buonaparte, qui était à l'extrémité opposée de cette salle, courut vers Marie-Louise et sortit aussitôt avec elle. Dans la confusion qu'occasiona l'incendie, la princesse Pauline de Schwartzenberg, belle-sœur de l'ambassadeur, fut séparée de sa fille, qui était tombée et qu'un homme avait relevée et emportée; l'ayant appelée vainement, cette mère éplorée rentre dans la salle pour l'y chercher, et elle y périt. Nombre de personnes furent blessées grièvement.

nationale de Paris, sans en avoir reçu l'ordre de Buonaparte. Il avait, en conséquence, adressé aux maires de cette ville une lettre où il disait : « Prouvons à l'Europe que si le génie de Napo-» léon peut donner de l'éclat à la France par les » victoires, sa présence n'est pas nécessaire pour » repousser nos ennemis. » Et la phrase et la mesure (1) firent ombrage à Buonaparte ; mais il paraît qu'il renferma quelque tems en lui-même son mécontentement, que redoubla le fait suivant. Durant le voyage dont nous venons de rendre compte, un homme intimement lié avec Fouché, M. Ouvrard, passa en Angleterre, chargé par ce ministre de sonder le ministère britannique relativement aux conditions auxquelles il voudrait faire la paix. Comme cet agent n'avait pas de pouvoirs véritables, il ne fut pas écouté. Buonaparte, instruit de cette mission, demanda en plein conseil à Fouché, ce que M. Ouvrard était allé faire en Angleterre. La réponse fut l'équivalent d'un aveu ; et Napoléon reprit tranquillement : « Ainsi » vous faites la guerre et la paix sans ma partici-» pation. » Le lendemain, Fouché fut nommé gouverneur des états romains ; mais avant son

(1) Celle-ci n'alla pas plus loin que la nomination des officiers.

départ, Buonaparte lui fit redemander les ordres et les instructions émanés de son cabinet. Fouché répondit que ces pièces étaient sa garantie, et qu'il ne pouvait s'en dessaisir. Il fut exilé dans sa sénatorerie d'Aix ; mais là, soit crainte, soit espérance de rentrer en grace, il livra tous ses papiers.

Le traité par lequel Buonaparte s'était fait céder les possessions hollandaises situées sur la rive gauche du Rhin, n'était que le prélude de l'envahissement complet de la Hollande. Louis avait été également forcé, tant par promesses que par menaces, de consentir à l'occupation de ses états par une armée française, et à l'introduction d'une troupe nombreuse de douaniers. Il avait été stipulé, toutefois, que les troupes ne pourraient entrer dans la ville d'Amsterdam ; mais, dès le 29 juin, Louis apprit que cette condition allait être violée. Réduit à cette extrémité, il prit un parti qui, s'il ne pouvait sauver la Hollande, lui conservait l'honneur à lui-même. Il abdiqua en faveur de son fils aîné, et, au défaut de celui-ci, en faveur du second. « Mon frère », dit-il, dans le message du 1er. juillet, par lequel il communiqua cette résolution au corps législatif, « mon » frère, quoique très-exaspéré contre moi, ne » l'est pas contre mes enfans ; certainement il ne » détruira pas ce qu'il a institué pour eux ; il ne

» leur enlevera pas leur héritage, puisqu'il ne » trouvera jamais l'occasion de se plaindre d'un » enfant qui ne pourra parvenir, qu'après tant » d'années, à gouverner par lui-même. La reine, » appelée à la régence, fera tout ce qui pourra » être agréable à l'empereur, mon frère. Elle y » sera plus heureuse que moi, dont les efforts » n'ont jamais réussi... Et qui sait », est-il dit plus loin », peut-être serais-je le seul obstacle d'une » réconciliation entre la France et la Hollande. Si » cela était, oh ! je trouverais ma consolation à » passer, loin des premiers objets de ma plus » vive affection, les restes d'une vie errante et » souffrante. » A peine ce message fut-il envoyé, que Louis quitta en secret la Hollande. Il se retira dans les états autrichiens, à Gratz en Styrie, où il vécut d'une chétive pension, dont il avait lui-même fixé la quotité. Napoléon, toutefois, fit décréter, en sa faveur, une rente apanagère de deux millions que s'appropria sa femme, qui était loin de partager sa modestie et son désintéressement.

L'abdication de Louis parut surprendre Buonaparte (1). Peut-être désirait-il qu'on lui oppo-

---

(1) Quelque tems après cet événement, Buonaparte fit venir le fils de Louis, qu'il avait créé grand duc de Berg. Ce n'était encore qu'un enfant, ce qui n'empêcha pas qu'il ne

sât une résistance qui eût pu justifier, aux yeux d'un public complaisant, la conquête de la Hollande; mais il avait l'esprit trop fécond en expédiens, pour ne pas en inventer quelqu'un, à l'aide duquel il pût exécuter son dessein. D'ailleurs, il était toujours entouré d'hommes occupés, sans relâche, à colorer ses invasions. Son ministre des relations extérieures, M. de Champagny, alors duc de Cadore, prétendit, dans un rapport qu'il lui adressa, que l'acte d'abdication de Louis n'avait pu se faire sans le consentement de Napoléon, et que par conséquent il était nul. La Hollande devait donc être considérée comme conquise, et être réunie à l'empire. La convenance de cette mesure fut exprimée de la manière la plus naïve par le même ministre. « La Hollande, dit-

---

lui adressât ce discours inconvenant sous tant de rapports : « Venez, mon fils, je serai votre père, vous n'y perdrez » rien.

» La conduite de votre père afflige mon cœur, sa mala- » die seule peut l'expliquer. Quand vous serez grand vous » paierez sa dette et la vôtre. N'oubliez jamais, dans quel- » que position que vous placent ma politique et l'intérêt de » mon empire, que vos premiers devoirs sont envers moi, » les seconds envers la France. Tous vos autres devoirs, « même envers les peuples que je pourrais vous confier, ne » viennent qu'après. »

» il, est comme une émanation du territoire de
» la France ; elle est le complément de l'empire.
» Pour posséder le Rhin tout entier, votre ma-
» jesté doit aller jusqu'au Zuyderzée. Alors tous
» les cours d'eau qui naissent dans la France, ou
» qui en baignent la frontière, lui appartiennent
» jusqu'à la mer. Laisser dans des mains étrangè-
» res le débouché de nos rivières, c'est, sire, bor-
» ner votre puissance à une monarchie mal limi-
» tée, au lieu d'élever un trône impérial. » Pour invoquer de pareilles maximes au milieu de l'Europe, il fallait en croire les peuples tombés dans le dernier abrutissement.

Le rapport de M. le duc de Cadore fut suivi d'un décret qui porte la date du 9 juillet 1810, et par lequel la Hollande fut déclarée réunie à l'empire français. Quelques mois plus tard, c'est-à-dire, le 10 décembre suivant, ce décret fut compris dans un projet de sénatus-consulte que nous rapporterons ci-dessous, et qui était accompagné de plusieurs autres projets de ce genre, que nous ferons connaître également. La communication qui en fut faite au sénat, fut précédée d'un message en date du 10 décembre, et par lequel Buonaparte disait :

« Sénateurs,

» J'ordonne à mon ministre des relations exté-

» rieures de vous faire connaître les différentes
» circonstances qui nécessitent la réunion de la
» Hollande à l'empire.

» Les arrêtés publiés par le conseil britanni-
» que en 1806 et en 1807, ont déchiré le droit
» public de l'Europe. Un nouvel ordre de choses
» régit l'univers. De nouvelles garanties m'étant
» devenues nécessaires, la réunion des embou-
» chures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de
» l'Ems, du Weser et de l'Elbe à l'empire, l'é-
» tablissement d'une navigation intérieure avec
» la Baltique, m'ont paru être les premières et
» les plus importantes.

» J'ai fait dresser le plan d'un canal qui sera
» exécuté avant cinq ans, et qui joindra la Balti-
» que à la Seine.

» Des indemnités seront données aux princes
» qui pourront se trouver froissés par cette grande
» mesure que commande la nécessité, et qui ap-
» puie sur la Baltique la droite des frontières de
» mon empire.

» Avant de prendre ces déterminations, j'ai
» fait pressentir l'Angleterre; elle a su que le
» seul moyen de maintenir l'indépendance de la
» Hollande, était de rapporter ses arrêtés du con-
» seil de 1806 et de 1807, ou de revenir enfin à
» des sentimens pacifiques; mais cette puissance

» a été sourde à la voix de ses intérêts comme au
» cri de l'Europe.

» J'espérais pouvoir établir un cartel d'échange
» des prisonniers, entre la France et l'Angle-
» terre, et par suite profiter du séjour des deux
» commissaires à Paris et à Londres, pour arri-
» ver à un rapprochement entre les deux nations.
» Mes espérances ont été déçues. Je n'ai reconnu
» dans la manière de négocier du gouvernement
» anglais qu'astuce et que mauvaise foi.

» La réunion du Valais est une conséquence
» prévue des immenses travaux que je fais faire
» depuis dix ans dans cette partie des Alpes. Lors
» de mon acte de médiation je séparai le Valais
» de la confédération helvétique, prévoyant dès
» lors une mesure si utile à la France et à l'Italie.

» Tant que la guerre durera avec l'Angleterre,
» le peuple français ne doit pas poser les armes.

» Mes finances sont dans l'état le plus pros-
» père. Je puis fournir à toutes les dépenses que
» nécessite cet immense empire, sans demander
» à mes peuples de nouveaux sacrifices. »

Aux deux projets de sénatus-consulte, pour les réunions qu'indiquait le message, on en avait joint deux autres, qui mettaient à la disposition du ministre de la marine, dix mille hommes pris dans trente départemens maritimes, et à celle du ministre de la guerre, cent-vingt mille hommes

de la conscription de 1811. Les divers projets furent, selon l'usage, renvoyés à des commissions spéciales, et, selon l'usage également, ils furent approuvés, dans la séance du 13 décembre. Les rapporteurs épuisèrent la louange et le blâme, l'une en faveur de Buonaparte, et l'autre contre l'Angleterre. M. le comte de Sémonville, après avoir prétendu que c'était cette puissance qui avait forcé la France à s'enrichir des ports et des arsenaux de la Hollande, que sans cette même cause, l'Ems, le Weser et l'Elbe ne couleraient pas sous la domination française, et qu'on ne verrait pas l'ancienne patrie des gaulois réunie, par une navigation intérieure, à des mers qui leur étaient inconnues, s'exprima ainsi : « Où sont encore les bornes du possible ? C'est à l'Angleterre à répondre. Qu'elle médite le passé, elle apprendra l'avenir. La France et Napoléon ne changeront point. » Ce serait outrager le lecteur, que de faire une seule observation sur une telle assertion.

Le premier sénatus-consulte portait que la Hollande, les villes anséatiques, le Lawenbourg et les pays situés entre la mer du Nord et une ligne tirée depuis le confluent de la Lippe dans le Rhin, jusqu'à Halteren, de Halteren à l'Ems au-dessus de Telget, de l'Ems au confluent de la Verra dans le Weser, et de Stolzenau sur le

Weser à l'Elbe, au-dessus du confluent de la Steckenitz, feraient partie intégrante de l'empire français ; qu'ils formeraient dix départemens, savoir: du Zuyderzée, des Bouches de la Meuse, de l'Yssel supérieur, des Bouches de l'Yssel, de la Frise, de l'Ems occidental, de l'Ems oriental, de l'Ems supérieur, des Bouches du Weser, et des Bouches de l'Elbe (1); qu'Amsterdam, Rotterdam, Hambourg, Brême et Lubeck, seraient comprises dans les bonnes villes dont les maires étaient présens au serment de l'empereur, à son avénement; enfin, que la jonction de la mer Baltique aurait lieu par un canal qui, partant de celui de Hambourg à Lubeck, communiquerait de l'Elbe au Weser, du Weser à l'Ems, et de l'Ems au Rhin.

Depuis la révolution helvétique, le Valais avait, à la demande de la France, formé une république indépendante. Cette contrée était divisée en deux parties, l'une haute, l'autre basse. Celle-ci était soumise à la souveraineté de celle-là. On prétendit qu'il en résultait des troubles. On accusa aussi la république valaisienne de n'avoir pas rempli les engagemens qu'elle avait contrac-

---

(1) Un sénatus-consulte du 27 avril 1811, créa un département de la Lippe, dont le chef-lieu fut Munster.

tés au sujet de la route du Simplon; et pour obvier à ces inconvéniens, réels ou supposés, Buonaparte ne trouva pas de meilleur moyen que de s'emparer du pays.

Parmi les princes que dépouilla le sénatus-consulte du 13 décembre, se trouva le duc d'Oldenbourg, qui réclama la protection de l'empereur de Russie, comme chef de la maison de Holstein-Gottorp, dont ils sortent l'un et l'autre. Il s'ouvrit à ce sujet une négociation entre la cour de Saint-Pétersbourg et le cabinet des Tuileries. Buonaparte offrit au duc, à titre d'indemnité, la ville et le territoire d'Erfurt, avec la seigneurie de Blankenheim, dont il avait conservé l'administration, depuis la paix de Tilsitt. Cette offre fut hautement rejetée; et Alexandre mit en réserve les droits de sa maison, par une protestation formelle que ses ministres eurent ordre de présenter aux diverses cours, près desquelles ils étaient accrédités. On y déclarait, toutefois, que le grand intérêt politique, qui avait produit l'alliance entre les deux empires, subsistait toujours.

Si Buonaparte enlevait, sans hésiter, ses états à un prince que tout l'invitait à ménager, on conçoit facilement qu'il n'était pas plus scrupuleux à l'égard de ceux qui ne devaient leur existence politique qu'à lui-même. Le royaume de Westphalie et le grand duché de Berg, perdirent l'un cinq cent

vingt-neuf mille habitans, et l'autre cent soixante-cinq mille. Le Hanovre avait été réuni au premier de ces états, par un traité du 14 janvier précédent; mais le sénatus-consulte ne lui en laissa plus que le tiers.

Le gouvernement britannique, considérant comme contraire au droit des gens, le décret par lequel Buonaparte avait fait arrêter tous les anglais qui voyageaient en France, avait jusqu'alors jugé que c'eût été légitimer une mesure si odieuse, que de conclure un cartel d'échange; mais le cri des familles qui redemandaient des pères, des frères, des enfans, le portèrent, au mois de septembre 1809, à entrer en négociation à ce sujet. Il s'éleva deux difficultés. Le gouvernement britannique ne voulut reconnaître comme prisonniers à sa charge, que les nationaux anglais, tandis que Buonaparte demandait que les allemands, les espagnols et les portugais qui faisaient partie des armées de la Grande-Bretagne ou des armées combinées avec celles de cette puissance, fussent compris dans l'échange. Sous le rapport du droit, cette prétention était fondée à l'égard des troupes qui, étant directement à la solde de l'Angleterre, devaient être considérées comme anglaises; mais il n'en était pas de même des troupes des simples alliés, qui faisaient la guerre en leur propre nom.

La seconde difficulté était relative à la capitulation de Suhlingen par le général hanovrien Walmoden (1). Affectant de considérer la Hanovre comme une province d'Angleterre, Buonaparte exigeait que le cabinet britannique reconnût le corps de ce général comme anglais. L'une et l'autre prétention furent repoussées et la négociation fut rompue; mais les efforts de l'opposition qui les a souvent employés plus mal, la firent renouer. Un commissaire anglais, M. Mackensie, arriva, au mois d'avril 1810, à Morlaix, où Buonaparte envoya M. Dumoustier. Il serait fastidieux pour le lecteur de mettre sous ses yeux les projets et les contre-projets que les deux négociateurs soumirent l'un à l'autre, et qui n'aboutirent à rien (2). M. Mackensie se rembarqua le 6 novembre.

---

(1) Voyez tome II, page 284.

(2) On a supposé dans le tems, et non sans fondement peut-être, que la négociation pour l'échange des prisonniers, en couvrait une pour la paix maritime. Le gouvernement anglais, dit-on, laissa le choix à Buonaparte entre trois manières de traiter: l'état de possession avant les hostilités, l'état de possession présent, et enfin des compensations réciproques. Aucune de ces manières ne pouvait convenir au chef du gouvernement français, qui, plus que jamais, enivré de ses succès, ne voulait de paix que celle dont

Louis Buonaparte, dans le séjour qu'il fit à Paris en 1810, écrivit à ses ministres qu'il s'était assuré que Napoléon était décidé à réunir la Hollande à la France, et que le seul moyen de l'empêcher était de négocier la paix maritime. Il les invitait en même tems à faire partir pour l'Angleterre un agent qui exposerait au gouvernement britannique l'inconvénient qui résulterait pour lui d'une telle mesure. Louis ajoutait qu'il fallait que ses ministres agissent comme d'eux mêmes et sans qu'il fût question de lui. Cette trop grande précaution suffirait seule pour prouver qu'en cette conjoncture Louis était d'accord avec son frère, si le message que nous venons de rapporter ne levait pas tout doute à cet égard.

Le choix d'un agent tomba sur M. Labouchère, négociant d'Amsterdam, qui se rendit à Londres dans les premiers jours de février, et obtint une audience de lord Wellesley, secrétaire d'état pour les affaires étrangères. Soit que le ministère britannique considérât le maintien restrictif du commerce comme l'unique moyen d'affaiblir les ressources de la France et d'en détruire

---

il dicterait les conditions ; et c'est seulement sous ce point de vue qu'il faut considérer les diverses démarches qu'il fit pour parvenir à une pacification.

l'influence sur le continent, soit qu'il fût convaincu que tant que régnerait Buonaparte, il serait impossible d'assurer l'indépendance de la Hollande, il refusa d'entrer en négociation.

Ne pouvant forcer l'Angleterre à fléchir sous sa volonté, l'esprit de vengeance suggéra à Buonaparte une mesure d'autant plus insensée qu'elle ne pouvait en aucune manière nuire à la puissance contre laquelle elle était dirigée; et qu'elle fut très-funeste à un grand nombre de français: il ordonna par un décret du 19 octobre 1810, que toutes les marchandises anglaises qui existaient dans les lieux soumis à sa domination ou conquis par ses armes, fussent brûlées publiquement, ce qui fut exécuté ponctuellement.

Une autre mesure qui fut prise vers le même tems, n'était guère moins extravagante. Convaincu que tous ses moyens pour remplacer les denrées coloniales par des productions indigènes (1), étaient insuffisans, Buonaparte étendit le système des licences, inventé par les anglais (2). Il accor-

---

(1) Telles que le sucre de betteraves, le café de chicorée et le pastel.

(2) La disette des vivres avait forcé l'Angleterre, au mois de novembre 1808, à donner à des vaisseaux étrangers la *licence* d'importer des grains durant une année. On imposa ensuite à ceux qui obtinrent des permissions de ce genre, l'obligation d'exporter des marchandises anglaises ou des

dait, à prix d'argent, la permission d'introduire en France une certaine quantité de denrées coloniales, à condition d'en exporter la valeur en marchandises de fabrique française. Comme l'introduction en Angleterre de la plupart de celles-ci éprouvait de grandes difficultés ou même qu'elles étaient entièrement prohibées, on les jetait le plus souvent à la mer, lorsqu'on ne les abandonnait pas aux douanes anglaises pour les droits (1).

Une année ne s'était pas encore écoulée depuis leur mariage, que Marie-Louise donna un fils à

---

denrées coloniales. Les conditions varièrent selon les tems; mais elles eurent toujours pour objet une exportation réelle et avantageuse aux marchandises anglaises, tandis que dans le système français, tout était fictif, excepté les droits énormes qu'en retirait Buonaparte, (M. Schoell, *Histoire abrégée des traités de Paix*, tom. IX, pag. 54, note).

Buonaparte fut accusé, dans le tems, d'avoir vendu lui-même des grains aux anglais.

(1) La plupart des livres de prix qui se trouvaient dans la librairie de Paris, passèrent alors en Angleterre, et des éditions entières d'ouvrages estimés, mais d'un débit lent, furent détruites. La valeur nominale des livres exportés par licence, fut de plus de 20,000,000 de francs; et la douane de Londres en fit vendre les quatre cinquièmes à la rame, au défaut de paiement des droits d'entrée. *Idem*. p. 57.

On sait que les livres jetés à la mer par les propriétaires de licence étaient appelés plaisamment, *ad usum delphini*.

Napoléon (20 mars 1811). Cet enfant, ainsi que le portait le décret de réunion des états romains à l'empire, fut qualifié de roi de Rome. Le titre de prince héréditaire n'eût pas été suffisant : le fils de Buonaparte devait naître roi.

Une salve de cent et un coups de canon annonça cet événement à la capitale ; et tous les corps constitués se mirent bientôt en marche pour aller porter leurs fastidieux complimens au pied du trône, où des députations arrivèrent aussi de toutes parts. On vit plus. Le roi d'Espagne, Charles IV et la reine son épouse, se rendirent à Rambouillet pour féliciter, sur la naissance de leur fils, Buonaparte ainsi que Marie-Louise qui était alors rétablie. LL. MM. CC. vinrent ensuite à Paris, où elles reçurent les hommages des grands dignitaires et de tous ceux qui exerçaient des fonctions publiques. Il paraît, toutefois, qu'il n'y eut qu'une simple présentation sans harangue. Dans la position où se trouvaient le roi et la reine d'Espagne, le silence convenait mieux que tout discours.

L'infortuné Ferdinand VII et les autres princes espagnols étaient toujours à Valençay, d'où le gouvernement britannique avait tenté vainement de les tirer. Un piémontais, nommé le baron de Kolly, à qui l'on avait remis deux lettres autographes du roi d'Angleterre pour ce prince, avait

été, dans la nuit du 9 au 10 mars 1810, débarqué à Quiberon baie, devant laquelle plusieurs navires devaient l'attendre. Il s'était rendu d'abord à Paris pour y préparer ses moyens d'exécution. Arrêté, le 24 mars, à l'instant même où il allait partir pour Valençay, il avait été mené devant le ministre de la police générale, qui s'était efforcé vainement de l'engager à feindre de remplir sa mission. N'ayant pu le séduire, Fouché l'avait fait conduire au château de Vincennes. On n'en résolut pas moins d'éprouver Ferdinand. On trouva un homme qui avait quelque ressemblance avec le baron de Kolly. On lui en remit les lettres de créance et les autres papiers, et on le fit partir pour Valençay (1). Ferdinand, soit qu'il se tînt sur ses gardes, soit qu'il eût perdu jusqu'à l'espérance de voir briser ses fers, ne voulut avoir aucune communication avec l'agent. Il empêcha même qu'il n'approchât des infans don Antonio et don Carlos, et il fit connaître, par son chambellan, M. Damezaga, ce qui se passait, à M. Berthemy, gouverneur du château. Le faux Kolly fut renvoyé à ceux qui l'avaient employé. Quant au véri-

(1) Si le roi Ferdinand VII eût donné dans le piége, le faux baron de Kolly avait ordre de l'amener à la prison de Vincennes, en lui faisant croire que c'était vers la flotte anglaise qu'il le dirigeait.

table, il resta prisonnier dans les cachots de Vincennes d'où il ne sortit qu'à la restauration. Une somme considérable, qui lui avait été donnée par le gouvernement anglais, fut déclarée de bonne prise, et elle ne lui a pas même été rendue après la restauration, lorsqu'il a été rendu à la liberté.

Le sort que Buonaparte fit éprouver à la reine d'Étrurie peut faire juger de celui qu'il réservait à Ferdinand, s'il avait donné dans le piége qui lui avait été tendu. Cette princesse avait suivi ses parens à Compiégne. Soit qu'elle vécût en mauvaise intelligence avec eux, soit toute autre cause, Duroc vint, à la fin de mars 1809, lui signifier de se rendre à Parme, où sa pension, de la modicité de laquelle elle s'était plainte plusieurs fois, serait portée à cinquante mille francs par mois. Elle fut forcée de se mettre en route, le 5 avril, laissant à Compiégne son fils, qui était dangereusement malade. A l'instant de son départ elle reçut une lettre de Napoléon, qui lui témoignait le désir qu'elle fût agréablement dans le pays qu'elle allait habiter; mais il ne le désignait pas. Ce fut à Lyon qu'elle apprit que c'était à Nice et non à Parme qu'elle devait se rendre. Cette princesse y arriva le 18 avril, et fut soumise à la surveillance la plus rigoureuse. Pour s'y soustraire, elle conçut le dessein de passer en Angleterre. Deux de ses gentilshommes furent à cet effet successivement envoyés

en Hollande ; mais le projet fut découvert. Le commissaire de police et le capitaine de la gendarmerie, accompagnés de soldats munis de menottes et de deux sacs, s'introduisirent, le 6 avril 1811, dans la demeure de la reine, sous prétexte qu'un anglais y était caché. On fit une exacte perquisition, et tous les papiers furent saisis. Cette affaire semblait oubliée, lorsqu'au bout de deux mois la princesse fut informée qu'elle devait être jugée par une commission militaire ; et, le 2 août, le commissaire de police lui notifia une sentence qui la condamnait à être renfermée dans un monastère, à Rome, avec sa fille. Il n'y eut que vingt-quatre heures entre la notification et le départ.

Quant aux gentilshommes qui avaient été envoyés en Hollande, ils furent arrêtés, l'un à Hambourg, et l'autre à Amsterdam, et conduits à Paris. Le premier fut fusillé dans la plaine de Grenelle ; le second obtint sa grâce à l'instant du supplice ; mais il avait éprouvé un tel effroi que quelques jours après il mourut.

Ce fut dans ce tems-là que Napoléon et Marie-Louise partirent de Rambouillet pour aller visiter Cherbourg, où ils arrivèrent le 26 mai. Buonaparte y faisait continuer les travaux commencés et poussés très-loin sous Louis XVI, entreprise dont l'usurpateur de son trône aurait voulu lui dérober la gloire. Les deux époux furent de retour à Saint-

Cloud, le 4 juin, pour assister au baptême de leur fils, qui se fit, avec la plus grande solennité, le 2, à la métropole de Paris. Le grand duc de Wurtzbourg, oncle de Marie-Louise, fut le parrain, et la mère de Buonaparte la marraine. Après la cérémonie, Napoléon prit son fils entre ses bras et l'éleva pour le montrer aux assistans, c'est-à-dire, aux membres des différens corps de l'état, qui ne manquèrent pas de pousser de grandes acclamations. Tout semblait annoncer à cet enfant les destinées les plus brillantes: qui eût pu présumer que dans le court espace de trois ans, cette puissance colossale, que de grands succès, joints aux conjonctures les plus favorables, avaient élevées, n'existerait plus que dans le souvenir des hommes?

Des fêtes eurent lieu dans toutes les parties de la France à l'occasion du baptême du prétendu roi de Rome; et des vaisseaux furent lancés dans les ports d'Anvers et de Toulon. Buonaparte en faisait construire constamment, mais c'était travailler pour ses ennemis; car tout vaisseau français mis en mer, était pour les anglais une prise assurée. Ils ne s'en tenaient pas là. Le général Beckwitz débarqua, vers la fin du mois de janvier 1810, à la Guadeloupe, soutenu par l'amiral Cochrane. Le général Ernouf, qui commandait dans cette île, ayant été battu, le 3 février, conclut, le 8,

une capitulation en vertu de laquelle la seule possession qui restât à la France, dans les Antilles, fut remise aux troupes britanniques. Immédiatement après, celles-ci s'emparèrent aussi des colonies hollandaises de St.-Eustache et de St.-Martin.

Dans l'Archipel indien, les anglais soumirent, le 17 février de la même année 1810, Amboine, avec les îles qui en dépendent. Sept vaisseaux de guerre et quarante-sept vaisseaux marchands tombèrent en même tems en leur puissance.

Le 6 juillet, un corps parti de Madras, et composé de dix-huit cents européens et d'autant de cipayes, que renforcèrent mille hommes de la garnison de l'île de Rodriguez, parut devant Saint-Denis, capitale de l'île de Bourbon, que le colonel de Sainte Suzanne, gouverneur de cet établissement, rendit le lendemain, d'après une capitulation.

Une flotte de soixante et dix voiles se présenta sur la fin de novembre devant l'Ile-de-France. Elle portait environ dix mille hommes de troupes de débarquement, qui prirent terre le 29. Le gouverneur général Decaen signa, le 2 décembre, une capitulation, d'après laquelle la garnison dut être transportée en France. Cinq frégates tombèrent aussi au pouvoir des anglais.

La flotte de Toulon, sous le commandement de l'amiral l'Allemand, avait été portée à dix-huit

vaisseaux de ligne. Collingwood, qui en avait vingt et un et trente-sept frégates, était posté depuis le cap Saint-Sébastien jusqu'à Malte. La flotte française fit quelques efforts pour sortir de sa station; mais les affaires auxquelles ils donnèrent lieu n'eurent que des résultats insignifians.

Les anglais n'avaient plus qu'une seule conquête à faire pour être maîtres de toutes les colonies françaises et hollandaises : c'était celle de Java. Lord Minto, gouverneur général des possessions britanniques dans l'Inde, envoya une expédition, commandée par le général sir Samuël Auchmuty et l'amiral Brougthon, s'emparer de cette importante possession. Le débarquement s'effectua le 4 août 1811. Prévenu de l'arrivée des anglais, le général Jansens, gouverneur de l'île, avait détruit les magasins de Batavia et quitté cette ville, que les ennemis occupèrent, le 9, sans coup férir. Jansens se renferma dans un fort que les anglais emportèrent le 26 août. Il se retira ensuite de poste en poste, avec quelque cavalerie, seul reste d'une armée de dix mille hommes; mais, le 18 septembre, il se vit réduit à capituler.

Buonaparte fit, le 16 juin, l'ouverture de la session du corps législatif pour l'année 1811.

« La paix conclue avec l'empire d'Autriche,
» dit-il, a été depuis cimentée par l'heureuse
» alliance que j'ai contractée; la naissance du

» roi de Rome a rempli mes vœux et satisfait à
» l'avenir de mes peuples ».

Après avoir parlé de la réunion des états romains, de la Hollande, des villes anséatiques et du Valais, après avoir annoncé que les États-Unis d'Amérique faisaient des efforts pour que l'Angleterre reconnût la liberté de leur pavillon, et avoir dit qu'il les seconderait, après avoir déclaré qu'il n'avait qu'à se louer des princes de la confédération du Rhin, Buonaparte poursuivit ainsi :

« Les anglais mettent en jeu toutes les pas-
» sions. Tantôt ils supposent à la France tous
» les projets qui peuvent alarmer les autres puis-
» sances; projets qu'elle aurait pu mettre à exé-
» cution, s'ils étaient entrés dans sa politique;
» tantôt ils font un appel à l'amour-propre des
» nations pour exciter leur jalousie; ils saisis-
» sent toutes les occasions que font naître les
» événemens inattendus des tems où nous vivons:
» c'est la guerre sur toutes les parties du continent
» qui peut seule assurer leur prospérité. Je ne
» veux rien qui ne soit dans les traités que j'ai con-
» clus. Je ne sacrifierai jamais le sang de mes peu-
» ples pour des intérêts qui ne sont pas immédia-
» tement ceux de mon empire. Je me flatte que
» la paix du continent ne sera pas troublée. » Ce ne devait pas être pour de longues années.

Passant ensuite aux affaires d'Espagne, Buonaparte dit : « Les insurgens ont été battus dans » un grand nombre de batailles rangées. L'Angleterre a compris que cette guerre tournait à » sa fin, et que les intrigues et l'or n'étaient plus » désormais suffisans pour la nourrir. Elle s'est » trouvée contrainte d'en changer la nature ; et » d'auxiliaire, elle est devenue partie principale. » Tout ce qu'elle a de troupes de ligne a été envoyé dans la péninsule : l'Angleterre, l'Écosse, » l'Irlande sont dégarnies. Le sang anglais a enfin » coulé à grand flots dans plusieurs actions glorieuses pour les armes françaises...... Cette lutte » contre Carthage, qui paraissait devoir se terminer sur les champs de bataille de l'Océan ou » au-delà des mers, le sera donc désormais dans » les plaines d'Espagne! Lorsque l'Angleterre sera » épuisée, qu'elle aura enfin ressenti les maux » qu'avec tant de cruauté elle verse depuis vingt » ans sur le continent, que la moitié de ses familles sera couverte du voile funèbre, un coup » de tonnerre mettra fin aux affaires de la péninsule, aux destins de ses armées, et vengera » l'Europe et l'Asie en terminant cette seconde » guerre punique. »

Buonaparte était loin de supposer que ce serait contre lui que serait dirigée la foudre. L'horizon politique, il est vrai, commençait à s'obs-

tercir de nouveau ; mais ce n'était pas du côté de l'Espagne que s'amassait l'orage.

Dans le cours de l'automne, Napoléon, accompagné de Marie-Louise, visita la Hollande; et ils firent à Amsterdam une entrée solennelle. Louis avait institué un ordre de l'union, qu'un décret du 18 octobre remplaça par l'ordre de la réunion, dont Buonaparte réserva la grande maîtrise à lui et à ses successeurs, et auquel il assigna une rente annuelle de neuf cent mille francs.

On aurait pu croire que le regret d'avoir perdu leur indépendance préviendrait l'empressement des hollandais pour Buonaparte, mais il n'en fut pas ainsi : tous les peuples sont les mêmes ; la force et l'éclat attirent toujours leurs hommages. Cependant Napoléon ne trouva pas tous ceux auxquels il adressa la parole, dans la disposition d'applaudir à ses idées. Parlant avec chaleur de ses projets contre l'Angleterre, il prétendit que sous peu d'années il aurait trois cents vaisseaux de ligne à lui opposer. Un négociant lui répondit avec un mouvement d'impatience : « Et quand » vous aurez trois cents vaisseaux, les anglais en » auront cinq cents. » Buonaparte tourna le dos à l'interlocuteur trop véridique.

L'Angleterre n'était pas alors le seul objet des pensées de Napoléon. L'empereur Alexandre avait rendu, le 31 décembre 1810, un oukase destiné à tirer la Russie de l'embarras où la jetaient

et l'engagement qu'elle avait pris de maintenir le système continental, et l'impossibilité où elle était de renoncer plus long-tems au commerce maritime, qu'on peut dire être de première nécessité pour elle. Cet acte restreignait aux ports d'Archangel, de Pétersbourg, de Riga, de Reval, de Libau, d'Odessa, de Feodosia et de Taganrock, et aux bureaux de Polangen, de Radziwiloff et de Dubostany, l'importation des marchandises. Celles qui viendraient d'un pays ennemi ou qui seraient prohibées devaient être détruites, et celles dont l'introduction serait permise, mais qui seraient reconnues appartenir à une puissance en guerre avec la Russie, devaient être confisquées. Dans les marchandises permises on ne trouvait aucun article fabriqué en France. De plus, les vins étaient soumis à un impôt très-fort, et l'importation des eaux-de-vie était défendue. Celle des denrées coloniales, au contraire, était permise, ce qui était renoncer formellement au système continental.

Buonaparte, qui désirait que le vulgaire le crût toujours disposé à traiter de la paix, fit adresser, le 18 avril 1812, par M. Maret, duc de Bassano, alors ministre des relations extérieures, une lettre au lord Castlereagh, lettre qui contenait les propositions suivantes :

« L'intégrité de l'Espagne serait garantie ; la France renoncerait à toute extension du côté des

Pyrénées; la *dynastie actuelle* serait déclarée indépendante, et l'Espagne régie par une constitution nationale des cortès; l'indépendance et l'intégrité du Portugal seraient également garanties et la maison de Bragance en occuperait le trône; le royaume de Naples resterait au roi Joachim, et le royaume de Sicile serait laissé au monarque qui le possédait. Quant aux autres objets de discussion, ils pourraient être négociés sur cette base, que chaque puissance garderait ce que l'autre ne pourrait lui enlever par la guerre. »

Lord Castlereagh répondit, le 23, que le prince régent, avant de l'autoriser à entrer en explication, avait senti qu'il devait à son honneur de fixer le sens précis attaché par le gouvernement de France à ce passage: « La dynastie actuelle » serait déclarée indépendante, et l'Espagne ré- » gie par une constitution nationale des cortès. » Si, comme on le craignait, poursuivait le ministre, il était question du frère du chef du gouvernement français, et non de Ferdinand VII, et s'il s'agissait de cortès formés sous l'autorité du premier et non sous celle du second, il lui était ordonné de déclarer franchement et explicitement que ses engagemens ne permettaient pas à sadite A. R. de recevoir une proposition de paix établie sur de telles bases. La correspondance finit là.

Les griefs de Buonaparte contre la Russie étaient au nombre de trois et spécifiés dans une lettre que

M. Maret écrivit, le 25 avril de la même année 1812, au comte de Romanzoff. Ils étaient relatifs, le premier, à l'oukase dont nous avons donné la substance, et qui, disait-on, avait annulé le traité de Tilsitt et les conventions qui l'avaient suivi; le deuxième, à la prostestation de l'empereur Alexandre contre la réunion du duché d'Oldenbourg; la Russie, selon le ministre français, n'avait pas le droit de s'immiscer dans ce qui concernait un prince de la confédération du Rhin; le troisième grief, enfin, était relatif à l'ordre que l'empereur Alexandre avait, dès le commencement de 1811, donné à son armée de Moldavie, de se porter sur les confins du duché de Varsovie.

On voit par la même lettre que Buonaparte avait, en 1811, proposé à l'empereur de Russie de faire passer à son embassadeur, le prince Kourakin, des pouvoirs pour entrer en négociation sur ces trois points; mais Alexandre, qui avait enfin ouvert les yeux sur les suites de son alliance, éluda la proposition, en promettant d'envoyer le comte de Nesselrode à Paris. Il était loin cependant de refuser tout moyen de conciliation. Le prince Kourakin fit connaître au gouvernement français les bases d'un arrangement que son souverain consentait de conclure : c'étaient la délivrance de la Prusse, une diminu-

tion de la garnison de Dantzick, l'évacuation de la Poméranie suédoise, et un arrangement à faire avec la Suède, queBuonaparte f atiguait de ses prétentions. Alexandre s'engageait, en outre, à n'apporter aucun changement aux mesures prohibitives contre le commerce direct avec l'Angleterre, et à concerter avec la France un système de licences à établir en Russie. Il promettait encore de faire négocier une convention de commerce et d'inviter le duc d'Oldenbourg à accepter un équivalent convenable pour la perte de son duché.

La note demeura quinze jours sans réponse. Enfin, le 9 mai, M. Maret demanda au prince Kourakin, s'il avait des pleins pouvoirs pour traiter. Le prince lui répondit que le caractère d'ambassadeur dont il était revêtu devait suffire. On ignore quelle fut la réplique du gouvernement français ; mais on peut supposer qu'elle ne fut pas satisfaisante, puisque, deux jours après, le prince Kourakin demanda ses passe-ports (1).

Buonaparte, à son retour de Hollande, s'occupa des préparatifs immenses qu'il jugeait né-

(1) Les passe-ports du prince Kourakin ne lui furent expédiés que de Thorn, et sous la date du 20 juin. On avait feint de croire qu'il avait beaucoup pris sur lui de les demander.

cessaires pour porter la guerre en Russie. Le 20 décembre 1811, un sénatus-consulte mit à sa disposition cent vingt mille hommes de la conscription de l'année 1812. Les discours des orateurs du gouvernement, et le rapport de la commission du sénat, ne furent pas rendus publics.

Des députations vinrent dans le cours de l'hiver présenter les hommages de tous les corps électoraux à Napoléon. La flatterie la plus outrée dicta leurs discours. Quelque grossier que fût l'encens, Buonaparte en respirait toujours avec volupté la vapeur. Mais le tems s'approchait où il ne devait plus fumer en son honneur.

La France souffrait alors de la disette de grains, occasionée par une mauvaise récolte et par des exportations multipliées. Il y eut des soulèvemens en divers lieux; mais Buonaparte ne savait que trop bien les comprimer. Des commissions militaires firent fusiller nombre de malheureux; et ce ne fut pas sans horreur qu'on apprit que parmi ceux qui furent exécutés dans la ville de Caen, se trouvait une femme.

Dans les derniers tems de son séjour dans la capitale, Buonaparte en visita les divers quartiers, examinant les travaux publics et jouant le plus souvent des scènes préparées. Il alla fréquemment aussi à la chasse; et il paraissait plus occupé de plaisirs que de la grande et dangereuse

entreprise qu'il méditait. Mais lorsqu'il jugea que les dispositions qu'il avait ordonnées étaient faites, il partit pour l'Allemagne. Avant de le suivre, nous retracerons la suite des opérations militaires dans la péninsule espagnole, où de puissans renforts, composés non-seulement de français, mais encore de troupes des nations sur qui Buonaparte exerçait son influence, avaient été envoyés.

La conquête de l'Andalousie fut le premier événement important de l'année 1810. Joseph Buonaparte, qui voulut en avoir toute la gloire, eut pour lieutenans Mortier, Victor, Dessoles et Sébastiani. L'armée d'Arezaga fut dispersée. Le 17 janvier, Joseph fit son entrée à Cordoue, et le 1er. février suivant, à Séville, d'où la junte centrale se retira dans l'île de Léon. Le maréchal Soult, général en chef de l'armée française, fit alors des dispositions pour former le siége de Cadix, place qui, outre l'avantage de sa position, était défendue par une garnison de plus de vingt mille hommes, anglais, espagnols et portugais, et commandée par le général Graham.

Les retranchemens des français embrassèrent les deux baies de Cadix et de l'île de Léon. Le 21 avril, les assiégeans s'emparèrent du fort de Matagarda qui, situé sur le continent en face de la place, dominait l'entrée du port intérieur. Cependant ils ne purent ni couper aux assiégés leurs

communications avec la mer, ni atteindre Cadix avec leurs bombes. Graham embarqua même une partie de la garnison qui fut conduite à Algesiras, où, réunie aux insurgens, elle inquiéta les français. Ce fut à cette époque que la junte invita S. A. S. le duc d'Orléans, qui était à Palerme, à venir prendre le commandement de l'armée d'Espagne. Ce prince débarqua au mois de juin à Gibraltar; mais il paraît que son arrivée déplut aux anglais, qui le conduisirent en Angleterre. Vers la fin de l'année, la junte elle-même fut remplacée par une régence composée de trois personnes seulement : le président Agar, le général Blake et le chevalier Ciscar.

En Portugal, Wellington se trouvait à la tête d'une armée de trente mille anglais et de quarante mille portugais bien exercés, sans compter cinquante mille hommes de milice. Au commencement de l'année 1810, il occupa, dans la province de Beira, le long de la Coa, une position que protégeaient les deux places de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida. Masséna, qui prit le commandement de l'armée française, ouvrit la campagne en formant, le 25 juin, le siége de Ciudad-Rodrigo. Wellington n'ayant pas voulu quitter sa position pour secourir cette place, elle se rendit le 10 juillet, après avoir éprouvé un bombardement affreux. Les français investirent ensuite Almeida qui, par

l'explosion de son principal magasin à poudre, fut forcé de capituler le 27 août. Wellington se retira dans la vallée du Mondego, après avoir dévasté tout le pays qu'il quittait, mesure qui retarda les progrès de Masséna. Après avoir attendu tout un mois les vivres dont il avait le plus pressant besoin, le général français passa le Mondego, le 15 septembre. Wellington, à son approche, se replia de position en position; et, enfin, au mois d'octobre, il en prit une inèxpugnable entre Alhandra sur le Tage et Torres-Vedras, et à peu de distance de l'embouchure du Sizandro. Cent sept bastions garnis de quatre cent cinquante-quatre pièces de canon, et défendus par trente mille hommes d'infanterie, y formaient trois lignes de retranchemens.

Ayant cherché long-tems et sans succès un point où il put attaquer une position si formidable, Masséna se décida, le 14 novembre, à occuper une ligne entre Santarem et Alcanède. Plusieurs mois s'écoulèrent sans qu'il arrivât rien d'important. Enfin, le 1er. mars, le manque de vivres força le général français à opérer sa retraite. Wellington le suivit en harcelant son arrière-garde. Le 7 avril, le général anglais investit Almeida. Masséna, pour dégager cette place, lui livra, les 3 et 4 mai, deux combats où il eut le dessous. Le commandant d'Almeida, le général Brenier, en fit sau-

ter les fortifications et se fraya un chemin, le sabre à la main, à travers les lignes des assiégeans.

Tandis que Wellington se tenait renfermé dans la position que nous venons d'indiquer, Soult forma le projet de s'emparer de cette partie du Portugal, qui se trouve sur la gauche du Tage. Ce général, après avoir pris Olivença, le 23 janvier, mit le siége devant Badajoz, ville qui était protégée par un corps de troupes espagnoles, posté sur la rive droite de la Guadiana. Les français ayant passé le fleuve, tournèrent ce corps et le défirent le 20 février; cette défaite entraîna la chute de Badajoz, qui capitula le 10 mars.

Dans le tems où Soult se trouvait dans l'Estremadoure, il se fit une tentative pour débloquer Cadix. Trois mille anglais et sept mille espagnols, commandés par Graham et la Pena, montèrent sur des vaisseaux qui les débarquèrent à Tarifa. Ils s'y réunirent, le 28 février, aux troupes de San-Roque, et marchèrent contre Victor qui se concentra à Chiclana où il fut battu, le 5 mars, ce qui n'empêcha pas les français de continuer le blocus de Cadix, où les troupes de l'expédition retournèrent cependant par terre.

Soult, ayant quitté l'Estremadoure pour marcher au secours de Victor, Beresford et Castanos passèrent la Guadiana, investirent Badajoz et se portèrent contre Séville. Soult retourna sur ses pas

et atteignit les ennemis à Albuera, où il leur livra bataille, le 16 mai. Blake ayant rejoint le corps de Beresford avant le commencement de l'action, elle fut indécise. Wellington, laissant sur la Coa, Crawford et Spencer, pour observer l'armée française, dans le commandement de laquelle Marmont avait remplacé Masséna, vint lui-même prendre position devant Badajoz. Soult, après avoir attiré à lui des renforts, revint de la Sierra-Morena, au pied de laquelle il s'était arrêté, tandis que Marmont allait à sa rencontre. Leur jonction se fit à Merida, le 17 juin. Wellington leva alors le siége de Badajoz, se retira dans l'Alentejo et prit une excellente position à Portalègre. Après avoir organisé la levée des milices et donné tous les ordres nécessaires pour qu'en cas d'invasion le pays fût dévasté et que les habitans se retirassent à Lisbonne, il repassa le Tage et se tint sur la défensive tout le reste de l'année.

Les provinces du royaume d'Aragon furent aussi, en 1811, le théâtre d'événemens importans. Suchet, qui commandait les forces françaises sur l'Èbre, prit Tortose, le 2 janvier, après un siége meurtrier. Le 3 mai, il attaqua Tarragone, la ville d'Espagne qui, après Saragosse, se défendit avec le plus de vigueur. Elle fut prise d'assaut, le 28 juin. Ce succès valut le bâton de maréchal à Suchet qui, le 25 juillet, emporta

de même Mont-Serrat. Il travailla ensuite à soumettre le royaume de Valence, où il entra le 14 septembre, et assiégea l'ancienne Sagunte, aujourd'hui Murviedro. Blake, qui vint lui offrir la bataille, fut défait, le 25 octobre, et obligé de se retirer dans Valence. Murviedro se rendit le 27. Valence, que l'on considérait comme le principal foyer de l'insurrection espagnole, capitula, le 9 janvier 1812, après un bombardement de plusieurs jours. Quinze mille hommes, Blake à leur tête, furent faits prisonniers de guerre.

Le duché d'Albufera fut la récompense que Buonaparte décerna à Suchet.

D'un autre côté, Wellington ayant, à l'improviste, passé l'Agueda, s'empara, par surprise, dans la nuit du 9 au 10 janvier, d'une redoute de Ciudad-Rodrigo, ville dont il se rendit maître, le 19, avant que Marmont eût pu venir à son secours. Le général anglais rentra ensuite en Portugal, où il prépara les opérations de la campagne suivante.

Ainsi commença par un échec pour Buonaparte, cette même année 1812, qui se termina par la catastrophe la plus épouvantable que présentent les tems anciens et modernes.

LIVRE XXII.

1812.

Tableau de l'empire napoléonien.—Organisation de la garde nationale en plusieurs bans. — Buonaparte se rend à Dresde, puis sur le Niémen. — Campagne de Russie. —Proclamation que Napoléon adresse à son armée. — Prise de Wilna.—Proclamation de l'empereur Alexandre à ses sujets.—Conduite de Buonaparte envers les polonais.—Premières hostilités et combat d'Ostrownovo.— Combats de Polotsk, d'Inkowo et de Krasnoï.—Incendie et prise de Smolensk.—Combat de Valontina.—Bataille de la Moskowa.—Entrée des français à Moscou.— Incendie de cette capitale.—Buonaparte tente en vain la voie des négociations.—Évacuation de Moscou et retraite de l'armée française.—Combat de Maloï-Jaroslawetz et de Wiasma.—Retour à Smolensk.—Bataille de Krasnoï.—Etat affreux où l'armée française est réduite.— Elle arrive sur le Dniepr. — Passage de la Bérézina et combat livré sur le bord de cette rivière.—Découragement des troupes.—Rigueur du froid.—Buonaparte quitte son armée.—Elle arrive à Wilna.—Elle repasse le Niémen.

Avant de passer au récit des événemens mémorables qui font la matière de ce livre, nous jeterons un coup d'œil sur le vaste empire soumis

à la domination de Buonaparte, lorsqu'il fut parvenu à son plus haut degré d'accroissement.

L'empire français, proprement dit, s'étendait du nord-est au sud-ouest, depuis Travemunde, sur la mer Baltique, jusqu'au pied des Pyrénées, et du nord au midi, depuis Dunkerque jusqu'à Terracine, sur les confins du royaume de Naples. Une population de quarante-deux millions d'habitans, doués des qualités les plus propres à créer et à maintenir la prospérité d'un état, couvrait cet immense territoire, dont la plus grande partie est remarquable, soit par la fertilité du sol, soit par la beauté du climat, soit même par l'une et l'autre réunies. Telle était la base de la puissance de Napoléon, qui régnait immédiatement aussi sur toute la Lombardie, et possédait, sous le le nom de provinces Illyriennes, l'Istrie, la Carniole, la Dalmatie, l'Albanie vénitienne, etc. Sous le titre de médiateur, il tenait dans sa dépendance, la république helvétique, toujours si recommandable par la bravoure et la fidélité de ses guerriers. La confédération du Rhin, formée de l'Allemagne presque tout entière, lui était plus assujétie encore. A la première réquisition de son ministre, ces mêmes princes qui, autrefois, fournissaient si lentement et avec si peu d'exactitude à leur empereur, de chétifs contingens, mettaient à la disposition de Buonaparte,

les troupes qu'il exigeait d'eux pour l'exécution de ses projets ambitieux. Enfin, comme on l'a vu ci-devant, il avait placé le mari d'une de ses sœurs sur le trône de Naples, et il combattait pour asseoir Joseph, son frère, sur le trône d'Espagne.

Les diverses parties de l'empire de Napoléon étaient distribuées de façon, qu'il confinait à la Prusse, au Danemarck, à la Suède, ou du moins à la Poméranie suédoise, à la Russie, à l'Autriche, et même à la Turquie, seules puissances demeurées indépendantes de droit, mais non toutes de fait, sur le continent de l'Europe. Leur sort même était plus déplorable que celui des états qui faisaient, soit immédiatement, soit médiatement, partie de son empire. Il les enchaînait par des traités captieux, dont il interprétait à son gré les stipulations. A l'exception de la Turquie, que son éloignement exposait moins à ses coups, il menaçait chacune d'elles du poids accablant de sa puissance, et long-tems il sut les empêcher de se réunir pour lui opposer une résistance dont le succès même pouvait être douteux. Enfin, la population des diverses parties de l'empire napoléonien s'élevait à près de soixante-quatorze millions d'âmes, ce qui faisait presque les trois quarts de la population de l'Europe. C'est avec toutes les ressources qu'elle lui fournissait, qu'il a com-

mencé son expédition contre la Russie, à laquelle alors il ne restait pas un allié dont elle pût attendre des secours effectifs ; c'est avec ces forces immenses qu'il a succombé, vaincu par les élémens, par la constance d'un souverain qu'il s'était flatté d'intimider promptement, et par l'héroïsme de tout un peuple qu'aucun sacrifice ne put effrayer pour sauver la patrie.

Les hommes clairvoyans jugèrent long-tems d'avance qu'une nouvelle rupture entre Napoléon et la Russie était inévitable. Les journaux de Paris, dont l'indiscrétion n'était pas alors le défaut, annonçaient fréquemment que des vaisseaux anglais étaient admis dans les ports russes. C'était signaler une infraction aux engagemens que la Russie avait pris d'adhérer strictement au système continental. On alla même jusqu'à insulter, quoique sans le nommer, le comte de Tchernitcheff, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, qui était venu plusieurs fois à Paris avec une mission de son souverain (1). Enfin,

(1) La veille de l'arrivée de M. de Tchernitcheff à Paris, c'est-à-dire le 11 avril 1811, on inséra dans le journal de l'empire, qui était semi-officiel, un article où l'on rappelait les courses d'un officier au service de Russie, nommé Bower, que Potemkin envoyait, tantôt choisir un dan-

une mesure prise, au mois de mars 1812, acheva de prouver que la mésintelligence survenue entre les deux cours de France et de Russie, éclaterait bientôt par des hostilités. Le sénat ayant été assemblé, on lui communiqua un rapport fait à Buonaparte par le duc de Bassano, ministre des relations extérieures, rapport hypocrite et mensonger, où l'on vantait les prétendus avantages du système continental, et les heureux effets que, disait-on, il avait déjà produits. « Pour maintenir, sans atteinte, ce grand système, poursuivait le ministre, il est nécessaire que votre » majesté emploie les moyens puissans qui appartiennent à son empire, et trouve dans ses » sujets cette assistance qu'elle ne leur demanda » jamais en vain. Il faut que toutes les forces » disponibles de la France puissent se porter partout où le pavillon anglais et les autres pavil» lons dénationalisés ou convoyés par les bâti-

seur à Paris, tantôt chercher de la boutarque en Albanie, des melons d'eau à Astrakan, et des raisins en Crimée. L'allusion était facile à saisir.

Il est à remarquer, cependant, que l'empereur Alexandre ne fut point insulté, comme l'avaient été les autres souverains à qui Buonaparte avait fait la guerre. On cessa seulement de le louer.

» mens de guerre de l'Angleterre, voudraient
» aborder ».

Le rapport finissait ainsi : « La paix, Sire, que
» Votre Majesté, au milieu de sa toute-puissance,
» a si souvent offerte à ses ennemis, couronnera
» vos glorieux travaux, si l'Angleterre, exilée
» du continent avec persévérance, et séparée de
» de tous les états dont elle a violé l'indépen-
» dance, consent à rentrer enfin dans les prin-
» cipes qui fondent la société européenne, à re-
» connaître la loi des nations, à respecter les
» droits consacrés par le traité d'Utrecht.

» En attendant, le peuple français doit rester
» armé. L'honneur le commande, l'intérêt, les
» droits, l'indépendance des peuples engagés
» dans la même cause, et un oracle plus sûr en-
» core, souvent émané de la bouche même de
» Votre Majesté, en font une loi impérieuse et
» sacrée ».

Le ministre de la guerre, à la suite d'un rapport également adressé à Buonaparte et lu au sénat, proposa l'organisation de la garde nationale, en la divisant en premier et second bans et en arrière-ban. Le premier devait se composer des hommes de vingt à vingt-six ans, qui n'avaient point été appelés à l'armée. Tous les hommes valides, depuis l'âge de vingt-six ans jusqu'à celui de quarante, devaient former le second

ban, et tous ceux de quarante ans à soixante, l'arrière-ban. Le premier ban ne devait pas sortir du territoire de l'empire. Il était exclusivement destiné à la garde des frontières, à la police intérieure et à la conservation des grands dépôts maritimes, arsenaux et places fortes. Enfin, cent cohortes (1) de ce ban devaient être mises à la disposition du ministre de la guerre. Le projet de sénatus-consulte fut renvoyé à une commission spéciale, dont le rapport fut fait dans la séance du 13 mars, par le comte de Lacépède. Le discours que le sénateur-naturaliste prononça à cette occasion, est trop remarquable pour que nous n'en citions pas quelques passages, qui, d'ailleurs, serviront à démontrer sous quelles couleurs on présentait les mesures les plus désastreuses.

Après avoir rappelé les dispositions du projet, le rapporteur dit : « Voilà ce que le héros croit » devoir faire pour rendre les frontières inviolables, pour tranquilliser les esprits les plus » prompts à concevoir des alarmes, pour garantir la sécurité publique de toutes les atteintes

(1) Chaque cohorte devait être composée de onze cent vingt hommes.

» du faux zèle, de l'impéritie ou d'une malveil-
» lance perfide.

» Voici ce que fait le père de ses sujets, pour
» que ce grand bienfait exige le moins de sacri-
» fices. Les cohortes du premier ban, se renou-
» velant par sixième chaque année, les jeunes
» français qui en feront partie, connaîtront l'é-
» poque précise à laquelle, rendus sous le toit
» paternel et à leurs affections, à leurs travaux,
» à leurs habitudes, ils jouiront du prix de leur
» dévouement...

» Parvenus à l'âge où l'ardeur est réunie à la
» force, ils trouveront, dans leurs exercices mi-
» litaires, des jeux salutaires et des délassemens,
» plutôt que des devoirs sévères et des occupa-
» tions pénibles. La surveillance, la direction,
» l'administration de leurs cohortes, porteront
» l'empreinte de l'attention paternelle de l'empe-
» reur pour les braves auxquels il confiera la
» garde du territoire de l'empire et de ses pro-
» priétés les plus précieuses. Ils ne seront étran-
» gers à aucun des avantages dont jouissent les
» anciennes phalanges de Napoléon; et la défense
» expresse que leur fait le sénatus-consulte, de
» quitter les rivages et de franchir les frontières
» qu'ils doivent garder, sera, pour leur courage,
» un frein que ne pourra briser l'impétuosité
» française ».

Il suffira de peu de mots pour répondre à ce discours. Le sénat s'est empressé de lever la défense formelle qu'il avait faite aux cent cohortes, de sortir de France, et les infortunés qui les composaient sont morts sur un sol étranger, pour une querelle étrangère aux intérêts de leur patrie, qui bientôt devait avoir un si pressant besoin de leurs services. Il est même plus probable que Napoléon, par un motif que nous expliquerons plus loin, les a sacrifiés à sa vengeance. D'après ce qu'on vient de dire, on pourrait se dispenser d'ajouter que le sénatus-consulte devint loi de l'État.

Cependant on gardait encore, soit en France, soit en Russie, les dehors de la bonne intelligence. L'empereur Alexandre avait toujours son ambassadeur à Paris, où se trouvait aussi le comte de Tchernitcheff, son aide-de-camp, qui, toutefois, étant parvenu à se procurer, à prix d'argent, l'état de situation de tous les corps qui composaient l'armée d'Allemagne, s'empressa de partir. Une lettre qu'il eut l'imprudence de laisser sous un tapis de son appartement, fit découvrir le coupable. C'était un commis des bureaux de la guerre, nommé Michel, qui bientôt paya de sa tête, son infidélité, dont, au surplus, il paraît qu'il faisait un métier lucratif depuis neuf ans. L'ordre d'arrêter M. de Tchernitcheff fut trans-

mis par le télégraphe ; mais cet officier avait fait une telle diligence, qu'il était hors de toute atteinte, lorsque la dépêche parvint à l'extrémité de la ligne. M. Tchernitcheff était destiné à rendre bientôt des services d'un genre plus noble à son souverain (1).

Peu de tems après cet événement, Napoléon quitta Paris (10 mai 1812). Voulant ne pas paraître l'agresseur, il fit annoncer simplement qu'il allait faire l'inspection de la grande-armée réunie sur la Vistule. Accompagné de Marie-Louise, il se rendit à Dresde, où l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse vinrent le trouver. Ces deux princes, qui n'avaient à redouter que lui seul, s'étaient engagés, par un traité prétendu défensif, à lui fournir un certain nombre de troupes, en cas d'agression de la part de la Russie, dont ils ne devaient rien appréhender (2). Quelque satisfaction qu'il dût éprouver à se voir environné

---

(1) M. Schoell fait la remarque judicieuse que le procès de Michel a prouvé que si l'empereur Alexandre et Buonaparte paraissaient intimement liés, au moins le ministère russe prévoyait, même à l'époque de l'entrevue d'Erfurt, la possibilité d'une rupture avec la France. (*Histoire abrégée des traités de paix*, tom. X, pag. 87, note.)

(2) Ce fut seulement le 3 juillet, époque où l'on pensait que les hostilités devaient être commencées, que l'archi-

de souverains qu'il avait réduits à n'être plus que des auxiliaires soumis à ses volontés, Buonaparte s'arracha promptement aux hommages et aux fê-

---

chancelier communiqua au sénat les traités conclus avec l'Autriche et la Prusse. On lut d'abord un rapport du duc de Bassano, contenant les griefs de son maître contre la Russie. A ceux que nous avons rapportés ci-devant, il faut ajouter le suivant : « En 1809, l'Autriche fit la guerre à la France,
» dit le ministre; la Russie, contre le texte précis du traité,
» ne fut d'aucun secours à Votre Majesté ; au lieu de cent
» cinquante mille hommes qu'elle pouvait faire marcher,
» quinze mille seulement entrèrent en campagne, et lors-
» qu'ils dépassèrent la frontière russe, le sort de la guerre
» était déjà décidé.

Le même ministre fit un autre rapport sur la Prusse. Il y disait que cette puissance avait appris avec beaucoup de regret les agressions de la cour de Saint-Pétersbourg, à qui elle avait fait vainement des représentations ; que voyant cette fatalité, qui depuis dix ans avait entraîné l'Europe, peser aussi sur la Russie, elle avait demandé franchement, dès le mois de mai 1811, à s'unir à la France par un traité d'alliance.

Ainsi deux puissances, qui n'existaient encore que parce que la Russie leur avait prêté son appui, s'armèrent contre elle en faveur du conquérant farouche qui les avait dépouillées. Telle était cependant la position critique où elles se trouvaient l'une et l'autre, qu'on ne pouvait guère les accuser d'ingratitude. C'était du moins à leur propre conservation qu'elles sacrifiaient leur reconnaissance ; mais ce ne devait pas être pour long-tems.

tes qui lui furent prodigués à Dresde (1). Les champs de bataille l'attendaient, et lui promet-

(1) M. de Pradt rapporte, dans son *Ambassade à Varsovie*, une conversation qu'il prétend avoir eue avec Buonaparte, et qui, dans le fait, offre tous les caractères de la vérité. Comme elle expose en partie le plan que le grand homme avait conçu pour son expédition de Russie, nous croyons ne pouvoir nous dispenser d'en citer quelques traits.

Après lui avoir annoncé qu'il se proposait de l'envoyer en ambassade en Pologne, Napoléon dit à M. l'archevêque de Malines, dans ce style burlesque qu'il employait si souvent: « Allez, faites, je vous essaie; vous pensez bien que ce » n'est pas pour dire la messe (*) que je vous ai fait venir. » Il faut tenir un état immense....Soignez les femmes; » c'est essentiel dans ce pays. Vous devez savoir la Pologne; » vous avez lu Rulhières....Dans quinze jours on a des » cuisiniers. Pour moi, je vais battre les Russes; la chan- » delle brûle; à la fin de septembre il faut avoir fini; *peut-* » *être* y a-t-il déjà du tems de perdu. Je m'ennuie ici. De- » puis huit jours je suis à faire le galant, le petit Narbonne » auprès de l'impératrice d'Autriche (**) . . . . Je vais » à Moscou; une ou deux batailles en feront la façon. *L'em-* » *pereur Alexandre se mettra à genoux.* Je brûlerai Toula; » voilà la Russie désarmée. On m'y attend. Moscou est le » cœur de l'empire. D'ailleurs je ferai la guerre avec du » sang polonais. Je laisserai cinquante mille français en Po-

* Le jour de la Trinité, M. l'archevêque de Malines célébra la messe pontificalement à Dresde, dans la chapelle de la cour. Napoléon y assista.

** Il la détestait.

taient de plus douces jouissances. Son instinct féroce l'emportait encore sur sa vanité, tout outrée qu'elle était.

De Dresde, Buonaparte se rendit par Posnanie, Thorn, Dantzick et Kœnigsberg, à Gumbinnen, où il arriva, le 17 juin. Il adressa, le 22, aux polonais, une proclamation par laquelle il leur annonçait qu'il venait étendre les frontières de la Pologne ; que cet état serait plus considérable qu'il ne l'était sous le dernier Stanislas, et que le grand duc de Wurtzbourg en serait roi. Il porta, le 23, son quartier-général à Wilkowisky, ville située à l'extrémité du duché de Varsovie, et d'où il fit à son armée la proclamation suivante, qui lui servit de déclaration de guerre :

» Soldats !

» La seconde guerre de Pologne est com-
» mencée : la première s'est terminée à Fried-
» land et à Tilsitt. A Tilsitt, la Russie a juré

» logne ; je ferai de Dantzick un Gibraltar. Je donnerai
» 50,000,000 de fr. par an de subside aux polonais ; ils n'ont
» point d'argent ; je suis assez riche pour cela. Sans la Rus-
» sie, le système continental n'est qu'une bêtise. L'Espa-
» gne me coûte bien cher ; sans elle je serais maître de
» l'Europe. Quand cela sera fait, mon fils n'aura qu'à s'y
» tenir ; il ne faudra pas être bien fin pour cela ».

» éternelle alliance à la France, et guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses sermens ; » elle ne veut donner aucune explication de son » étrange conduite, que les aigles françaises » n'aient repassé le Rhin, laissant, par-là, nos » alliés à sa discrétion.

» *La Russie est entraînée par la fatalité !* » *ses destins doivent s'accomplir !* Nous croirait-» elle donc dégénérés ? Ne serions-nous plus les » soldats d'Austerlitz ? Elle nous place entre le » déshonneur et la guerre : le choix ne saurait » être douteux. Marchons donc en avant ; pas-» sons le Niémen ; portons la guerre sur son » territoire. La seconde guerre de Pologne sera » glorieuse aux armes françaises comme la pre-» mière ; mais la paix que nous conclurons, por-» tera avec elle sa garantie, et mettra un terme » à cette orgueilleuse influence que la Russie a » exercée, depuis cinquante ans, sur les affaires » de l'Europe. »

Était-ce à Napoléon qu'il appartenait de faire un pareil reproche ? Mais il croyait pouvoir tout se permettre, en se voyant à la tête de la plus belle armée qui ait jamais existé. Elle consistait en dix corps d'infanterie et en quatre corps de cavalerie, auxquels il faut ajouter le corps autrichien et la garde impériale ; le tout passait le nombre de quatre cent mille hommes de pied, et de

soixante et dix mille chevaux. Cette armée immense traînait avec elle une artillerie de plus de treize cents pièces (1). Les troupes qui la composaient, étaient de la plus grande beauté ; presque toutes avaient fait la guerre ; et celles qui étaient de nouvelle levée, ne montraient pas moins d'ardeur que les vieilles bandes. Les commandans des divers corps d'armée étaient, selon l'ordre numérique, pour l'infanterie : les maréchaux Berthier, Davoust, Oudinot, Ney, le prince Eugène, le prince Poniatowsky, les généraux Gouvion, Reynier, Vandamme, les maréchaux Victor et Macdonald ; pour la cavalerie : les généraux Nansouty, Montbrun, Grouchy et Latour-Maubourg ; pour l'infanterie de la garde : les maréchaux Lefebvre et Mortier ; le maréchal Bessières en commandait la cavalerie ; et Murat était à la tête de celle de toute l'armée.

---

(1) Selon le tableau donné par l'auteur de l'*Expédition de Russie*, ouvrage qui vient de paraître, le nombre total des hommes qui entrèrent en Russie au commencement de la campagne, était de 370,048 fantassins, et de 68,617 cavaliers ; et l'artillerie comptait 1,372 pièces. Le 9e. corps, qui ne pénétra sur le territoire russe que le 3 septembre, était fort de 30,023 hommes de cavalerie, et de 2,474 chevaux.

Le corps autrichien était commandé par le prince de Schwartzenberg (1).

L'armée russe, que l'armée française avait en tête, était divisée en deux parties, désignées sous les noms de première et de deuxième armée de l'ouest. L'une était sous le commandement du comte Barclay de Tolly, et l'autre sous celui du prince Bagration. Celle que commandait Barclay, se composait de six corps d'infanterie et de quatre de cavalerie, et se montait à cent vingt mille hommes; mais bientôt un corps de vingt mille hommes, sous le comte de Witgenstein, en fut séparé. Au nord, elle communiquait avec un corps de dix mille hommes aux ordres du comte Essen; et au sud, avec la seconde armée de l'ouest. Trois corps d'infanterie et trois de cavalerie, composaient celle-ci, qui était forte de quatre-vingt mille hommes. Le Hetman Platoff était à la tête de douze mille cosaques. Le général Tormassoff, commandait une armée d'observation de vingt mille hommes. Le général Paulucci formait, à Nowgorod, la première armée de réserve; et la seconde, s'organisait à Smolensk (2). Chacune était de vingt mille hommes. Ainsi, les trou-

(1) Les prussiens faisaient partie du 10e. corps d'armée.

(2) La Russie n'avait pas encore achevé ses préparatifs lorsque la guerre commença.

pes réglées, qui entrèrent en campagne contre les français, se montaient à deux cent soixante mille hommes ; mais, plus tard, les russes mirent sur pied deux cent soixante et dix mille hommes de milice, et vingt mille volontaires, qui furent fournis par des corporations et des particuliers (1).

L'armée française passa le Niémen (2), le 24 juin, sans éprouver aucun obstacle. Elle continua sa marche ; et, en quatre jours, elle parvint à Wilna, capitale de la Lithuanie. Cette ville renfermait de riches magasins et des munitions ; mais les russes, avant de se retirer, brûlèrent les uns et jetèrent les autres dans la rivière. L'armée française avait eu déjà beaucoup à souffrir, en traversant un pays peu fertile et peu habité. Les pluies avaient rendu les chemins presque impraticables ; et ce ne fut qu'avec les plus grands efforts qu'on put transporter l'ar-

---

(1) *Histoire abrégée des traités de paix*, tome X, page 136, par M. Schoell, qui a tiré ses renseignemens de l'ouvrage de M. Plotho, aide-de-camp du roi de Prusse, ouvrage qu'on dit être de la plus grande exactitude.

(2) Continuant à feindre qu'il ne voulait pas la guerre, Buonaparte fit donner l'ordre à son ambassadeur, le comte de Lauriston, de se rendre vers l'empereur Alexandre, qui était à la tête de son armée. N'ayant pas été reçu, Lauriston demanda et obtint ses passe-ports.

tillerie et les équipages. Il périt un très-grand nombre de chevaux, dont une température humide et chaude putréfia bientôt les corps, ce qui occasiona beaucoup de maladies. Enfin les pluies durèrent plusieurs semaines, et firent un mal considérable à l'armée.

On trouva affiché sur les murs de Wilna une proclamation que l'empereur Alexandre avait adressée à ses sujets. Après avoir rappelé tous les efforts qu'il avait faits pour maintenir la paix, ce prince disait : « Il ne nous reste plus, en invo-
» quant à notre secours le Tout-Puissant, té-
» moin et défenseur de la vérité, qu'à opposer
» nos forces aux forces de l'ennemi. Il n'est pas
» nécessaire de rappeler aux commandans, aux
» chefs des corps et aux soldats, leur devoir et
» leur bravoure ; le sang des valheureux Slavons
» coule dans leurs veines. Guerriers ! vous dé-
» fendez la religion, la patrie et la liberté. Je
» suis avec vous. Dieu est contre l'agresseur. »
Quel contraste entre ce ton religieux, noble et calme, et la présomption, l'arrogance et la forfanterie qui caractérisaient les discours et les écrits de Napoléon !

Cependant la diète de Varsovie s'était constituée en confédération générale, et elle avait déclaré le rétablissement du royaume de Pologne. La première démarche de cette assemblée fut d'en-

voyer des députés vers Buonaparte, pour lui demander sa sanction et solliciter sa puissante protection. « Sire, dites *le royaume de Pologne* » *existe*, et ce décret sera pour le monde l'é» quivalent de la réalité ! » s'écrièrent les ambassadeurs. Napoléon, malgré sa proclamation, fit à la députation une réponse entortillée et ambiguë. « Polonais, dit-il, je penserais et j'agi» rais comme vous ; j'aurais voté, comme vous, » dans l'assemblée de Varsovie : l'amour de la » patrie est la première vertu de l'homme ci» vilisé........ J'aime votre nation. Depuis seize » ans, j'ai vu vos soldats à mes côtés, sur les » champs d'Italie comme sur ceux d'Espagne. » J'applaudis à tout ce que vous avez fait. J'au» torise tous les efforts que vous voulez faire. » Tout ce qui dépendra de moi pour seconder » vos résolutions, je le ferai. » Il recommanda ensuite l'unanimité, de façon à faire juger qu'elle n'existait pas parmi les polonais. Il dit aussi qu'il avait garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses états. C'était là que sa mauvaise foi perçait ; car dans le traité d'alliance, qu'il venait de conclure avec ce monarque, il s'engageait par des articles secrets à lui rendre les provinces Illyriennes en échange de la plus grande partie de la Gallicie. Peut-être ne s'éloignerait-on pas de la vraisemblance en supposant que Buonaparte

ne s'était proposé de rétablir le royaume de Pologne, que pour en joindre la couronne à celles dont sa tête était déjà surchargée, et qu'il fut piqué qu'on ne la lui eût pas offerte (1).

Ce fut à Ostrowno, à six lieues de Witepsk, que le premier combat remarquable fut livré. Le 26 juillet, on rencontra l'ennemi qui était en position devant cette ville. On l'attaqua vigoureusement, et, malgré tous ses efforts pour résister à l'impétuosité des troupes françaises, il fut culbuté en peu de temps; mais il fit sa retraite avec beaucoup d'ordre, et on ne put lui enlever ni artillerie ni équipages. Le lendemain, on l'atteignit encore. Il était à une lieue de sa première position, entre des bois qui rendaient l'attaque très-difficile. Cependant, après une défense opiniâtre, il fut forcé de céder le terrain. On le poursuivit très-vivement, et, le 28 juillet, l'armée française, après une affaire peu sérieuse, entra dans Witepsk, où le quartier-général s'établit. Presque tous les habitans s'étaient enfuis, emportant avec eux autant de vivres qu'ils l'avaient pu; et les russes, en se retirant, avaient brûlé

(1) On rapporte qu'il se reprochait d'avoir fait deux grandes fautes relativement à la Pologne, l'une d'y avoir envoyé M. de Pradt, l'autre de ne pas s'en être déclaré roi.

tous les magasins. Aussi la disette commençait-elle à se faire sentir.

La Lithuanie se trouvait alors entièrement conquise; l'aile droite de l'armée était entrée à Mohiloff, et la gauche s'étendait jusqu'à Riga. Poursuivis dans toutes les directions, les russes avaient été rejetés jusqu'au-delà de la Dwina, d'un côté, et du Dniépr de l'autre. Cependant, quoique battus et forcés partout, ils étaient parvenus à se concentrer sans avoir perdu ni artillerie, ni équipages; partout ils brûlaient les magasins, coupaient les ponts, ruinaient le pays, et mettaient tout en œuvre pour ralentir les progrès de l'ennemi.

L'armée française, qui avait besoin de repos après une marche de quatre-vingts lieues, durant laquelle elle avait manqué de beaucoup de choses, fit quelque séjour à Witepsk, où l'on s'occupa avec activité à pourvoir à ses besoins. Les forces principales des russes étaient réunies sur la rive droite du Dniépr, et couvraient Smolensk. Le comte de Barclay de Tolly, qui commandait leur armée, fut remplacé, à cette époque, par le prince Koutouzoff, qui arrivait de l'armée de Turquie. Ce général était âgé de soixante-quinze ans, et jouissait d'une grande réputation militaire parmi ses compatriotes. Il conservait tout le feu de la jeunesse, et était doué

d'une grande présence d'esprit. Koutouzoff apportait la ratification d'un traité de paix qu'il venait de conclure avec la Porte-Ottomane, et qui permettait d'employer, contre l'armée française, les troupes qui avaient combattu les turcs. Enfin, un corps nombreux, aux ordres de Witgenstein, couvrait le chemin de Saint-Pétersbourg.

L'empereur Alexandre, afin de ranimer l'esprit de ses troupes, qu'une retraite si prompte avait découragées, fit répandre le bruit qu'elle entrait dans le plan qui avait été conçu pour la délivrance du pays, et déclara qu'il était, plus que jamais, déterminé à le suivre (1). Les habi-

---

(1) La proclamation qui fut faite à cette occasion finissait par le passage suivant, qu'un caractère antique et religieux rend des plus touchans :

« Noblesse russe, c'est toi qui, dans tous les tems, a » sauvé la patrie ! Saint synode et clergé, ce sont vos fer- » ventes prières qui ont aussi, dans tous les tems, fait des- » cendre sur la Russie les bénédictions du Ciel ! Et toi, na- » tion russe, illustre descendance des valeureux Slaves, » souvent tu as fait trembler les tigres et les loups prêts à » te dévorer ! Aujourd'hui que vous vous réunissez tous, la » croix du Sauveur dans le cœur et le glaive à la main, au- » cune force humaine ne pourra vous résister. »

Cette proclamation produisit le plus grand effet sur la nation russe. Pour l'atténuer, Buonaparte fit répandre le

tans furent sommés en même tems d'abandonner leurs maisons, et de tout détruire à la première apparition des français. Des officiers furent envoyés en différentes provinces pour enlever les subsistances qui excéderaient les besoins du moment. Toutes les récoltes sur pied devaient être sacrifiées, ainsi que les magasins particuliers de marchandises et de provisions, que le gouvernement promettait de rembourser; et les magistrats étaient responsables de l'exécution de ces mesures rigoureuses. Enfin, les russes ne négligeaient rien non plus pour débaucher les allemands et autres étrangers qui servaient dans l'armée française; et, en peu de tems, ils en comptèrent un grand nombre dans leurs rangs.

Le 2 août, le comte de Witgenstein attaqua, en avant de Polotsk, le deuxième corps de l'armée française, qui était commandé par le maréchal duc de Reggio. Le combat se soutint avec acharnement durant trois jours, au bout desquels les russes furent enfin obligés de céder le terrain.

---

bruit que l'empereur Alexandre avait été assassiné par ses courtisans, qui étaient mécontens de ce qu'il demandait la paix. Napoléon, lui-même, annonça cette nouvelle comme positive, dans une des audiences qu'il donna lors de son passage à Witepsk. Il paraît que ce mensonge n'abusa que quelques individus de l'armée française.

Le 8, dix mille hommes de cavalerie russe tombèrent sur le village d'Inkowo, où se trouvait une partie du troisième corps de la cavalerie française, qui fut forcée de se retirer avec précipitation. Cette attaque inopinée porta Napoléon à lever ses quartiers pour marcher à l'ennemi. Deux jours après, tous les corps, formant le centre de l'armée, furent dirigés vers le Dniépr, l'ancien Borysthènes, qui fut franchi dans la nuit du 13 au 14, sans aucune opposition. La cavalerie, soutenue par le troisième corps, s'avança sur-le-champ vers Krasnoï. Une forte division russe, postée en avant de cette ville, voulut arrêter la marche de l'avant-garde française ; mais on l'attaqua si vivement, qu'elle fut forcée de se replier sur Krasnoï, où elle se défendit encore. Plusieurs charges de cavalerie eurent lieu de part et d'autre. Les russes se battirent avec acharnement, et ce ne fut qu'après avoir disputé long-tems le terrain, qu'ils se retirèrent ; ce qu'ils firent avec ordre et sans avoir été enfoncés. L'armée française, après cette affaire, qui fut assez sérieuse, ne rencontra plus d'obstacles jusqu'au 16, qu'elle arriva sur les hauteurs qui avoisinent Smolensk.

Cette ville, l'une des plus belles et des plus considérables de la Russie, était considérée comme le boulevard de Moskou. Elle est entourée d'une enceinte de murailles, hautes de vingt-cinq pieds,

construites en briques, crénelées et flanquées de grosses tours. Trente mille hommes en composaient la garnison. Les forces principales de l'armée russe, placées sur la rive droite du fleuve, couronnaient les hauteurs qui dominent cette ville, avec laquelle elles entretenaient une communication facile, au moyen de plusieurs ponts.

L'armée française demeura en observation pendant la moitié de la journée du 17. Buonaparte reconnut la place, ainsi que la position de l'ennemi, et fit tous ses préparatifs pour attaquer. Le but de ses manœuvres était de couper la communication entre la ville et l'armée russe. Une canonnade terrible s'engagea d'une rive du fleuve à l'autre. Une batterie de soixante pièces de canons, dressée sur un plateau dont les français s'étaient emparés, et d'où ils pouvaient battre le premier pont, vomissait perpétuellement une grêle de boulets contre les masses de troupes ennemies postées à l'opposite. Deux faubourgs retranchés, qui étaient à deux cents toises des remparts, furent attaqués avec une vivacité incroyable, et emportés à la baïonnette après une longue canonnade. Les assaillans dirigèrent ensuite tous leurs efforts contre le corps de la place. Des batteries de pièces d'un gros calibre, placées sur les points dominans, battirent les murs en brèche. Enfin, des bombes et des obus, lancés

dans la ville sans interruption, y mirent le feu de toutes parts.

Cependant, des troupes fraîches étant venues, de la rive droite du fleuve, renforcer celles qui défendaient la place, le combat se soutint opiniâtrément. Les russes s'obstinaient à tenir dans une ville embrâsée, sous le feu d'artillerie le plus meurtrier, et quoique les mineurs fussent déjà attachés aux remparts. Des tourbillons de flammes et de fumée s'élevaient du sein de la malheureuse Smolensk, spectacle qui devint plus effrayant encore lorsque la nuit fut venue. Le bruit du canon ne couvrait qu'imparfaitement le fracas épouvantable qu'occasionait la chute des édifices. Enfin, à une heure après minuit, la garnison, reconnaissant l'impossibilité de se maintenir dans la place, passa le fleuve pour aller rejoindre son corps d'armée sur la rive droite, et brûla les ponts. Ce mouvement n'ayant point été aperçu, à deux heures on donna l'ordre de livrer l'assaut. Les soldats s'élancèrent sur les brèches; mais ils n'éprouvèrent aucune résistance, et entrèrent dans la ville. On n'y trouva pas un seul habitant, et les magasins immenses, qu'elle contenait quelques heures auparavant, étaient devenus la proie des flammes. Les français eurent six mille hommes de tués et plus de dix mille blessés. La perte fut à peu près la même pour les rus-

ses, qui firent leur retraite sur la route de Moskou, avec beaucoup d'ordre et de lenteur, emmenant leurs blessés et leurs équipages. Ils prirent ensuite position sur les hauteurs de Valontina, qui commandaient la route, et aboutissaient, de chaque côté, à des bois. Il s'engagea une forte canonnade ; et, après deux heures d'un combat indécis, deux divisions françaises reçurent l'ordre de se porter, au pas de charge, sur le centre de la position de l'ennemi. Ce mouvement fut exécuté avec succès, et les hauteurs furent enlevées, non sans un carnage affreux.

Après cette affaire, Napoléon reporta son quartier-général à Smolensk, ce qui fit croire qu'il voulait cesser la poursuite. Son armée, qui s'affaiblissait journellement par les combats et les maladies, se trouvait dans un pays désert et complètement ruiné. Il était impossible qu'elle s'y arrêtât long-tems, et il devenait urgent de prendre des mesures pour lui assurer des subsistances. On ne tarda pas à être détrompé sur les intentions qu'on prêtait si gratuitement à Buonaparte, qui, peu de jours après le combat de Valontina, fit reprendre l'offensive et continuer la marche sur la route de Moskou.

Jusqu'au 30 du mois d'août, il y eut plusieurs combats dont le succès fut toujours favorable à l'armée française, qui, ce jour même, entra

dans Wiasma, ville considérable et bien bâtie, à laquelle les russes, comme ils le faisaient partout en se retirant, avaient mis le feu. On parvint cependant à arrêter l'incendie et à sauver quelques maisons.

Les français, pressés par la faim, poursuivaient leur marche avec la plus grande vitesse, et ne laissaient pas aux russes un instant de repos. Le 4 septembre, une forte reconnaissance fut poussée en avant. Ayant rencontré des forces supérieures, elle se retira en désordre, et vint annoncer que l'ennemi, posté sur la Kolotcha, paraissait disposé à conserver sa position.

Le lendemain, à cinq heures du matin, toutes les colonnes de l'armée française s'ébranlèrent. Elles continuèrent leur marche jusqu'à deux heures après-midi, qu'on découvrit l'armée russe retranchée sur la rive gauche de la Kolotcha. Sa droite s'étendait vers la Moskwa, et sa gauche s'appuyait sur des hauteurs garnies de bois et défendues par des redoutes formidables.

Buonaparte, ayant reconnu la position de l'ennemi, fit attaquer sur-le-champ un mamelon fortifié, qui fut enlevé au bout de deux heures d'un combat très-vif. Toute la journée du 6 se passa en reconnaissances de part et d'autre, et en dispositions d'attaque de la part des français. Les deux armées étaient à peu près de force égale,

chacune d'elles se composant d'environ cent trente mille combattans.

Le 7, à deux heures du matin, Napoléon réunit ses maréchaux. Il leur donna ses instructions; puis on lut à l'armée, qui était sous les armes, l'ordre du jour suivant :

« Soldats !

» Voici la bataille que vous avez tant désirée ! » Désormais la victoire dépend de vous ; elle vous » est nécessaire ; elle vous donnera l'abondance, » de bons quartiers d'hiver, et un prompt retour » dans la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Witespk, à Smolensk ; » que la postérité la plus reculée cite avec or» gueil votre conduite dans cette journée, et » qu'on dise de vous : Ils étaient à cette grande » bataille sous les murs de Moskou. »

A six heures du matin, l'artillerie donna le signal du combat. L'astre du jour se leva radieux, et Buonaparte s'écria, dit-on : *C'est le soleil d'Austerlitz !* C'était celui, du moins, qui devait éclairer son dernier triomphe (1). Tous les

(1) Les avantages que Napoléon a obtenus les deux années suivantes, en Allemagne et en France, ne peuvent être

efforts des français furent dirigés d'abord contre la gauche des russes, qui fut tournée. La gauche de l'armée française s'étant portée en avant marcha contre le village de Borodino, dont elle s'empara. A sept heures, Ney (1) attaqua le centre de la position de l'ennemi. Alors l'affaire devint générale, et, de chaque côté, mille pièces de canon vomirent la mort avec un fracas épouvantable. Après quatre heures d'un combat opiniâtre et des plus sanglans, les russes furent enfoncés et chassés des redoutes qu'ils avaient élevées en avant de leur gauche et de leur centre. Cependant ils parvinrent, après le premier choc, à se remettre en ligne sous le canon même des français, et ils s'avancèrent en colonnes serrées pour reprendre leurs retranchemens. Trois cents bouches à feu, et plusieurs charges de cavalerie, portèrent la mort dans leurs rangs; et, malgré des efforts prodigieux, ils furent repoussés de nouveau.

Les positions de droite de l'ennemi furent attaquées ensuite; on les enleva en peu d'instans;

---

comparés aux victoires qu'il avait remportées auparavant, et n'ont fait que retarder sa chute.

(1) Ce maréchal, qui contribua éminemment au succès de la journée, fut en conséquence créé prince de la Moskowa.

mais bientôt, assaillis par des forçes supérieures, les français en furent chassés à leur tour. Les russes, encouragés par ce succès, se précipitèrent sur le centre de l'armée française ; et le combat se ranima avec furie. Des troupes fraîches se portèrent contre les colonnes ennemies, qui restèrent long-tems immobiles et indécises sous le feu de cent pièces de canon. La cavalerie française les ayant alors chargées, se fit jour à travers leurs rangs, et les mit en déroute (1).

Telle fut cette bataille mémorable de la Moskowa, à laquelle les russes donnent le nom de Borodino, et dont le gain fut plus funeste aux vainqueurs, que l'eût été la défaite la plus san-

---

(1) Buonaparte a évalué sa perte dans cette bataille à dix mille hommes tués et blessés, et celle des russes, à quarante ou cinquante mille hommes. Les russes, au contraire, ont porté la perte des français, à quarante mille hommes et réduit la leur à vingt-cinq mille. Jamais on ne vit spectacle aussi affreux que celui que présentait le champ de bataille. Des témoins oculaires ont assuré que Buonaparte, le parcourant le lendemain, donna, au milieu des cadavres amoncelés, des signes d'insensibilité, ou pour nous servir de l'expression de l'auteur qui nous fournit ce trait, des signes d'*abrutissement*, qui firent horreur à tous ceux qui l'accompagnaient.

M. Schoell, *Histoire abrégée des traités de paix*, tome X, page 160.]

glante, puisqu'en leur livrant Moskou, cette fatale victoire leur a fait perdre le tems nécessaire pour opérer leur retraite.

Le 14 septembre, l'armée française parut devant l'ancienne capitale de la Moskovie, que les russes révéraient à un tel point, qu'ils la qualifiaient de ville sainte et de Jérusalem nouvelle. L'ordre de l'évacuer entièrement avait été donné par le gouverneur comte de Rostopchin, et presque tous les habitans avaient obéi. Le petit nombre de ceux qui étaient restés, et qui étaient ou des français, ou d'autres étrangers, s'étaient barricadés dans leurs maisons. Si quelques créatures humaines se trouvaient encore dans les rues, c'étaient des vieillards, des enfans, ou des hommes de la lie du peuple. Les églises étaient ouvertes et les autels parés comme aux jours des plus grandes solennités. Mille flambeaux y brûlaient en l'honneur des saints, sous le nom desquels ces temples étaient consacrés, et ils attestaient que, jusqu'à leur départ, les pieux moskovites n'avaient cessé de les invoquer.

Buonaparte, qui s'était arrêté à l'une des portes de la ville, où il attendit que les magistrats vînssent le complimenter, n'ayant vu paraître personne, remit son entrée au lendemain. Elle se fit sans aucun appareil et par un tems nébuleux, ce qu'il fut loin, sans doute, de considé-

rer comme un sinistre présage. Il n'en connaissait encore que de favorables, quoique déjà la fortune l'eût abandonné.

Les russes, en se retirant, avaient mis le feu à la Bourse, vaste et superbe édifice qui renfermait quantité de marchandises de prix. Dans la nuit du 14 au 15, un autre incendie éclata; mais on parvint à l'éteindre. Peu de tems après, des flammes s'élancèrent de toutes parts, et un vent violent, qui s'éleva le 16, à neuf heures du matin, en favorisa les progrès, auxquels les français, étonnés de l'apathie que montraient le peu d'habitans restés dans la ville, n'opposèrent plus aucun obstacle.

L'embrâsement alors devint général, et il dura six jours consécutifs. L'atmosphère était transformée en une voûte de feu, sous laquelle s'élevaient continuellement des tourbillons de fumée. Différens effets de lumière se succédaient rapidement sur ce vaste théâtre, dont l'embrâsement offrait un caractère surprenant de majesté et de désolation. Mais ce n'était pas une vaine illusion; partout on entendait les cris des malheureux atteints par les flammes, ainsi que les rugissemens des chevaux et des autres animaux domestiques qui se débattaient au milieu des habitations enflammées.

Buonaparte, qui s'était logé au Kremlin, put,

comme un autre Néron, suivre des yeux les progrès de l'incendie qu'il avait, sinon ordonné, du moins occasioné ; mais lorsqu'on lui eut annoncé qu'on venait d'arrêter des misérables qui cherchaient à mettre le feu en plusieurs endroits de ce palais, il se retira dans celui de Péterskoé, qui était situé hors de la ville.

On avait présumé d'abord que l'incendie de Moskou était occasioné, soit par quelque accident, soit par l'imprévoyance des habitans qui avaient laissé du feu dans leurs maisons, soit par la négligence des soldats; mais on ne tarda pas à reconnaître que cette catastrophe était l'effet d'un calcul suggéré par le désespoir. Le gouverneur comte de Rostopchin, avait formé un corps d'incendiaires, composé d'agens de la police, de cosaques déguisés, de malfaiteurs à qui on avait rendu la liberté, et même, dit-on, de quelques étudians en théologie, à qui l'on avait persuadé qu'ils feraient une action méritoire en livrant la ville sainte aux flammes, pour empêcher qu'elle ne fût profanée (1). On rapporte aussi que le pre-

(1) Malgré le nombre de personnes qui se réfugiaient journellement à Moskou, les habitans de cette ville furent tenus long-tems dans l'erreur sur la situation des choses. Le gouverneur leur protestait que, si le péril devenait imminent, il les en instruirait. Il avait coutume de leur dire : « Soyez tranquilles ; jamais les français ne verront la tour

mier qui, dans la nuit des 14 et 15 septembre, s'arma d'une torche enflammée, fut un carrossier, possesseur d'une immense quantité de voitures, auxquelles il mit le feu, afin qu'elles ne pussent être utiles à l'ennemi. Les deux tiers d'une des plus grandes cités du monde ne tardèrent donc pas à être réduits en cendres. Moskou vit disparaître ses édifices fastueux, ses coupoles dorées, les flèches de ses nombreuses églises, ses couvens, ses palais, ses hôtels magnifiques (1), ses bibliothèques, ses musées, et ses jardins délicieux tracés à l'imitation des jardins de

---

» d'Ivan ». La bataille de la Moskowa fut livrée, et, loin qu'on en fît connaître le véritable résultat, des salves d'artillerie et des réjouissances publiques annoncèrent une victoire éclatante. Lorsqu'il ne fut plus possible de dissimuler, et que le général en chef eut réclamé l'exécution des mesures secrètes qui avaient été concertées d'avance, le gouverneur publia la marche victorieuse des français, et ordonna à tous les habitans de se retirer, sous peine d'encourir la disgrâce de l'empereur et d'être considérés comme traîtres à la patrie. Il paraît qu'on eut peu de tems pour se préparer : car on trouva une infinité de maisons où tout annonçait qu'on ne faisait que de les quitter. Ce fut seulement après l'évacuation qu'on ouvrit les prisons, et qu'on remit aux malfaiteurs les mèches au moyen desquelles ils durent mettre le feu.

(1) Il y avait à Moskou seize cents églises, mille palais et hôtels en pierre, et huit mille maisons en bois.

Schiraz et d'Ispahan, tous ces asiles des sciences, des arts, des plaisirs et du goût, les chefs-d'œuvre des artistes les plus célèbres, et les fruits de la munificence de tant de souverains. Mais les flammes qui dévorèrent les édifices, allumèrent la vengeance dans le cœur du peuple russe ; et son ardeur fut entretenue avec soin par les prédications des prêtres, par les discours du patriarche Platow, qui était âgé de près de cent ans, et par les proclamations énergiques du comte Rostopchin(1).

(1) Il est probable que la résolution de brûler Moskou avait été concertée entre le général Koutouzoff et le gouverneur de cette capitale, et que ce dernier en fit part aux principaux membres de la noblesse, qui amoncelèrent dans leurs hôtels des matériaux combustibles, par lesquels les flammes se propagèrent en un instant.

Le comte de Rostopchin fit lui-même mettre le feu à deux maisons de campagne qu'il possédait. L'une était située près de Moskou, et l'autre à Woronowo, sur la vieille route de Kalouga. On trouva, près de cette dernière, un écriteau ainsi conçu : « J'ai embelli pendant huit ans cette campagne, et j'y ai vécu heureux au sein de ma famille. Les habitans de cette terre, au nombre de mille sept cent vingt, la quittent à votre approche ; et moi, je mets le feu à ma maison pour qu'elle ne soit pas souillée par votre présence. Français, je vous ai abandonné mes deux maisons de Moskou, avec un mobilier d'un demi million de roubles (il paraît qu'elles ne furent point incendiées). Ici, vous ne trouverez que des cendres. »

On arrêta quelques malheureux occupés à propager l'incendie, à l'aide de pièces d'artifice. Buonaparte les fit fusiller (1); et leur supplice n'empêcha pas qu'ils ne trouvassent des imitateurs. On fit les plus cruelles menaces aux habitans de la campagne, qui livraient aussi aux flammes leurs propres villages. On les voyait, tenant d'une main leur femme ou quelqu'un de leurs enfans, et de l'autre un flambeau allumé, mettre le feu à leurs chaumières, à leurs meubles, à leurs vivres. Ils marchaient à la suite de l'armée, jusqu'à ce qu'ils eussent trouvé un lieu de sûreté où ils pussent déposer leur famille, puis ils se joignaient aux combattans, ou allaient massacrer les français sur les ruines de leurs habitations. Plusieurs starostes et notables furent traduits devant Buonaparte, qui leur enjoignit de maintenir la tranquillité dans leurs cantons, leur disant qu'il les en rendait responsables sur leurs têtes. Ces courageux et fidèles sujets lui répondirent qu'ils ne

(1) Il paraît que ces incendiaires étaient au nombre de trois mille, qu'il y en eut cinq cents de mis à mort, et que les autres furent conduits, comme prisonniers de guerre, sur les derrières de l'armée. On avait donné l'ordre de tuer ces derniers, lorsque, épuisés de fatigues, ils ne pourraient plus continuer leur route; et leurs cadavres jonchaient les chemins.

pouvaient recevoir ses ordres, et qu'ils étaient liés par leur serment de fidélité envers l'empereur Alexandre.

La ville de Moskou, quoique incendiée, renfermait encore des richesses immenses, fruits de son commerce avec l'Europe et l'Asie. Elles furent livrées au pillage (1), ce qui n'empêcha pas que bientôt les vainqueurs ne fussent plongés dans la plus profonde misère. La plupart des soldats n'avaient que des lambeaux pour vêtemens. La garde impériale seule conservait un maintien militaire. La famine ne tarda pas à faire éprouver ses horreurs, et elle s'accrut au point qu'il ne fut pas possible de se procurer un morceau de pain. Il y avait des luttes continuelles entre les français et les russes, dans les jardins et dans les champs où l'on pouvait recueillir encore quelques racines.

Il serait difficile de croire que, sous un prince humain, tel que l'empereur Alexandre (2), on eût pû, sans les motifs les plus puissans, ordonner une

---

(1) On trouva beaucoup de marchandises, telles que de l'huile, de la viande et du poisson salés, des vins, de l'eau-de-vie, et une prodigieuse quantité de sucre et de café.

(2) L'auteur de l'*Expédition de Russie*, déjà cité, dit qu'on n'eut pas le tems de consulter le prince.

mesure aussi terrible que l'incendie de Moskou, dont on a cependant révoqué en doute l'utilité. On a prétendu qu'elle n'était point nécessaire pour forcer les français à la retraite. Un témoin oculaire de cette grande catastrophe, M. Labaume, qui a publié un livre intéressant sur la campagne de Russie, nous semble détruire complètement cette objection. Moskou, dit-il, était approvisionné pour huit mois; l'armée française, en l'occupant, pouvait attendre jusqu'au retour du printems, et rentrer en campagne avec les armées de réserve qui campaient à Smolensk et sur le Niémen; tandis qu'en brûlant cette capitale, on contraignait les français à faire une retraite précipitée au milieu de la saison la plus rigoureuse. Il n'y avait pas lieu de craindre non plus, poursuit le même auteur, qu'ils prissent position nulle part, puisque leurs ravages avaient fait un désert de tout le pays qu'ils avaient traversé, et que l'imprévoyance habituelle de Napoléon n'avait rien ménagé pour faciliter leur retour. Il est donc très-vraisemblable que ce sacrifice, bien que l'humanité doive en gémir, fut une mesure utile à la Russie (1) et même à l'Europe entière, qui peut dater, de cette époque, le commencement de sa délivrance.

---

(1) On verra plus loin ce qu'en pensait Buonaparte lui-même.

Buonaparte, renfermé dans le Kremlin, où il revint après que l'incendie eut cessé d'exercer ses ravages, et dont les portes étaient palissadées et les remparts hérissés de canons, eut recours à ses artifices accoutumés. Il fit croire à ses soldats qu'il allait prendre ses quartiers d'hiver, et que la paix était prochaine. Chaque jour on répandait de faux bruits : Riga s'était rendu ; le maréchal Macdonald était entré à Saint-Pétersbourg et l'avait livré aux flammes ; le chemin de Wilna à Smolensk était couvert d'innombrables chariots qui transportaient des vêtemens d'hiver et d'autres objets nécessaires à l'armée ; le maréchal Victor s'avançait avec de puissans renforts ; dès le printems l'armée française devait se trouver tout aussi formidable qu'elle l'avait été à l'ouverture de la campagne ; si les russes ne faisaient point la paix, Napoléon partagerait leurs possessions d'Europe en deux grands duchés, sous la dénomination de duché de Smolensk et de duché de Saint-Pétersbourg ; et enfin l'empereur Alexandre, si on daignait le laisser sur le trône, ne régnerait plus qu'en Asie.

Tandis qu'on débitait toutes ces impostures, Buonaparte faisait des propositions de paix qui étaient rejetées. Cependant il ne désespérait pas encore de traiter à des conditions avantageuses. Aveuglé par ses anciens succès, réfléchissant que

le gain d'une seule bataille lui avait livré toute la monarchie prussienne, et que deux fois l'Autriche, épouvantée par la conquête de sa capitale, avait souscrit aux sacrifices les plus douloureux, rien ne lui paraissait impossible. Cette confiance en son étoile explique en partie le tems irréparable qu'il perdit sur les décombres d'une ville anéantie. Son indomptable orgueil ne pouvait si tôt se résoudre à plier sous le joug de la nécessité : il le fallut cependant. Buonaparte offrit de se retirer à Wiasma, si l'on voulait conclure un armistice ; mais on lui répondit qu'on était surpris de recevoir une telle proposition à l'instant où la guerre allait seulement commencer pour les russes.

Le prince Koutouzoff, en sortant de Moskou, où il s'était retiré momentanément après la bataille de la Moskowa, s'était porté vers le sud par les routes de Kalouga, de Toula et d'Arel, couvrant ainsi les riches provinces méridionales de la Moscovie. Il avait assis son camp sur la rive droite de la Nara : et, dans cette position, il recevait des vivres en abondance. Son armée s'était renforcée de plusieurs régimens d'infanterie, de bataillons de milice, et de quatre-vingts régimens de cosaques du Don, ainsi que des malades, des blessés rétablis, et d'un nombre infini de volontaires. Il surveillait sans relâche les mouve-

mens de Buonaparte; il le resserrait journellement dans les environs de Moscou, qui n'étaient plus qu'un désert, et il lui coupait tous les vivres. Chaque jour des milliers de soldats français sortaient de leurs cantonnemens, les uns pour découvrir un peu d'or au milieu des ruines, les autres pour chercher des subsistances et des fourrages; mais les forêts et les lieux marécageux étaient remplis de paysans armés qui fondaient sur eux à l'improviste; et, s'ils en évitaient les coups, ce n'était le plus souvent que pour tomber entre les mains des cosaques. La position de Buonaparte devenait donc tous les jours plus critique; le mécontentement des soldats se déclarait hautement, et l'espoir d'obtenir la paix s'affaiblissait de plus en plus. Enfin, il fallut, après un séjour de cinq semaines, se décider à quitter Moskou (1). Avant de commencer sa retraite, Na-

(1) Le 18 octobre, à la pointe du jour, Murat, qui commandait un corps de quarante mille hommes, posté près du bourg de Taroutino, fut attaqué à l'improviste par une armée russe d'élite, aux ordres du général Benningsen. L'ennemi tomba sur la cavalerie légère dans le tems où elle était à pied, occupée à recevoir des vivres. Cette troupe aurait été entièrement sabrée, si Murat n'était accouru à son secours, à la tête de sa grosse cavalerie. Les français perdirent plus de deux mille hommes, tués ou blessés; et l'ennemi

poléon, ne voulant pas en faire l'aveu, dit aux troupes : « Je vais vous conduire en des quartiers » d'hiver : si je rencontre les russes, je les battrai ; » si je ne les rencontre pas, tant mieux pour » eux ». Mais les russes, quelque formidables qu'ils fussent en ce moment, ne devaient pas être les ennemis les plus terribles pour l'armée française.

Du 15 au 19 octobre, cette armée, qui était réduite à environ cent mille hommes, partit de Moskou et dirigea sa marche du côté de Kalouga. Elle était suivie d'un nombre de voitures si prodigieux, que, marchant sur huit files, ce qu'un chemin très-large permettait de faire, elles couvraient un espace de plus de quatre lieues. Toutes, excepté celles qui étaient consacrées au transport des munitions de guerre, avaient été chargées de fourrage, de quelques comestibles et principalement de vins, de sucre, de café, de thé et de liqueurs. Elles emportaient aussi les riches dépouilles de Moskou, l'or, l'argent, les fourrures et toutes

---

s'empara d'un étendard d'honneur, de trente-huit pièces de canon, de quarante chariots de munitions, et de tous les bagages, y compris même ceux de Murat. Les bruits de paix que Buonaparte avait fait circuler dans son armée, ne pouvant plus se soutenir après cette affaire, il en profita pour donner, le jour même, l'ordre du départ.

les choses précieuses que l'incendie avait épargnées.

La température n'était pas encore froide le jour du départ; mais la pluie qui survint le lendemain rendit les chemins très-difficiles. Les chevaux, qui étaient mal nourris, n'avaient point de force, et bientôt on fut forcé d'abandonner quantité de voitures. Le soldat manquait déjà de tout en arrivant, le 23, à Borrowsk, lieu qui était entièrement désert, et dont toutes les maisons furent livrées au pillage.

Le 24, à la pointe du jour, une forte canonnade se fit entendre. L'ennemi avait été rencontré à Malo-Jaroslawetz, où il soutint un combat très-vif; et il fut impossible de le forcer à quitter la position formidable qu'il occupait. L'action fut renouvelée le lendemain, et dirigée en personne par Napoléon, dont la garde de service fut tout à-coup entourée d'une nuée de cosaques, poussant des cris épouvantables. Ils traversèrent le chemin en un instant, frappant de leurs lances tout ce qu'ils rencontraient, et leur impétuosité fut telle qu'on n'eut pas le tems de se mettre en bataille. Il paraît que cette charge, dont la hardiesse fut remarquable, puisqu'elle se fit sur le centre même de l'armée française, avait pour objet d'enlever Buonaparte; ce qui fut sur le point d'être exécuté. Plusieurs autres charges

de cavalerie eurent lieu sur les derrières de l'armée, et les cosaques se montraient partout. Cependant le plateau de Malo-Jaroslawetz fut emporté après une vive résistance de la part des russes, qui ne cédèrent le terrain que pied à pied. Les français eurent quatre mille hommes tués et un pareil nombre de blessés : « Encore deux » combats comme celui-ci, disaient les soldats, » et Napoléon n'aura plus d'armée ». Les ennemis, à ce qu'on rapporte, furent plus maltraités encore. Le champ de bataille offrait un spectacle effrayant ; les coteaux et les ravins étaient couverts de morts et de mourans. Au milieu des décombres de la ville, qui avait été incendiée pendant le combat, on découvrait les cadavres torréfiés des malheureux blessés qui s'étaient réfugiés dans les maisons, et que le feu y avait surpris. On pouvait juger par l'expression de leur physionomie et l'affreuse contraction de leurs membres, des tourmens horribles qu'ils avaient soufferts.

Au lieu de poursuivre l'ennemi, comme tout semblait annoncer qu'on allait le faire, l'armée fit un mouvement en arrière et se porta, dans la nuit du 26, vers Borrowsk. Cette ville était en feu lorsqu'on y arriva. L'armée en partit le lendemain et s'achemina vers Mojaïsk, pour rejoindre la grande route de Moskou à Smolensk.

Comme Buonaparte avait gardé le silence sur ses intentions, ce fut seulement alors qu'on put juger que la retraite était décidée.

On franchit avec la plus grande célérité l'espace qui sépare Borrowsk de Mojaïsk. La marche fut si rapide, que les cosaques eurent à peine le tems d'inquiéter l'armée, qui, de la sorte, gagna quinze lieues sur l'ennemi. Elle fut jointe à Mojaïsk par la jeune garde qui avait été laissée à Moskou, avec ordre de faire sauter le Kremlin. On avait rempli de poudre les caves et les souterrains pratiqués sous les édifices renfermés dans cette vaste enceinte. Des mèches, dont on avait calculé la longueur de façon que le feu ne gagnât les mines que lorsque les troupes seraient à une distance où elles ne pourraient être atteintes, furent cachées en différens endroits. Les français se furent à peine éloignés, qu'attirée, par l'espoir du pillage, la populace se porta au Kremlin et se répandit dans tous les appartemens (1). Bientôt les mines jouent, et des milliers de malheureux sont lancés dans les airs,

(1) M. Bourgeois, *Tableau de la campagne de Moskou, en* 1812, pag. 91, est, je crois, le seul qui rapporte cette particularité qu'il dit tenir d'un officier de la jeune garde. Il est à remarquer, cependant, que cette garde était hors de Moskou lorsque le Kremlin sauta.

puis ensevelis sous un amas de ruines. Ainsi disparut le Kremlin, ce monument singulier, d'un style à moitié oriental, à moitié italien. Le palais impérial de Péterskoé devint également l'objet des ordres barbares du moderne Attila; il fut réduit en cendres. Buonaparte, avant son départ de Moskou, avait fait enlever la croix dorée de l'église d'Ivan Weliki, l'aigle qui surmontait la porte de Nikolski, et le Saint-George du sénat. Il se proposait d'étaler à Paris ces monumens de ses exploits; mais il n'y rapporta que la honte. Ces trophées d'une conquête extravagante furent repris par le général Winzingerode, et on les a replacés au sommet des édifices élevés sur les ruines de ceux dont ils faisaient l'ornement.

Le pays que l'armée française avait à traverser dans sa retraite, était désert; et, depuis six semaines, il avait été totalement dévasté, tant par elle-même que par les russes. De semblables ravages avaient été commis de chaque côté du chemin à la distance de plus de dix lieues. Toutes les munitions de bouche consistaient donc en ce qu'on avait emporté de Moskou, et même elles étaient déjà fort réduites par la consommation qu'on en avait faite depuis dix jours. On avait été forcé d'abandonner beaucoup de voitures chargées de vivres et de fourrages. Une grande partie de l'armée, qui avait occupé des positions

autour de Moskou, n'avait pu se pourvoir de substances alimentaires ; car elle y avait éprouvé des privations. Tous ceux qui sortaient de cette capitale étaient écrasés sous le poids de l'or, de l'argent et de quantité d'objets précieux, dont ils s'étaient chargés de préférence à des vivres. Ainsi, à vingt lieues seulement du point de départ, l'armée manquait des choses de première nécessité. Pour comble de misère, l'hiver s'annonçait d'une manière effrayante; et on n'avait, pour se soustraire à la rigueur du froid, que les fourrures qu'on avait trouvées à Moskou. A la vérité, il était peu d'officiers qui n'en fussent munis; mais la plupart des soldats n'avaient que leurs vêtemens ordinaires ; et un grand nombre d'entre eux manquaient de chaussures.

On disposa le corps d'armée avec tout l'ordre possible ; on forma une arrière-garde considérable ; les équipages marchèrent au centre, et l'on prit la route de Smolensk. Des instructions avaient été données pour que des colonnes parcourussent les campagnes en divers sens, afin d'incendier tout ce qui restait de bâtimens. On voulait, disait-on, combattre les russes avec leurs propres armes, et empêcher qu'ils ne se missent à la poursuite de l'armée. Cependant on révoqua bientôt ces ordres dictés par la colère, et dont, au surplus, l'exécution n'eût pas été facile.

Les troupes marchaient avec courage vers Wiasma, espérant y recevoir des vivres. Un violent incendie achevait de consumer les restes de la ville lorsqu'on y arriva. L'administration n'avait point été avertie de l'approche de l'armée, et l'on ne trouva qu'une très-petite quantité de pain. Les magasins peu considérables de farine et de riz qu'on y avait formés, furent la proie des premiers venus : les autres n'eurent rien.

Le lendemain, 5 novembre, à l'instant où l'on se disposait à se mettre en marche, on fut instruit que l'ennemi, arrivé par le chemin de Kalouga, avait pris position en avant de Wiasma; il fallut donc lui livrer un combat ; et ce combat fut sanglant ; mais on parvint à s'ouvrir un passage et à éloigner les russes. On fut obligé, toutefois, d'abandonner beaucoup d'équipages et de canons.

A mesure que les chances de la guerre devenaient plus périlleuses, l'intempérie de la saison, le manque de vivres, les fatigues et le découragement rendaient de plus en plus désastreuse la position de l'armée française. Le thermomètre était descendu de dix degrés, jusqu'à dix-huit au-dessous de zéro. Après avoir été exposé toute la journée au froid le plus rigoureux, on arrivait le soir au bivouac, et l'on passait la nuit au milieu d'un champ, sans autre abri que quelques

fourrures et un feu qu'on avait à peine la force d'entretenir. S'il existait encore quelques masures, elles étaient dévolues à la maison de Napoléon et aux officiers-généraux, qui s'en emparaient et qui écartaient avec violence tous ceux qui voulaient s'y réfugier.

Il était au-dessus des forces humaines de lutter long-tems contre de pareils fléaux : aussi les troupes ne tardèrent-elles pas à se débander. Les soldats ne pouvant plus supporter le poids de leurs armes, ni les tenir dans leurs mains glacées, les jetaient sur les chemins. Ils étaient réduits à ne se nourrir que de chair de cheval et à ne boire que de l'eau de neige. Des centaines d'hommes mouraient journellement d'inanition, de froid et d'épuisement. Une longue file de cadavres indiquait la route que suivait l'armée ; mais on ne les distinguait plus qu'aux tas de neige qui les recouvraient, et qui formaient des ondulations semblables à celles des tombeaux.

On ne pouvait donner aux chevaux, pour toute nourriture, que quelques brins de paille enlevés aux toits du peu de maisons qui n'avaient pas été la proie des flammes, ou ramassés dans les champs, pourris et foulés aux pieds. Le verglas vint ajouter encore aux fatigues de ces animaux. Étant mal ferrés, ils glissaient au moindre mouvement, et, manquant de point d'appui

pour tirer ; ils s'épuisaient en efforts impuissans. Il fallait en atteler douze ou quinze pour traîner une seule pièce de canon, et encore le moindre exhaussement du sol devenait-il un obstacle invincible. En peu de tems il ne fut plus question de cavalerie. Les régimens s'éparpillèrent ; l'ordre et la discipline disparurent ; le soldat ne reconnaissait plus ses chefs ; l'officier ne s'inquiétait plus de ses soldats ; chacun ne songeait qu'à soi et marchait comme il l'entendait. . . . .

L'armée ne formait donc plus qu'une masse d'hommes entièrement désorganisée, et elle offrait l'aspect le plus bizarre. Officiers et soldats étaient enveloppés de fourrures de toute espèce, de jupons de toutes couleurs, de grands schalls, de lambeaux de drap ou d'étoffe, et de couvertures de cheval. On s'entourait les pieds de chiffons, de morceaux de feutre ou de peaux de mouton, qu'on assujettissait avec des liens de paille. A l'exception de la garde, qui était encore réunie et nombreuse, on peut dire qu'il n'existait plus de troupes. On avait perdu plus de quatre cents canons et une quantité immense d'équipages. Trente mille hommes au moins avaient péri, et la moitié de ceux qui restaient n'avaient plus d'armes. . . . .

Telle était l'armée française lorsque, le 13 novembre, elle parvint à Smolensk. Le bruit

de sa retraite n'ayant pas encore gagné cette ville, où elle désirait si ardemment d'arriver, rien n'était prêt pour la recevoir. On l'y attendait si peu, qu'un corps de troupes, qui en composait la garnison, en était parti quelques jours auparavant et avait dirigé sa marche vers Kalouga. L'ennemi, qui poursuivait les français dans toutes les directions, fit ce corps prisonnier.

L'armée demeura deux jours à Smolensk, et se porta à toutes sortes d'excès. Les magasins furent pillés, et les soldats se battirent entre eux pour s'arracher les vivres. Ils dévoraient en un instant ce qui aurait pu les nourrir plusieurs jours, ou ils brûlaient ce qu'ils ne pouvaient emporter. A peine l'arrière-garde fut-elle arrivée, que les cosaques, qui la suivaient sans relâche, attaquèrent vivement les bivouacs établis autour de la ville. On leur opposa avec précipitation tous ceux qui pouvaient combattre. Le feu du peu de pièces qu'il fut possible de mettre en batterie parvint cependant à les contenir, et ils se retirèrent après avoir fait quelques charges.

Mais les troupes chargées de la poursuite, quelque suffisantes qu'elles fussent pour forcer toutes les positions que les français auraient pu prendre, ne composaient qu'une partie de celles qui agissaient contre eux. L'armée de Koutouzoff

marchait sur la gauche de Smolensk, et s'avançait en toute hâte pour leur barrer le passage. La Russie ayant fait alors sa paix avec la Porte-Ottomane, son armée de Turquie se dirigeait aussi vers Minsk, dans le même dessein. Napoléon, instruit de ces manœuvres, se pressa de continuer sa retraite, dans l'espoir d'arriver avant l'ennemi sur la Berezina. Il fallut donc procéder avec promptitude à l'évacuation de la place. Tous les grands édifices, toutes les maisons que l'incendie avait épargnées, étaient remplis de malades et de blessés. Faute de moyens de transport, ils furent abandonnés, ainsi qu'on avait fait pour tous ceux qui étaient dans le même état, à Moskou même, à Koloskoi, à Ghiat, à Wiasma et ailleurs (1).

L'arrière-garde ayant été renforcée de tout ce qu'on put trouver d'hommes armés et capables de quelque service, le maréchal Ney, qui la

(1) C'était encore, dit un homme de l'art (M. Bourgeois), la chance la moins effrayante qu'ils eussent à courir. Les tourmens qui les attendaient ne pouvaient pas être aussi cruels que ceux auxquels avaient succombé les malheureux qui, lorsqu'on avait été forcé d'abandonner les équipages sur lesquels on les avait chargés, avaient été déposés sur les chemins, au milieu de la neige. Aucun d'eux ne parvint jusqu'à Smolensk.

commandait, reçut l'ordre de rester à Smolensk pour en faire sauter les fortifications, ce qu'on pourrait considérer comme la preuve que Napoléon n'avait pas encore renoncé à ses projets d'envahissement, quelque insensés qu'ils fussent.

L'armée s'était accrue à Smolensk; mais ce n'avait été que d'hommes inutiles, qui devaient plus en embarrasser la marche que la faciliter: c'étaient des officiers blessés, des employés d'administration, des vivandiers, et d'autres individus que des spéculations de commerce avaient attirés en Russie. Il n'était plus question ni d'ailes ni de centre; tout était réuni en une seule colonne qui manquait de cavalerie pour l'éclairer, et qui ne possédait d'autre terrain que la surface de la route. L'artillerie et les équipages roulaient confondus au milieu de la foule; on ne leur avait donné pour toute recommandation que d'aller autant qu'il leur serait possible. La rigueur du froid s'accroissait sans cesse. Le jour même du départ de Smolensk, la marche avait été infiniment pénible et prolongée fort avant dans la nuit; il périt plus de cinq cents soldats par l'effet de la congélation. Le chemin était très-montueux, et le verglas qui le couvrait rendait la marche des plus difficiles. On laissa encore une grande quantité de bagages et d'artillerie; et, après des efforts prodigieux, la garde

elle-même se vit obligée d'abandonner la plus grande partie de la sienne. Le lendemain, la colonne des fuyards rencontra l'ennemi qui s'était porté directement sur Krasnoï. Il avait surpris cette petite ville, et s'en était emparé après un combat de quelques heures. La garde se mit en bataille pour protéger le chemin. Toute la journée du 16 novembre se passa en escarmouches, en marches et en contre-marches très-fatigantes. On éprouva surtout la plus grande peine à passer un ravin très-profond où coule une petite rivière, et situé à une demi-lieue de Krasnoï. Tous les équipages s'y trouvèrent encombrés en même tems. Les cosaques avaient monté sur des traîneaux des bouches à feu, qu'ils transportaient partout avec la plus grande facilité. De chaque mamelon, où ils pouvaient découvrir le chemin, ils lançaient des boulets et faisaient un mal affreux, avant qu'il fût possible de leur répondre avec une artillerie lourde et difficile à manier sur le verglas. Cependant, à la faveur des ténèbres, après des efforts inouïs et à travers mille dangers, on gravit la montagne, et on arriva dans la plus grande confusion à Krasnoï, qui, la veille, avait été pillé de fond en comble et était entièrement désert.

Il fallut prendre position pour attendre l'arrière-garde et deux autres corps de l'armée

qui soutenaient le combat. Il dura toute la journée du 17 avec le plus grand acharnement. Les russes déployèrent des forces considérables, et tout ce qui restait de la jeune garde fut anéanti. L'action, cependant, se renouvela le lendemain et dura jusqu'à dix heures du matin. N'ayant alors aucune nouvelle de l'arrière-garde, on la crut perdue sans ressource, et on donna le signal du départ. Comme de coutume, les blessés restèrent abandonnés sur le champ de bataille, ainsi que dans les décombres de Krasnoï où ils s'étaient traînés.

La garde s'étant mise en ligne pour donner le tems à tous les hommes isolés de passer en avant, Napoléon fut alors forcé de les voir défiler. Tout le chemin de Krasnoï à Liadoui, qui en est éloigné de cinq lieues, était couvert de ces malheureux. Ils étaient sans armes et plongés dans un morne silence : cavalerie, artillerie, infanterie, tout était pêle-mêle ; généraux, officiers et soldats marchaient confondus. La plupart avaient sur l'épaule une besace remplie de farine, et portaient à leur côté un pot attaché avec une corde. D'autres traînaient par la bride des ombres de chevaux du pays (1), chargés de

(1) Appelés *Cognas*, nom qu'on donne aux chevaux en Pologne.

l'attirail de la cuisine et de chétives provisions. Lorsque ces animaux succombaient, ils servaient de pâture à leurs maîtres. Avant même qu'ils fussent morts, on se jetait dessus pour dépecer tout ce qui pouvait être dévoré.

Tous les corps de l'armée étant dissous, il s'était formé de leurs débris une multitude de petites associations de huit ou dix individus, qui marchaient ensemble, et qui mettaient toutes leurs ressources en commun. Ils prenaient le plus grand soin de ne pas se séparer les uns des autres. Malheur à qui s'était trop écarté ; il ne trouvait personne qui lui prêtât le moindre secours ; on le chassait sans pitié de tous les feux, de tous les lieux dont il s'approchait, et il ne cessait d'être assailli que lorsqu'il était parvenu à rejoindre les siens.

On vint, le 17 au soir, établir les bivouacs à Liadoui. Comme l'ennemi, pour arrêter l'arrière-garde, avait cessé de poursuivre le gros de l'armée, beaucoup de gens continuèrent la marche pendant la nuit, pour gagner un meilleur gîte. Le pays était tout aussi ruiné que celui qu'on venait de traverser; mais il n'avait pas été incendié totalement, et l'on trouvait encore, de distance en distance, des villages ou l'on pouvait s'abriter. C'était à qui arriverait des premiers; car on ne reconnaissait d'autre droit que

celui du premier occupant ; mais les cosaques ayant passé sur la gauche, tombèrent à l'impròviste sur cette misérable avant-garde et la forcèrent à se réunir au gros de l'armée.

Liadoui fut livré aux flammes comme tous les autres lieux que l'armée traversa. Des malades et des blessés étaient renfermés dans des granges auxquelles le feu ne tarda pas à se communiquer. Quelques-uns parvinrent à se sauver. Les autres, à demi-ensevelis sous des solives ardentes, supplièrent leurs camarades d'abréger leur supplice. On crut devoir le faire *par humanité.* Plusieurs s'écriaient : « Tirez à la tête ! tirez à la » tête ! ne nous manquez pas ! » Et les cris ne cessèrent que lorsque toutes les victimes eurent été consumées.

Le 18, au point du jour, l'immense colonne se remit en mouvement. Buonaparte, vêtu comme à l'ordinaire d'un habit de colonel de chasseurs et d'une redingotte grise, marchait à pied à la tête de ses gardes et entouré d'un nombreux état-major. Il paraissait extrêmement inquiet ; il s'arrêtait à chaque instant, et, après une pause d'un quart-d'heure ou d'une demi-heure, il reprenait sa marche. Selon toute apparence il attendait l'arrière-garde dont on n'avait toujours point de nouvelles.

On allait péniblement au milieu des neiges,

sur des chemins à peine tracés, à travers des déserts et d'immenses forêts de sapins. Toute fraternité d'armes, tout sentiment d'humanité et de commisération avaient cédé, dans le cœur de chacun, à l'instinct de sa propre conservation; ne voyant que soi, on regardait tout autre comme un étranger. Les infortunés fugitifs se faisaient même entre eux une guerre cruelle; et l'on peut dire, sans hyperbole, que le plus fort dévorait le plus faible. Partout où l'on portait ses regards, on ne voyait que des figures sinistres, effrayées et mutilées, que des scènes de carnage, que la famine et la mort.

Il semblait aussi qu'on fût remonté jusqu'au tems de la tour de Babel, tant on entendait de langues différentes. Chacune d'elles fut d'abord un motif particulier de liaison entre ceux à qui elle était commune. Ils formaient des associations qui ne se signalaient que par des témoignages d'éloignement et de haine envers les autres nations. Les français, surtout, accoutumés à la domination, ne voulaient point renoncer à leur supériorité. Ils se croyaient en droit de s'emparer de tout ce qui leur convenait. Les étrangers ne cédaient qu'à la force, et il en résultait des luttes toujours plus ou moins fâcheuses.

A la pointe du jour, et sans aucun autre signal, la masse entière reprenait sa marche. Elle gar-

dait un morne silence, qui n'était interrompu que par les gémissemens des mourans. Sur le point de rendre le dernier soupir, ils recueillaient le reste de leurs forces, pour exhaler la haine qu'ils portaient à Napoléon. Ils le déclaraient l'auteur de leurs maux et l'accablaient des plus affreuses malédictions (1).

Dans la situation désespérée où l'on se trouvait, le motif le plus léger suffisait pour occasioner des contestations qui, le plus souvent, finissaient par des combats; la rage était dans tous les cœurs: on aurait voulu s'entredéchirer. Souvent, au milieu du désordre, les cosaques paraissaient: on ne les avait pas plutôt aperçus, qu'il se faisait un large vide dans cette partie de la colonne qu'ils menaçaient; on se repliait, on courait en avant pour les éviter. On était d'autant plus effrayé de tomber entre leurs mains, qu'a-

(1) Un malheureux employé d'administration avait eu les deux jambes fracassées par les roues d'une voiture; il était gissant sur le chemin à l'instant où Buonaparte passa à la tête de ses gardes; il se souleva à sa vue, et s'écria: « Le voilà » ce misérable pantin, qui, depuis dix ans, nous mène » comme des automates! Camarades, il est fou, défiez-vous » de lui. C'est un cannibale; le monstre vous dévorera » tous. » *Tableau de la campagne de Moscou*, en 1812; par Réné Bourgeois, pag. 188.

près avoir accablé de coups leurs malheureux prisonniers, ils les dépouillaient de tous leurs vêtemens, et les exposaient entièrement nus à toute la rigueur de la saison.

On marchait à grands pas et sans prendre aucun repos, tant que durait le jour, et l'on ne s'arrêtait qu'à la nuit close. Excédé de fatigue, il fallait que chacun s'occupât à trouver sinon un logement, du moins un abri contre le vent. On se jetait en foule dans les maisons, les granges, les hangards et tous les bâtimens qu'on rencontrait. En peu de tems on y était entassé de façon que personne ne pouvait plus ni entrer ni sortir. Bientôt des feux étaient allumés dans ces demeures, et on les entretenait avec tout ce qu'on y trouvait de combustible.

Ceux qui ne pouvaient s'introduire dans les maisons s'établissaient au dehors et contre les murs. Leur premier soin était de se procurer de la paille et du bois. Dans ce dessein, ils enlevaient les toits des édifices voisins, et, quand cela ne suffisait pas, ils arrachaient les solives, les cloisons, et finissaient par démolir le bâtiment, malgré l'opposition, les clameurs et les menaces de ceux qui s'y étaient réfugiés. Souvent on soutenait un véritable siége. On faisait des sorties contre les assaillans. On les chassait à coups de poing; mais bientôt ils revenaient à la charge, et il fallait cé-

der pour ne pas être enfoui sous les décombres. Si l'on n'était pas expulsé des chaumières où l'on avait cherché un asile, on courait le risque d'y être dévoré par les flammes. Il était difficile que des bâtimens construits en bois de sapin, et dans lesquels on allumait de grands feux, ne fussent pas promptement réduits en cendres. Très-souvent aussi, quand on ne pouvait entrer dans les maisons, on y mettait le feu pour en faire sortir ceux qui les occupaient, surtout lorsque c'étaient des officiers-généraux qui s'en étaient emparés de vive force. En un instant toute la maison était embrasée. Les malheureux qu'elle renfermait, se portaient tous à la fois vers les issues, en poussant des cris affreux. Quelques-uns s'échappaient sains et saufs; d'autres, atteints par les flammes, sortaient, le visage, le corps et les mains brûlés; mais le plus grand nombre périssaient.

Ce fut ainsi que l'armée arriva sur le Dniépr, qu'elle passa à Orscha. Là, on apprit vaguement que les corps qui avaient été laissés sur la Dwina, avaient été attaqués à Polotsk par des forces supérieures, et qu'après plusieurs combats très-opiniâtres, ils avaient aussi été contraints de faire retraite. Il en fut de même du corps qui faisait le siége de Riga. Quant à l'arrière-garde, après avoir quitté Smolensk, elle avait rencontré l'armée russe à Krasnoï. Le maréchal Ney avait déployé

un si grand courage et manœuvré avec tant d'habileté, qu'il était parvenu à se faire jour. Au moment où on s'y attendait le moins, il parut au bord du Dniépr, qu'il passa sur les glaçons; mais il avait perdu la plus grande partie de ses troupes, qui, ayant été dispersées, furent successivement forcées de se rendre. Cette retraite ajouta infiniment à la gloire du maréchal, que rien ne ternirait aujourd'hui, s'il y avait laissé la vie.

Après cette jonction inespérée, l'armée française se vit placée entre trois armées russes: celles de Witgenstein, de Koutouzoff et de l'amiral Tchitchakoff, toutes trois composées de soldats robustes. De plus, elle était environnée aussi de partis de cavalerie qui la harcelaient sans cesse. On n'était pas plus préparé à la recevoir à Orscha (19 novembre), que dans les autres places. Dans la situation déplorable où elle était réduite, Buonaparte voulut combiner encore de grandes manœuvres. Plusieurs corps furent envoyés d'Orscha sur la route de Witepsk, pour se porter sur les derrières de l'armée de Witgenstein. Ces corps, ayant marché quelque tems dans des chemins que la neige rendait très-difficiles à reconnaître, finirent par s'égarer, et furent forcés de revenir sur leurs pas, après avoir laissé dans les ravins toute l'artillerie et les bagages qu'ils avaient emmenés.

Napoléon veillait avec le plus grand soin à ce

que le désordre ne se glissât pas dans sa garde, et à ce qu'elle se tînt toujours en colonne serrée. Il pourvoyait, autant que cela était possible, à ce qu'elle ne manquât de rien ; et toutes les ressources qu'offrait chaque gîte lui étaient exclusivement réservées. Mais pour se former des gardes encore plus dévoués, s'il se pouvait, il rassembla tous les officiers de cavalerie qui avaient conservé un cheval, et il en fit quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune, qui furent destinés à faire le service auprès de sa personne. Ce corps, auquel il donna le nom d'*escadron sacré*, était commandé par Murat. Les officiers-généraux en étaient capitaines et lieutenans, et les colonels sous-officiers ; mais les chevaux ne tardèrent pas à périr ; et, au bout de quelques jours, l'escadron sacré n'existait plus.

La route d'Orscha à Tolokzin, point vers lequel on marcha ensuite, est une des plus belles de l'Europe. Elle a, de chaque côté, une double allée de bouleaux dont les branches, chargées de glaçons et de neige, retombaient jusqu'à terre. Mais ces promenades majestueuses n'étaient, pour les malheureux fugitifs, qu'un lieu de larmes et de désespoir. De tous côtés on n'entendait que plaintes et gémissemens. On ne trouva pas plus de secours à Tolokzin, que dans les autres lieux où l'on avait passé ; et il en fut de même à Bobr,

On approchait alors de la Bérézina, rivière qui est peu large, mais rapide et profonde, et qui coule entre des marais. Comme il y avait eu un petit dégel, elle charriait beaucoup de glaçons. C'était sur cette ligne que les armées de Tchitchakoff et de Witgenstein (1) devaient se réunir pour couper la retraite à l'armée française. Nous ne pouvons entrer dans le détail des mouvemens qui eurent lieu de part et d'autre, pour effectuer ou prévenir le passage (2); mais la vérité nous fait un devoir de dire que Napoléon, à force de manœuvres et de stratagêmes, trompa si bien la vigilance de l'ennemi, qu'il parvint à s'établir au village de Studzianca, situé sur une éminence qui

(1) L'armée de Witgenstein, renforcée par des divisions venues de Finlande, avait, dans divers combats livrés du 18 au 21 octobre, à Polotsk, battu le général Gouvion Saint-Cyr. Elle marchait vers le sud pour opérer sa jonction avec l'armée de l'amiral Tchitchakoff. Celle-ci, qui était l'armée de Turquie, et revenait de la Moldavie, s'était réunie à l'armée de Tormazoff, et était forte alors de cinquante mille hommes. C'était l'amiral qui avait conçu le projet d'arrêter l'ennemi sur la Bérézina. Pour en instruire le comte de Witgenstein, M. de Tchernitcheff, à la tête d'un régiment de cosaques, partit de Minsk et fit, en quatre jours, quatre-vingt-dix lieues, à travers un pays occupé par les français.

(2) Voyez la *Relation du passage de la Bérézina par un témoin oculaire* (le général ***).

domine la rivière. Là, il fit construire en sa présence, et malgré l'opposition des russes, deux ponts sur lesquels le passage de l'armée s'effectua les 25, 26 et 27 novembre. Ce fut la garde impériale qui passa la dernière. Tant que celle-ci était restée à Studzianca, la masse, rassurée par sa présence, n'avait fait aucune tentative sérieuse pour franchir la rivière; mais aussitôt qu'on l'eut vue de l'autre côté, on se porta en foule vers les ponts. Tous voulaient passer en même tems, se froissaient, se pressaient, se culbutaient; les cavaliers renversaient les fantassins; les voitures se faisaient place, en écrasant tout ce qui se trouvait sur leur passage; on n'entendait que des imprécations et des cris. Des gendarmes gardaient les ponts; mais bientôt, ne pouvant plus résister à la foule, ils quittèrent leurs postes pour ne pas être massacrés. Beaucoup de généraux tentèrent de rétablir l'ordre: ce fut inutilement; la voix de Napoléon lui-même, qui avait regagné la confiance du soldat, eût été méconnue. Quand on avait passé la rivière, il fallait traverser un marais d'un quart de lieue de long et couvert de saules et de roseaux; les chevaux y enfonçaient jusqu'au ventre; et, à chaque instant, on était menacé d'être englouti. Beaucoup de voitures ne purent être tirées de ce cloaque, qui devint de plus en plus dangereux, à mesure qu'on le traversa.

Le 28, à la pointe du jour, l'armée de Turquie se présenta en ligne de bataille, et marcha contre le 2e. corps, en même tems que l'armée russe de la Dwina s'avançait contre le 9e. Le combat s'engagea avec fureur. Le 2e. corps, soutenu par la garde, tint l'ennemi en échec toute la journée, et lui fit même éprouver des pertes considérables. Mais il n'en était pas ainsi de l'autre corps : les russes le repoussaient de position en position. Enfin, assailli par des forces trop supérieures, il se vit contraint, après une vigoureuse résistance, de se replier jusqu'à la rivière.

Dès le matin, aussitôt que l'épouvantable canonnade qui avait annoncé l'approche de l'ennemi, s'était fait entendre, toute la masse, restée encore sur la rive gauche, s'était portée en désordre vers les ponts. Les plus robustes s'ouvraient un passage à coups de sabre, et en renversant tout ce qui était devant eux. Les voitures, heurtées les unes contre les autres, étaient culbutées sur les malheureux dont elles se trouvaient entourées. Les chevaux qui s'abattaient, les hommes qui tombaient étaient écrasés impitoyablement. Grand nombre de passagers furent poussés dans la rivière ; d'autres s'y jetèrent volontairement dans l'espoir de se sauver à la nage : mais il y en eut peu qui parvinrent à gagner la rive opposée ; la plupart furent emportés par les glaces.

L'ennemi arriva, sur le soir, à peu de distance de la Bérézina, et fit pleuvoir sur la foule, qui, depuis trois jours, attendait l'instant du passage, une grêle de boulets et de mitraille. Ce ne fut plus alors qu'un massacre épouvantable, qu'une véritable boucherie; et beaucoup d'entre ceux qui ne furent pas atteints par le feu des russes, périrent assommés par leurs camarades, tant la confusion et le délire étaient extrêmes.

La nuit vint enfin mettre un terme à ces calamités. Quelques parties du 9ᵉ. corps passèrent la Bérézina, mais presque tout le reste fut anéanti. Une division entière se rendit à discrétion. Les ponts furent brûlés, et tous les malheureux qui se trouvaient encore sur la rive gauche, furent sacrifiés.

Ce fut alors que les russes reconquirent tous les trophées, toutes les richesses qui avaient été emportées de Moskou. Ils s'emparèrent aussi des dépouilles des malheureuses familles de négocians et d'artistes français, qui, n'ayant pas quitté cette capitale à l'approche de leurs compatriotes, avaient pris le parti de se retirer avec eux (1). Enfin, on fut forcé d'abandonner tout ce qui restait du ma-

(1) Les femmes qui faisaient partie de ces familles furent les êtres qui eurent le plus à souffrir. La plupart étaient à pied, en souliers minces et vêtues de robes légères. Elles cherchaient à se dérober à l'excessive rigueur du froid avec

tériel de l'armée, ainsi que la caisse, et, ce qui était bien plus précieux encore, les vivres qu'on avait transportés jusque-là.

Lorsqu'on eut cessé de se battre, on revint au village où le quartier-général était établi. On le trouva encombré de ceux des blessés qui avaient pu s'y traîner. En peu d'instans tous les bâtimens où ils s'étaient refugiés furent abattus pour fournir aux feux des bivouacs; et l'on ensevelissait sans remords, sous les décombres, tous les malheureux qui ne pouvaient se transporter ailleurs. On fit pourtant, à Buonaparte, la grâce de lui laisser le grenier de la maison qu'il occupait; on se contenta d'en arracher le faîte.

La nuit du 28 au 29 fut des plus funestes: il faisait, au milieu des marais dont on était environné, un froid humide et pénétrant, et on manquait entièrement de vivres. Le lendemain, les bivouacs furent jonchés de cadavres. Cependant on se trouvait encore à quatre-vingts lieues de Wilna. La grande route de cette ville était occupée; et Minsk, où il y avait des magasins considérables, était au pouvoir de l'ennemi. Il fallut donc suivre une sorte de chemin de traverse, qui

---

des lambeaux de pelisses ou de capotes enlevées aux cadavres des soldats. Souvent même il fallait qu'elles portassent encore leurs enfans entre leurs bras.

conduisait en ligne droite à Wilna. Tous les blessés furent encore abandonnés, sans aucun secours et au milieu des cadavres, à leur malheureux sort.

Pendant les premiers jours, on suivit un chemin fort étroit, élevé sur un terrain marécageux et coupé par des ponts de bois de plus de quatre cents toises de longueur. Il est inconcevable que l'ennemi ait négligé de brûler ces ponts : il eût suffi d'en détruire un seul pour que l'armée française eût été dans l'impossibilité absolue de continuer sa retraite.

Des fossés très-profonds bordaient le chemin de chaque côté, et le séparaient des marais fangeux qu'il traversait. On allait pêle-mêle sur cet espace étroit et obstrué par l'artillerie et les voitures des équipages. Si par malheur quelqu'un était jeté sous les roues, les conducteurs ne daignaient pas ralentir un instant leur marche, pour lui donner le tems de se dégager. Un grand nombre d'hommes furent précipités dans les fossés, et périrent dans la boue dont ils étaient pleins. D'autres ayant voulu se frayer un passage au milieu des marais, qu'ils croyaient assez fortement gelés pour les soutenir, enfoncèrent jusqu'à mi-corps dans la fange, et ne purent s'en tirer. La température était devenue humide depuis quelques jours; on était même menacé d'un dégel complet; mais le froid reprit bientôt avec une nouvelle force.

Après avoir franchi les marécages de la Bérézina, on entra dans un pays montueux et couvert de forêts de sapins, au milieu desquelles le chemin se trouvait souvent resserré, sur un espace plus ou moins long. Toutes les fois qu'on arrivait à ces défilés, la précipitation que chacun mettait à s'y engager, occasionait bientôt l'encombrement et toutes les misères qui en étaient la suite.

De jour en jour la position des malheureux débris de l'armée française devenait plus affreuse. Les corps de la Dwina étaient déjà tout aussi désorganisés que ceux qui revenaient de Moskou. A chaque instant on abandonnait des canons et des équipages. Les soldats jetaient leurs fusils, leurs gibernes et leurs sacs. L'argent n'exerçait plus sa puissante influence; étant devenu un fardeau inutile, c'était la première chose dont on se débarrassait. La route en était semée, ainsi que d'autres objets de prix. Toutefois, par un contraste remarquable, il y eut des hommes qui préférèrent mourir accablés sous le poids de leur or, plutôt que de s'en dessaisir.

Le froid devenait cependant toujours plus vif, et l'on était dépourvu de ce qui pouvait en adoucir la rigueur. On manquait surtout de souliers et de bottes, et l'on ne pouvait y suppléer que très-imparfaitement. L'habillement répondait à la chaussure. Chacun était surchargé des guenilles les plus

sales, et disposées de la manière la plus grotesque. On n'apercevait, sous les coiffures les plus bizarres, que des cheveux en désordre, que des yeux caves, des joues décharnées et une barbe longue et dégoûtante. L'armée, enfin, semblait n'être plus composée que de spectres effrayans. Malgré tout ce qu'on faisait pour la prévenir, peu de personnes échappèrent à la congélation.

L'état moral n'était pas moins déplorable que l'état physique. L'armée ne formait plus qu'une bande d'hommes abrutis et dégradés. On était devenu cruel par calcul. Quand un malheureux succombait, on était sûr qu'il ne se relèverait plus; et avant qu'il eût rendu le dernier soupir, on lui arrachait les misérables vêtemens qui le couvraient. En peu d'instans il était dépouillé de tout, et on le laissait expirer dans cet affreux état de nudité.

Un très-grand nombre d'hommes étaient réellement en démence. A leur regard fixe, hébêté, on les reconnaissait facilement dans la foule, au milieu de laquelle ils marchaient en gardant le plus morne silence. On ne pouvait en tirer que des réponses sans suite et dépourvues de sens. Ils semblaient impassibles. Les outrages, les coups même dont on les accablait souvent (1), ne pou-

(1) M. Labaume, *Campagne de Russie*, impute à plusieurs de ces malheureux, et encore à d'autres, d'avoir dé-

vaient les faire sortir de cet état de stupidité qui, chez plusieurs, s'est prolongé jusqu'après leur retour en France.

Le découragement s'était emparé de tous. On n'avait plus qu'une seule pensée, celle de sauver ses jours. Pour tout dire, en un mot, cette bravoure même, dont on avait donné tant et de si grandes preuves, avait fait place à la plus insigne lâcheté. A l'apparition de quelques cosaques, ou plutôt de paysans armés de longs bâtons, une terreur panique saisissait tous les esprits. Ceux qui avaient encore des armes les jetaient, ou pour fuir plus promptement, ou pour qu'on ne pût leur supposer l'intention d'avoir voulu se défendre, s'ils étaient pris. Cent grenadiers se seraient laissé arrêter et conduire par quelques-uns de ces paysans, sans songer à résister; mais les barbares dédaignaient d'emmener les malheureux tombés en leur pouvoir, et ils les chassaient à coups de bâton, quand ils les avaient mis entièrement à nu.

L'excès de l'infortune avait banni tout sentiment d'honneur et de probité. Le vol, l'incendie,

---

voré des cadavres. Un autre témoin oculaire, M. Bourgeois ne nie pas la possibilité du fait; mais il déclare ne pas en avoir été témoin. Un auteur que nous citerons plus loin, ne laisse point de doute à ce sujet.

le meurtre, n'étaient plus que des choses ordinaires. De même qu'on brûlait une maison pour se chauffer un instant, on enlevait sans scrupule à un malheureux les seules ressources qu'il eût pour soutenir son existence. On l'aurait assassiné sans plus de remords, si on avait pu s'en promettre quelque avantage.

Au milieu de ce désastre inexprimable, la garde, quoique affaiblie, avait conservé ses rangs, ses armes et ses drapeaux. Buonaparte marchait à la tête des grenadiers et entouré d'un nombreux état-major. Comme la plupart des officiers-généraux qui l'accompagnaient, il était couvert d'une pelisse et coiffé d'un bonnet fourré à la polonaise. Le froid était trop vif pour qu'on pût tenir long-tems à cheval, et il cheminait presque toujours à pied. Il avait conservé tout son embonpoint, et aucune altération ne paraissait sur sa figure de marbre ainsi que son cœur.

On s'avançait de la sorte et à grands pas vers Wilna, qu'on croyait devoir être le terme de tant de maux. Le pays qu'on avait parcouru en approchant de cette ville, n'était plus aussi dénué de ressources, et la poursuite de l'ennemi n'était plus assez vive pour qu'il fût impossible de s'étendre sur les côtés du chemin. En conséquence, on se procura quelques vivres. Mais si, sous ce rapport, on éprouva un peu de soulagement, les

souffrances s'étaient encore accrues par la rigueur du froid, dont l'intensité devenait toujours plus forte. A Smorghony, ville où l'on rejoignit la grande route, il se fit sentir avec une telle violence, que dans les journées des 6, 7 et 8 décembre, le thermomètre descendit jusqu'à 26 et 27 degrés au-dessous du point de congélation. Peu de personnes en évitèrent les atteintes, et chaque jour il moissonnait un grand nombre de victimes. Les nuits, surtout, étaient très-meurtrières. Pour ne pas succomber, il ne fallait rien moins qu'un exercice continuel. Si, abattu par la fatigue, on se laissait aller au sommeil loin du feu, le sang se glaçait en peu de tems dans les veines, selon l'acception rigoureuse du terme, et l'on passait, sans s'en apercevoir, d'un engourdissement léthargique à la mort.

Tandis que les élémens étaient conjurés contre les malheureuses victimes de son insatiable ambition, Buonaparte formait le projet de les abandonner, pour aller en France aviser aux moyens de réparer ses pertes et d'effacer sa honte. En arrivant à Smorghony, il apprit que le chemin était sûr jusqu'au Niémen. Après avoir fait venir les chefs des corps d'armée, il sortit de son cabinet, suivi de quelques-uns de ses grands-officiers. En traversant un salon, il rencontra Murat, son beau-frère, et lui dit d'un ton léger : *A vous*, *roi de*

Naples ! Il monta ensuite en voiture, et prit la route de Wilna.

A la nouvelle de cette fuite précipitée, il y eut un cri général d'indignation. On n'eut pas d'expression assez forte pour exhaler toute la fureur qu'inspirait une conduite que l'on considérait comme une lâche trahison. La garde, qui jusque-là était restée réunie, se débanda aussi, et bientôt il fut impossible de reconnaître, parmi la foule, ceux qui l'avaient composée. Quant à Murat, mécontent, peut-être, du commandement qu'on lui avait remis, il affecta de ne se mêler de rien, et il ne voulut donner aucun ordre.

On avait trouvé à Osmiana, environ dix mille hommes de troupes fraîches, venus à la rencontre de l'armée, à laquelle ils avaient amené un convoi de vivres, qui lui fut d'un grand secours. Au bout de trois jours, cette belle division, qui était composée de jeunes allemands, fut réduite, par les fatigues de la marche et la rigueur du froid, à moins de trois mille hommes. On les voyait d'abord chanceler quelques instans; bientôt ils étaient comme frappés de paralysie; ils laissaient retomber leurs bras; leurs armes s'échappaient de leurs mains; leurs jambes fléchissaient, et ils succombaient. Il semblait que tout leur sang fût refoulé vers la tête, tant ils avaient la figure rouge

et gonflée ; et, ce qui est à la lettre, des larmes de sang s'échappaient de leurs yeux (1).

Cependant on approchait de Wilna, que l'on considérait comme le port où l'on espérait trouver repos et sûreté, après tant de calamités. C'était à qui arriverait le premier. On voyait des malheureux, dont les pieds et les mains étaient gangrenés par la gelée, se traîner, presque sans connaissance, sur le chemin, dans l'espoir de gagner cette ville où, disaient-ils, ils mourraient contens. On y parvint enfin. Durant plusieurs jours, l'armée y entra par portions plus ou moins considérables. En peu de tems toutes les maisons furent encombrées. Les hangars, les cours, les rues même, furent couvertes d'hommes épuisés et mourans qui ne pouvaient aller plus loin.

Wilna renfermait des ressources immenses, dont on ne retira que peu d'avantages. On éluda, par de vaines formalités, de faire des distributions; mais les soldats découvrirent quelques magasins de biscuit et d'eau-de-vie, qui furent livrés au pillage et procurèrent quelques secours.

Les habitans ne pouvaient revenir de la surprise que leur causait le retour désastreux de cette armée, qu'ils avaient vue naguères si flo-

(1) M. Bourgeois, pag. 175.

rissante et si belle. En général, ils ne furent point sourds à la voix de la pitié, et on en obtint des vivres en les payant ; car l'argent avait recouvré là toute sa valeur. Les juifs, surtout, ne manquèrent pas de s'approprier, au plus vil prix, les effets précieux qu'on avait sauvés du naufrage.

On espérait demeurer quelque tems à Wilna, pour se remettre de tant de fatigues ; mais à peine y avait-il douze heures que toute l'armée y était réunie, que le canon se fit entendre, et que le cri, *cosaques !* retentissant à toutes les oreilles, porta la consternation dans les cœurs. On ne songea plus alors qu'à la fuite. L'approche des russes changea aussi bientôt les dispositions des habitans. Craignant que leur ville ne devînt le théâtre d'un combat, ils témoignaient hautement l'intention qu'ils avaient de tomber sur les français pour les expulser.

Tandis que le trouble régnait dans Wilna, les faibles restes de la division qui avait fait l'arrière-garde depuis Osmiana, soutinrent un combat dont le résultat fut leur anéantissement. Cependant on ne donnait aucun ordre pour l'évacuation de la place. Un grand nombre de maraudeurs se précipitaient dans les magasins qui n'étaient plus gardés, et prenaient tout ce dont ils pouvaient se charger. Le manque de moyens de transport fit li-

vrer à peu près au pillage toutes les caisses militaires ; et chaque individu de l'armée, put, sur un simple reçu, toucher la somme qu'il voulait.

Toute la soirée et une partie de la nuit se passèrent dans cet état d'agitation et de désordre. Enfin, à deux heures du matin, ceux auxquels il restait encore assez de force, moralement et physiquement, pour continuer leur route, étaient sortis de Wilna et s'enfuyaient vers Kowno. Lorsqu'il n'y eut plus rien à craindre de la part des français, la populace de la première de ces villes se livra à toutes sortes d'excès envers les malheureux traîneurs qui tombèrent entre ses mains, et dont un grand nombre furent massacrés. Les juifs surtout se signalèrent par les actes les plus atroces. Beaucoup d'entr'eux, sous prétexte de ne pas s'exposer à la vengeance de leurs anciens maîtres, jetèrent par les fenêtres les soldats français, malades et mourans, qui s'étaient réfugiés dans leurs maisons. D'autres les exposèrent dans les rues, après les avoir entièrement dépouillés. Indignés d'une telle conduite, les russes, quelque tems après, firent pendre quelques-uns de ces infâmes israélites.

On laissa à Wilna plus de vingt mille hommes (1), dont moitié au moins étaient des offi-

(1) On ne lira sans doute qu'avec horreur l'extrait suivant

ciers de tout grade, qui, la plupart, aimèrent mieux se constituer prisonniers, que d'aller plus loin. Cette ville échappa, comme par miracle, au

---

du *Tableau de la puissance militaire et politique de la Russie, en* 1817, par sir Robert Wilson, page 27.

« Plus de dix-sept mille hommes morts et mourans, gelés et gelans, furent laissés dans les hôpitaux de Wilna. Les corps des premiers, rompus, servaient à boucher les ouvertures des fenêtres, des planchers et des murs. Dans un des corridors du grand couvent, plus de quinze cents corps étaient entassés transversalement les uns sur les autres comme des lingots de fer ou de plomb. Quand on les emporta sur des traîneaux pour les brûler, la variété de leurs attitudes présentait les figures les plus extraordinaires; aucun d'eux ne paraissait avoir été gelé dans un état de repos; chacun était fixé dans la dernière action de sa vie, dans la dernière direction donnée à ses membres; les yeux mêmes retenaient encore leur dernière expression de rage, de douleur ou de supplication. Sur les routes, les hommes étaient rassemblés autour des ruines brûlantes des chaumières, qu'un mauvais esprit de destruction avait incendiées; là, ils nettoyaient et mangeaient les corps brûlés de leurs semblables; tandis que des milliers de chevaux expiraient en gémissant, déchirés, hachés en lambeaux pour satisfaire une faim terrible qui ne connaissait plus la pitié. Sous la plupart des hangars, des hommes, à peine vivans, avaient entassé sur leurs corps gelés des carcasses humaines, que la communication de la chaleur animale corrompait, et qui mêlaient les morts et les mourans dans une masse de putréfaction. »

pillage et à l'incendie. Depuis Moskou, c'était la seule qu'on n'eût pas saccagée.

On ne conduisit pas loin les bagages qu'il avait été possible de sortir de Wilna ; ils furent tous arrêtés à une lieue de la ville, au bas d'une pente fort roide qui était couverte de verglas. Les chevaux, glissant à chaque pas, ne purent tirer les voitures qui se culbutèrent les unes sur les autres, et il n'y en eut pas une seule de sauvée. Là, furent abandonnés tous les équipages de la maison de Napoléon. Ils furent livrés au pillage, et on y trouva une foule de choses précieuses, et, entr'autres, les marques de la dignité impériale.

Tout le matériel étant perdu, on poursuivit la marche avec rapidité. Le 12 décembre, on repassa le Niémen à Kowno, ville qui fut aussi livrée au pillage ; après quoi on y mit le feu. L'armée était réduite à trente mille hommes (1),

(1) *Note officielle contenant le nombre de cadavres, d'hommes et de chevaux qui ont été brûlés en Russie, après la retraite des français.*

	hommes.	*chevaux.*
Dans le gouvernement de Minsk, jusqu'au 15 janvier 1813	18,797	2,746
Dans le même, il restait à brûler à la même date.	30,106	27,316
A reporter . . .	48,903	30,062

épuisés de fatigue, minés par les privations, et la plupart portant en eux le germe d'une mort

---

	hommes.	chevaux.
Report d'autre part . . .	48,903	30,062
Dans le gouvernement de Moskou, jusqu'au 3 février.	49,754	27,859
Dans le gouvernement de Smolensk, jusqu'au 20 février.	71,735	51,430
Dans le gouvernement de Wilna. . . .	72,203	9,407
Dans le gouvernement de Kalougha . . .	1,017	4,384
Total . .	243,612	123,142

Nota. La note officielle, insérée dans la gazette de Saint-Pétersbourg, ajoute que ce dénombrement est bien loin d'être complet, parce que les gouverneurs avaient déjà fait brûler un grand nombre de cadavres, avant de recevoir l'ordre de la cour d'en faire le compte. Elle porte, de plus, que les 30,106 cadavres humains et les 27,316 cadavres de chevaux, qui restaient à brûler dans le gouvernement de Minsk, avaient été trouvés, presque tous, sur la Bérézina. (*Recueil des Pièces officielles publiées par M. Schœll, tome IV, page* 304.)

Ce même auteur dit, dans son *Histoire abrégée des traités de paix*, tom. X, pag. 178, que plus de 100,000 prisonniers, parmi lesquels étaient 50 généraux, ont été faits, dans la retraite, depuis Moskou jusqu'au Niémen, et que 900 pièces de canon ont été abandonnées. Il rapporte aussi un tableau tiré de l'ouvrage de M. de Plotho, aide-de-

prochaine. Durant quatre mois, les malheureux qui la composaient, errèrent encore de contrée en contrée, en butte aux outrages des habitans, qui leur témoignaient, sans ménagement, la haine qu'ils portaient à la nation française et à son indigne chef.

Les annales du monde ne contiennent pas, depuis les tems fabuleux jusqu'à nos jours, le tableau d'un désastre aussi épouvantable que celui dont nous venons de retracer les horribles particularités. L'expédition, dont il est le résultat, fondée sur un faux calcul et conseillée par une ambition en délire, n'a pas, selon les hommes versés dans l'art de la guerre, été conduite avec l'habileté qui avait signalé jusqu'alors les opérations militaires de Buonaparte. On lui reproche principalement, comme général, d'avoir trop étendu sa ligne, et d'avoir négligé d'assurer ses derrières et ses flancs, avant de s'enfoncer dans un pays tel que la Russie, dont les habitans, quelque accueil qu'ils fassent aux étrangers, sont extrêmement attachés à leur religion, à leur prince, à l'hon-

---

de-camp du roi de Prusse, et de qui nous avons déjà parlé, tableau d'où il résulte qu'au 1er. janvier 1813, le nombre des français revenus de Russie, ne se montait qu'à 18,800 hommes, et celui de leurs alliés, qu'à 42,200.

neur national et à leurs mœurs, et devaient, par conséquent, réunir tous leurs efforts contre l'ennemi (1). On prétend aussi que Napoléon n'agit pas avec sa vigueur accoutumée à la bataille de la Moskowa ou de Borodino, et qu'il commit une grande faute en tenant sa garde dans l'inaction, ce qui permit aux russes de faire leur retraite en bon ordre. Mais le reproche qu'on adresse le plus généralement au chef de l'armée française, est le long séjour qu'il fit à Moskou, après avoir reconnu qu'il lui serait impossible de

(1) Sir Robert Thomas Wilson, dans l'ouvrage que nous venons de citer, adresse (page 29) à Buonaparte, au sujet de son expédition de Russie, trois reproches principaux, qui sont d'avoir cru qu'il n'y avait de bonnes routes qu'où la neige couvrait la surface de la terre; que la culture était négligée, et que la population était éparse. Napoléon, au contraire, a trouvé des routes aussi belles et même plus larges qu'aucune de France, puisque trois canons peuvent y passer de front, en laissant entr'eux des espaces considérables; un pays abondant en toutes sortes d'alimens; et, dans les provinces qui environnent Moskou, une population aussi nombreuse que celle que puisse offrir quelque partie de l'Europe que ce soit.

La Russie a été de nos jours si fréquemment visitée, et cette contrée est le sujet de tant de relations, qu'il est honteux pour Buonaparte de n'avoir pas su ce qu'apprend le plus médiocre traité de géographie. Il en est de même de son erreur relativement au climat, quoique sir Robert n'en parle pas.

s'y maintenir. Cette faute, toutefois, ne nous paraît être que la suite à peu près inévitable des opérations précédentes. Après avoir passé Smolensk, il fallait livrer bataille aux russes, pour les forcer à se soumettre aux conditions que voudrait leur imposer le vainqueur. La fermeté d'Alexandre, combinée avec le dévouement héroïque de ses sujets, ayant rendu nul ce moyen, il devint nécessaire d'en tenter un autre, et de s'emparer de Moskou, si toutefois l'occupation de cette capitale n'entrait pas dans le plan primitif de l'expédition. Buonaparte étant allé chercher la paix si loin, devait ouvrir des négociations, de la durée desquelles il ne pouvait être entièrement le maître. Il ne s'agissait donc plus alors pour les russes que de gagner du tems; ils l'ont senti; ils se sont conduits en conséquence, et leurs défaites sont devenues des victoires.

Il semble résulter de toutes ces considérations, que jamais Buonaparte n'aurait dû passer le Dniépr. C'était l'opinion et le vœu de son armée, qui, à ce qu'on assure, exprima quelque mécontentement de voir qu'il n'y avait aucun égard. Au premier coup-d'œil, ce plan paraît plus sage que celui qui fut mis à exécution; mais peut-être n'était-il pas non plus sans inconvénient. Borner à la prise de Smolensk, qui eut lieu le 18 juillet, les opérations de la campagne de 1812, c'eût été don-

ner aux russes près de dix mois pour rassembler et organiser toutes les forces de leur vaste empire, dont une faible portion seulement était envahie. Durant ce long espace de tems, l'armée française aurait été obligée de demeurer stationnaire sur le Dniépr, en laissant derrière elle des alliés peu dévoués, au nombre desquels on peut compter les lithuaniens. Les autres polonais, eux-mêmes, étaient extrêmement refroidis à cette époque. Mais si Napoléon n'avait pas à redouter un soulèvement de leur part, il pouvait n'en être pas ainsi des peuples d'Allemagne, qui ne supportaient qu'avec la plus vive impatience le joug de sa domination, et que le moindre espoir de succès aurait pu exciter à le secouer. L'Autriche et la Prusse, dont l'alliance n'était due qu'au danger de leur position, n'auraient pas manqué de favoriser les tentatives qui auraient eu pour objet de renverser la puissance de Buonaparte ; et personne ne doutera que l'Angleterre n'eût fait les plus grands efforts pour provoquer une telle révolution. Ainsi les troupes françaises restées sur le Dniépr, auraient pu se voir enveloppées tout-à-coup ; et peut-être Napoléon, qui, en outre, avait à soutenir en Espagne une guerre ruineuse de tout point, n'aurait-il fait que succomber plus tôt. Si ces réflexions ont quelque

justesse, c'est bien moins encore la manière dont il a conduit ses opérations en Russie, que l'expédition elle-même qui est à blâmer, puisque le succès en devait dépendre de la terreur, ou plutôt de la volonté de l'ennemi.

L'histoire ne devant être fondée que sur la vérité, nous avons omis jusqu'ici de parler des rapports publiés par Buonaparte, qui l'a toujours si peu respectée. Cependant, comme il fallait des efforts prodigieux pour réparer, s'il était possible, les pertes de la grande armée, elles furent indiquées d'une manière assez exacte dans le vingt-neuvième bulletin. Les hommes sensibles en gémirent. Quant aux suppôts de Napoléon, ils n'en furent pas moins consternés que surpris. Ils ne pouvaient plus se dissimuler que le prestige qui avait fait croire à l'infaillibilité de leur héros, ne fût sur le point de se dissiper. Des hommes sensés, quoique sans doute en très-petit nombre, avaient prévu le résultat de sa folle entreprise. Dès le mois de juillet, un écrivain spirituel, et connu par la relation d'un voyage qu'il a fait en Russie, avait prononcé cette terrible sentence : « Buonaparte perdra son armée, pour signer un décret à Moskou. » La prophétie s'est accomplie : plusieurs décrets, dits impériaux, sont datés de l'ancienne capitale des czars; et, à la honte éter-

nelle de Napoléon, le plus remarquable de tous, est l'organisation de l'un des théâtres de Paris (1).

(1) Du Théâtre Français. (*Voyez le Journal de l'Empire*, du 16 janvier 1813.) Plusieurs acteurs et chanteurs restés à Moskou, furent réunis pour donner des spectacles et des concerts à Napoléon, dans ce même palais du Kremlin, dont il devait bientôt ordonner la destruction.

LIVRE XXIII.

1812—1813.

Conspiration du général Mallet.—Retour de Buonaparte à Paris.—Hommages du sénat et du conseil d'état.—Destitution du préfet de la Seine.—Défection du corps auxiliaire prussien.—Sénatus-consulte qui ordonne une levée de trois cent cinquante mille hommes.—Discours de Napoléon à l'ouverture de la session du corps législatif.—Le Pape est transféré de Savone à Fontainebleau.—Entrevue de Buonaparte et de Sa Sainteté.—Clôture de la session du corps législatif. — La régence est déférée à Marie-Louise.—Nouvelle levée de cent quatre-vingt mille hommes.—Départ de Buonaparte pour se rendre à la tête de son armée d'Allemagne.

L'ARMÉE française avait à peine quitté les ruines encore fumantes de Moskou, qu'une conspiration, tramée dans l'ombre d'une prison, fut sur le point de renverser le gouvernement de Buonaparte, dans le court espace de deux heures. Le général Mallet, qui en était l'auteur, ayant montré de l'opposition à ce même gouvernement, avait été arrêté dans le cours de l'année 1808. Il obtint, en juin 1812, sa translation dans une

maison de santé, où il forma différentes liaisons, à l'aide desquelles il se flatta d'opérer une révolution. Ayant alors gagné plusieurs officiers tant de la dixième cohorte du premier ban de la garde nationale, que de divers régimens de la garde de Paris, il s'échappa de sa retraite, dans la nuit du 22 au 23 octobre, se présenta aux casernes, et dit aux soldats que l'armée avait fait justice de Napoléon. Il tira ensuite de la prison de la Force, les généraux Guidal et Lahorie, renfermés également pour cause d'opinion, et il fit prendre les armes à un bataillon de la garde de Paris, dont le commandant lui était dévoué. Mallet partagea cette troupe en plusieurs pelotons, en dirigea une partie vers le ministère de la police générale, puis se rendit lui-même à l'état-major de la place, pour s'emparer de la personne du général Hullin, qui en était le chef. Il lui annonça la prétendue mort de Buonaparte, et la création supposée d'un gouvernement provisoire. Hullin ayant témoigné quelque défiance, Mallet, pour qui les instans étaient précieux, lui tira un coup de pistolet, et il en armait un second, lorsqu'il fut saisi par l'adjudant Laborde, qui suivait tous ses mouvemens dans une glace. Mallet fut arrêté et conduit en prison par les troupes mêmes qu'il avait amenées.

Durant cette scène, les généraux Lahorie et

Guidal, conduisaient à la Force, dans des voitures de place, M. Savary, duc de Rovigo, ministre de la police générale, et M. Pasquier, préfet de police, qui, toutefois, n'y demeurèrent pas long-tems.

Les conspirateurs avaient eu soin de fabriquer un sénatus-consulte, portant abolition du gouvernement impérial. Munis de cette pièce, deux émissaires de Mallet vont trouver le préfet du département de la Seine, M. Frochot, et l'invitent à faire préparer, à l'hôtel-de-ville, une salle pour les séances d'un gouvernement provisoire. Il paraît que M. Frochot eut le malheur de ne pas se rappeler que la couronne était alors héréditaire dans la famille de Napoléon; il donna les ordres qui lui avaient été demandés.

Mallet et ses amis avaient fait une grande faute en négligeant de s'assurer de la personne du duc de Feltre, ministre de la guerre, et de celle de l'archi-chancelier Cambacérès, qui firent prendre les armes à la garde de Marie-Louise. On releva les postes occupés par les troupes que les conspirateurs avaient séduites, et ils furent tous arrêtés et conduits en prison. On les jugea promptement (1); et, le 29 octobre, on les fusilla au

(1) L'un des condamnés, M. Rabbe, qui était colonel de

nombre de douze. Mallet, Lahorie et Guidal moururent avec un courage héroïque (1).

Aucun événement politique n'a peut-être jamais été appris avec une indifférence égale à celle que témoigna le public, lorsque le bruit de la mort de Buonaparte se répandit. L'imprudence de sa conduite frappait alors les esprits les moins éclairés; et l'on pensait assez généralement qu'elle lui attirerait quelque catastrophe. On ne vit donc d'effrayés que les suppôts du gouvernement, et leur inquiétude fut une véritable jouissance pour ses nombreux ennemis.

Quoique l'entreprise du général Mallet ait été qualifiée d'équipée, par ceux qui avaient dû le plus en redouter le succès, il n'est pas improbable qu'elle eût pu réussir. Elle aurait trouvé du

---

premier régiment de la garde de Paris, obtint d'abord un sursis à l'exécution de sa sentence, puis une commutation de la peine de mort en une détention perpétuelle. La cause de cette grâce était déplorable; mais elle ne pouvait manquer son effet sur Buonaparte. M. Rabbe avait été un des juges de l'infortuné duc d'Enghien. Par une singularité bien digne de remarque, la restauration a mis un terme à sa détention.

(1) L'exécution ayant eu lieu à la plaine de Grenelle, les condamnés passèrent devant l'hôtel des invalides, dont alors on dorait le dôme. Mallet, qui conservait toute sa présence d'esprit, remarqua cette opération et l'approuva d'une voix assez haute pour être entendu des spectateurs.

moins de puissans coopérateurs dans les cent mille hommes du premier ban de la garde nationale, qui, arrachés à leurs familles et à leurs travaux, par l'usurpateur, eussent concouru avec joie au renversement de son autorité. Les désastres de la retraite de Moskou venant à être connus sur les entrefaites, il n'eût pas été difficile d'exciter la haine publique, tant au-dedans qu'au-dehors, contre celui qui en était l'auteur, et qui, dès ce moment même, eût eu peut-être de la peine à trouver un asile en Europe.

Mais, que se proposait le général Mallet? Quel gouvernement eût-il institué, si l'autorité suprême avait été déposée momentanément entre ses mains? Selon toute apparence, ce sera toujours un mystère, quoique depuis la restauration, on ait prétendu que Mallet avait le dessein de rétablir sur son trône le souverain légitime. La sagesse l'eût conseillé, sans doute; mais, dans le tems où nous vivons, ce n'est pas un motif suffisant pour juger qu'on l'eût fait. D'ailleurs, on ne voit parmi les complices, ou, si l'on veut, les coopérateurs de Mallet, aucun des anciens et fidèles serviteurs du roi, et l'on y compte, au contraire, des hommes bien connus par leur attachement aux principes du gouvernement républicain (1). S'il est

(1) C'était l'esprit d'égalité qui animait les troupes qu'on

donc quelque conjecture à former sur le résul[tat]
probable, qu'en cas de succès, aurait eu la co[ns]piration, c'est qu'elle aurait produit le rétabl[is]sement de cette sorte de gouvernement, q[ui] ne pouvant se maintenir en France, n'y condu[it] jamais qu'au despotisme ou à l'anarchie. Au moy[en] d'une modération que les circonstances aurai[ent] commandée, cette conspiration aurait pu av[oir] aussi l'inconvénient de changer la direction d[es] affaires de l'Europe, et par conséquent de ret[ar]der, sinon de prévenir totalement la restaur[a]tion.

Napoléon apprit en même tems l'entreprise et le supplice de Mallet et de ses complices. Il paraît que ce fut à Smolensk, où il arriva le 13 novembre, qu'il en reçut la nouvelle; et l'on croit qu'elle fut au nombre des causes qui le firent presser son départ. Il jugea, dit-on, qu'il ne devait point perdre de tems pour se rendre dans sa capitale, et contenir les malveillans dont les revers de son armée allaient augmenter le nombre. Quoi qu'il en soit, parti de Smolensk, le 5 décembre, il

---

avait gagnées. Réal, l'un des quatre conseillers d'état attachés à la police, s'étant présenté, l'huissier le désigna par son nom et ses titres. Le factionnaire, placé à la porte du cabinet où se tenait Lahorie, qui s'était emparé du ministère, répondit sèchement : « Il n'y a plus de comte. »

arriva le 10 à Varsovie (1), le 14 à Dresde, et le 18 au soir à Paris, où l'impression fâcheuse

---

(1) Buonaparte, à son passage à Varsovie, eut avec son ambassadeur, M. de Pradt, et avec quelques polonais, un entretien où il a si bien développé son caractère et ses projets, tant pour le passé que pour l'avenir, que nous ne pouvons nous dispenser d'en citer quelques traits : « Il faut lever dix mille cosaques polonais, dit-il. Un cheval et une » lance suffiront; on arrêtera les russes avec cela. » Les polonais qui étaient présens, ayant félicité Napoléon d'être arrivé sain et sauf après avoir couru tant de dangers, il reprit : « Des dangers ! pas le moindre. Je vis dans l'agitation; » plus je tracasse, mieux je vaux; il n'y a que les rois fai- » néans qui engraissent dans les palais. Du sublime au ridi- » cule il n'y a qu'un pas. Je vous trouve bien alarmés ici. » L'armée est superbe (on ne pouvait mentir plus impu- » demment). J'ai cent vingt mille hommes (il en avait em- » mené cinq cent mille, et il n'en restait que trente mille). » J'ai toujours battu les russes; ils n'osent pas tenir devant » nous...... Je vais chercher trois cent mille hommes..... Le » succès rendra les russes audacieux. Je leur livrerai deux ou » trois batailles sur l'Oder, et dans six mois je serai encore » sur le Niémen. Je pèse plus sur mon trône qu'à la tête de » mon armée. Sûrement je la quitte à regret; mais il faut » surveiller l'*Autriche et la Prusse*. Tout ce qui arrive n'est » rien; c'est un malheur; c'est l'effet du climat : l'ennemi » n'y est pour rien. Je l'ai battu partout. On voulait me » couper à la Bérézina. Je me moquai de cet imbécille d'a- » miral. J'avais de bonnes troupes et du canon. La position » était superbe; 1,500 toises de marais et une rivière.........

produite par le 29e bulletin, qui était connu seulement depuis deux jours, ne pouvait être encore

» Je ne puis empêcher qu'il gêle. On vient me dire tous les » matins que j'ai perdu dix mille chevaux dans la nuit. Eh » bien ! bon voyage. Nos chevaux sont moins durs que ceux » des russes : ils ne résistent pas passé neuf degrés de glace. Il » en est de même des hommes. Allez voir les bavarois ; il » n'en reste pas un. (A-t-on jamais poussé plus loin l'in» sensibilité ?) Peut-être dira-t on que je suis resté trop long» tems à Moskou. Cela peut être ; mais il faisait si beau. La » saison a devancé l'époque ordinaire ; j'y attendais la paix. » Le 5 octobre, j'ai envoyé Lauriston pour en parler. J'ai » pensé aller à Pétersbourg ; j'en avais le tems ; dans les pro» vinces méridionales de la Russie ; à passer l'hiver à Smo» lensk. On tiendra à Wilna. J'y ai laissé le roi de Naples. » Ah ! ah ! c'est une grande scène politique. Qui ne hasarde » rien n'a rien. Du sublime au ridicule, il n'y a qu'un pas. » Les russes se sont montrés. L'empereur Alexandre est » aimé. Ils ont des nuées de cosaques. C'est quelque chose » que cette nation. Les paysans de la couronne aiment leur » gouvernement. La noblesse est montée à cheval. On m'a » proprosé d'affranchir les esclaves ; je ne l'ai pas voulu ; ils » auraient tout massacré : cela eût été horrible. » (Les esclaves, ou pour mieux dire les serfs, n'étaient pas moins furieux contre les français que les autres habitans de la Russie; et quelque peu éclairés qu'on veuille les supposer, la liberté donnée par Buonaparte leur eût paru un contre-sens). « Je » faisais une guerre réglée à l'empereur Alexandre. Mais » aussi qui aurait cru qu'on frappât jamais un coup comme » celui de la brûlure de Moskou ? Maintenant ils nous l'at-

affaiblie. Buonaparte n'en fut pas moins complimenté, le surlendemain, par le sénat, dont le comte de Lacépède fut de nouveau l'organe : « L'absence de votre majesté, sire, dit-il, est » toujours une calamité nationale ; sa présence » est un bienfait qui remplit de joie et de con» fiance tout le peuple français. » La première partie de cette phrase était parfaitement conforme à la vérité, si M. de Lacépède entendait parler du fléau de la guerre, dont les opérations étaient ordinairement sur le point de commencer, lorsque Napoléon quittait la capitale ; mais pour la joie dont sa présence avait rempli le peuple français, on peut assurer que c'était un jeu de l'imagination de l'orateur (1). Le passage suivant du même discours pourrait en fournir la preuve : « Dans » les commencemens de nos anciennes dynas» ties, Sire (poursuivit M. de Lacépède), on vit » plus d'une fois le monarque ordonner qu'un ser» ment solennel liât d'avance les français de tous » les rangs à l'héritier du trône ; et quelquefois,

---

» tribuent ; mais ce sont bien eux : cela eût fait honneur à » Rome. » Il nous semble difficile de nier, après cet aveu, que l'incendie de Moskou ait sauvé la Russie.

(1) Il est même connu que tous ses ministres et agens étaient dans la terreur, lorsqu'il revenait après une longue absence.

» lorsque l'âge du jeune prince le permit, une » couronne fut placée sur sa tête, comme le gage » de son autorité future et le symbole de la per- » pétuité du gouvernement. » Si les français, et surtout les habitans de Paris, avaient montré une froideur moins marquée au bruit de la mort de Buonaparte, on n'aurait certainement pas songé à une précaution qui n'a guère été prise que lorsque la succession au trône a paru menacée.

Napoléon dit, entre autres choses, au sénat, dans la réponse qu'il lui adressa : « Des soldats ti- » mides et lâches perdent l'indépendance des na- » tions ; mais des magistrats pusillanimes détrui- » sent l'empire des lois, les droits du trône et » l'ordre social même. . . . . . .

» La plus belle mort serait celle d'un soldat » qui périt au champ d'honneur, si la mort d'un » magistrat qui périt en défendant le souverain, » le trône et les lois, n'était plus glorieuse en- » core. . . . .

» Nos pères avaient pour cri de ralliement : » *le roi est mort, vive le roi!* Ce peu de mots con- » tient les principaux avantages de la monar- » chie. . . . . . . »

C'était évidemment la conduite du préfet de la Seine qui avait suggéré ces réflexions, dont la justesse, il est vrai, ne peut être contestée. Buonaparte, en les faisant, se proposait sans doute

aussi d'attirer l'attention publique sur les conspirateurs et leurs adhérens, pour l'empêcher de se porter tout entière sur les désastres de sa retraite. Il fallut en parler cependant; mais la matière était si délicate, que, pour se tirer d'embarras, Buonaparte fut forcé de se mettre, jusqu'à un certain point, en contradiction avec lui-même, en déclarant que les pertes essuyées par son armée n'étaient dues qu'à la rigueur prématurée de la saison (1), quoiqu'il eût dit dans le 36e. bulletin, daté de Borrowsk et du 23 octobre : « Les habitans » de la Russie ne reviennent pas du tems qu'il fait » depuis vingt jours. C'est le soleil et les belles » journées du voyage de Fontainebleau. »

Le conseil d'état ne pouvait se dispenser non plus de présenter ses hommages. Le discours de son orateur roula sur la conspiration et sur les malheurs de la grande armée. Nous n'en ferions

---

(1) Il aurait fallu n'avoir aucune connaissance du climat de la Russie, où il n'y a ordinairement ni printems ni automne, pour croire que l'hiver y aurait été prématuré le 6 novembre, jour où il commença de se faire sentir, et où la neige tomba à gros flocons. Buonaparte avait même été prévenu plutôt de son approche; car une lettre de Moskou, en date du 3 octobre, annonçait qu'on y avait déjà ressenti un froid de trois degrés. (*Voyez le Journal de l'empire*, du 20 octobre 1812.)

aucune mention sans la réponse remarquable à laquelle il donna lieu : « C'est, dit Napoléon, » c'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphy- » sique, qui, en rassemblant avec subtilité les » causes premières, veut, sur ces bases, fonder » la législation des peuples, au lieu d'approprier » les lois à la connaissance du cœur humain et » aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer » tous les malheurs qu'a éprouvés notre belle » France. Ces erreurs devaient, et ont effective- » ment amené le régime des hommes de sang. » En effet, qui a proclamé le principe d'insurrec- » tion comme un devoir ? Qui a adulé le peuple, » en le proclamant à une souveraineté qu'il était » incapable d'exercer ? Qui a détruit la sainteté » et le respect des lois, en les faisant dépendre, » non des principes sacrés de la justice et de la » nature des choses, mais seulement de la vo- » lonté d'une assemblée, composée d'hommes » étrangers à la connaissance des lois civiles, cri- » minelles, administratives, politiques et mili- » taires ? Lorsqu'on est appelé à régénérer un » état, ce sont des principes constamment op- » posés qu'il faut suivre. L'histoire peint le cœur » humain : c'est dans l'histoire qu'il faut cher- » cher les avantages et les inconvéniens des dif- » férentes législations. Voilà les principes que le » conseil d'état d'un grand empire ne doit jamais

» perdre de vue. Il doit y joindre un courage à
» toute épreuve, et, à l'exemple des présidens de
» Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant
» le souverain, le trône et les lois. » Ces vérités étaient loin de rien perdre de leur force en passant par la bouche de Napoléon; et cependant l'époque n'était déjà plus éloignée où ceux auxquels il les avait adressées, et qui les approuvèrent alors sur tous les points, devaient avancer, en sa présence et de son propre aveu, des maximes entièrement opposées!

Les menaces faites au magistrat qui n'avait pas su mourir pour le maintien de l'ordre de succession à la couronne impériale ne tardèrent pas à se réaliser. Le 23 décembre, il fut destitué des fonctions de conseiller d'état et de préfet du département de la Seine. Buonaparte avait associé son conseil à cet acte de rigueur. Toutes les sections avaient été consultées, et chacune avait condamné, avec plus ou moins de force, M. Frochot, qui, libre alors de tout soin public, put se livrer entièrement à cette idéologie qui lui avait attiré une disgrâce si éclatante.

La France et l'Europe purent reconnaître, peu de tems après l'arrivée de Napoléon à Paris, que la ruine totale de son armée n'avait apporté aucun changement à ses desseins. Les journaux de Londres ayant avancé diverses conjectures sur

la conduite qu'il allait tenir, il fit, dans une note insérée au *Moniteur*, cette déclaration, dont l'événement a si bien démontré l'absurdité : « L'Espagne est à la dynastie française ; aucun » effort humain ne peut l'empêcher (1). » Buonaparte annonça en même tems, que si l'on voul-

(1) Buonaparte était l'auteur de la plupart des notes par lesquelles le *Moniteur* répondait aux allégations des journaux anglais. Nul autre que lui n'aurait hasardé les déclarations qu'elles contenaient souvent. C'était aussi quelquefois la seule manière dont il communiquât ce qu'il appelait *sa pensée*, aux peuples qu'il gouvernait, et rien ne prouve mieux peut-être à quel point il les méprisait.

« Aucune puissance ne s'éloignera de la France, portait » une autre note. Toutes seront sourdes à vos intrigues...... » Malheur à vous, si quelque cabinet faible écoutait vos con- » seils ! vous seriez cause encore de l'accroissement des for- » ces de la France. — Voyez l'état de vos affaires, disait » dans le même tems Buonaparte, elles vous crient : *modé-* » *ration ! modération ! modération !* » A qui le conseil pouvait-il mieux convenir qu'à celui qui le donnait ? Mais, à la vérité, personne n'aurait été moins en état d'en profiter.

Une quatrième note était ainsi conçue : « Les guerres d'Es- » pagne et du Nord seront menées de front. Trois cent mille » hommes, tous français, seront réunis dans le courant de » février, à Hombourg, sur l'Elbe, sur le Rhin et sur l'O- » der, indépendamment de deux cent mille hommes qui » seront à la grande armée ; et la campagne prochaine va » s'ouvrir avec une armée française plus forte du double que » dans la campagne passée. En même tems, l'armée fran-

lait savoir quelles seraient les conditions auxquelles il pourrait souscrire à une paix générale, il fallait lire la lettre que le duc de Bassano avait écrite au lord Castlereagh, avant l'ouverture de la campagne de 1812. C'était dire, de la manière la plus positive, qu'il ne voulait point faire de sacrifice, et qu'il serait inutile de lui en demander aucun; mais il pouvait se rassurer à cet égard. Le ministère anglais, dont un membre avait déclaré, sans être désavoué par ses collègues, que la Grande-Bretagne faisait une guerre *viagère* à Buonaparte, était peu disposé à traiter avec lui dans l'état critique où ses affaires étaient réduites.

Pour calmer les esprits, Napoléon avait déclaré, à son retour de Moskou, qu'il ne ferait point de nouvelle demande d'hommes ni d'argent. Un événement dont nous allons rendre compte, lui fournit l'occasion de révoquer cette promesse, que jamais, sans doute, il ne s'était proposé de tenir.

L'arrière-garde du dixième corps de l'armée française, corps qui avait été employé au siége de

» çaise d'Espagne sera renforcée et maintenue à son complet
» de trois cent mille hommes. »

Ces notes prouvent que celui qui les écrivait avait parlé sérieusement, lorsqu'il avait dit que tout ce qui couvrait le sol de la France était à lui.

Riga et était commandé par le maréchal Macdonald, était formée par dix mille hommes de troupes prussiennes, aux ordres du général d'York(1), qui, tandis que nos troupes faisaient retraite, conclut un arrangement particulier avec les russes. Il fut convenu que les prussiens se sépareraient des français, qu'ils occuperaient les environs de Memel et garderaient une étroite neutralité, jusqu'à ce que l'empereur de Russie et le roi de Prusse eussent fait connaître leurs intentions. Le général d'York, en instruisant, par une lettre datée de Tauroggen, le 30 décembre, le maréchal Macdonald, de la résolution qu'il avait prise, disait qu'il ne lui avait plus été possible de continuer sa marche sans être entamé sur ses derrières et sur ses flancs; et il ajoutait que, s'étant trouvé dans l'alternative ou de perdre la plus grande partie de ses troupes et le matériel qui en assurait les subsistances, ou de sauver le tout, il n'avait pas cru devoir hésiter. « Quel que soit » le jugement que le monde portera de ma con» duite, poursuivit-il, j'en suis peu inquiet. Mon » devoir envers mes troupes et la réflexion la plus » mûre me la dictent. Les motifs les plus purs, » quelles qu'en soient les apparences, me gu

(1) Il avait remplacé le général Grawert.

» dent. » La défection ne se borna pas au corps qui formait l'arrière-garde. Le général Massenbach, qui commandait un autre corps de troupes prussiennes, composé d'environ cinq mille hommes, s'empressa de repasser le Niémen pour se réunir au général d'Yorck, qui lui en avait donné l'ordre.

On croit aujourd'hui que la cour de Berlin fut entièrement étrangère à cet événement ; les mesures qu'elle prit annoncèrent, du moins, qu'elle restait alors fidèle à son alliance avec la France. Elle ordonna que les généraux d'York et Massenbach fussent traduits devant un conseil de guerre, s'il était possible de les saisir, et que le premier fût remplacé par le général Kleist. Le prince de Hatzfeld fut en même tems envoyé à Paris pour faire à Napoléon des protestations d'attachement et de zèle, à la sincérité desquelles on prétend qu'il ajouta foi, ce qui nous semble très-douteux.

A la nouvelle de la défection du contingent prussien, il se tint un conseil des ministres, où le duc de Bassano fit un rapport rempli, selon l'usage, d'invectives contre l'Angleterre. Après avoir proposé une levée de trois cent cinquante mille hommes, M. le duc disait à son maître : « Le peuple français sentira la force des circons-» tances. Il rendra un nouvel hommage à cette

» vérité si souvent proclamée par votre majesté,
» du haut de son trône, qu'il n'est aucun repos
» pour l'Europe, tant que l'Angleterre n'aura
» pas été forcée à conclure la paix. »

Le sénat ayant été assemblé, le 10 janvier 1813, on lui communiqua le rapport du ministre des relations extérieures, et Buonaparte eut recours à l'éloquence verbeuse du comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely, pour développer les motifs du projet de sénatus-consulte. L'auteur ne manqua pas non plus d'accuser l'Angleterre, et de vanter les efforts que, disait-il, Napoléon avait faits pour le maintien de la paix. Il n'eut pas honte d'en célébrer les succès dans la dernière campagne, et de qualifier de retraite glorieuse la plus épouvantable déroute. Enfin, il alla jusqu'à dire, que si le 29e. bulletin avait étonné la France, il l'avait aussi rassurée. Rassurée! et pourquoi? Etait-ce pour avoir annoncé à la suite du tableau déchirant de toutes les pertes de l'armée française, que « l'empereur n'avait jamais joui d'une meilleure » santé? » Non! l'existence de Napoléon ne pouvait rassurer la France; elle n'était utile qu'aux hommes qui, comme l'orateur, étaient payés par de riches dotations et d'énormes gratifications, des basses flatteries qu'ils lui prodiguaient.

La défection du général d'York parut exciter toute l'indignation de M. le comte Regnault. Il

s'oublia au point de dire que le nom de ce général passerait, à l'avenir, pour une cruelle injure (1). Cet oracle s'est accompli comme tous ceux que Napoléon et ses ministres ont rendus tant de fois : le contraire de ce qu'ils ont prédit est arrivé (2).

Le projet de sénatus-consulte fut renvoyé, pour la forme, à une commission qui, le lendemain, fit son rapport par l'organe du comte de Lacépède, dont le nom se trouve toujours dans les actes les plus désastreux de ces tems (3). L'historien doit regretter que ce rapport n'ait pas été communiqué au public. Il serait piquant de le mettre en parallèle avec celui dans lequel le même orateur annonçait aux jeunes français des cent cohortes, qu'ils ne seraient occupés que de jeux militaires jusqu'à l'instant, peu éloigné, où ils rentreraient

(1) Il n'y a pas une seule municipalité de village qui n'ait fait parvenir au pied du trône de Napoléon, une adresse où les phrases de M. Regnault furent répétées et commentées de la manière la plus ridicule. La plupart des pièces de ce genre étaient fabriquées dans les ateliers du ministère de l'intérieur. Tout ce qui restait à faire aux municipaux qui les avaient reçues, était de les signer et de les renvoyer à Paris.

(2) La conduite de ce général a été ensuite formellement approuvée par le roi de Prusse.

(3) On donna alors à ce fameux naturaliste le surnom de *prince des reptiles*.

dans leurs foyers. Afin de ne pas mettre le sénat trop fortement en contradiction avec lui-même, on avait engagé les chefs de ces cohortes à solliciter, pour elles, la faveur de faire partie de l'armée en activité de service. Elle leur fut accordée sans peine; et les trois cent cinquante mille hommes demandés par le gouvernement, furent mis en même tems à la disposition du ministre de la guerre.

Les levées d'hommes ordonnées, il restait à pourvoir à l'équipement et à l'entretien des armées qui allaient être mises sur pied. Le corps législatif, à qui le droit de voter les impôts était réservé, fut donc convoqué. Napoléon en fit l'ouverture en personne, le 14 février, et prononça, du haut de son trône, le discours suivant :

« Messieurs les députés des départemens au » corps législatif, la guerre rallumée dans le nord » de l'Europe, offrait une occasion favorable aux » projets des anglais sur la péninsule. Toutes leurs » espérances ont été déçues...... Leur armée a » échoué devant la citadelle de Burgos, et a dû, » après avoir essuyé de grandes pertes, évacuer » le territoire de toutes les Espagnes.

» Je suis moi-même entré en Russie. Les ar- » mées françaises ont été constamment victorieu- » ses aux champs d'Ostrowo, de Polotsk, de » Mohilow, de Smolensk, de la Moskowa et de » Malo-Jaroslawetz. Nulle part les armées russes

» n'ont osé tenir devant nos aigles : Moskou est
» tombé en notre pouvoir.

» Lorsque les barrières de la Russie ont été
» forcées et que l'impuissance de ses armes a été
» reconnue, un essaim de tartares ont tourné
» leurs mains parricides contre les plus belles
» provinces de ce vaste empire, qu'ils avaient été
» appelés à défendre. Ils ont, en peu de semai-
» nes, malgré les larmes et le désespoir des in-
» fortunés moskovites, incendié plus de quatre
» mille de leurs plus beaux villages, plus de cin-
» quante de leurs plus belles villes, assouvissant
» ainsi leur ancienne haine, et sous le prétexte
» de retarder notre marche en nous environnant
» d'un désert. *Nous avons triomphé de tous ces*
» *obstacles !* L'incendie même de Moskou, où,
» en quatre jours, ils ont anéanti le fruit des
» travaux et des épargnes de quarante généra-
» tions, n'avait rien changé à l'état prospère de
» mes affaires.... Mais la rigueur excessive et
» prématurée de l'hiver a fait peser sur mon ar-
» mée une affreuse calamité. *En peu de mois, j'ai*
» *vu tout changer.* J'ai fait de grandes pertes.
» Elles auraient brisé mon ame, si, dans ces
» grandes circonstances, j'avais dû être accessible
» à d'autres sentimens qu'à l'intérêt, à la gloire
» et à l'avenir de mes peuples.

» A la vue des maux qui ont pesé sur nous, la

» joie de l'Angleterre a été grande ; ses espéran-
» ces n'ont pas eu de bornes. Elle offrait nos plus
» belles provinces pour récompense à la trahison.
» Elle mettait pour condition à la paix le déchi-
» rement de ce bel empire : c'était, sous d'autres
» termes, proclamer *la guerre perpétuelle*.

» L'énergie de mes peuples dans ces grandes
» circonstances, leur attachement à l'intégrité de
» l'empire, ont dissipé toutes ces chimères et
» ramené nos ennemis à un sentiment plus juste
» des choses.

» Les malheurs qu'a produits la rigueur des
» frimas, ont fait ressortir, dans toute leur éten-
» due, la grandeur et la solidité de cet empire,
» fondé sur les efforts et l'amour de cinquante
» millions de citoyens, et sur les ressources ter-
» ritoriales des plus belles contrées du monde..
» ....

» Les agens de l'Angleterre propagent chez tous
» nos voisins l'esprit de révolte contre les souve-
» rains. L'Angleterre voudrait voir le continent
» entier en proie à la guerre civile et à toutes les
» fureurs de l'anarchie ; mais la providence l'a
» elle-même désignée pour être la première vic-
» time de l'anarchie et de la guerre civile.

» J'ai directement signé avec le pape un con-
» cordat qui termine tous les différends qui s'é-
» taient malheureusement élevés dans l'église. La

» dynastie française règne et régnera en Espagne.
» Je suis satisfait de la conduite de tous mes alliés.
» Je n'en abandonnerai aucun ; je maintiendrai
» l'intégrité de leurs états. Les russes rentreront
» dans leur affreux climat.

» Je désire la paix. Elle est nécessaire au monde.
» Quatre fois, depuis la rupture qui a suivi le
» traité d'Amiens, je l'ai proposée dans des dé-
» marches solennelles. Je ne ferai jamais qu'une
» paix honorable et conforme aux intérêts et à
» la grandeur de mon empire. Ma politique n'est
» point mystérieuse ; j'ai fait connaître les sacrifi-
» ces que je pouvais faire (1).

» Tant que cette guerre maritime durera, mes
» peuples doivent se tenir prêts à toute espèce de
» sacrifice ; car une mauvaise paix nous ferait tout
» perdre, jusqu'à l'espérance, et tout serait com-
» promis, même la prospérité de nos neveux.

» J'ai besoin de grandes ressources pour faire
» face à toutes les dépenses qu'exigent les cir-
» constances ; mais moyennant différentes mesu-

---

(1) Les concessions de Napoléon consistaient à laisser l'île de Sicile à Ferdinand IV, aïeul de Marie-Louise, et le Portugal à la maison de Bragance. Il est peut-être superflu de remarquer qu'il ne renonçait qu'à ce qu'il ne possédait pas. Tels étaient les sacrifices qu'il s'était proposé de faire.

» res que vous proposera mon ministre des finan-
» ces, je ne devrai imposer aucune nouvelle
» charge à mes peuples. »

Nous ne relèverons point les demi-aveux, les mensonges et les fausses prophéties contenus dans ce discours; mais il est un point qui mérite qu'on s'y arrête, et pour l'intelligence duquel il faut que nous reprenions les choses de plus haut.

On a retracé, dans un des livres précédens, l'état des affaires de l'église et l'enlèvement du pape, qui, de Rome, avait été conduit à Grenoble, puis transféré à Savone (1). La fermeté du vé-

---

(1) Buonaparte avait, le 17 juin 1811, rassemblé en concile à Paris, les évêques de France et de son royaume d'Italie, qui, d'après sa proposition, rendirent le décret suivant:

« Art. 1er. Conformément à l'esprit des canons, les archevêchés et évêchés ne pourront rester vacans plus d'un an, pour tout délai; dans cet espace de tems, la nomination, l'institution (le pape refusait de la donner depuis l'occupation de ses états par les troupes françaises), et la consécration doivent avoir lieu.

Art. 2. L'empereur sera supplié de continuer à nommer aux siéges vacans, conformément aux concordats, et les nommés par l'empereur s'adresseront à Sa Sainteté pour avoir l'institution canonique.

Art. 3. Dans les six mois qui suivront la notification faite au pape de ladite nomination, par les voies d'usage, le pape donnera l'institution canonique, conformément aux concordats.

nérable pontife ne s'y était point démentie. Napoléon, voulant traiter en personne avec lui, le

---

Art. 4. Les six mois étant expirés, sans que le pape ait accordé l'institution de l'évêque nommé, le métropolitain, et à son défaut, le plus ancien évêque de la province ecclésiastique, procédera à l'institution canonique du nouvel évêque; et, s'il s'agissait d'instituer le métropolitain, le plus ancien évêque en ferait l'institution.

Art. 5. Le présent décret sera soumis à l'approbation de notre saint père le pape; et, à cet effet, S. M. I. sera suppliée de permettre qu'une députation de six évêques se rende auprès de Sa Sainteté, pour la prier de confirmer un décret qui, seul, peut mettre fin aux maux des églises de France et du royaume d'Italie. »

La députation obtint sans peine l'autorisation demandée à Buonaparte, et elle partit pour Saxone où elle arriva sur la fin du mois d'août. Durant trois jours consécutifs, le pape refusa de la recevoir. Il se laissa fléchir le 4 septembre; et les députés lui présentèrent, avec le décret, une lettre que lui avait adressée le concile, et qu'ils commentèrent longuement. Le souverain pontife les écouta patiemment, et lorsqu'ils eurent cessé de parler, il se leva, se couvrit le visage de ses deux mains, s'agenouilla, pria pendant quelques instans et fit entendre les mots du pseaume, *Judica me Deus*... Il en dit ce qui suit à voix basse : *et disceme causam meam de gente non sanctâ, et ab inimico doloso erue me.—Jugez-moi, Seigneur, et séparez ma cause de celle d'une nation qui n'est pas sainte; et délivrez-moi d'un ennemi fourbe et artificieux*. Sa Sainteté fit ensuite de vifs reproches aux députés. L'un d'eux l'interrompit pour y répondre; mais à

fit venir de Savone à Fontainebleau, où il arriva le 19 juin 1812. Sa sainteté y avait été amenée dans une voiture où elle se trouvait seule avec un colonel de gendarmerie. Parvenue au haut du Mont-Cénis, l'état de sa santé avait paru si mauvais, qu'on avait été forcé de lui laisser quarante-huit heures de repos. On l'avait fait ensuite remonter en voiture, et à peine lui avait-il été permis d'en descendre jusqu'au terme de son voyage. Le secret de cette translation avait été si bien gardé, que rien n'était prêt pour recevoir sa

---

peine eût-il prononcé : *mio santissimo padre*, que Pie VII se levant, dit du ton le plus animé : « O Dieu, mon défenseur, jetez les yeux sur moi ; foudroyez de vos anathèmes, » comme en qualité de votre vicaire sur la terre, j'excommunie en votre nom, *ipso facto*, celui des assistans qui » oserait opposer une seule parole pour justifier la conduite » que j'improuve. » Personne n'osa plus élever la voix. Les traits du saint père reprenant alors leur douceur naturelle, il s'avança lentement vers le prélat qui lui avait parlé et lui tendit la main, que celui-ci baisa. Il la présenta de même à tous les autres députés, et il se retira dans son appartement en leur disant : *addio carissimi*.

Ainsi se termina, sans aucun succès, cette ambassade du concile, dont les pères, d'ailleurs, étaient déjà retournés dans leurs diocèses. Plusieurs d'entre eux, cependant, au nombre desquels étaient M. de Boulogne, évêque de Troyes, s'étaient montrés fort opposés aux vues de Buonaparte, qui les fit renfermer à Vincennes.

sainteté, qui fut logée chez le concierge. Le lendemain, MM. de Champagny et Bigot de Préameneu, ministres de Napoléon, vinrent la visiter. On lui donna un appartement au château, et on lui accorda une certaine liberté. Il fut permis de la voir et d'assister à sa messe. On la traitait avec ménagement, dans l'espoir de l'amener à signer un nouveau concordat. On l'y prépara en lui envoyant des prélats français, qui l'assurèrent que, las des difficultés que le Saint Père lui opposait, l'empereur finirait par séparer de l'église romaine, l'église gallicane. Napoléon lui-même vint à Fontainebleau, le 19 février, accompagné de Marie-Louise, son épouse. Son arrivée y fut, dit-on, tout aussi imprévue que celle du pape, et il n'avait quitté Paris que sous prétexte de faire une partie de chasse. Quoiqu'excommunié par lui, il osa se présenter devant le Saint Père, et tenta de l'intimider par ses menaces, tant contre l'église, que contre divers prélats qui, par leur fermeté, avaient encouru sa disgrâce. Ému de compassion pour eux, et surtout frappé des nouveaux dangers prêts à fondre sur la religion, le pape crut ne devoir pas rejeter absolument les voies de la conciliation. Alors Napoléon lui proposa un projet de concordat qui fut accepté provisoirement, avec la réserve expresse qu'il ne serait point porté à la connaissance du public, avant qu'il eût été

examiné et discuté par un consistoire, et qu'il ne serait considéré que comme les préliminaires d'une pacification entre l'église et l'empereur des français. Buonaparte promit tout et ne tint rien. Le prétendu concordat fut communiqué au sénat et publié dans tous les journaux. Pour mieux faire croire à la réalité de cet acte, la liberté fut rendue à treize cardinaux exilés en différentes villes de France. Ils furent envoyés à Fontainebleau; mais on omit de lever le séquestre apposé sur leurs biens, et aucune somme ne fut affectée à leur entretien. Le Saint Père, indigné qu'on eût violé la promesse qui lui avait été faite, adressa, par écrit, des reproches à Napoléon, et déclara nul l'arrangement fait avec lui. En même tems il protesta qu'il ne consentirait jamais à un concordat, à moins qu'il ne s'étendît à tous les points en litige, entre le Saint Siége et la France. Enfin, il écrivit à tous les archevêques français, pour leur déclarer qu'il n'en avait été conclu aucun. Cette conduite suscita de nouvelles persécutions au Saint Père. Il fut gardé à vue par un gendarme; on ne lui permit plus de sortir du palais; et les cardinaux attachés à sa personne furent traités avec la dernière rigueur.

L'exposé de la situation de l'empire devait précéder naturellement les demandes d'argent que Napoléon se proposait de faire à ses peuples.

D'après le tableau qui fut présenté par le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur, tout prospérait, population, agriculture, manufactures, commerce, instruction publique, marine même.

La présentation du budget fut faite par M. le comte Molé, conseiller d'état. L'orateur, dans un discours préliminaire, mit en parallèle la prospérité toujours croissante de la France et l'état critique de l'Angleterre, qui soutenait, dit-il, une lutte au-dessus de ses forces, et ne trouvait de ressources qu'en des emprunts ruineux. Après avoir admiré le bon ordre des finances, le bon emploi des revenus de l'état, l'exactitude et la publicité des comptes rendus par le gouvernement, M. le comte s'écria, dans sa péroraison : « Si un homme du siècle des Médicis ou de celui » de Louis XIV revenait sur la terre, et qu'à la » vue de tant de merveilles, il demandât com- » bien de règnes heureux, combien d'années de » paix il a fallu pour les produire, vous répon- » driez, messieurs, qu'il *a suffi de douze ans de* » *guerre et d'un seul homme !* »

Le projet de loi qui suivit cet étrange discours, mettait à la disposition du gouvernement, pour les dépenses de l'année 1813, et pour faire face à l'arriéré des trois années précédentes, montant à deux cent trente-deux millions cinq cent cinquante mille francs, la somme énorme de onze

cent cinquante millions. Comme les impôts ne pouvaient l'égaler, on ordonnait que les biens ruraux, maisons et usines, possédés par les communes, seraient vendus, et qu'on en verserait le produit dans la caisse d'amortissement. Ainsi, après avoir dissipé tous les biens du clergé, ceux des hôpitaux, et la plus grande partie des biens de la noblesse; après avoir fait une banqueroute effrayante et imposé de rudes contributions à presque tous les peuples de l'Europe, la France était réduite à user de la faible ressource que pouvait procurer une vente dont on ne se proposait pas de retirer plus de trois cent soixante-dix millions, et qui, peut-être, ne les produisit pas.

Le rapporteur de la commission des finances du corps législatif s'efforça également de démontrer les prétendus avantages de cette mesure. Il soutint qu'il était contraire à un bon système d'administration, qu'une grande masse de biens se trouvât hors de la circulation; il prétendit qu'une administration municipale ne pouvait mettre dans la régie de ceux qu'elle possédait le même soin qu'un particulier, et qu'il en résultait que la culture des terres était imparfaite et le produit moindre; enfin, il représenta que le revenu accordé aux communes serait proportionné à celui dont elles auraient joui en 1813. D'après toutes ces considérations, que personne n'avait le droit de

combattre dans une assemblée dont les membres étaient privés de la parole, le rapporteur proposa l'adoption du projet qui fut sur-le-champ transformé en loi.

Comme la convocation du corps législatif n'avait eu pour objet que de procurer au gouvernement les fonds dont il avait besoin, la dissolution en fut ordonnée lorsqu'on y eut pourvu. Deux jours auparavant (23 mars), Napoléon en avait reçu une adresse qui ne fut guère qu'une répétition des discours prononcés par les comtes Montalivet et Molé. La réponse qu'il y fit est remarquable par des expressions plus modérées que celles qu'il avait coutume d'employer; mais le fond des pensées était toujours le même.

« Appelé par la providence et la volonté de la » nation, dit-il, à constituer cet empire, ma » marche a été graduelle, uniforme, analogue » à l'esprit des événemens et à l'intérêt de mes » peuples. Dans peu d'années, ce grand œuvre » sera terminé, et tout ce qui existe, complète- » ment consolidé.

» Tous mes desseins, toutes mes entreprises » n'ont qu'un but, la prospérité de l'empire, » que je veux soustraire à jamais aux lois de l'An- » gleterre.

» L'histoire, qui juge les nations comme elle » juge les hommes, remarquera avec quel calme,

» quelle simplicité et quelle promptitude de gran-
» des pertes ont été réparées. On peut juger de
» quels efforts les français seraient capables, s'il
» était question de défendre leur territoire, ou
» l'indépendance de ma couronne.

» Nos ennemis ont offert au roi de Dane-
» marck, en compensation de la Norwège, nos
» départemens de l'Elbe et du Weser. Par suite
» de ce projet, ils ont ourdi des trames dans ces
» contrées. Le Danemarck a rejeté ces proposi-
» tions insidieuses, dont le résultat était de le pri-
» ver de ses provinces, pour lui léguer en échange
» une guerre éternelle avec nous.

» J'irai bientôt me mettre à la tête de mes
» troupes et confondre les promesses fallacieu-
» ses de nos ennemis. Dans aucune négociation,
» l'intégrité de l'empire n'est ni ne sera mise en
» question.

» Aussitôt que les soins de la guerre nous lais-
» seront un moment de loisir, nous vous rappel-
» lerons dans cette capitale, ainsi que les nota-
» bles de notre empire, pour assister au couron-
» nement de l'impératrice, notre bien-aimée
» épouse, et du prince héréditaire, roi de Rome,
» notre cher fils.

» La pensée de cette grande solennité, à la fois
» religieuse et politique, émeut notre cœur. J'en

» presserai l'époque pour satisfaire aux désirs de
» la France. »

Depuis le retour de Napoléon, les feuilles publiques étaient remplies de recherches historiques sur les reines de France auxquelles on avait déféré la régence et sur les héritiers présomptifs du trône, que les monarques régnans avaient fait couronner de leur vivant. On ne réfléchit pas que ce dernier moyen n'avait été pris, le plus souvent, que lorsque l'ordre de succession à la couronne avait paru mal assuré, et qu'y avoir recours dans la conjoncture où l'on se trouvait alors, c'était annoncer que, comptant peu sur l'affection des français envers son fils, Napoléon jugeait nécessaire de les enchaîner par des sermens. Quant à la régence qu'il se proposait de déférer à Marie-Louise, on présume, avec beaucoup de vraisemblance, qu'il avait principalement en vue de flatter l'Autriche ; mais une si vaine démonstration ne devait avoir que peu d'influence sur la conduite de la cour de Vienne, qui pouvait à peine y trouver l'assurance de n'être plus exposée à de nouvelles spoliations, tandis que l'état des affaires de l'Europe lui permettait d'espérer davantage. Quoi qu'il en soit, cet amas indigeste de lois, qu'on appelait les constitutions de l'empire, n'ayant déterminé que peu de points relativement à la régence, un projet de sénatus-

consulte fut présenté à ce sujet, le 2 février, au sénat, qui l'adopta trois jours après. Napoléon, se disposant à partir pour prendre le commandement de ses armées, déclara, par des lettres-patentes, en date du 30 mars, qu'il conférait à Marie-Louise le droit d'assister aux conseils du cabinet, toutes les fois qu'il en serait convoqué durant son règne. Les mêmes lettres lui déférèrent la régence, en vertu de laquelle elle pouvait présider le sénat, le conseil d'état, le conseil des ministres et le conseil privé, notamment pour l'examen des recours en grâce, sur lesquels elle était autorisée à prononcer, après avoir entendu les membres de ce dernier conseil. Toutefois, elle ne pouvait autoriser, par sa signature, la présentation d'aucun sénatus-consulte, ni proclamer aucune loi de l'état, ce qui réduisait presque à rien le pouvoir remis entre ses mains.

La défection du général d'Yorck, bien que sa majesté prussienne n'y eût eu aucune part, avait été considérée comme un présage de la conduite que tiendrait la Prusse dans la lutte qui allait s'ouvrir de nouveau ; ce présage s'est réalisé. Il était impossible, en effet, que cette puissance, dont les états avaient été réduits de moitié par le traité de Tilsitt, et qui avait vu accabler de contributions, de réquisitions et d'exactions de tout genre, les provinces qu'on lui avait laissées, ne

saisît pas la première occasion qui pourrait s'offrir de soustraire aux maux qu'ils enduraient encore, ses peuples indignés. Il n'y avait que la terreur inspirée par le pouvoir colossal de Napoléon qui eût pu porter Frédéric-Guillaume à joindre ses armes à celles de son oppresseur, pour combattre un monarque auquel il était uni par les nœuds d'une amitié personnelle, et à qui même il devait la conservation de sa couronne. Dans cet état des choses, il ne fallait qu'un léger prétexte pour occasioner une rupture; et ce prétexte se trouva dans les discussions qui existaient entre la France et la Prusse, au sujet des contributions de guerre et d'autres objets du même genre. Sa majesté prussienne ayant d'abord mis sa personne à couvert, en se retirant en Silésie, province qui n'était point occupée par nos troupes, son ministre annonça, le 17 mars, à l'ambassadeur de France, que la Prusse faisait cause commune avec la Russie; et la même notification fut adressée au ministre des relations extérieures, le 27 du même mois. Quelques jours après, le sénat fut assemblé pour entendre la lecture d'un rapport où le duc de Bassano ne craignit pas de célébrer la générosité de son maître, qui n'avait pas dépouillé de tous ses états sa majesté prussienne, dont, en conséquence, l'ingratitude était notoire. Cette communication avait

pour objet une nouvelle levée d'hommes, qui ne fut que de cent quatre-vingt mille. C'était ne pas garder les règles de la proportion, puisqu'à la défection du contingent prussien, on avait demandé trois cent cinquante mille hommes. Peut-être Buonaparte crut-il se dédommager, en proposant la levée de dix mille hommes choisis dans les familles les plus illustres, ou les plus riches, et destinés à former quatre régimens de gardes-d'honneur. On devait en faire un jour des compagnies de gardes-du-corps, institution qui, selon l'observation judicieuse de l'orateur du conseil d'état, M. le comte Defermon, est nécessaire au trône, mais dont, peu d'années auparavant, l'usurpateur avait inutilement tenté le rétablissement (1). L'intention principale de Napoléon était d'obtenir des otages qui pussent lui garantir la fidélité de leurs parens, durant la crise dont il ne pouvait se dissimuler entièrement les approches. Cette mesure tyrannique comprit une foule de jeunes gens qui s'étaient proposé de parcourir une tout autre carrière que celle des armes, et du plus grand nombre desquels les talens furent à jamais perdus pour la France.

(1) L'armée, qui composait la garde de Buonaparte, en avait témoigné son mécontentement, et le projet fut en conséquence ajourné.

Buonaparte, après avoir déployé, durant près de quatre mois, cette grande activité dont l'avait doué la nature, quitta la capitale, le 15 avril, pour aller prendre le commandement de ses troupes, et s'efforcer de rendre à son nom un éclat qu'il ne devait recouvrer que pour peu d'instans.

LIVRE XXIV.

1813.

Le prince Eugène prend le commandement de l'armée française.—Entrevue de l'empereur de Russie et du roi de Prusse.—Proclamation de S. M. P.—Combat de Mockern. —Les français se portent vers l'Elbe et évacuent Berlin. —Napoléon se met à la tête de son armée.—Combat de Poserna.—Bataille de Lutzen.—Proclamation de Buonaparte. —Bataille de Bautzen et Wurtzchen.—Combat de Haynau. —Armistice.—Congrès de Prague.—L'Autriche se déclare contre Napoléon.—La Suède fait aussi cause commune avec les alliés.—Le Danemarck resserre les nœuds de son alliance avec Buonaparte.—Reprise des hostilités. —Actions diverses.—Attaque de Dresde par les alliés.— Combat de Kulm.—Bataille du Katzbach.—Affaire de Dennewitz.—Bataille de Wachau.—Batailles de Leipsick.—Défection de la Bavière et bataille de Hanau.—Dissolution de la confédération du Rhin.—Opérations militaires en Italie.—Suite des opérations militaires en Espagne.

Les malheureux débris de la grande armée avaient été poursuivis par les russes, aussi vivement que l'avait permis la rigueur de la saison. Le comte de Witgenstein était entré à Kœnis-

berg, le 6 janvier 1813; et le général Platow s'était emparé d'Elbing, dix jours après. Ces mouvemens contraignirent Murat à porter son quartier-général à Posen. Dégoûté d'un commandement qu'il n'avait accepté qu'à regret, il s'en démit et partit pour l'Italie. Napoléon ne fut pas plutôt instruit de ce départ, que la note suivante fut publiée par son ordre : « Le roi de Naples » étant indisposé, a dû quitter le commande- » ment de l'armée qu'il a remis entre les mains » du vice-roi. Ce dernier a plus d'habitude d'une » grande administration ; il a la confiance de » l'empereur. » Le fond de vérité contenu dans ce sarcasme ne le rendait que plus indécent de la part de l'homme qui avait mis une couronne sur la tête de Murat.

Eugène, dès qu'il eut pris le commandement en chef, s'empressa de mettre au complet les garnisons et l'approvisionnement des places de la Vistule ; puis il marcha vers l'Oder, passa ce fleuve, cantonna son armée et ravitailla Custrin, Stettin, Gross-Glogaw et Spandau. Les troupes légères des russes le suivirent de près. Quinze cents cosaques ayant passé l'Oder sur la glace, marchèrent, à la faveur de la nuit, vers Berlin, dont ils surprirent une porte. Ils pénétrèrent dans quelques rues adjacentes, et le peuple parut disposé à se joindre à eux. Quelques coups de canon

et la vue des bataillons français qui formaient la garnison de cette capitale, dissipèrent l'attroupement et mirent en fuite les cosaques.

Le roi de Prusse, à son arrivée à Breslau, avait ordonné à ses sujets de prendre les armes pour la défense de la patrie et du trône ; mais il n'avait pas encore osé dire contre qui elles devaient être tournées. Ensuite, il fit proposer à Buonaparte, par une note du 15 février, une trève, d'après laquelle les russes se seraient retirés derrière la Vistule, et les français derrière l'Elbe. Ce n'était là, très-probablement, qu'une vaine démonstration de neutralité; car, le 28 du même mois, un traité d'alliance offensive et défensive fut conclu à Kalisch, entre la Prusse et la Russie (1). L'empereur Alexandre, qui s'était mis à la tête de ses troupes, visita, le 15 mars, Frédéric-Guillaume à Breslau. Le roi de Prusse versa des larmes de joie en embrassant son auguste allié, qui, attribuant son émotion au souvenir de ses malheurs, lui dit : « Consolez-vous, mon frère. Ces » larmes sont les dernières que l'empereur Napo-

(1) La Russie, par ce traité, garantit à la Prusse des dédommagemens proportionnés aux pertes qu'elle avait faites. La première de ces puissances prit l'engagement de mettre sur pied cent cinquante mille hommes, et la seconde quatre-vingt mille.

» léon vous aura fait répandre. Je jure de ne po-
» ser les armes que lorsque l'Allemagne sera
» délivrée du joug des français ! » Frédéric-Guillaume, encouragé par cette promesse d'un prince magnanime, adressa, le 17 mars, à ses sujets, une proclamation où il dévoila ses sentimens :
« Nous avons été obligés de nous courber sous
» la puissance supérieure de la France, leur di-
» sait-il ; il n'en est résulté que hauteur et per-
» fidie. Il n'est plus possible de nous faire illusion
» sur notre propre situation.... Souvenez-vous
» du grand Frédéric ; souvenez-vous des avanta-
» ges pour lesquels nos ancêtres ont combattu :
» la liberté de conscience, l'honneur, l'indé-
» pendance, le commerce, l'industrie et les
» sciences. Songez aux russes, aux espagnols et
» aux portugais. Il n'est point de milieu entre une
» paix honorable ou une chute glorieuse. Si nous
» devons succomber, ce sera du moins avec hon-
» neur. Mais notre cause est juste ; Dieu don-
» nera la victoire à nos armes, et nous verrons
» enfin des tems plus heureux (1). »

(1) Frédéric-Guillaume avait institué, le 10 mars, la décoration de la Croix de Fer. Elle devait être accordée à ceux qui se distingueraient, soit en combattant l'ennemi, soit de toute autre manière, durant la lutte qui allait s'ou-

Ce touchant appel obtint le succès que le monarque avait droit d'en attendre. Tous les habitans en état de porter les armes se présentèrent pour la défense de la patrie, et formèrent ces nombreux bataillons de landsturm, ou de levée en masse, qui ont rendu de si grands services à la cause de la Prusse (1).

---

vrir. Dans le préambule de son ordonnance, S. M. P. avait, non sans raison, appelé *tems de fer*, celui où l'on vivait alors.

(1) Il paraît que le gouvernement prussien se préparait depuis long-tems à saisir la première occasion qui s'offrirait de secouer le joug. L'armée prussienne, d'après les traités, ne pouvait excéder quarante-deux mille hommes; mais on trouva le moyen d'éluder cet engagement. Outre que cette armée fut composée de ce qu'il y avait de mieux dans la nation, on exerça au maniement des armes un si grand nombre de jeunes gens, que le roi pouvait à tout instant disposer de cent cinquante mille hommes. Par des achats faits en Autriche et par l'établissement de nouvelles manufactures, on réunit cent cinquante mille fusils. Pour remplacer l'artillerie perdue, on refondit les canons de bronze qui étaient dans les forteresses, et on mit en leur place des canons de fer. En conséquence, lorsque la guerre éclata, il y avait une artillerie de campagne suffisante pour cent vingt mille hommes. Huit places fortes avaient été mises en état de défense; et on avait répandu des projets de levée en masse pour préparer la nation à l'idée d'un armement général. (M. Schoell, *Histoire abrégée des traités de paix*, tom. X, pag. 190.)

Eugène ayant appris que les russes quittaient les rives de la Vistule, ne crut pas qu'il fût prudent de les attendre sur l'Oder. En conséquence, il se porta vers l'Elbe, au-devant des nombreux renforts que Buonaparte envoyait à son armée; et cette retraite se fit en bon ordre. Le 3 mars, les français évacuèrent Berlin, où, le 10 du même mois, le comte de Witgenstein fit son entrée aux acclamations des habitans, transportés de joie à la vue de leur libérateur. Les troupes françaises s'étant aussi retirées de Hambourg, le colonel Tettenborn y entra avec quatre mille cosaques; mais la délivrance des malheureux hambourgeois ne fut que momentanée. Ils étaient réservés à des maux plus grands que ceux qu'ils avaient déjà soufferts.

L'armée française, au 1er. avril, était déjà plus nombreuse que celle des alliés (1). Cependant

---

Ces détails nous semblent prouver que Buonaparte et ses agens étaient plus occupés à pressurer la Prusse, qu'à l'empêcher de se relever.

(1) L'armée russe qui avait poursuivi les français depuis Moskou, avait fait des pertes considérables et n'avait reçu aucun renfort. Elle avait été obligée, au contraire, de laisser des garnisons en Pologne, des corps de blocus devant Dantzick, Thorn, Modlin, Zamosk, Czenstochau et Custrin, et un corps d'observation sur les frontières de la Gallicie.

Eugène fit évacuer Dresde, et établit ses principales forces sur la Saale, la gauche appuyée sur Magdebourg, le centre sur Hall, et la droite sur Weissenfelds et Naumbourg. Le corps du maréchal Davoust était dans les environs de Zell, et le général Vandamme occupait Brême.

Dans les premiers jours du mois d'avril, le général Blücher, qui, vers la fin de mars, était sorti de la Silésie à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, avait passé l'Elbe à Dresde. Il avait été précédé par le général Winzingerode, qui avait été mis sous son commandement avec une armée de même force. Le comte de Witgenstein et les généraux d'Yorck et Borstel, ayant ensemble environ vingt-cinq mille hommes, se trouvaient sur la rive droite de l'Elbe, devant Magdebourg. Au-dessous de cette place et sur les deux rives du fleuve, étaient les détachemens russes de Tettenborn, de Dœsenberg et de Tchertnitcheff, qui, réunis, formaient six à sept mille hommes.

Une armée russe, forte de trente mille hommes, dite improprement alors la grande armée, et dont l'avant-garde était commandée par le général Miloradowitsch, était à Kalisch et sur les frontières de la Silésie. Enfin, un autre corps russe observait, en Pologne, celui du prince Poniatowsky.

Les forces des alliés postées sur l'Elbe, depuis

les frontières de la Bohême jusqu'à l'embouchure de ce fleuve, formaient donc environ quatre-vingt mille hommes, et elles n'avaient d'autre point d'appui que Dresde, ville qui n'était pas encore mise en état de défense.

Le 2 avril, le général Morand fut attaqué, à Lunebourg, par le général Dorenberg, qui commandait un corps de russes et de prussiens. Le corps français fut battu et fait prisonnier; et Morand fut blessé à mort. Le succès de ce combat, le premier qui fut livré dans la campagne de 1813, enflamma le courage des alliés.

Il y eut, le 5 avril, à Mockern, entre Eugène de Beauharnais, qui menaçait d'envahir les marches de Brandebourg, à la tête de quarante mille hommes, et Witgenstein, qui n'en avait que dix-sept mille, une action où, malgré la supériorité de ses forces, le premier fut défait. Il se retira sur Magdebourg.

Napoléon, parti de Paris le 15 avril, arriva le 16 à Maïence, où il passa huit jours, livré aux travaux relatifs à l'organisation de ses armées. Il se remit en route, le 24, et arriva le 28 à Naumbourg. Ce jour, Ney passa la Saale près de cette ville avec quarante mille hommes. Eugène, qui commandait l'aile gauche, dont la force était la même, débouchait alors par Hall et Naumbourg. La droite, composée aussi de quarante

mille hommes, occupait les deux bords de la Saale, entre Naumbourg et Iéna. Le 29, l'avant-garde de Ney, aux ordres du général Souham, marcha vers Weissenfelds, qui était occupé par une division russe. Après une vive canonnade, cette division se retira sur Leipsick, en bon ordre, ce qu'elle dut à la supériorité de sa cavalerie; et sa retraite entraîna celle des prussiens, qui étaient restés sur la Saale, près de Mersebourg.

Ney manœuvra, le 1er. mai, pour franchir le défilé de Poserna. Il forma son infanterie en carrés, soutenus, entre eux, par de l'artillerie; et la cavalerie se tint en réserve. Le général Winzingerode s'était porté vers la Saale pour reconnaître l'armée française et sonder les intentions de Buonaparte. Le corps qu'il commandait, fort de dix mille chevaux, garnissait les hauteurs qui bordent le défilé et canonna les colonnes françaises; mais, dès que ce général eut fait ses observations, il se retira vers Leipsick, sans être poursuivi.

Le combat de Poserna ne fut guère qu'une vive escarmouche, où, de chaque côté, il n'y eut que trois cents hommes tant tués que blessés; mais les français y perdirent un de leurs maréchaux, le duc d'Istrie (Bessières), qui commandait en chef la cavalerie.

Les alliés avaient éprouvé une grande perte trois jours auparavant. Le feld-maréchal Koutouzoff, que son souverain avait créé prince de Smolensk, était mort à Buntzlau, le 28 avril, à l'âge de soixante-dix ans. Depuis quelque tems il avait quitté le commandement suprême. Le comte de Witgenstein, qui l'avait remplacé, porta, dans la nuit du 1er. au 2 mai, son armée sur la rive gauche de l'Elster. Le général d'York commandait l'aile droite, Blücher le centre, et Winzingerode l'aile gauche. L'armée combinée se montait tout au plus à soixante et dix mille combattans. Les français en avaient cent quinze mille, parmi lesquels, il est vrai, il y en avait beaucoup de nouvellement levés. Leur aile gauche était appuyée sur l'Elster, ayant sa droite dans la direction du village de Kaya, où était le centre, aux ordres de Ney. Marmont, qui commandait une réserve, avait été placé à la droite. Le corps d'Oudinot n'était pas encore arrivé; et celui de Bertrand, qui venait d'Italie, devait manœuvrer pour tourner la gauche des alliés. Le corps de Marmont touchait au centre par sa gauche, et il avait sa droite à Poserna. La garde impériale, postée en avant de Lutzen, ville qui a donné son nom à la bataille (1) livrée sous ses murs, formait la

(1) Les alliés lui ont donné le nom de Gross-Gœrschen.

réserve du centre, en remplacement du corps de Marmont, devenu la droite. Les alliés commencèrent l'attaque en s'emparant du village de Kaya. Malgré tous les efforts que Ney fit pour le reprendre, ils le conservèrent jusqu'à la fin du jour, et il fut le pivot de leurs opérations. Winzingerode s'avança pour attaquer la droite de l'armée française et tenter de se rendre maître du chemin de Weissenfelds. Marmont le repoussa et maintint sa position. Buonaparte ayant deviné le projet des alliés, qui était de frapper un grand coup avec leur centre, où ils avaient réuni l'élite de leurs troupes, ordonna au prince Eugène de soutenir le centre de l'armée française, dont la position devenait toujours plus critique. Macdonald attaquait la droite, et Bertrand la gauche des alliés, lorsque leur centre, animé par la présence d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume, culbuta Ney. Jugeant qu'il faut opposer l'audace à l'audace, Napoléon se met à la tête de sa garde; et, soutenu par une batterie de quatre-vingts pièces de canons, il arrête la marche victorieuse des ennemis. Dès que Bertrand avait paru, Marmont avait appuyé sur le centre, et Macdonald avait aussi manœuvré par sa droite. Ces mouvemens concentriques des deux ailes de l'armée française ôtèrent aux alliés tout espoir de se maintenir contre des forces si nombreuses, et leur retraite fut résolue.

Les deux armées s'étaient battues avec fureur ; mais les français remportèrent réellement la victoire. Ils l'achetèrent par la perte de quinze mille hommes qui furent mis hors de combat (1). Celle des alliés fut au moins de vingt mille hommes. Le général Blücher fut blessé. Ce vieux guerrier, quoique baigné dans son sang, ne voulut pas quitter son poste, et se fit panser sur le champ de bataille même.

On reproche deux fautes capitales au comte de Witgenstein. La première, de n'avoir pas attendu l'armée française dans les vastes plaines de Leipsick, où sa belle cavalerie lui aurait rendu de si grands services, tandis qu'il la fit écraser, sans aucune utilité, dans un terrain coupé où elle ne pouvait se défendre ; la seconde faute, fut d'avoir laissé, à Zeist, le corps de Miloradowitch, qui aurait pu l'aider à frapper un grand coup lorsque le centre de l'armée française avait plié. Quant à Napoléon, on ne peut, dit-on, lui adresser qu'un seul reproche ; c'est d'avoir, contre sa coutume, affaibli son centre par une trop grande extension de sa gauche ; mais son champ de bataille avait été parfaitement choisi.

Le vainqueur ne négligea pas de célébrer son

(1) Le bulletin français n'en avoua que dix mille.

triomphe. Il adressa, le 3 mai, à son armée, une proclamation remplie d'emphase. « Soldats, di-
» sait-il, je suis content de vous! Vous avez rem-
» pli mon attente! Vous avez suppléé à tout par
» votre bonne volonté et par votre bravoure....
» Vous avez ajouté un nouveau lustre à la gloire
» de mes aigles; vous avez montré tout ce dont
» est capable le sang français. La bataille de Lut-
» zen sera mise au-dessus des batailles d'Auster-
» litz, d'Iéna, de Friedland et de la Moskowa ».
(On voit que c'était toujours sa dernière victoire qui était la plus éclatante). « Dans la campa-
» gne passée, l'ennemi n'a trouvé de refuge con-
» tre nos armes qu'en suivant la méthode fé-
» roce des barbares ses ancêtres. Des armées de
» tartares ont incendié ses villages, ses villes, la
» sainte Moskou elle-même (1)! Aujourd'hui, ils
» arrivaient dans nos contrées, précédés de tout
» ce que l'Allemagne, la France et l'Italie ont
» de mauvais sujets et de déserteurs, pour y prê-
» cher la révolte, l'anarchie, la guerre civile et
» le meurtre. Ils se sont faits les apôtres de tous

(1) La brochure que vient de publier à Paris le comte de Rostopchine, ancien gouverneur de Moskou, témoigne que l'incendie de cette ville n'eut pas d'autre cause que les circonstances imprévues de la guerre.

» les crimes. C'est un incendie moral qu'ils vou-
» laient allumer entre la Vistule et le Rhin, pour,
» selon l'usage des gouvernemens despotiques,
» mettre des déserts entre nous et eux. Les in-
» sensés ! Ils connaissaient peu l'attachement à
» leurs souverains, la sagesse, l'esprit d'ordre et
» le bon sens des allemands : ils connaissaient peu
» la puissance et la bravoure des français !

» Dans une seule journée, vous avez déjoué
» tous ces complots parricides.... Nous rejette-
» rons ces tartares dans leurs affreux climats
» qu'ils ne doivent plus franchir. Qu'ils restent
» dans leurs déserts glacés, séjour d'esclavage,
» de barbarie et de corruption, où l'homme est
» ravalé à l'égal de la brute. Vous avez bien mé-
» rité de l'Europe civilisée » (qui s'est donc mon-
trée bien peu reconnaissante). « Soldats ! l'Italie,
» la France, l'Allemagne, vous rendent des ac-
» tions de grâces ! »

L'allégresse fut extrême parmi les partisans de Buonaparte, à la nouvelle de la victoire qu'il avait remportée dans les champs de Lutzen. On chanta le *Te Deum* dans toutes les églises de France, d'après l'invitation que Marie-Louise en fit, en sa qualité de régente. Elle même se rendit, dans toute la pompe de la souveraine puissance, à la métropole de Paris. Elle fut reçue par le cardinal Maury, archevêque nommé, qui ve-

nait de publier un mandement, où, déserteur de la cause de l'humanité (1), il n'avait pas eu honte de faire le panégyrique du plus sanguinaire de tous les hommes. Cette nouvelle apostasie, toutefois, devait peu surprendre. Celui qui s'en rendait coupable, n'avait-il pas abandonné la cause de son roi dans le malheur, et prouvé par là que son intérêt personnel avait été l'unique motif de cette conduite qui lui avait concilié l'estime de toute l'Europe?

Cependant le comte de Witgenstein s'était retiré en bon ordre vers la rive droite de la Mulde; mais l'approche de l'armée française, tout entière, le contraignit de passer l'Elbe, le 4 mai. Il fit couvrir sa marche par les prussiens, qui, en conséquence, restèrent sur la Mulde. Ils furent attaqués, le 5, par l'avant-garde des français aux ordres d'Eugène, qui tourna leur droite. Leur position n'étant plus tenable, ils se retirèrent vers Gersdorf, où ils furent renforcés par le corps de Miloradowitch. Alors ils firent volte-face, et attendirent l'ennemi de pied ferme. L'attaque fut faite avec vivacité et soutenue avec courage, et la nuit seule sépara les combattans. Cette arrière-

(1) L'abbé Maury a dû sa première célébrité à son panégyrique de Saint-Vincent de Paule. Personne n'ignore que ce saint a été un des plus grands bienfaiteurs de l'humanité.

garde des alliés continua sa route vers Dresde, qu'elle ne fit que traverser. Buonaparte y arriva, le 8, en même tems que son avant-garde. Aussitôt il fit le tour de la nouvelle ville, et ordonna d'en réparer les fortifications. De là il se rendit au village de Priesnitz, sur l'Elbe, pour y faire jeter un pont. Le 10, les français passèrent ce fleuve et se mirent à la poursuite des alliés. Witgenstein, avec la grande armée, avait pris position, le 8, à Bishofswerde, et son arrière-garde, aux ordres de Miloradowitch, était restée sur les hauteurs de Fishbach. Le général Bulow couvrait Berlin.

Le roi de Saxe s'était réfugié dans la Bohême, à l'approche des alliés. Après la journée de Lutzen, il sortit de cette retraite; et Buonaparte alla, le 11, à sa rencontre, hors de la ville de Dresde, où ils rentrèrent en triomphe.

Pour ne pas compromettre la supériorité que la bataille de Lutzen lui avait acquise, Buonaparte fut forcé de concentrer son armée, dont plus de cinquante mille hommes n'étaient pas encore en ligne, le 2 mai (1). Eugène partit, le 15,

(1) L'armée française reçut un renfort d'environ vingt-mille hommes, après la bataille de Lutzen. Quant aux alliés, il leur en arriva vingt-cinq mille; et plusieurs autres corps étaient en marche pour les rejoindre. En outre, ils attendaient la grande armée de réserve russe, commandée par le général Labanoff.

de Dresde, pour marcher en avant. Il trouva les alliés en position. Leur gauche s'appuyait contre les montagnes qui séparent la Lusace de la Bohême ; leur centre contre Bautzen (1); et leur droite contre le village de Dobershutz. Tout leur front était couvert par la Sprée. Sur le rapport qui lui fut fait, Buonaparte résolut de diriger, contre la grande armée combinée, toutes ses forces disponibles. Le 19, il arriva devant Bautzen, et ordonna, pour le lendemain, une attaque générale. Macdonald et Oudinot étaient à la droite ; Marmont et Bertrand au centre ; et Ney à la gauche, avec Reynier et Lauriston. Soult avait le commandement supérieur du centre, dont la garde impériale formait la réserve.

Buonaparte détacha Ney et Lauriston pour tourner les alliés. Barclay de Tolly et York, marchèrent à leur rencontre et leur livrèrent, le 19 mai, les combats de Konigswartha, qu'ils perdirent.

Le 20, à huit heures du matin, Buonaparte ordonna le passage de la Sprée, passage qui, à midi, était exécuté sur tout le front de l'armée

---

(1) Les alliés, dans leur retraite, s'étaient dirigés vers ce point, pour empêcher que les français ne se missent entre eux et les états autrichiens.

combinée. L'action fut vivement disputée. Miloradowitch réussit à maintenir son poste ; mais Barclay de Tolly et York, à la droite, et Blücher et Witgenstein à la gauche, perdirent du terrain. Ils se retirèrent dans une position retranchée, près de Wurtzen et à une lieue de Bautzen ; et Miloradovitch se vit forcé de suivre leur mouvement.

Les français commencèrent l'attaque, le 21, à la pointe du jour. Macdonald et Oudinot eurent l'ordre de presser vivement la gauche des alliés, afin qu'ils ne pussent la dégarnir pour soutenir leur aile droite contre laquelle Buonaparte avait résolu de diriger tous ses efforts.

Marmont engagea une vive canonnade contre le centre, qui était couvert par des retranchemens. Ney, en même tems, attaqua l'aile gauche et s'empara du village de Preilitz. Soult, avec la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, attendait dans un bas-fond, hors de la vue des alliés, qu'il fût tems de se porter vers le point le plus convenable pour décider l'action. Il commença son mouvement à une heure de l'après-midi. Ney avait été assailli par les corps de réserve des alliés et obligé d'abandonner Preilitz. Ce succès momentané, mais brillant, fut dû à Blücher, qui, à son tour, se vit forcé par la garde et les corps de

réserve commandés par Soult, de se replier sur Wurtzen, ce qu'il fit dans le plus bel ordre. Barclay de Tolly, attaqué de nouveau par Ney, s'était porté sur la droite de ce village et avait occupé un mamelon qui le sépare de Rackel. Buonaparte, maître des hauteurs de Kreckwitz, dominait le centre et la gauche des alliés, dont la droite était en même tems débordée par le mouvement de ses corps de réserve. Dans cette position critique, Witgenstein ordonna la retraite vers les cinq heures. Ses colonnes se dirigèrent du côté de Weissemberg, et les corps de Kleist et de Miloradowitch firent l'arrière-garde.

Les français couchèrent sur le champ de bataille; et le lendemain, 22, à quatre heures du matin, Buonaparte mit de nouveau son armée en mouvement. Les alliés avaient quitté Weissemberg à minuit et marché du côté de Gorlitz. Leur arrière-garde fut atteinte par les troupes légères des français, aux environs de Reichenbach. Miloradowitch prit position sur les hauteurs qui avoisinent cette ville. La cavalerie des deux armées en vint aux mains dans la plaine de Reichenbach; et les français, soutenus par une artillerie légère très-nombreuse, eurent encore l'avantage. Les alliés se retirèrent sur Gorlitz, où ils firent halte sans être serrés de trop près. Buonaparte, jugeant

qu'il était trop tard pour attaquer cette place, fit bivouaquer son armée à portée de canon des ennemis. Il évalua la perte qu'elle fit, dans les journées des 20, 21 et 22, à douze mille hommes, tués ou blessés; et l'on peut, sans craindre d'exagérer, la porter au double. Quant à celle des alliés, il est très-probable qu'elle fut au moins égale à la perte des français; mais Buonaparte en fit particulièrement une qui aurait été très-sensible pour un homme moins habitué à sacrifier à son ambition des générations entières et ses plus intimes amis. Duroc, son favori, était sur une éminence, lorsqu'un des derniers boulets de l'ennemi lui enleva les entrailles. Il est vraisemblable qu'il ne put proférer un seul mot, et le bulletin n'en rapporta pas moins ses adieux à Napoléon, qui, pour réponse, lui aurait dit: « Duroc, il est une autre vie! c'est-là que vous » irez m'attendre, et que nous nous retrouve» rons un jour.—Oui, sire, aurait repris le mori» bond; mais ce sera dans trente ans, quand vous » aurez triomphé de vos ennemis et réalisé toutes » les espérances de notre patrie. » Nous nous abstiendrons de tout commentaire sur ce dialogue, dont le ridicule a été senti généralement; ce qui n'a pas empêché que les flatteurs de Buonaparte n'en aient fait le texte de divers discours pro-

noncés soit dans la chaire, soit auprès des tombeaux (1).

Le 23 mai, les alliés continuèrent leur retraite vers Schweidnitz, faiblement poursuivis par l'armée française, dont l'avant-garde fut attaquée, le 26, à Haynau, par l'arrière-garde de Blücher, qui lui fit environ quatre cents prisonniers et lui enleva onze pièces de canon. Buonaparte ayant envoyé des renforts, l'ennemi continua sa retraite. Le 29, les deux armées étaient aux environs de Jawer, lorsque le comté de Schouwaloff, aide-de-camp de l'empereur de Russie, et le général prussien de Kleist, se présentèrent aux avant-postes français, pour parlementer. Le duc de Vicence fut envoyé pour conférer avec eux; et, le 4 juin, on signa un armistice qui devait durer jusqu'au 20 juillet suivant. Buonaparte était alors sur le point de voir s'accroître le nombre de ses ennemis; et comme il avait résolu de ne céder sur aucun point, il avait besoin de quelque tems pour recevoir des renforts qui le missent en état de soutenir une nouvelle lutte.

L'Autriche, que des circonstances impérieu-

(1) Voyez le discours de M. le comte de Lacépède en présentant, au clergé de Sainte-Geneviève, le corps du sénateur Jacqueminot.

ses avaient forcée de prendre une part active à la guerre contre la Russie, ayant vu ses états à découvert par la retraite de l'armée française, avait conclu, au commencement de février 1813, une trève illimitée avec cette puissance. Ce n'était pas, toutefois, qu'elle en eût rien à craindre. Son amitié devenait trop importante pour qu'on ne cherchât pas à se la concilier ; et les cours alliées y firent de bonne-heure tous leurs efforts. Dès le mois de décembre précédent, l'Angleterre avait envoyé, à Vienne, un ministre plénipotentiaire, dont la mission ne réussit pas (du moins pour le moment), s'il faut en croire une note insérée au *Moniteur* du 31 de ce même mois : « Votre lord » Walpole n'est plus à Vienne, disait-elle ; on » ne l'a pas écouté. » Quoi qu'il en soit, l'Autriche, qui désirait le rétablissement de l'équilibre de l'Europe, pressa Buonaparte d'entrer en négociation. Toutes ses instances furent vaines. Elle ne fut pas plus heureuse près des alliés, qui lui opposèrent les déclarations publiques de l'empereur des français, comme des preuves de son éloignement pour la paix.

Napoléon ayant reconnu qu'il fallait renoncer à enlever aucune de ses provinces à la Russie, et voulant s'en indemniser aux dépens de la Prusse, de laquelle il brûlait de se venger, déclara à la cour de Vienne, en ouvrant la campagne de

de 1813, qu'il avait résolu l'anéantissement de la monarchie prussienne, et qu'il ne dépendrait que de l'Autriche elle-même de réunir la Silésie à ses états. Cette puissance, à qui le partage des états prussiens eût été plus nuisible qu'avantageux, puisqu'il eût encore accru la prépondérance de l'empire français, et qui, d'ailleurs, avait trop de raison de se défier des offres de Buonaparte, rejeta la proposition; et comme elle ne voulait ni ne devait rester simple spectatrice de la lutte qui allait recommencer, elle pressa, de plus en plus, les préparatifs de guerre qu'elle faisait du consentement de Buonaparte lui-même, qui se flattait encore d'en profiter.

Peu de tems après la bataille de Lutzen, Napoléon avait annoncé qu'il avait proposé la formation d'un congrès à Prague. Toutefois, la manière dont il s'était exprimé n'avait laissé aux hommes clairvoyans, aucune espérance sur le succès de cette prétendue proposition : « D'un côté, arri» veraient à ce congrès, avait-il dit, les plénipo» tentiaires de la France, ceux des États-Unis » d'Amérique, du Danemarck, du roi d'Espagne » (Joseph), et de tous les princes alliés; et du » côté opposé, ceux de l'Angleterre, de la Rus» sie, de la Prusse, des insurgés espagnols et des » autres alliés de cette masse belligérante. Dans » ce congrès seraient posées les bases d'une lon-

» gue paix. Mais il est douteux que l'Angleterre » veuille soumettre ses principes égoïstes et in- » justes à la censure et à l'opinion de l'univers; » car il n'est aucune puissance, si petite qu'elle » soit, qui ne réclame, au préalable, les privi- » léges adhérents à sa souveraineté, et qui sont » consacrés par les articles du traité d'Utrecht sur » la navigation maritime.

» Si l'Angleterre, par le sentiment d'égoïsme » sur lequel est fondée sa politique, refuse de coo- » pérer à ce grand œuvre de la paix du monde, » parce qu'elle veut exclure l'univers de l'élé- » ment qui forme les trois quarts de notre globe, » l'empereur n'en propose pas moins la réunion » à Prague de tous les plénipotentiaires des puis- » sances belligérantes, pour régler la paix du » continent. S. M. offre même de stipuler, au » moment où le congrès sera formé, un armis- » tice entre les différentes armées, afin de faire » cesser l'effusion du sang humain.

» Ces principes sont conformes aux vues de » l'Autriche. Reste à voir, actuellement, ce que » feront les cours d'Angleterre, de Russie et de » Prusse. »

Il suffit d'un mot pour renverser tout cet étalage de modération et d'humanité. La formation d'un congrès n'avait été proposée à aucune puissance; et la cour de Vienne, des sen-

timens de laquelle Buonaparte se disait assuré, a déclaré solennellement qu'elle n'avait eu connaissance de la proposition que par les feuilles publiques.

Cependant cette cour, qui paraît avoir parfaitement connu l'avantage de sa position, négociait de toutes parts. Elle obtint, sans peine, le consentement de la Russie et de la Prusse pour la tenue d'un congrès de paix sous sa médiation. Ce premier pas fait, elle envoya, vers la fin de juin, le comte de Metternich à Dresde. Le résultat de cette démarche fut une convention signée, le 30 de ce même mois, par laquelle Buonaparte accepta la médiation de l'Autriche pour la conclusion d'une paix générale, ou du moins d'une paix continentale préparatoire. Ce fut seulement alors que la ville de Prague fut désignée pour la tenue du congrès, dont l'ouverture fut fixée au 5 juillet suivant, afin de donner le tems nécessaire pour les négociations préliminaires. Il fut stipulé par le même acte que Buonaparte ne dénoncerait pas, avant le 10 août, l'armistice qui devait expirer au 20 juillet. De leur côté, la Russie et la Prusse consentirent à cette prolongation; mais l'ouverture du congrès fut remise au 12 du même mois.

L'Autriche avait, dès le mois de mars, envoyé un ambassadeur à Londres, pour inviter l'An-

gleterre à prendre part à une négociation de paix générale. On lui avait aussi répondu, que les déclarations faites récemment par Buonaparte ne laissaient aucun espoir d'obtenir un pareil résultat. Après l'armistice, la cour de Vienne crut devoir faire une nouvelle tentative près de la cour de Londres. Buonaparte parut, dit-on, applaudir à cette résolution ; il offrit même le passage, par la France, pour les personnes qu'on devait envoyer en Angleterre ; mais, lorsqu'on en vint à l'exécution, il fit des difficultés, et finit par refuser les passe-ports nécessaires.

Le comte de Metternich, ministre de la puissance médiatrice, et les plénipotentiaires de la Russie et de la Prusse, arrivèrent à Prague le 12 juillet, époque fixée pour l'ouverture du congrès. Buonaparte avait nommé deux plénipotentiaires ; le comte de Narbonne, et M. de Caulaincourt. Le premier se rendit aussi à Prague le 12 juillet ; mais il avait ordre de ne rien faire avant l'arrivée de son collègue, qui jouissait plus particulièrement de la confiance de Buonaparte, près duquel il se trouvait encore. On l'attendit de jour en jour jusqu'au 21 juillet, qu'on apprit qu'une difficulté qui s'était présentée lors de la conclusion de l'armistice, et qui pouvait être levée sur-le-champ par la médiation de l'Autriche, était alléguée pour justifier ce retard surprenant, auquel

on avait même donné précédemment un motif encore plus étrange.

Le duc de Bassano avait mandé, le 16 juillet, au comte de Metternich, que M. le duc de Vicence, ayant réuni provisoirement à son service de grand-écuyer celui de grand-maréchal du palais, les arrangemens qu'il devait prendre au moment de son départ exigeaient qu'il fît encore quelque séjour à Dresde. Si l'excuse avait été réelle, des soins domestiques l'auraient emporté sur des travaux dont la paix à rendre au continent de l'Europe était l'objet.

Seize jours après l'époque fixée pour l'ouverture du congrès, M. de Caulaincourt arriva enfin à Prague (le 28 juillet); mais ses instructions ne se trouvèrent pas suffisantes. Il en résulta un nouveau délai qui dura jusqu'au 6 du mois d'août, que les deux ministres de Napoléon remirent une note où ils disaient que la convention du 30 juin, par laquelle la France avait accepté la médiation de l'Autriche, n'avait été signée qu'après qu'on était tombé d'accord des deux points suivans :

1°. Que le médiateur serait impartial, et qu'il n'aurait conclu ni ne concluerait aucune convention, même éventuelle, avec une puissance belligérante, pendant tout le tems que dureraient les négociations ;

2°. Que le médiateur ne se présenterait pas

comme arbitre, mais comme conciliateur pour arranger les différends et rapprocher les parties.

La note semblait annoncer aussi que la forme des négociations avait été réglée d'avance par le comte de Metternich et le duc de Bassano, et qu'on avait jugé convenable de s'entendre, à cet égard, parce que la Russie avait donné à connaître qu'elle ne s'était proposé de négocier que dans la vue de compromettre l'Autriche et d'étendre les malheurs de la guerre. Les plénipotentiaires français prétendaient ensuite qu'on avait arrêté la forme des conférences. Ils demandaient que chaque jour on en tînt une ou deux, où l'on traiterait soit par des notes remises en séance, soit par des explications verbales : « Et si le plénipo- » tentiaire russe (1), disaient-ils en finissant, per-

(1) Ce ministre était M. d'Anstett, qui avait déjà été grièvement insulté dans un journal français, semi-officiel, le *Journal de l'empire* (3 août 1813), où l'on avait inséré une prétendue lettre, datée des bains de Tœplitz, en Bohême. Nous ne répéterons pas les reproches qui lui étaient prodigués et dont le choix de l'empereur Alexandre l'avait disculpé d'avance. Cependant il en est un que nous ne pouvons passer sous silence. L'auteur de la lettre trouvait que M. d'Anstett, qui était fils d'un commis de l'intendance de Strasbourg, n'était pas d'une naissance assez relevée pour être le ministre plénipotentiaire d'un puissant souverain. Et quelle était donc l'origine de Napoléon Buonaparte, et de presque tous ceux qui composaient sa cour ?

» sistait à vouloir négocier la paix sans parler,
» il en serait le maître, et pourrait faire con-
» naître, par des notes, les intentions de sa
» cour. »

Les plénipotentiaires de la Russie et de la Prusse ne manquèrent pas de relever ce qu'une telle note contenait d'injurieux pour la puissance médiatrice, dont le ministre, de son côté, nia formellement les allégations des plénipotentiaires français. Il eût été, dit-il, contraire à la dignité de sa cour de prendre l'engagement d'être impartiale, et de ne se lier, durant la négociation, par aucune convention, même éventuelle. Il ne convint pas non plus qu'il eût réglé, avec le duc de Bassano, la forme des conférences pour les négociations; et il soutint, non sans raison, que le droit de le faire ne pouvait appartenir à la puissance médiatrice, ni à l'une des parties, à l'exclusion des autres.

La discution élevée sur ce sujet ayant conduit au 10 août, jour fixé pour l'expiration de l'armistice, les ministres de Russie et de Prusse déclarèrent ne pouvoir passer ce terme, et le congrès fut dissous. Il est probable que, de part et d'autre, on n'avait voulu que gagner du tems; mais les cours alliées obtinrent un plus grand avantage, par la coopération de l'Autriche, qui,

faisant cause commune avec elles, déclara la guerre à Buonaparte (1).

---

(1) La cour de Vienne publia à cette époque (12 août 1813), un manifeste composé par M. de Gentz, qui est à la fois un littérateur et un homme d'état distingué, qualités que, de nos jours, on trouve rarement réunies. Buonaparte a extrêmement tronqué ou plutôt entièrement dénaturé cet acte important, auquel il a donné le titre de déclaration. Les passages que nous allons extraire du manifeste véritable, indiqueront suffisamment les causes de cette altération. L'auteur, après avoir retracé les pertes que la guerre de 1809 a fait essuyer à l'Autriche, poursuit ainsi :

« La marche et les résultats de cette guerre avaient pleinement convaincu S. M. que, dans l'impossibilité évidente de remédier immédiatement et radicalement à la détresse dans laquelle se trouvait l'Europe, les efforts que les états tenteraient isolément par les armes pour opérer leur salut, au lieu de mettre un terme aux calamités communes, ne produiraient d'autre effet que d'user sans fruit les ressources qui restaient encore, d'accélérer la chute de tout, et d'anéantir même l'espérance d'un avenir plus heureux. Guidée par cette conviction, S. M. reconnut qu'il était essentiellement nécessaire d'arrêter, au moins par une paix assurée pour quelques années, le torrent jusqu'alors indompté d'une puissance énorme, qui prenait chaque jour des accroissemens nouveaux..............

» Dans la conjonture critique où se trouvait l'État, une paix de ce genre ne pouvait être obtenue que par une résolution extraordinaire : l'empereur le sentit, il prit cette résolution. S. M. donna pour la monarchie, pour l'intérêt

On ne peut nier que, dans cette conjoncture importante, la cour de Vienne n'ait mis la plus

---

» le plus sacré de l'humanité, pour écarter des maux incal-
» culables, enfin, pour gage d'un meilleur ordre de choses, » S. M. donna ce qui était le plus cher à son cœur. » (Le traducteur dit, dans une note, que l'expression *donner* ne rend pas, dans toute sa force, le mot *hingeben* que porte l'original; que *sacrifier* serait trop fort, et que *livrer* approcherait peut-être du sens véritable.) « Ce fut dans ces » sentimens élevés au-dessus des considérations ordinaires, » ce fut en s'armant contre les fausses interprétations du » moment, qu'on serra un nœud qui, après les désastres » résultant d'une lutte inégale, devait relever la partie la » plus faible, la partie souffrante, en lui inspirant la con- » fiance de la sécurité, porter la partie la plus forte, la par- » tie victorieuse à la modération et à la justice, et préparer » ainsi, des deux côtés à la fois, la voie au retour d'un équi- » libre de forces, sans lequel l'union des états ne serait » qu'une communauté de misères.

» L'empereur était d'autant plus fondé à concevoir de » pareilles espérances, qu'à l'époque où ce lien fut formé, » l'empereur Napoléon avait atteint ce point de sa carrière » où l'affermissement de ce qu'on a acquis devient plus dé- » sirable que des efforts continuels pour acquérir encore. » Toute nouvelle extension de sa domination, qui déjà pas- » sait toute mesure, était liée à un danger évident, non- » seulement pour la France accablée sous le poids de ses con- » quêtes, mais aussi pour l'intérêt bien entendu de Napo- » léon. Tout ce que cette domination gagnait en étendue, » elle devait nécessairement le perdre en solidité. Le lien

grande habileté dans sa conduite. Par des négociations avec toutes les puissances, elle en devint en

---

» formé avec la plus ancienne maison impériale de la chré-
» tienté, donna, aux yeux de la nation française et du
» monde entier, un tel degré de solidité et de perfection à
» l'édifice de sa grandeur, que des nouveaux projets d'agran-
» dissement ne pouvaient dorénavant que l'affaiblir et l'é-
» branler. Ce que la France, ce que toute l'Europe, ce que
» tant de nations foulées et réduites au désespoir deman-
» daient au ciel en suppliant, une saine politique le pres-
» crivait comme loi de sa propre conservation, au monar-
» que couvert des lauriers de la victoire. Il était permis
» d'espérer que des motifs si nombreux et si puissans se réu-
» niraient pour triompher d'une seule passion.

» ....

» .... Les peuples germaniques avaient à peine
» eu le tems de respirer, après les ravages des deux derniè-
» res guerres, lorsque dans une heure fatale, l'empereur
» Napoléon résolut de réunir à cette masse de pays qu'il ap-
» pelait l'empire français, une portion considérable de l'Al-
» lemagne septentrionale, et de priver les anciennes villes
» libres de Hambourg, de Brême et de Lubeck, d'abord de
» leur existence politique, et bientôt après de leur existence
» commerciale et des derniers moyens de subsistance qui
» leur restaient. Cet acte de violence s'exécuta sans aucun
» motif de droit, même apparent, sans avis préalable, sans
» négociation avec un cabinet quelconque, et sous le pré-
» texte arbitraire et futile qu'il était commandé par la guerre
» contre l'Angleterre. En même tems, on poursuivit avec
» une rigueur inexorable ce système cruel (le système con-

quelque sorte l'arbitre. L'offre de sa médiation dut flatter autant la Russie et la Prusse que choquer

---

» tinental), qui, aux dépens de l'indépendance, du bien-» être, des droits, de la dignité de tous les états du conti-» nent, et par la violation de toutes les propriétés publi-» ques et particulières, devait anéantir le commerce du » monde, dans le vain espoir d'arracher un résultat qui, si » heureusement il n'eût pas été impossible, eût, pour de » longues années, plongé l'Europe dans la misère, la fai-» blesse et la barbarie.

» Le décret qui établissait sur les côtes de l'Allemagne » une nouvelle domination française, était par lui-même » assez inquiétant pour les puissances voisines; mais il le » fut surtout, parce qu'on le regardait avec raison comme le » présage de dangers futurs bien plus imminens. Ce décret » renversait un système établi par la force, violé, à la vérité, » dans plus d'une occasion; mais que l'on proclamait ce-» pendant comme toujours subsistant, le système des soi-» disant limites naturelles de la France....... L'empereur » Napoléon, par cet acte arbitraire et sans exemple, anéantit » même ses propres créations. Ni les états de la confédéra-» tion du Rhin, ni le royaume de Westphalie, ni quel-» qu'autre territoire que ce fût, ne se vit à l'abri de cette » marche usurpatrice......... La nouvelle ligne des fron-» tières traversa les pays et les rivières, enleva aux provin-» ces du centre et du sud de l'Allemagne toute communi-» cation avec la mer du nord, passa l'Elbe, sépara le » Danemarck de l'Allemagne, se fixa même sur la Balti-» que, et parut tendre à rejoindre la ligne des forteresses » prussiennes sur l'Oder, que la France occupait encore. »

l'orgueil de Buonaparte qui, après les avantages qu'il venait de remporter, ne doutait plus de recouvrer son premier ascendant, et qui fut peut-

---

Après avoir retracé les inquiétudes que la réunion des villes anséatiques causait à la Russie, à la Prusse et même à l'Autriche, le manifeste rappelle les impuissans efforts que fit la cour de Vienne pour opérer une conciliation. « Aucune prévoyance humaine ne pouvait deviner, poursuivait-on, que le mauvais succès de ces démarches bienveillantes devait devenir plus funeste à l'empereur Napoléon qu'à ses ennemis. Ainsi le voulait le grand ordonnateur de l'univers. »

La guerre étant devenue inévitable, il ne resta à l'Autriche, dans la position où elle était réduite, d'autre parti à prendre ensuite, dit le manifeste, que d'entrer en lice comme alliée de la France. En signant le traité du 4 mars 1812, elle se proposa deux buts, l'un, de ne renoncer à aucun moyen par lequel elle pourrait, tôt ou tard, influer sur le rétablissement de la paix ; l'autre, de se mettre en mesure au-dedans et au dehors, d'agir d'une manière indépendante, si l'impossibilité d'amener la paix, ou si les événemens de la guerre exigeaient des démarches décisives.

Nous terminerons cet extrait par le passage suivant : « La campagne de 1812 prouve, par un exemple mémorable, comment une entreprise commencée avec des forces gigantesques, peut échouer entre les mains d'un général du premier ordre, lorsque, plein de confiance dans ses grands talens militaires, il veut franchir les bornes de la nature et heurter tous les préceptes de la sagesse...........
.... »

être charmé de s'attirer un nouvel ennemi, dans l'espoir de s'en approprier les dépouilles; peut-être prononça-t-il, au fond de son cœur la dissolution de la monarchie autrichienne, comme il avait prononcé celle de la monarchie prussienne. L'alliance de famille qu'il avait contractée avec la maison d'Autriche, ne l'aurait pas arrêté. Il avait cru faire assez pour elle en lui laissant un peu de repos; mais il s'en dédommageait en la tenant dans un état d'humiliation et de dépendance, par la privation de ces provinces maritimes, qu'il aurait dû s'empresser de lui rendre à son retour de Moskou. Un mot qui lui échappa, peu de tems après son mariage, fit connaître ses dispositions à l'égard de l'illustre maison à laquelle il venait de s'allier. On lui proposait de renvoyer à l'empereur François quelques objets d'art qu'il avait enlevés à Vienne. « Moi! répondit-il, je ne lui rendrais pas une » métairie (1). »

Le prince de Holstein ne jouit pas long-temps de l'expectative de la couronne de Suède. Le 29

(1) Une très-jeune orpheline le suppliait un jour de lui faire rendre les biens de ses parens dont il avait ordonné la saisie : « Je prends, je prends, répondit-il en s'éloignant, » mais je ne rends pas. » L'homme qui ne rougissait pas de faire une telle réponse, méritait bien d'être dépouillé de tout.

mai 1810, passant des régimens en revue, il fut attaqué d'un mal soudain, tomba de cheval et expira bientôt. Le peuple, ayant soupçonné, quoique sans fondement, le comte de Fersen, maréchal du royaume, d'être l'auteur de cette mort, le massacra de la manière la plus cruelle.

Les états s'étaient assemblés à Œrébro pour la nomination d'un autre successeur au trône; leur choix tomba sur le maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, qui s'était concilié l'estime des peuples par la manière dont il avait exercé les commandemens que Buonaparte lui avait conférés. Loin que cette nomination fût due à l'influence du chef du gouvernement français, on a tout lieu de croire qu'elle lui déplut infiniment. Le nouveau prince royal s'empressa de se rendre à Stockholm, et il y fit son entrée le 1er. novembre suivant.

Il paraît cependant qu'il ne prit aucune part aux déliberations d'après lesquelles, le gouvernement suèdois déclara, le 17 de ce même mois, la guerre à la Grande-Bretagne, à peu près sans aucun moyen de la soutenir. La déclaration ne fut pas plutôt publiée, que Buonaparte déroula le plan par lequel il se proposait de tenir la Suède dans sa dépendance. Il la requit de lui fournir un corps considérable de matelots pour équiper la flotte de Brest; de mettre à la solde de la France

un corps de troupes suédoises ; d'établir un droit de cinquante pour cent sur les denrées coloniales, et de recevoir une troupe de douaniers français dans le port de Gothenbourg.

Toutes ces demandes étaient trop contraires, soit aux intérêts, soit aux lois du royaume, pour être accordées ; elles furent donc rejetées.

Buonaparte avait aussi fait proposer à la Suède, une alliance plus étroite avec la France. On y répondit d'une manière évasive. Une alliance entre la Suède, le Dannemarck et le grand duché de Varsovie, sous la protection de l'empereur des français, fut mise ensuite en avant. La cour de Stockholm n'ayant pas répondu assez affirmativement, la première proposition fut renouvelée. Elle se fit verbalement ; et cependant on demanda une réponse par écrit, que, selon toute apparence, on voulait montrer à la cour de Saint-Pétersbourg, afin de prouver que la Suède était entièrement dépendante du cabinet des Tuileries. On céda en partie, et l'on remit une note où l'on exprimait les dispositions de S. M. S. à établir des rapports plus intimes avec la France, dans l'espoir que les conditions en seraient compatibles avec la dignité et le véritable intérêt du royaume. L'ambassadeur de Buonaparte, Alquier, déclara sur-le-champ que cette réponse annonçait la résolution déjà prise par le gou-

vernement suédois, de demeurer indépendant de la politique continentale. On lui demanda ce que son maître exigeait de la Suède et ce que la Suède devait attendre de lui. L'ambassadeur fit cette réponse remarquable, qui prouve avec quelle hauteur Buonaparte et ses agens traitaient les cours les mieux disposées en sa faveur ; il dit : « Que » l'empereur exigeait d'abord des faits conformes » à son système ; après quoi, il était possible qu'il » fût question de ce que S. M. voudrait bien » faire en faveur de la Suède. » Ce que Buonaparte voulut bien faire pour cette puissance, ce fut de permettre aux corsaires français de courir sur les bâtimens suédois, dont un grand nombre furent saisis et condamnés. Les matelots pris sur ces bâtimens furent traités comme prisonniers de guerre, puis envoyés dans les ports d'Anvers et de Toulon, pour servir sur les flottes françaises. Dans le même tems, l'Angleterre à qui, avons-nous dit, la Suède avait été forcée de déclarer la guerre, tenait envers elle une conduite tout opposée à celle de la France; et ce fut, pour Buonaparte, un nouveau grief contre le gouvernement suédois.

La mésintelligence ne fit que s'accroître de jour en jour par différentes causes de la nature de celles qu'on vient de retracer. Enfin, le 12 janvier 1812, un corps de troupes françaises entra

dans la Poméranie suèdoise. Cet acte d'hostilité porta la cour de Stockholm à se rapprocher de la Russie et de l'Angleterre. Elle conclut, avec la première de ces puissances, un traité par lequel elle s'engagea à fournir une armée de vingt-cinq ou trente mille hommes, pour opérer une descente sur les côtes d'Allemagne; et, de son côté, la Russie lui promit la Norwège. L'Angleterre, par un autre traité, confirma cette promesse, à laquelle elle ajouta la cession de l'île française de la Guadeloupe. La colère de Buonaparte dut être extrême à la nouvelle de cet acte, qui semblait annoncer que désormais on pouvait le dépouiller impunément. Cependant il attendit quelques mois pour la faire éclater publiquement. Le sénat rendit, le 14 octobre, un décret portant qu'aucun traité de paix ne serait conclu entre l'empire français et la Suède, qu'au préalable elle n'eût renoncé à la possession de la Guadeloupe (1), et qu'il était défendu, sous peine de

(1) Par une convention signée à Abo, le 30 août 1812, le corps auxiliaire suédois fut porté à trente-cinq mille hommes. L'empereur Alexandre et le prince royal de Suède eurent à la même époque une entrevue dans cette ville. Sir Robert Wilson, dans son *Tableau de la puissance politique et militaire de la Russie en* 1817, pag. 31, prête au premier le discours suivant: « Si Buonaparte ne réussit point dans son

déshonneur, à tout français, habitant de cette île, de prêter aucun serment au gouvernement suédois et d'accepter de lui aucun emploi. Il est vrai que, selon les anciens usages de l'Europe, on ne devait pas disposer d'une province conquise avant que l'ancien souverain l'eût cédée par un traité; mais Buonaparte avait lui-même donné tant de fois l'exemple d'une telle violation, qu'on crut pouvoir se la permettre à son égard.

Ce fut seulement vers la fin du mois de mai 1813, que le prince royal de Suède arriva à Stralsund, place que, par différents ouvrages, il mit à l'abri d'un coup de main. Après s'être occupé de l'organisation de son armée, il profita du loisir que lui laissait l'armistice, et alla visiter l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, dont le quartier-général était à Reichenbach. On prétend qu'il les y affermit dans la résolution de ne pas signer la paix tant qu'il resterait un seul soldat français sur la rive droite du Rhin.

La cour de Copenhague n'avait pu voir, sans inquiétude, les desseins de la Suède sur la Nor-

---

attaque contre mon empire, et qu'en conséquence de sa défaite, le trône de France devienne vacant, je ne vois personne plus susceptible que vous d'y monter. » Mots importans (ajoute ce même auteur), qui servent de clé pour expliquer un grand nombre de choses qu'on a vues depuis.

wège. D'accord avec Buonaparte, elle avait envoyé à Londres, M. de Bernstorff, pour demander de rester neutre et de conserver l'intégrité de ses états. On répondit qu'il fallait que le Danemarck fît cause commune avec les alliés et qu'il cédât la Norvège à la Suède, cession de laquelle on l'indemniserait par celle de quelques provinces situées dans le voisinage du Holstein. Ces conditions ayant été trouvées trop dures, la cour de Copenhague se rattacha de rechef à la France, ou plutôt à Buonaparte. Le 10 juillet 1813, il fut conclu un nouveau traité par lequel les deux parties contractantes confirmèrent leur alliance et se garantirent réciproquement l'intégrité de leurs états. Les victoires remportées à Lutzen et à Bautzen avaient sans doute ébloui la cour de Copenhague, qui tomba ainsi dans l'inconvénient qu'elle voulait éviter. Elle jugea le présent par le passé; mais tout était changé.

Quelques jours après la conclusion de l'armistice, Napoléon revint à Dresde, où il donna des fêtes et des spectacles. Cependant les plaisirs ne lui firent pas négliger les travaux militaires. Il parcourut, plusieurs fois, les environs de Dresde, passant des revues et ordonnant toutes les dispositions nécessaires pour la prochaine reprise des hostilités. Tendre époux, il fit venir à Maïence, Marie-Louise, et il s'y rendit lui-même. Il de-

meura quelques jours près d'elle, puis il retourna à Dresde pour y faire célébrer, le 10 du mois d'août, l'anniversaire de sa naissance et sa fête, qui furent ainsi devancés de cinq jours. Enfin, le 15, il quitta cette ville pour se mettre à la tête de ses troupes, l'armistice ayant été dénoncé pour le 17. L'armée française, à cette époque, était divisée en quatorze corps d'infanterie.

Le 1er. corps était à Dresde.

Le 2e. corps était à Zittau.

Le 3e. corps était près de Lignitz, sur la rive gauche du Katzbach.

Le 4e. corps était en position à Dahme, sur la route de Berlin.

Le 5e. corps était à Goldberg.

Le 6e. corps était en position sur le Bober, près de Buntzlau.

Le 7e. corps était aux environs de Dahme.

Le 8e. corps était aussi à Zittau.

Le 9e. corps se formait à Wurtzbourg, et était composé de renforts arrivés de l'armée d'Espagne.

Le 10e. corps formait la garnison de Dantzick.

Le 11e. corps était à Lowenberg, sur le Bober.

Le 12e. corps était aux environs de Luckau.

Le 13e. corps, auquel les troupes danoises étaient réunies, campait en avant de Hambourg, où les français étaient rentrés à la fin du mois de mai.

Le 14e. corps était sur les frontières de la Saxe et de la Bohême, dont il gardait les défilés.

Enfin, la garde impériale arriva, le 18, à Gorlitz, sur la Neisse.

Les commandans de ces corps, en suivant leur ordre numérique, étaient les maréchaux et généraux Vandamme, Victor, Ney, Oudinot, Lauriston, Marmont, Reynier, Poniatowsky, Augereau, Rapp, Macdonald, Bertrand, Davoust, Gouvion Saint-Cyr et Mortier.

Les corps d'infanterie avaient de la cavalerie légère composée de régimens de hussards, de lanciers et de chasseurs à cheval. Les cuirassiers et les dragons formaient les réserves de grosse cavalerie, qui étaient aux ordres de Murat, récemment arrivé de sa capitale, malgré la manière injurieuse dont l'avait traité Buonaparte. Le comte Sébastiani et Arrighi, duc de Padoue, commandaient les dragons. Les cuirassiers avaient pour commandans les comtes Nansouty et Latour-Maubourg.

Tous ces différens corps portaient l'armée française à trois cent soixante-deux mille hommes, dont plus de quatre-vingt mille étaient en garnison dans les places situées sur l'Elbe, sur l'Oder et sur la Vistule. Les forces que les deux partis avaient à présenter sur le champ de bataille étaient à peu près égales; mais la victoire devait apparte-

nir aux alliés, à cause de la supériorité de leur cavalerie et de la fermeté de leur infanterie. Voici quelle était la position de ceux-ci, à la reprise des hostilités.

L'armée de Silésie, que commandait le feld-maréchal Blücher, était forte de quatre-vingt mille hommes, et se trouvait sur la rive gauche du Katzbach.

La grande armée, ou l'armée de Bohême qui était composée de troupes autrichiennes, russes et prussiennes, et avait pour généralissime, le prince de Schwartzenberg, se montait à cent quarante mille hommes. Elle occupait les rives de l'Éger et de l'Elbe, la droite étant à Melnick, le centre à Laun, et la gauche à Commotau. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse échauffaient, par leur présence, le courage de cette armée.

Le prince royal de Suède, dont l'armée, forte de cent dix mille hommes, était destinée à couvrir Berlin, avait son quartier-général à Postdam. Cette armée avait reçu le nom d'armée combinée du nord de l'Allemagne. Quarante mille prussiens en formaient l'aile droite, vingt-cinq mille russes l'aile gauche, et trente mille suédois en composaient le centre. De plus, quinze mille hommes d'élite observaient le maréchal Davoust et couvraient Schwerin, Rostock et Stralsund.

Plusieurs corps, qui se montaient à environ

trente mille hommes, servaient à unir entr'elles les trois armées combinées, à éclairer leurs flancs et à maintenir leurs communications. Ainsi, les forces des alliés se montaient à trois cent soixante mille hommes, soutenus ou recrutés perpétuellement par les levées en masse de la Prusse, et pouvant être accrues d'un moment à l'autre par les troupes qui bloquaient les places de l'Oder et de la Vistule.

Jamais plus noble cause n'avait mis à des peuples les armes à la main. Les alliés combattaient pour se soustraire au joug d'un tyran qui employait tour-à-tour la force et la ruse pour les soumettre à sa domination; et les français voulaient conserver l'empire que d'innombrables victoires leur avaient acquis.

Ney, craignant d'être attaqué par des forces supérieures, quitta Lignitz dans la nuit du 16 au 17 août, et se replia derrière le Bober, à la gauche de Marmont. Lauriston suivit ce mouvement et alla prendre position près de Lowenberg, à la droite de Macdonald. Les alliés arrivèrent sur le Bober en même tems que les français. Blücher avait l'ordre de harceler continuellement l'ennemi, en évitant, toutefois, d'engager une action générale contre des forces trop inégales. Le 18, Macdonald fit attaquer la ville de Lahn, qui fut emportée à la baïonnette. Le 19, le comte de Lan-

geron, général français au service de Russie, porta une division de douze mille hommes sur la rive gauche du Bober, entre Lowenberg et Lahn. Lauriston marcha incontinent à sa rencontre avec tout son corps, fort de vingt-cinq mille hommes, et le contraignit à rentrer dans son camp de Zobten.

Le même jour, 19, Buonaparte se porta à Zittau, ville située sur la route la plus praticable pour se rendre de la Lusace dans la Bohême. Ensuite il passa les défilés du Riesengeburg, que forment des montagnes très-escarpées, et il entra, avec le 8e. corps, à Gabel. Les habitans de ce bourg lui confirmèrent les rapports que ses espions lui avaient faits sur les mouvements des alliés pour l'attaque de Dresde. Jugeant qu'il n'a que le tems nécessaire pour repousser l'armée de Silésie et voler ensuite à la défense de cette place d'armes importante, il quitte Gabel le 20, et arrive le 21 à Lowenberg, à la pointe du jour. Il ordonne sur-le-champ le passage du Bober. La première division qui l'effectua était commandée par Maison. Soutenue par les 5e. et 11e. corps d'armée, cette division mena l'ennemi battant jusqu'auprès de Goldberg. Ney attaqua le comte de Sacken, qui commandait l'aile droite de Blücher; et en même tems Marmont se porta contre le général d'York, qui avait le commandement de l'aile droite. Ces deux atta-

ques furent appuyées par la garde impériale. Les alliés ne pouvant résister à tant de forces réunies, Blücher ordonna la retraite qu'il fit protéger si efficacement par toute sa cavalerie, qu'on ne put lui rompre aucune de ses colonnes.

Le 23, il y eut une autre affaire devant Goldberg. Les 5e. et 11e. corps furent engagés contre la gauche et le centre des alliés. La cavalerie prussienne fit des prodiges de valeur ; mais Blücher, craignant un revers s'il engageait plus vivement l'action, se replia derrière le Katzbach et dans les environs de Jawer. Buonaparte partit alors pour Dresde. Dès le 22, il avait fait marcher sa garde vers cette place ; et le 23, après le combat de Goldberg, il y avait envoyé le 6e. corps. Il donna à Macdonald le commandement des 3e. 5e. et 11e. corps et des dragons aux ordres de Sébastiani.

Enfin, il emmena Ney pour le seconder dans la lutte qu'il allait soutenir contre la grande armée des alliés; mais avant d'en retracer les détails, jetons un coup-d'œil sur ce qui se passait sur un autre point.

Le 18 août, l'armée combinée du nord de l'Allemagne s'était concentrée entre Berlin et Spandau. Le 21, on y eut avis qu'Oudinot se disposait à marcher contre cette capitale de la Prusse, avec trois corps d'infanterie et les dragons que commandait le duc de Padoue. Le 22, Thumen

fut attaqué à Trebbin par les français. Il évacua ce poste et se replia sur le gros de l'armée. Le 23, Bertrand attaqua Tauenzien, près de Blankenfeld. Il fut repoussé. Les français furent plus heureux à l'attaque de Gross-Beeren. Par l'occupation de ce village, qui est à cinq lieues de Berlin, ils menaçaient le centre des alliés, et en même tems Oudinot marchait contre leur droite par Ahrendorf. Le prince royal de Suède jugeant le moment favorable pour prendre l'offensive, donna l'ordre à Bulow d'attaquer Gross-Beeren; et les prussiens l'enlevèrent avec la plus grande intrépidité. Ce mouvement hardi imposa aux français. Le 7ᵉ. corps, qui s'était déjà déployé dans la plaine, fut assailli à la baïonnette et forcé de se replier. Oudinot ne voulant pas engager une action générale chercha à gagner du tems par une vive canonnade; et, à la nuit, il ordonna la retraite sur Luckenwalde par Trebbin. Cette pointe, comme disent les gens de guerre, lui coûta vingt-six pièces de canon et quinze cents hommes qui furent faits prisonniers.

La grande armée des alliés avait quitté ses cantonnemens de Bohême, le 20 août. La plupart de ses colonnes furent réunies, le 25, devant Dresde et sur la rive gauche de l'Elbe. Le 26, la droite et le centre passèrent le Kaytzbach, ruisseau qui couvrait leur front. La gauche suivit ce mouve-

ment. Les français ne crurent pas devoir attendre hors des murs l'attaque d'une armée si formidable ; ils évacuèrent le Grossen-Garten (le grand jardin) qui est situé sur la droite du Kaytzbach, à cinq cents toises en avant de Dresde. Le maréchal Saint-Cyr fit rentrer dans la place le 4e. corps, qui en éleva la garnison à trente mille hommes. A quatre heures de l'après-midi, neuf colonnes ennemies descendirent dans la plaine et marchèrent vers les redoutes. Les russes étaient à droite, les autrichiens à gauche, et les prussiens au centre. En peu d'instans, l'artillerie et la mousqueterie firent un feu terrible. Napoléon venait alors d'arriver à Dresde avec sa garde.

Les autrichiens réussirent à s'emparer d'une redoute armée de huit pièces de canon. Ils s'avancèrent ensuite contre le corps de la place, dont les épaises murailles résistèrent à tous les efforts de l'artillerie. Sur les cinq heures du soir, Murat, soutenu par la garde impériale et par l'infanterie aux ordres de Saint-Cyr, fit, à la tête des cuirassiers, une sortie contre les colonnes de la droite. Victor marcha contre celles de la gauche. Les deux ailes de l'ennemi furent repoussées. Ses colonnes du centre se virent alors forcées d'en suivre le mouvement rétrograde et de se replier devant des forces supérieures. Les alliés, toutefois, rentrèrent dans leur camp sans être poursuivis.

Le lendemain 27, les français devinrent assaillans à leur tour. La pluie tombait par torrens. Les ennemis occupaient une position étendue sur les hauteurs qui environnent la ville de Dresde. Un vallon très-profond séparait les autrichiens du reste de l'armée. Murat eut ordre de les attaquer avec le corps de Victor et les divisions de cuirassiers. Marmont, arrivé de Silésie pendant la nuit, combattit au centre, et Saint-Cyr à la gauche, avec son corps et la cavalerie aux ordres de Nansouty. L'attention des alliés était attirée, vers l'un et l'autre point, par une canonnade très-vive et par les manœvres de plusieurs colonnes d'infanterie et de cavalerie, tandis que la droite culbutait les autrichiens, qui furent obligés de faire retraite. Tous les efforts du chef de l'armée française se dirigèrent ensuite contre le centre et la droite des alliés; mais il lui fut impossible de les entamer.

Buonaparte a, selon sa coutume, porté au double la perte de l'armée ennemie et diminué de moitié, au moins, sa propre perte, dans les deux journées des 26 et 27. On croit que les alliés, depuis leur départ de Bohême jusqu'à leur rentrée dans ce pays, perdirent réellement trente mille hommes, tant tués que blessés ou faits prisonniers. Quant aux français, il est très-vraisemblable qu'ils eurent dix mille hommes mis hors de combat. Doit-on, ne doit-on pas compter parmi ceux

qu'ils perdirent, le général Moreau, venu récemment d'Amérique, sur l'invitation de l'empereur de Russie (nous désirerions pouvoir dire sur l'invitation du roi de France qui, seul, aurait pu légitimer entièrement une telle démarche), dans le dessein de seconder, du moins de ses conseils, les efforts de l'Europe, contre le tyran qui l'avait banni ? Moreau venait de s'entretenir avec l'empereur Alexandre, et s'avançait pour observer les mouvemens des troupes françaises, lorsqu'un boulet lui fracassa le genou de la jambe droite et lui emporta le mollet de la jambe gauche. On fut obligé de lui faire une double amputation, aux suites de laquelle il ne put résister. Il mourut à Lahn en Bohême, dans la nuit du 1er. au 2 septembre. Alexandre daigna lui promettre de protéger sa famille ; ce monarque a rempli noblement sa promesse (1).

Buonaparte fut transporté de joie à la nouvelle de la mort de Moreau (2). Il voulut faire croire

---

(1) Malgré son extrême faiblesse, Moreau écrivit à sa femme une lettre qui commençait ainsi : « Ma chère amie, » à la bataille de Dresde j'ai eu les deux jambes emportées. » Ce coquin de Buonaparte est toujours heureux. »

(2) On trouve dans l'ouvrage de M. O'Méara (*Napoléon en exil*), le passage suivant, qu'il met dans la bouche de Buonaparte : « Les deux jambes de Moreau furent amputées

que le ciel combattait en sa faveur. S'il l'avait cru réellement lui-même, les événemens que nous allons retracer auraient suffi pour le détromper.

Les alliés apprirent, dans la soirée du 27, que le général Vandamme marchait avec des forces considérables contre Pirna. Craignant de voir couper leur ligne d'opérations et manquant de vivres, ils se décidèrent à rentrer en Bohême. Leur mouvement de retraite commença dans la nuit même. L'armée française les suivit durant les journées des 28, 29 et 30 août.

---

non loin du lieu où il avait parlé à l'empereur Alexandre. Un de ses pieds que le chirurgien avait laissé sur la place avec la botte qui le couvrait, fut apporté par un paysan au roi de Saxe, avec la nouvelle que quelque officier de grande distinction avait été frappé par un boulet. Le roi pensant que l'on pourrait découvrir le nom de l'individu à la botte, me l'envoya. Elle fut examinée à mon quartier-général; mais tout ce dont on put s'assurer, c'est que la botte n'était ni de manufacture anglaise, ni de manufacture française. Le lendemain nous apprîmes que cette jambe (et non plus un pied), était celle de Moreau. » Si M. O'Méara est véridique dans son rapport, Buonaparte ne l'était pas dans son récit, dont les invraisemblances sautent aux yeux. L'amputation des deux jambes fut faite dans une maison voisine du lieu où Moreau fut atteint; et il est très-probable qu'on ne les aura pas jetées à la porte, comme si on eût voulu les faire dévorer par les chiens.

Vandamme avait franchi la grande chaîne de montagnes, appelée Erzegeburg, qui sépare la Bohême de la Saxe. Le 29, il livra un combat aux russes et les poursuivit sur la route de Kulm. Le grand duc Constantin étant arrivé avec plusieurs corps de la garde de l'empereur Alexandre, l'action devint très-vive. Vandamme fit alors venir les réserves qu'il avait placées sur les montagnes pour la garde du défilé. Il resta maître du champ de bataille et crut pouvoir se maintenir dans cette position. Il fut attaqué le lendemain par les autrichiens et les russes, contre lesquels il se défendit avec courage; mais au plus fort de l'action, les français virent, sur leurs derrières, une formidable colonne prussienne au lieu du corps de Saint-Cyr, qu'ils attendaient. Vandamme marcha contre les prussiens avec l'élite de ses troupes, dont l'attaque fut terrible. Les français s'ouvrirent un passage; mais ils furent forcés d'abandonner toute leur artillerie et leurs bagages. Ils eurent dix mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Vandamme fut du nombre des derniers, après avoir fait les plus grands efforts, comme général et comme soldat. Il n'en fut pas moins abreuvé d'outrages, parce qu'étant né à Cassel, les allemands le considéraient comme un transfuge, et que, d'ailleurs, sa conduite révolu-

tionnaire avait laissé dans toute l'Europe les souvenirs les plus fâcheux.

Blücher, ayant appris que Napoléon s'était porté vers Dresde avec sa garde et le 4e. corps, fit ses dispositions pour attaquer Macdonald. Le 26 août, ses colonnes étaient en marche pour passer le Katzbach, lorsqu'on vint lui annoncer que les avant-gardes des corps de Langeron et d'York en étaient aux mains avec les français. A l'instant il fait faire halte à son armée et la range en bataille. Les français avaient cru surprendre les alliés et en avoir bon marché ; mais bientôt les russes et les prussiens s'avancèrent au pas de charge et dans le plus bel ordre. L'humidité empêchant les fusils de partir, on se battit à la baïonnette; et les alliés, étant plus nombreux et moins fatigués que leurs ennemis, les culbutèrent promptement sur tout le front de leur ligne. Un grand nombre de ces derniers furent précipités dans la Neisse, rivière dont une grosse pluie venait de gonfler les eaux. Les français perdirent plus de cent pièces de canon, et on leur fit dix mille prisonniers (1). Ce ne fut pas tout; une division commandée par le général Puthod, avait été détachée pour em-

(1) Les bulletins de la grande armée, insérés au Moniteur, ne firent aucune mention de l'affaire du Katzbach.

pêcher la gauche des alliés de se jeter en Bohême, s'ils étaient battus. On négligea, dit-on, de rappeler cette division aussitôt que Blücher eut forcé l'armée française à battre en retraite ; et ce fut seulement le 28, que l'ordre de rétrograder lui parvint. Après avoir combattu pendant trois jours contre des forces supérieures, elle arriva devant Lowenberg. Par malheur les ponts avaient été détruits la veille, et la crue des eaux du Bober ne permit pas de les rétablir. De cette division, qui, le 26, était forte de plus de huit mille hommes, il ne se sauva que quelques bons nageurs : le reste fut pris ou tué.

A la nouvelle de cette défaite, Buonaparte remit le commandement de sa grande armée à Murat, ou plutôt au maréchal Saint-Cyr, qui commandait sous lui, et il se rendit à son armée de Silésie. Il la trouva dans la Lusace, près de Gorlitz. Le 3 septembre, il attaqua les alliés et les contraignit à repasser la Queiss. Blücher, fidèle à son système de ne livrer bataille qu'assuré de la victoire, refusa d'engager l'action. D'ailleurs, il prévoyait que les manœuvres des alliés obligeraient bientôt Buonaparte à retourner dans les environs de Dresde.

Retraçons maintenant les opérations qui s'étaient faites à la gauche de la capitale de la Saxe.

Il s'était livré à Hagelsberg, le 27 août, un com-

bat où les français, après s'être conduits en héros, avaient succombé sous le nombre. Ils avaient eu quatre mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers.

Le 28, les alliés avaient sommé Luckau, où les français avaient un dépôt considérable de munitions de guerre et de bouche. Le commandant effrayé, dit-on, par la chute de quelques bombes, avait capitulé le soir même du jour où il avait été attaqué.

Ney, qui avait pris le commandement du corps d'armée jusqu'alors confié à Oudinot, fut battu le 6 septembre à Dennewitz, par le prince royal de Suède. Il eut dix mille hommes mis hors de combat et perdit soixante pièces de canon.

Ainsi les français, à cette époque, avaient déjà essuyé plusieurs échecs qui faisaient plus que compenser celui que les alliés avaient reçu devant Dresde ; et cependant l'état des choses exigeait, pour retenir les troupes allemandes qui combattaient sous les drapeaux de la France, qu'ils fussent constamment victorieux.

Le prince de Schwartzenberg ayant appris que Buonaparte avait marché contre Blücher avec l'élite de son armée, s'était porté de nouveau vers Dresde. Le 7, les alliés avaient occupé Pirna. Buonaparte qui, à la nouvelle de ce mouvement, avait quitté la Lusace, les attaqua le 8, et Pirna fut re-

pris le même jour. L'armée française se porta ensuite en avant. Le 10, elle prit position sur le Geyersberg, haute montagne d'où l'on découvre les plaines de la Bohême. Les alliés s'étaient retirés presque sans combattre, afin d'attirer l'ennemi près de Kulm. Buonaparte n'ayant pas voulu livrer bataille sur un terrain que recouvraient encore les cadavres de ceux qui avaient péri dans les combats des 29 et 30 août, chercha une autre route qu'il trouva le 11. Ce jour, son avant-garde attaqua le village de Nollendorf, qui fut enlevé à la baïonnette. Tout annonçait une action générale pour le lendemain; mais, vers le soir, les alliés reçurent un renfort de vingt-cinq mille autrichiens. Alors Buonaparte ordonna la retraite, qui commença le 12. Les alliés franchirent, le 14, le défilé de Peterswald, et ils furent repoussés par le comte de Lobau. Le 16, Buonaparte fit marcher son armée vers Nollendorf pour livrer bataille. C'était aussi le désir des ennemis, qui, dès qu'ils surent son arrivée, repassèrent les montages. Le 16, à midi, ils étaient en ligne près de Kulm. Les deux armées, fortes chacune de cent mille hommes, se canonnèrent avec vivacité. L'aile gauche de l'armée française ayant été renforcée, marcha le 17 contre l'aile droite des alliés. Les russes et les prussiens furent culbutés. Il se retiraient en désordre, lorsque le comte de Colloredo,

à la tête d'une réserve d'autrichiens, chargea les français avec audace, et les fit reculer avec perte de dix pièces de canon et de deux mille prisonniers. Tel est, du moins, le rapport des alliés. Napoléon prétendit n'avoir engagé qu'une vive canonnade hors de portée, et qui, par conséquent, aurait fait peu de mal. Mais, n'était-ce que pour cela qu'il était entré en Bohême? Quoi qu'il en soit, il demeura à Pirna les 19 et 20 septembre. Il voulait donner le tems d'arriver aux renforts qu'il envoyait à l'armée de Macdonald. Le 21, il se rendit à Dresde, et le 22 à Harthau.

Blücher s'était attendu à être attaqué, le 7 septembre, dans sa position sur la Queiss. Ayant appris le retour de Buonaparte à Dresde, il marcha contre Macdonald. Le 8, il passa la Neisse presque sans obstacle. Le 13, il était maître de Bautzen et des deux bords de la Sprée. Il prit, à la droite de cette rivière, une position avantageuse, où il attendit l'armée française. Napoléon ne crut pas devoir le faire attaquer; et le 24, il rentra à Dresde.

Ney avait déjà réussi, le 10 septembre, à rallier, dans les environs de Torgau, les 4e., 7e. et 12e. corps. Il avait reçu l'ordre de balayer la rive gauche de l'Elbe. Les suédois furent attaqués le 27; Dessau fut repris, et les alliés furent pour-

suivis jusque dans les retranchemens qui formaient la tête de pont.

Le 13e. corps d'armée, composé de vingt-cinq mille français et de douze mille danois, avait évacué Schwerin dans la nuit du 2 au 3 septembre. Les français firent halte à Ratzebourg, et les danois marchèrent contre Lubeck. Le général hanovrien, comte de Walmoden, prit position, le 12, à Hagenow. Davoust, pour faire cesser les alarmes que causaient les excursions des partisans sur la rive gauche de l'Elbe, et maintenir ses communications, tant avec les places situées sur le Weser qu'avec Brunswick et Magdebourg, détacha un corps de huit mille hommes, dont il donna le commandement au général Pécheux. Une lettre interceptée apprit le secret de cette manœuvre à Walmoden, qui, après avoir chargé le général Vegesack d'observer Davoust, réunit l'élite de ses troupes, passa l'Elbe à Domitz, dans la nuit du 14, et prit position, le 15, sur le bord septentrional de la Jetz, près de Dannenberg. Il apprit, là, que Pécheux était à Gorde, sur la route de Lunebourg. Les alliés avaient environ douze mille hommes, et les français n'en comptaient pas plus de six mille, à cause des postes qu'ils avaient été forcés d'établir pour assurer leurs communications. Walmoden, craignant avec raison de ne pouvoir contraindre Pécheux à recevoir le com-

bat s'il lui montrait toutes ses forces, cacha la marche d'une partie de ses colonnes. L'action s'engagea le 16, sur les quatre heures de l'après-midi. Les français la soutinrent avec vigueur jusqu'à l'instant où ils furent attaqués sur leurs flancs par les corps ennemis dont on leur avait dérobé l'approche. Alors ils firent retraite, ayant eu environ deux mille hommes mis hors de combat. Cette expédition, qui ne coûta que cinq cents hommes aux alliés, consterna les partisans des français. Les habitans de Hambourg en conçurent la flatteuse espérance de recevoir bientôt dans leurs murs les défenseurs de la liberté germanique; mais leur délivrance était encore éloignée.

Tous ces combats partiels ne faisant que perpétuer les malheurs de la guerre, les alliés résolurent d'y mettre fin par un action générale. En conséquence, l'armée russe qui s'était formée en Pologne, et qui était forte de quarante mille hommes, reçut l'ordre de se porter dans la Bohême. Le 1er. octobre, elle arriva aux environs de Tœplitz. A son approche, le prince de Schwartzenberg marcha vers Commotau, où son quartier-général fut établi le 5. Les alliés continuèrent, le 7, leur marche vers Leipsick. Murat eut d'abord, près de Froburg, quelque avantage sur le corps de Witgenstein, qui bientôt reçut des renforts et contraignit les français à se replier sur Borna.

Buonaparte qui, avons-nous dit, était rentré à Dresde le 24 septembre, demeura dans cette ville, ou dans les environs immédiats, jusqu'au 7 octobre suivant, sans qu'on puisse rendre un compte satisfaisant de son inaction; mais à la nouvelle que Blücher, après avoir réussi à dérober une marche à Macdonald, avait passé l'Elbe, le 3 octobre, vis-à-vis de Wartenburg, il avait quitté la capitale de la Saxe. Dans le même tems il apprit aussi que le prince royal de Suède avait franchi ce fleuve, le 4, avec toute son armée. Alors il coucha, le 8, à Wurtzen, le 9, à Eulenbourg, et le 10, à Duben, ayant à sa disposition les corps de Ney, de Bertrand, de Reynier et de Marmont, ainsi que sa garde. D'abord il feignit de menacer Berlin; mais bientôt ayant aussi résolu de livrer bataille, il concentra son armée aux environs de Leipsick.

Le 12, toutes les armées alliées étaient réunies au nombre de trois cent mille hommes, autrichiens, russes, prussiens et suédois. L'armée française ne se montait qu'à cent soixante et onze mille hommes. Le 15, Buonaparte était à Reidnitz, près de Leipsick, avec sa garde. Murat était à Wachau avec les 2e., 5e. et 8e. corps. Le 4e., réuni au 12e., était à Lindenau. Les 3e. et 7e. étaient en marche d'Eulenbourg pour se joindre au 6e. Le 9e. était à Leipsick. Le 11e., qui avait été fort

maltraité en Silésie, avait été fondu dans plusieurs autres corps. Le 1er. et le 14e. étaient restés à Dresde. Le 10e. tenait garnison à Dantzick, et le 13e. était à Hambourg avec les danois.

Le 16, à neuf heures du matin, les troupes françaises furent attaquées sur toute leur ligne. A midi, six des attaques de l'ennemi avaient été repoussées: Napoléon fit alors marcher sa garde avec cent cinquante pièces de canon; et les alliés firent avancer leurs réserves. Leur cavalerie exécuta, contre la droite des français, une charge qui les contraignit à quitter momentanément Dœlitz, qu'une division de la garde reprit bientôt. Douze cents hommes, au nombre desquels se trouvait le comte de Meerfeldt, qui commandait en chef, furent faits prisonniers. Les cuirassiers français attaquèrent la cavalerie ennemie, la culbutèrent et en firent un horrible carnage. Enfin, après huit heures de combat, les alliés rentrèrent dans la position qu'ils occupaient avant l'attaque. Ils furent plus heureux sur la droite de la Partha. Blücher attaqua Marmont avec furie. L'action fut disputée vivement, et le village de Mœckern pris et repris cinq fois. A la fin, les alliés forcèrent les français à se replier sur la gauche de la rivière. On prétend que cette bataille, à laquelle on a donné le nom de Wachau, coûta quinze mille

hommes à l'armée française et vingt-cinq mille à l'armée combinée.

La journée du 17 fut employée, de part et d'autre, à des reconnaissances. Buonaparte, sachant que l'armée russe commandée par le comte de Benningsen venait d'arriver à la droite du prince de Schwartzenberg, et que le prince royal de Suède allait prendre position à la gauche de Blücher, quitta, le 18, à deux heures du matin, les plaines de Wachau, pour se porter près de Leipsick. Sa nouvelle position formait un carré, dont chaque face avait environ mille toises de longueur, et elle était partout, excepté du côté du nord, défendue par des courans d'eau.

Instruits du mouvement fait par Napoléon, les alliés se mirent en marche trois heures après lui, dans le dessein de l'attaquer partout où ils pourraient le rencontrer. A neuf heures, les armées furent en présence. Blücher menaça Leipsick. Le prince royal de Suède enleva les hauteurs de Taucha, où était la droite de Ney, qui commandait en chef sur ce point. Benningsen attaqua Macdonald à Holzhausen et le força de battre en retraite. Witgenstein, dont les troupes firent des prodiges de valeur à l'attaque de Probstheide, fut vivement repoussé par Victor. Augereau, qui défendait un bois, au centre, s'y maintint toute

la journée, malgré la vivacité des attaques de Kleist. Poniatowsky battit à plate-couture le comte de Colloredo. Enfin, à trois heures de l'après-midi, l'armée française soutenait le combat avec succès contre des forces doubles des siennes, lorsque le contingent saxon, qui était de douze mille hommes, passa presque tout entier du côté des ennemis, ou plutôt de ceux qui défendaient la cause de l'Allemagne, et tourna ses armes contre les français. Cette défection fut d'autant plus favorable aux alliés, qu'ils commençaient à manquer de poudre et que les saxons en étaient encore bien pourvus. Les prussiens, encouragés par ce renfort, franchirent la Partha et se rendirent maîtres du village de Reidnitz.

Aussitôt que Buonaparte fut instruit des progrès de l'ennemi, il envoya la cavalerie de sa garde, avec vingt pièces de canon, prendre en flanc une forte colonne prussienne qui marchait contre Leipsick. En cet instant critique, il se porta lui-même avec une division d'infanterie, qui faisait également partie de sa garde, contre Reidnitz, qui fut enlevé à la baïonnette. Le désordre occasioné par la défection des saxons étant réparé, Buonaparte attaqua le prince royal de Suède. Les français occupèrent le village de Paunsdorf qu'ils avaient abandonné, et le général Bulow fut obligé de se replier; mais une forte colonne

de cavalerie étant venue à son secours, Paunsdorf fut encore repris. La nuit seule sépara les combattans. Les alliés ne firent point de prisonniers dans cette journée, tandis que Buonaparte prétendit en avoir fait cinq cents. Les combattans étaient en plus grand nombre que le 16, et cependant la perte en hommes, soit tués, soit blessés, fut à peu près la même que ce jour, tant d'un côté que de l'autre.

Buonaparte ordonna la retraite lorsque la nuit fut venue. Il n'y avait, pour toutes les troupes et les bagages, que le chemin de Leipsick à Lindenau, défilé de plus d'une lieue, dans lequel il faut passer quatre ponts. Le 19, à la pointe du jour, les parcs d'artillerie, les bagages et les deux tiers de l'armée en étaient sortis heureusement. Macdonald, ayant sous lui le prince Poniatowsky et le général Reynier, commandait les corps qui formaient l'arrière-garde. A dix heures du matin, elle était encore dans Leipsick. Le roi de Saxe, qui, avec toute sa famille, avait suivi l'armée française depuis Dresde, se trouvait dans cette ville. Il venait d'envoyer un parlementaire à l'empereur de Russie pour obtenir une capitulation. Alexandre répondit qu'il fallait ouvrir les portes sur-le-champ et que la plus stricte discipline serait observée; que si les soldats allemands, qui étaient dans la place, voulaient se réunir à

ceux qui combattaient dans son armée, ils seraient reçus comme des frères, mais que, connaissant bien l'ennemi auquel il avait affaire, il regarderait comme suspecte toute proposition qui lui serait faite tant que Napoléon ne se serait pas retiré. Il ne fut pas dit un mot du roi de Saxe, qui avait irrité les alliés par ses hésitations et surtout par le dévouement qu'il avait paru montrer pour Buonaparte (1). Après les événemens que nous allons rapporter, ce prince fut fait prisonnier et conduit en Prusse.

Macdonald avait à peine vingt mille hommes, qui furent attaqués par plus de cent mille, autour de Leipsick. Buonaparte, qui était encore dans la place, fit dire au maréchal de se retirer, et lui-même courut de sa personne à Lindenau, pour voir les dernières troupes passer les ponts avant de se mettre en marche sur Weissenfelds, où, dès la veille, il avait envoyé le général Bertrand avec un corps de vingt mille hommes, dans le dessein de s'assurer des débouchés de la Saale (2).

---

(1) Nous avons fait connaître les motifs de ce dévouement. Voyez ci-devant tom. III, pag. 136.

(2) Ce fut la seule mesure que prit Buonaparte, pour assurer sa retraite; ce qui prouve que, malgré l'infériorité de ses forces, il comptait sur la victoire, et se proposait de marcher contre Berlin.

Le grand pont de Lindenau avait été miné afin de le faire sauter pour retarder la marche de l'ennemi. Selon le rapport officiel, cette opération fut confiée à un colonel de Montfort, qui s'en remit de l'exécution à un simple caporal de sapeurs. Celui-ci, ayant mal compris l'ordre qui lui avait été transmis, fit sauter le pont dès qu'il entendit siffler les balles de quelques tirailleurs, qui, partie à gué, partie à la nage, avaient passé les ruisseaux qui coulent entre Connewitz et Lindenau (1).

Les troupes de Macdonald, qui étaient poursuivies avec la plus grande vivacité, furent au désespoir lorsqu'elles se virent privées du seul moyen qui leur restât d'effectuer leur retraite. Il

(1) Ce rapport, nous le savons, a tout l'air d'un conte. On prétend qu'il n'y avait dans les diverses armées françaises qu'un seul colonel du nom de Montfort, et qu'à l'époque de la retraite de Leipsick, il était à Mayence. Le colonel et le caporal devaient être traduits devant un conseil de guerre, et rien n'a annoncé qu'ils l'aient été. Nous n'en concluerons pas, cependant, que ce soit Napoléon lui-même qui ait fait sauter le pont, ainsi qu'il en a été accusé. Il n'avait pas besoin de recourir à un tel moyen pour mettre sa personne à couvert. Les bulletins des alliés parlent d'un ou de plusieurs ponts rompus par l'armée française; mais ils disent que ce fut l'effet du trouble qui agitait cette armée à l'instant de la retraite.

fallut renoncer à tout projet de résistance. On était sur un terrain étroit qui ne permettait pas de manœuvrer, et les boulets des alliés faisaient un carnage affreux en tombant au milieu des colonnes serrées qui couvraient la route. Les efforts qui furent faits pour rétablir le pont ayant été vains, chacun ne songea plus qu'à sa propre sûreté. La plus grande partie des troupes mirent alors bas les armes. Macdonald passa la rivière à la nage ; mais la plupart de ceux qui voulurent suivre son exemple furent noyés. De ce nombre fut le prince de Poniatowsky, qui, le 16 octobre, avait été fait maréchal de l'empire sur le champ de bataille. Il méritait, un sort plus heureux, et surtout de servir une cause plus juste ; mais les polonais croyaient assurer l'indépendance de leur patrie en combattant sous les drapeaux de Napoléon, qui, s'il avait été constamment vainqueur, n'aurait pas manqué de les tirer d'erreur.

La perte de l'armée française dans les affaires de Leipsick, auxquelles les allemands ont donné, par enthousiasme, le nom de batailles des nations, fut de quinze mille morts et de trente mille blessés, qui demeurèrent en la puissance des alliés, ainsi que quinze autres mille prisonniers, trois cents canons et neuf cents caissons. Parmi les prisonniers se trouvèrent, sans compter le roi de Saxe, les généraux Lauriston, Reynier, Bertrand et

vingt et un autres généraux, dont neuf des troupes de la confédération du Rhin.

Quant aux alliés, ils payèrent très-cher les succès qu'ils obtinrent. Leur perte totale fut de près de quarante-sept mille hommes, parmi lesquels étaient vingt et un généraux et environ dix-huit cents officiers.

Les débris de l'armée française se retirèrent par Weissenfelds. Les alliés la poursuivirent; et le 20 octobre, ils lui enlevèrent cent vingt canons et lui firent plus de deux mille prisonniers. Buonaparte précipita ensuite tellement sa marche, que les alliés ne purent le suivre. Il arriva, le 23, à Erfurt, non sans avoir encore perdu beaucoup de monde par la fatigue et la désertion.

On fait divers reproches à Buonaparte sur la conduite qu'il tint dans les journées mémorables qui terminèrent la campagnede 1813 et décidèrent du sort de l'Europe. Ces reproches sont d'avoir montré de l'indécision, de n'avoir pas cherché par un coup d'éclat à imposer aux alliés, d'avoir négligé de fortifier la position de Reidnitz, et de n'avoir pas placé les saxons dans des redoutes qu'auraient flanquées la cavalerie et l'artillerie de sa garde. Mais la cause la plus réelle de ses revers fut l'infériorité du nombre de ses troupes, infériorité due en partie à l'absence de quatre

corps d'armée qui formaient les garnisons de Dantzick, de Dresde, de Hambourg et d'autres places.

Buonaparte passa la journée du 24 à Erfurt. Il en partit le lendemain, à la nouvelle qu'une armée ennemie, composée d'autrichiens et de bavarois, marchait vers Hanau pour lui couper la retraite. Ce nom de bavarois annonce qu'une nouvelle défection venait de s'opérer. En effet, le roi de Bavière avait conclu à Ried, le 8 octobre, un traité par lequel il renonçait à la confédération du Rhin, et s'engageait à joindre sur-le-champ ses troupes à celles des puissances alliées. Le contingent que ce prince avait fourni à Buonaparte avait été mis en observation sur les frontières de l'Autriche, à Braunau. Il était commandé par le comte de Wrède, qui, après avoir fait sa jonction avec un corps de troupes autrichiennes, marcha vers Hanau, ville dont il se rendit maître le 28 octobre. Il y eut, le 29, un combat d'avant-garde où les austro-bavarois furent culbutés. Le 30, Wrède fit une reconnaissance, d'après laquelle il se persuada faussement avoir à combattre de soixante à quatre-vingt mille hommes, tandis qu'il n'y en avait pas alors plus de vingt-cinq mille d'arrivés. Cependant, résolu de payer d'audace, il plaça son armée devant Hanau, et barra en même tems la route de Francfort.

Le même jour, trois mille tirailleurs français

s'emparèrent du village de Ruckingen, et l'avant-garde des alliés, qui l'occupait, se replia en bon ordre sur son corps d'armée. Lorsque Buonaparte eut reconnu la force de l'ennemi, il résolut d'attendre le reste de ses troupes pour faire une attaque générale. Dès que l'artillerie parut, il fit marcher contre l'ennemi trente pièces de canon. L'infanterie et l'artillerie suivirent ce mouvement, qui avait pour objet de forcer les alliés à laisser libre le chemin de Francfort. Ce projet réussit. Wrède se décida pendant la nuit à évacuer Hanau, qui fut à l'instant même occupé par les français. Bientôt il apprit que Buonaparte, à cause des pertes énormes qu'il avait faites en Saxe, se retirait en toute hâte vers le Rhin. En conséquence, le général bavarois se mit, le 31, à la tête de ses troupes d'élite, et il reprit Hanau; mais il reçut une blessure que d'abord on crut mortelle (1), ce qui excita la fureur de ses soldats, à tel point qu'ils tuèrent, à coups de baïonnette, tous les français qui se trouvèrent dans cette ville.

La perte des alliés fut de dix mille hommes, dans les journées des 29, 30 et 31 octobre. Celle des français fut à peu près égale, à cause des at-

(1) Le comte de Wrède fut retabli au bout de trois semaines et reprit le commandement de l'armée.

taques qu'ils furent obligés de faire contre un ennemi bien posté. Buonaparte fit sonner très-haut un avantage qui paraissait diminuer la honte de ses défaites, et le faisait rentrer en France sous les auspices d'une victoire. Sa retraite n'en était pas moins une déroute. De Leipsick à Hanau, et de Hanau à Mayence, le chemin était couvert de cadavres d'hommes et de chevaux, ainsi que de chariots de munitions et de voitures abandonnées. De cent soixante et onze mille combattans qu'il avait comptés, le 18, dans les plaines de Leipsick, à peine en ramena-t-il quatre-vingt mille sur le Rhin. Le 2 novembre, il passa ce fleuve à Mayence, où il demeura jusqu'au 8, qu'il partit pour se rendre dans la capitale, où il arriva le lendemain.

L'exemple du roi de Bavière fut bientôt suivi par le roi de Wurtemberg et par tous les autres princes allemands. Ainsi fut dissoute la confédération du Rhin, cette absurde conception qui, de toutes les folies de Buonaparte, a été la plus funeste à la France, en lui enlevant ses anciens alliés, ou plutôt en les transformant en ennemis et en aigrissant contre elle tous les peuples germaniques (1).

---

(1) Les princes allemands que Buonaparte avait dépouillés

Buonaparte, dont l'alliance avec l'Autriche était devenue très-problématique, avait fait partir, le 12 mai, pour l'Italie, Eugène, qui était arrivé, le 18, à Milan. Il n'avait pas été possible à ce vice-roi de réunir plus de quarante-cinq mille hommes, qui furent répartis entre trois corps, aux ordres des généraux Grenier, Verdier et Pino. L'armée autrichienne était forte de cinquante mille hommes et commandée par le baron de Hiller. Les provinces illyriennes, à l'ouverture de la campagne, furent le théâtre des opérations militaires, et les français s'y maintinrent jusqu'à la défection des bavarois. Les autrichiens étant alors rentrés dans le Tyrol, et Hiller s'étant porté de Villach à Trente, Eugène se retira derrière l'Adige, sans être entamé, ayant, toutefois,

---

de leurs états, s'empressèrent d'y rentrer après la retraite des français. Ce fut du champ de bataille même de Leipsick que partit le prince électoral de Hesse, pour aller prendre possession de ceux de son père. Jérôme Buonaparte avait, le 26 octobre, évacué Cassel, où M. de St.-Priest, à la tête d'un corps de troupes russes, entra le 28. Les alliés prirent, au nom du roi d'Angleterre, le 2 novembre, possession de l'électorat de Brunswick-Lunebourg; et, à la même époque, le duc de Brunswick-Wolfenbuttel, cet ardent ennemi de Buonaparte, rentra aussi en possession de ses états héréditaires. Telle fut la fin du royaume éphémère de Westphalie, que d'odieuses spoliations avaient formé.

perdu six mille hommes tant par les combats que par la désertion. Le 15 novembre, il eut à Cologna, un succès marqué ; mais les autrichiens étant maîtres tant du port de Trieste, qui s'était rendu le 21 octobre, que de la Dalmatie et des bouches du Cattaro, poussèrent vivement l'offensive, et, le 19 novembre, ils remportèrent un avantage sur le vice-roi, auquel ils tuèrent sept cents hommes. Le comte de Nugent s'était embarqué, le 10, à Trieste, sur une escadre anglaise, pour bloquer Venise du côté de la mer, ainsi que pour entrer dans le Pô. Il prit terre, le 15, entre les forts de Gora et de Volano, dont il s'empara. Le 18, il occupa Ferrare ; mais il ne put s'y maintenir que jusqu'au 27. Le 10 décembre, il entra dans Ravenne, où il organisa un soulèvement contre les français.

Dans la Dalmatie, enfin, les autrichiens, favorisés par une insurrection, prirent, le 6 décembre, la place de Zara, et, le 28, le fort de Clissa.

Il nous reste à esquisser les opérations qui, durant les années 1812 et 1813, eurent lieu en Espagne.

Buonaparte, en portant la guerre en Russie, n'avait pas négligé ses armées de la péninsule. Ses forces, au commencement de 1812, y consistaient en cent cinquante mille hommes ; mais

celles des alliés étaient encore plus considérables, se composant de cent quatre-vingt mille hommes, anglais, espagnols et portugais.

Wellington, que nous avons laissé occupé de ses préparatifs, passa l'Agueda, le 16 juin, et parut devant Salamanque, qu'il bombarda vivement et qui se rendit le 28. Marmont, qui, d'abord, s'était replié vers le secours qu'il attendait, fut obligé de se retirer au-delà du Douro, le 2 juillet. Bientôt il revint sur ses pas, et, le 16, il repassa sur la rive gauche du fleuve. Le 21, l'armée française traversa le Tormès à Alba. Une grande bataille fut livrée, le 22, près du village des Arupiles, dans les environs de Salamanque. Marmont y fut grièvement blessé et son armée fut battue.

A la nouvelle du mouvement de Wellington, Joseph Buonaparte avait réuni tout ce qu'il avait de forces disponibles, pour marcher au secours de Marmont; mais, lorsqu'il apprit la perte de la bataille des Arupiles, il désespéra de se maintenir dans Madrid, ville contre laquelle marchait un détachement de l'armée anglaise, et que des guerrillas menaçaient de toutes parts. Soult reçut l'ordre de lever le siége de Cadix, et, s'il le fallait, d'abandonner même l'Andalousie, pour aller à la rencontre de Joseph, qui se proposait de se retirer à Valence. En effet, il quitta Madrid; sa re-

traite fut inquiétée par des partis ennemis; et il ne dut son salut qu'au général Treilhard, qui fit tête à l'avant-garde anglaise.

Le 15 août, Soult, après avoir levé le siége de Cadix, quitta Séville, contre laquelle Hill, qui était dans l'Estremadoure, avait ordre de se diriger. La marche de Hill était combinée avec celle que Wellington, nommé généralissime des troupes espagnoles, avait prescrite à Ballesteros. Si ce plan avait réussi, Soult aurait été coupé de l'armée du Nord; mais il manqua par la désobéissance du général espagnol, qui refusa de servir sous un anglais (1).

Wellington entra dans Madrid le 14 août. L'armée espagnole de Murcie ayant été battue par Harispe, et un corps de troupes britanniques, venu de Sicile, sous le commandement du général Maitland, n'ayant pas obtenu le succès dont on s'était flatté, Joseph Buonaparte put opérer, le 30 septembre, à Tavarra en Murcie, sa jonction avec Soult. Alors Wellington, qui s'était avancé jusqu'à Tolède, tourna ses forces contre les débris de l'armée française, dite de Portugal, qui, pour se réorganiser, sous la protection de l'ar-

(1) Les cortès destituèrent Ballesteros et ordonnèrent qu'il fût renfermé dans les prisons de Ceuta.

mée du Nord, que commandait le général Caffarelli, s'était retirée à Burgos. Comme il importait à Wellington de se rendre maître de la citadelle de cette ville, il l'investit, le 19 septembre; mais il échoua dans deux assauts qu'il lui livra. Souham, qui avait pris le commandement de l'armée de Portugal, ayant réuni toutes ses forces pour diriger une attaque générale contre l'armée combinée, et l'armée de Soult s'approchant, le général anglais résolut de lever le siége. Il commença, le 21 octobre, sa retraite vers la frontière du Portugal, qu'il atteignit le 19 novembre. Joseph était rentré, le 2, dans Madrid. Le 14, les trois armées françaises, dites du Portugal, du Centre et du Sud, avaient opéré leur jonction à Alba de Tormès. Elles en formèrent alors une de quatre-vingt mille hommes; mais Soult, qui en eut le commandement, ne put parvenir à entamer Wellington.

Les pertes énormes que la retraite de Moskou fit essuyer à Buonaparte, le forcèrent à rappeler d'Espagne, au commencement de l'année 1813, une partie de ses meilleures troupes. Soult les suivit et fut remplacé dans le commandement par Jourdan.

L'armée de Wellington, au commencement de l'année 1813, se montait à quatre-vingt mille hommes, dont quarante et un mille anglais, vingt-cinq

mille portugais et quatorze mille espagnols. Le 15 mai, elle prit l'offensive en marchant contre Salamanque. L'armée française se retira vers Vittoria, ville aux environs de laquelle Wellington lui livra, le 21 juin, une bataille qui décida du sort de l'Espagne. Les français y eurent quinze mille hommes tués et blessés; on leur fit trois mille prisonniers; et ils perdirent toute leur artillerie, au nombre de cent cinquante et une pièces, quatre cents fourgons de munitions et la caisse militaire. La route directe de France étant au pouvoir des espagnols, l'armée battue fut obligée de prendre celle de Pampelune; et ce ne fut pas sans peine que Joseph Buonaparte parvint à se retirer au-delà des Pyrénées.

Wellington avait ordonné une expédition qui devait empêcher Suchet, dont les forces étaient intactes à Valence, de se joindre à l'armée du centre. Tandis que le duc del Parque, avec des troupes espagnoles et siciliennes, se portait d'Alicante vers le Xucar, sir John Murray s'embarqua sur l'escadre de l'amiral Hallowel, pour aller attaquer le général français du côté du Nord. Il entra dans l'Ebre, le 28 juin, puis il assaillit Tarragone. Suchet et Maurice-Mathieu sortirent, l'un de Valence, et l'autre de Barcelone, pour marcher contre lui; mais il se rembarqua préci-

pitamment, abandonnant une partie de son artillerie.

Après la journée de Vittoria, la France paraissait ouverte aux alliés; mais Wellington ne voulut pas y entrer tant qu'il ne serait pas maître des places importantes de Pampelune et de St.-Sébastien. La première, que défendaient neuf mille français qui s'y étaient jetés après la bataille du 21 juin, fut bloquée par le général Hill. Graham fut chargé de la réduire. Les anglais ayant perdu deux mille hommes dans un assaut qu'ils lui livrèrent, le siége fut changé en blocus. Soult, qui remplaça Jourdan, amena un renfort de vingt mille hommes, ce qui doubla la force de l'armée française. Parti de Saint-Jean-Pied-de-Port, le 24 juillet, il entra en Espagne par la vallée de Roncevaux; mais il ne put débloquer Pampelune. A la suite de plusieurs combats que lui livra Wellington, il fût forcé de rentrer en France. Saint-Sébastien se rendit le 9 septembre, et Pampelune, le 29 octobre.

A cette dernière date, l'aile gauche de l'armée des alliés avait passé la Bidassoa (7 octobre). Le maréchal Soult avait pris, sur la Nive, une forte position, contre laquelle Wellington, depuis le 7 novembre, dirigea ses attaques. Une bataille livrée près de Sarre, le 10, força le maréchal à se retirer sur Bayonne.

Ce fut ainsi du côté de l'Espagne, de l'Espagne que Buonaparte avait attaquée avec la plus insigne déloyauté, que commença cette invasion qui le menaçait alors de toutes parts et devait mettre un terme à son inique domination.

LIVRE XXV.

1813—1814.

Séance du sénat présidée par Marie-Louise.—Sénatus-consulte qui ordonne une levée de deux cent quatre-vingt mille hommes.—Retour de Buonaparte à Paris.—Sénatus-consulte pour une nouvelle levée de trois cent mille hommes.—Ouverture de la session du corps législatif par Buonaparte.—Discours qu'il adresse à ce corps.—Commissions nommées par le sénat et par le corps législatif, pour prendre connaissance des négociations entamées avec les alliés.—État de ces négociations.—Déclaration dite de Francfort.—Rapports des deux commissions.—Courroux de Buonaparte contre celle du corps législatif.—Emportement auquel il se livre en présence de toute sa cour.—Il annonce l'invasion des alliés.—Organisation de la garde nationale de Paris.—Scène que joue Buonaparte en présence des officiers de cette garde.—Traité de Valençay.—Ferdinand VII et les infans recouvrent leur liberté.—Démarches faites près du pape, par ordre de Buonaparte.—Sa Sainteté est conduite de Fontainebleau à Savone, puis remise aux troupes autrichiennes.

La rupture survenue entre la France et l'Autriche ne fut portée à la connaissance des français que par les hostilités; mais la tournure défavo-

rable que les opérations militaires prirent pour Buonaparte, après l'attaque de Dresde, ayant paru nécessiter une nouvelle levée d'hommes, on assembla le sénat, le 4 octobre, et on lui communiqua les pièces relatives à la guerre contre l'Autriche et contre la Suède. « Cette communica-» tion, déterminée par les lois de l'état et la » volonté du souverain, dit M. Cambacérès, n'a » été retardée que par des accidens imprévus. » Quels étaient ces accidens ? Ce fut ce qu'on ne jugea pas à propos de spécifier.

Parmi les prérogatives attachées à la régence déférée à Marie-Louise, était la faculté de présider le sénat. Cette princesse en usa le 7 octobre. Si l'on s'était persuadé qu'une démarche si extraordinaire produirait de l'enthousiasme, l'erreur fut complète. On plaignit Marie-Louise, et on blâma généralement le discours inconvenant qu'on lui fit prononcer.

« Sénateurs, dit-elle, les principales puissances » de l'Europe, révoltées des prétentions de l'An-» gleterre, avaient, l'année dernière, réuni leurs » armées aux nôtres pour obtenir la paix du » monde et le rétablissement des drois de tous les » peuples. Aux premières chances de la guerre, » des passions assoupies se réveillèrent. L'An-» gleterre et la Russie ont entraîné la Prusse et » l'Autriche dans leur cause. Nos ennemis veu-

« Toute l'Europe marchait avec nous il y a un
» an, dit-il ; toute l'Europe marche aujourd'hui
» contre nous : c'est que l'opinion du monde est
» faite par la France ou par l'Angleterre. Nous
» aurions donc tout à redouter sans l'énergie et
» la puissance de la nation.

» La postérité dira que si de grandes circons-
» tances se sont présentées, elles n'étaient pas
» au-dessus de la France ni de moi. »

La France ne pouvait résister à toute l'Europe, que le despotisme, l'extravagance et l'ambition d'un seul homme avaient armée contre elle ; et cet homme s'est réellement trouvé au-dessous des circonstances, puisqu'il à pu survivre à sa gloire.

Le sénat s'empressa de donner à Buonaparte de nouvelles preuves de son dévouement, ou plutôt de son attachement à une cause qui, par les avantages qu'elle lui procurait, était la sienne propre. Il autorisa, le 15 novembre, une nouvelle levée de trois cent mille hommes à prendre sur les conscriptions des années précédentes (1).

(1) Buonaparte tint, à Saint-Cloud, le 11 novembre, un conseil-d'état extraordinaire. La séance s'ouvrit par la lecture du décret sur les impositions. Elle n'occasiona qu'une légère discussion, pendant laquelle Buonaparte prétendit que les contributions ne devaient point avoir de bor-

Les motifs du sénatus-consulte furent développés dans un long discours par M. Regnault de Saint-

---

nes, qu'elles pouvaient, suivant l'urgence des cas, s'élever à la moitié; et que s'il y avait des lois qui dissent le contraire, c'étaient des lois mal faites. On lut ensuite le projet de sénatus-consulte qui mettait à la disposition du ministre de la guerre trois cent mille hommes. Il se fit alors un profond silence dans l'assemblée. Un des conseillers les plus courageux articula ces mots : « Sire, le salut de l'empire......» Un autre blâma, comme alarmante, l'expression de *frontières envahies*, qui était dans le considérant : « Pourquoi? » s'écrie Buonaparte; il vaut mieux dire ici toute la vérité! » Wellington n'est-il pas entré dans le midi? Les russes ne » menacent-ils pas le nord? Les autrichiens, les bavarois, » ne menacent-ils pas l'est? Wellington est en France! » Quelle honte! (oui, sans doute, mais pour celui-là seul » dont les extravagances l'y avaient attiré), et on ne s'est » pas levé en masse pour le chasser......

» Tous mes alliés m'ont abandonné! Les bavarois m'ont » trahi. Ne sont-ils pas venus se placer sur mes derrières » pour me couper la retraite : aussi comme on les a massa- » crés! Non, point de paix que je n'aie brûlé Munich. Un » triumvirat s'est formé dans le nord, le même qui a par- » tagé la Pologne. Point de paix qu'il ne soit rompu. Je de- » mande trois cent mille hommes. Je formerai un camp de » cent mille hommes à Bordeaux, un pareil à Lyon et un » autre à Metz. Avec la précédente levée, et ce qui me » reste, j'aurai un million d'hommes. Mais je veux des hom- » mes faits (où pouvait-on les trouver?) et point de ces » jeunes conscrits à encombrer les hôpitaux ou à expirer sur

Jean-d'Angely, qui, après avoir rappelé la séance présidée par Marie-Louise, parlé de la défection des saxons et de celle de la Bavière, et célébré le dévouement général des français pour repousser une invasion, s'exprima ainsi : « Quelle serait notre situation, si les ennemis qui sont déjà sur quelques points de nos frontières et qui les menaçent d'un autre côté, pénétraient sur notre territoire? Quelle paix nous resterait-il à espérer, que la paix de l'esclavage ou la paix des tombeaux? Par quelles insolentes et avilissantes conditions, ces puissances que leurs intérêts divisent et qui ne sont unies que par leurs ressentimens, se vengeraient-elles de l'éclat de nos succès, de l'humiliation de leurs défaites, de la nécessité qui leur a fait souscrire les traités qu'elles ont violés, et même de la générosité qui les a consentis? Jugez-en; que la

---

» les routes.....Je ne puis compter que sur les habitans
» de l'ancienne France.—Sire, dit un conseiller, il faut que
» l'ancienne France nous reste.—Et la Hollande, reprend
» brusquement Buonaparte? S'il me fallait abandonner la
» Hollande..... plutôt la rendre à la mer. Conseillers d'é-
» tat, il faut de l'élan, il faut que tout le monde marche...
» Vous êtes les chefs de la nation, c'est à vous à lui donner
» l'élan. On parle de paix; je n'entends que ce mot de paix;
» tandis que tout devrait retentir du cri de guerre. » Après cette harangue, inspirée par la fureur et le dépit, le projet de sénatus-consulte fut approuvé et la séance levée.

France en juge avec nous, messieurs, parce que nos ennemis ont osé, à Dresde, devant nos armées réunies, menaçantes, victorieuses ? Ce congrès, espoir du monde qui, comme celui de Westphalie, en 1648, pouvait seul balancer et régler les intérêts de l'Europe, a été rejeté malgré les instances réitérées du cabinet français (1). Ses apparens préparatifs n'étaient que le moyen décevant, sous lequel on cachait les apprêts effectifs d'une confédération générale. Les prétendus plénipotentiaires n'étaient en effet que des agens chargés d'arrêter le plan de la campagne déjà résolue, et non des ambassadeurs préparant les projets d'une paix désirée, des hommes passionnés qui en appelaient aux armes et à la force, au lieu d'en appeller à la justice et à la raison, des hommes décidés d'avance à ne rien discuter et prétendant dicter une capitulation, au lieu de débattre un traité, ...

« Que feraient-ils, poursuivit le conseiller d'état, s'ils avaient franchi le Rhin ou l'Escaut, les Alpes ou les Pyrénées ? » Pour réponse, il rappela le partage de la Pologne. Un tel langage, sans doute, n'avait rien de conciliant, et nous

(1) Nous avons démontré précédemment toute la fausseté de cette allégation.

ne tarderons pas à faire connaître l'effet qu'il a produit sur les monarques ligués contre Buonaparte.

Le sénat décréta en même tems que la levée de de trois cent mille hommes, que les membres de la quatrième série du corps législatif, dont les pouvoirs étaient expirés, continueraient leurs fonctions tant que durerait la session, dont l'ouverture devait se faire le 19 décembre, au lieu du 2, jour auquel elle avait d'abord été fixée. Enfin, un troisième sénatus-consulte porta que l'empereur nommerait de plein droit à la présidence du corps législatif, et que le sénat et le conseil-d'état assisteraient aux séances dites impériales. Le motif de cette dernière clause était de flatter les députés par un appareil plus imposant; mais ils y furent moins sensibles qu'à la perte de cette prérogative en vertu de laquelle ils présentaient des candidats pour leur présidence.

Au jour fixé, Buonaparte se rendit en grand cortége au palais du corps législatif. S'étant assis sur son trône, il dit:

« Sénateurs, conseillers-d'état, députés des » départemens au corps législatif.

» D'éclatantes victoires ont illustré les armes » françaises dans cette campagne. Des défections » sans exemple ont rendu ces victoires inutiles; » tout a tourné contre nous. La France même

» serait en danger, sans l'union et l'énergie des » français.

» Dans ces grandes circonstances, ma première » pensée a été de vous appeler près de moi. Mon » cœur a besoin de la présence et de l'affection » de mes sujets.

» Je n'ai jamais été séduit par la prospérité » (on peut en juger par ses autres discours); » l'adversité me trouverait au-dessus de ses at- » teintes.

» J'ai plusieurs fois donné la paix aux na- » tions lorsqu'elles avaient tout perdu; d'une » part de mes conquêtes, j'ai élevé des trônes » pour des rois qui m'ont abandonné.

» J'avais conçu et exécuté de grands desseins » pour la prospérité et le bonheur du monde. Mo- » narque et père, je sens ce que la paix ajoute » à la sécurité des trônes et à celle des familles. » Des négociations ont été entamées avec les puis- » sances coalisées; j'ai adhéré aux bases prélimi- » naires qu'elles ont présentées. J'avais donc l'es- » poir qu'avant l'ouverture de cette session, le » congrès de Manheim serait réuni; mais de nou- » veaux retards, qui ne sont pas attribués à la » France, ont différé ce moment que presse le vœu » du monde.

» J'ai ordonné qu'on vous communiquât toutes » les pièces originales qui se trouvent au porte-

» feuille de mon département des affaires étran-
» gères. Vous en prendrez connaissance par l'in-
» termédiaire d'une commission. Les orateurs de
» mon conseil vous feront connaître ma volonté
» sur cet objet.

» C'est à regret que je demande à ce peuple
» généreux de nouveaux sacrifices ; mais ils sont
» commandés par ses plus nobles et ses plus chers
» intérêts. J'ai dû renforcer mes armées par de
» nombreuses levées...... Un accroissement
» dans les recettes devient indispensable......
» Nous ferons face à tout sans emprunt, qui con-
» somme l'avenir (et l'arriéré?), et sans papier-
» monnaie, qui est le plus grand ennemi de l'or-
» dre social.

» Je suis satisfait des sentimens que m'ont
» montrés, dans cette circonstance, mes peuples
» d'Italie.

» Le Danemarck et Naples sont seuls restés
» fidèles à mon alliance. » Le roi de Danemarck venait enfin de s'en détacher par un armistice conclu le 15 décembre 1813. Quant à l'ingrat Murat, il est probable qu'il négociait alors avec l'Autriche.

» J'ai reconnu la neutralité des dix-neuf can-
» tons suisses. »

Un décret rendu par Buonaparte, conformément à la promesse qu'il venait de faire, auto-

risa le sénat et le corps législatif à nommer une commission extraordinaire. Le sénat fit choix de MM. de Fontanes, de Talleyrand, de St.-Marsan, Barbé-Marbois et de Beurnonville. Les commissaires du corps législatif furent MM. Raynouard, Lainé, Gallois, Flaugergues et Maine-de-Biran. Tous les hommes ne voient pas des mêmes yeux; la manière différente dont les commissaires respectifs envisagèrent les démarches faites pour traiter de la paix, en fournit la preuve. M. de Fontanes déclara, dans un rapport qu'il fit au sénat, « que, dès que l'espérance d'une négociation avait paru possible, l'empereur l'avait saisie. »

La commission du corps législatif fit, dans la séance secrète du 28 décembre, son rapport par l'organe de M. Lainé; l'impression en fut ordonnée le 30, à la majorité de deux cent cinquante-trois voix contre cinquante et une. Cette pièce se lie trop à l'histoire de Buonaparte, pour que nous puissions nous dispenser d'en citer les passages les plus remarquables. Mais, pour les rendre plus intelligibles, il convient de rapporter d'abord la substance des négociations auxquelles Napoléon avait fait allusion dans son discours d'ouverture.

Le ministre de France, près des ducs de Saxe, M. le baron de Saint-Aignan, ayant été considéré comme prisonnier de guerre, avait été arrêté à

Weymar, puis conduit à Francfort où était le quartier-général des monarques alliés. Dans une conférence qu'il eut, le 9 novembre, avec leurs plénipotentiaires, il fut invité à rapporter au chef du gouvernement français, que ces mêmes monarques avaient résolu de ne faire qu'une paix générale; que la France devait conserver ses limites naturelles, qui étaient le Rhin, les Alpes et les Pyrénées; que le principe de l'indépendance de l'Allemagne serait une condition indispensable du traité; qu'il en serait de même de l'indépendance de l'Espagne et du rétablissement de son ancienne dynastie; que l'Autriche aurait, du côté de l'Italie, une frontière qui serait un objet de négociation; que cette dernière contrée serait gouvernée aussi d'une manière indépendante, et que la même chose aurait lieu pour la Hollande; que l'Angleterre, qui s'était réunie aux alliés, était prête à faire les plus grands sacrifices pour conclure la paix sur de telles bases et à reconnaître la liberté du commerce et de la navigation, auxquelles la France avait droit de prétendre; que si ces principes étaient agréés par le gouvernement français, on pourrait déclarer neutre tel lieu, situé sur la rive droite du Rhin, qui serait jugé convenable et où les plénipotentiaires de toutes les puissances belligérantes se réuniraient sur-le-champ, sans que, cependant, les

négociations suspendissent le cours des opérations militaires.

M. de Saint-Aignan ayant porté ces propositions à son gouvernement, M. Maret écrivit, le 16 novembre, au comte de Metternich, pour lui annoncer que son maître désirait que la ville de Manheim fût assignée pour la tenue d'un congrès, où il enverrait, comme plénipotentiaire, M. de Caulaincourt, lorsqu'on aurait fait connaître le jour où l'assemblée s'ouvrirait.

Le prince de Metternich (l'empereur d'Autriche venait de conférer ce titre à cet habile ministre), annonça à M. Maret, dans sa réponse en date du 25 novembre, que les hautes puissances alliées étaient prêtes à entrer en négociation, aussitôt qu'elles auraient la certitude que l'empereur des français acceptait les bases générales qui avaient été indiquées, mais dont il n'était fait aucune mention dans la lettre de son ministre. Ces mêmes puissances désiraient donc que Napoléon s'expliquât à ce sujet.

Quelques jours après la date de cette lettre, c'est-à-dire, le 1er. décembre, les alliés publièrent, à Francfort, la déclaration suivante.

« Le gouvernement français vient d'arrêter une nouvelle levée de trois cent mille conscrits : les motifs du sénatus-consulte renferment une pro-

vocation aux puissances alliées. Elles se trouvent appelées à promulguer de nouveau, à la face du monde, les vues qui les guident dans la présente guerre, les principes qui font la base de leur conduite, leurs vœux et leurs déterminations.

» Les puissances alliées ne font point la guerre à la France, mais à cette prépondérance hautement annoncée, à cette prépondérance que, pour le malheur de l'Europe et de la France, l'empereur Napoléon a trop long-tems exercée hors des limites de son empire.

» La victoire a conduit sur le Rhin les armées alliées. Le premier usage que LL. MM. II. et RR. ont fait de la victoire, a été d'offrir la paix à S. M. l'empereur des français. Une attitude renforcée par l'accession de tous les souverains et princes de l'Allemagne, n'a pas eu d'influence sur les conditions de la paix. Ces conditions sont fondées sur l'indépendance de l'empire français, comme sur l'indépendance des autres états de l'Europe. Les vues des puissances sont justes dans leur objet, généreuses et libérales dans leur application, rassurantes pour tous, honorables pour chacun.

» Les souverains alliés désirent que la France soit grande, forte et heureuse, parce que la puissance française forte et grande, est une des bases fondamentales de l'édifice social. Ils désirent que

la France soit heureuse, que le commerce français renaisse, que les arts, ces bienfaits de la paix, refleurissent, parce qu'un grand peuple ne saurait être tranquille qu'autant qu'il est heureux. Les puissances confirment à l'empire français une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses rois (1), parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir, à son tour, éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec son audace accoutumée.

» Mais les puissances aussi veulent être tranquilles. Elles veulent un état de paix qui, par une sage répartition des forces, par un juste équilibre, préserve désormais leurs peuples des calamités sans nombre qui, pendant vingt ans, ont pesé sur l'Europe.

» Les puissances alliées ne poseront les armes que lorsqu'elles auront atteint ce grand et bienfaisant résultat, ce noble objet de leurs efforts. Elles ne poseront les armes que lorsque l'état politique de l'Europe sera de nouveau raffermi, que lorsque des principes immuables auront repris leurs

(1) Ce passage nous paraît être une preuve convaincante que les alliés ne pensaient pas encore au rétablissement de la maison de Bourbon en France.

droits sur de vaines protestations, et que la sainteté des traités aura enfin assuré à l'Europe une paix véritable. »

Ce fut seulement le 9 décembre, que le prince de Metternich reçut une réponse à sa lettre du 25 novembre. Cette réponse était datée du 2 et signée par M. de Caulaincourt; elle portait que son maître adhérait aux bases générales et sommaires, communiquées à M. de Saint-Aignan, qu'elles entraîneraient de grands sacrifices de la part de la France, mais que Napoléon les ferait sans regret, si par des sacrifices semblables, l'Angleterre donnait les moyens d'arriver à une paix générale et honorable pour tous.

Le ton dubitatif de cette réponse semblait plutôt annoncer le dessein d'éluder toute négociation, que le désir de parvenir à une pacification; et ce fut probablement ainsi que la commission du corps législatif en jugea.

« Si, dit le rapporteur, les déclarations des
» puissances étrangères étaient fallacieuses, si les
» monarques alliés voulaient nous asservir, s'ils
» méditaient le déchirement du territoire sacré
» de la France, il faudrait, pour empêcher no-
» tre patrie d'être la proie de l'étranger, rendre
» la guerre nationale. Mais, pour opérer plus sû-
» rement ce beau mouvement qui sauve les em-

» pires ; n'est-il pas désirable d'unir étroitement
» la nation et son monarque ?

» C'est un besoin d'imposer silence aux enne-
» mis sur leurs accusations d'agrandissemens, de
» conquêtes, de prépondérance alarmante ; puis-
» que les puissances alliées ont cru devoir rassurer
» les nations par des protestations publiquement
» proclamées, n'est-il pas digne de S. M. de les
» éclairer par des déclarations solennelles sur les
» desseins de la France et de l'empereur ?

» Lorsque ce prince, à qui l'histoire a conservé
» le nom de Grand, voulut rendre de l'énergie à
» ses peuples, il leur révéla tout ce qu'il avait fait
» pour la paix, et ses hautes confidences ne fu-
» rent pas sans effet (1).

» N'y aurait-il pas une véritable grandeur à
» désabuser les puissances coalisées, par une dé-
» claration formelle, afin de les empêcher d'accu-
» ser la France et l'empereur de vouloir conserver
» un territoire trop étendu, dont elles semblent
» craindre la prépondérance ?

» Il ne nous appartient pas, sans doute, d'ins-
» pirer les paroles qui retentiraient dans l'univers ;

---

(1) Ce passage dut extrêmement choquer Buonaparte, qui, en parlant de Louis XIV, a eu l'impudence de dire qu'il n'en aurait pas voulu pour son aide-de-camp.

» mais, pour que cette déclaration eût une in-
» fluence utile, pour qu'elle fît sur la France l'im-
» pression espérée, ne serait-il pas à désirer qu'elle
» proclamât, à l'Europe et à la France, la pro-
» messe de ne continuer la guerre que pour l'in-
» dépendance du peuple français et l'intégrité de
» son territoire?

» Que si l'empire français restait seul fidèle
» aux principes libéraux que les chefs des nations
» de l'Europe auraient pourtant tous proclamés,
» la France, alors forcée à une guerre de nation
» et d'indépendance, à une guerre reconnue juste
» et nécessaire, la France, unanime dans son
» vœu pour obtenir la paix, montrerait encore
» au monde qu'une grande nation peut tout ce
» qu'elle veut, lorsqu'elle ne veut que ce qu'exi-
» gent son honneur et ses justes droits.

» Mais ce n'est pas assez pour ranimer le peu-
» ple et le mettre en état de défense, c'est, d'a-
» près les lois, au gouvernement à proposer les
» moyens qu'il croira les plus prompts, les plus
» sûrs pour repousser l'ennemi et asseoir la paix
» sur des bases durables. Ces moyens seront effi-
» caces, si les français sont persuadés que le
» gouvernement n'aspire plus qu'à la gloire de la
» paix; ils le seront, si les français sont con-
» vaincus que leur sang ne sera versé que pour
» défendre une patrie et des lois protectrices.

» Mais ces mots consolateurs de paix et de patrie » retentiraient en vain, si l'on ne garantissait les » institutions qui promettent les bienfaits de l'une » et de l'autre.

» Il paraît donc indispensable à votre commis- » sion, qu'en même tems que le gouvernement » proposera les mesures les plus promptes pour » la sûreté de l'état, S. M. soit suppliée de main- » tenir l'entière et constante exécution des lois » qui garantissent aux français les droits de la li- » berté, de la sûreté, de la propriété, et, à la na- » tion, le libre exercice de ses droits politiques.

» Cette garantie est le moyen le plus efficace » de rendre aux français l'énergie nécessaire à leur » propre défense. »

Les reproches contenus dans ce rapport, quelque enveloppés qu'ils fussent, et quoiqu'acompagnés de formes respectueuses, devaient, il faut en convenir, irriter le plus orgueilleux des hommes. L'état critique où il se trouvait réduit, devait les lui rendre encore plus amers ; mais ils n'étaient que trop réels ; et le passé avait suffisamment démontré que ce n'était pas dans la prospérité qu'on aurait pu lui faire entendre le langage de la vérité (1).

---

(1) L'auteur du *Mémorial de Sainte-Hélène* prétend le

Le corps législatif, dans sa séance du 30 décembre, nomma une commission qui fut chargée de la rédaction d'une adresse à présenter à Buonaparte. Les cinq membres de la commission extraordinaire furent élus. Ils firent adopter, dans la même séance, un projet dont le rapport, que nous venons de donner, semble avoir fourni les passages les plus importans, ce qui nous dispense d'en faire aucune citation. A la nouvelle de ce qui venait de se passer, il se tint un conseil privé, où l'ajournement du corps législatif fut résolu. Ce parti était le moins violent de ceux que proposèrent les flatteurs (1); mais Buonaparte ne borna pas là sa vengeance. Le lendemain, 1er. janvier 1814, il adressa aux députés, venus pour lui rendre leurs hommages, un discours qui est remarquable, surtout par l'impropriété des expressions et qui ne fit que multiplier le nombre de ses ennemis, dans un tems où il ne devait point y en avoir à mépriser pour lui.

---

contraire; mais les preuves qu'il fournit ne sont relatives qu'à des affaires particulières.

(1) Tout Paris a su qu'un des conseillers de Buonaparte, qui étaient le plus en faveur, M. le comte .... qui a concouru à la rédaction des constitutions impériales dans les cent jours, qui, depuis, a été ministre du Roi, et s'est ensuite jeté dans l'opposition libérale, proposa alors à son maître de faire fusiller les membres de la commission, et d'autres mesures non moins violentes.

« Je vous ai appelés autour de moi pour faire
» le bien, dit-il, vous avez fait le mal; vous avez
» parmi vous des gens dévoués à l'Angleterre, à
» l'étranger, qui correspondent avec le prince
» régent, par l'entremise de l'avocat Desèze. Les
» onze douzièmes parmi vous sont bons; les
» autres sont des factieux. Retournez dans vos
» départemens; je suivrai de l'œil ceux qui ont
» de mauvaises intentions. Vous avez cherché à
» m'humilier! Je suis un homme qu'on peut tuer,
» mais qu'on ne saurait déshonorer. Quel est ce-
» lui d'entre vous qui pourrait supporter le far-
» deau du pouvoir? Vous avez cherché à me
» barbouiller aux yeux de la France; c'est un at-
» tentat. Qu'est-ce que le trône, au reste? Quatre
» morceaux de bois dorés, recouverts de velours.
» Et moi aussi, je suis sorti du peuple! Je sais
» qu'il y a eu des abus, et jamais je n'ai souffert
» ceux que j'ai connus. M. Raynouard a dit que
» le prince Masséna avait volé une bastide à Mar-
» seille; il a menti; le général a pris possession
» d'une maison vacante, et le ministre fera in-
» demniser le propriétaire. Humilie-t-on ainsi un
» maréchal de France? Je vous avais indiqué un
» comité secret: c'était là qu'il fallait représenter
» vos doléances, c'était en famille qu'il fallait
» laver notre linge et non sous les yeux du pu-
» blic. J'ai été appelé deux fois au trône par le

» vœu de vingt-quatre millions de français ; j'ai
» un titre ; vous n'en avez pas. Qu'êtes-vous dans
» la constitution ? Vous n'êtes rien. *C'est dans le*
» *trône qu'est la constitution ; tout est dans le*
» *trône*...... On a mêlé l'ironie aux reproches.
» Suis-je fait pour être humilié ? Dans quatre mois
» j'aurai la paix, et les ennemis seront *chassés ou*
» *je serai mort*. Vous appartient-il de délibérer
» sur de si graves intérêts ? La nature m'a doué
» d'un courage fort ; il peut résister à tout ; je
» suis au-dessus de vos misérables déclamations.
» J'avais besoin de consolations, et vous m'avez
» déshonoré...... Mais non, mes victoires écra-
» sent vos criailleries. Sous trois ou quatre mois
» nous aurons la paix et vous vous repentirez de
» votre mauvaise conduite. Je suis de ces gens
» qui triomphent ou qui meurent. Retournez dans
» vos départemens ; je ferai quelque jour impri-
» mer le rapport de vos commissaires, et il sera
» jugé ce qu'il est. S'il paraît dans vos départe-
» mens, je le ferai imprimer dans le Moniteur
» avec des notes ; je ferai nommer les députés
» des deux séries qui manquent, et je réunirai le
» corps législatif. Les habitans de l'Alsace et de
» la Franche-Comté ont un meilleur esprit que
» vous ; ils me demandent des armes, je leur en
» ferai donner ; je leur envoie un de mes aides-
» de-camp pour les conduire en partisans, etc. »

Le sénat avait été loin de montrer la même fermeté que le corps législatif. Dans l'adresse qu'il avait présentée, le 31 décembre précédent, il n'avait parlé que de ses vœux pour la paix, et de sa confiance en Buonaparte, qui, dans sa réponse, annonça clairement l'invasion du Béarn, de l'Alsace, de la Franche-Comté et du Brabant. « J'appelle, » dit-il, les français au secours des français ! J'appelle les français de Paris, de la Bretagne, de » la Normandie, de la Champagne, de la Bourgogne et des autres départemens, au secours » de leurs frères ! Les abandonnerons-nous dans » leurs malheurs ? Paix et délivrance de notre » territoire, doit être notre cri de ralliement. » Les français se sont toujours montrés prêts à voler à la défense de leur patrie ; mais Buonaparte avait sacrifié en cent combats, soutenus pour satisfaire une ambition qui ne connaissait point de bornes, tous ceux qui auraient pu opposer la force de leurs bras aux progrès des armées étrangères. Leurs corps, ensevelis dans les plaines des quatre parties du monde, ne pouvaient plus se ranimer ; et le ciel avait décidé, dans sa sagesse, que la France serait conquise, pour la punir d'avoir reconnu les lois d'un usurpateur, ou plutôt pour l'y soustraire et mettre un terme à ses malheurs et à ceux de l'humanité.

Avant de partir pour sa funeste campagne de

Russie, Buonaparte avait organisé les gardes nationales de France, à l'exception de celle de Paris. Il craignait d'armer les nombreux habitans de cette capitale, où sa conduite avait toujours été mieux appréciée que dans le reste de la France. Mais, prêt à la quitter, sans y laisser la plus faible garnison, il rendit, le 8 janvier 1814, un décret qui détermina la mise en activité de la garde nationale parisienne, dont il se déclara chef suprême. A peine les officiers en furent-ils nommés, qu'il les réunit au palais des Tuileries (le 23). Il parut au milieu d'eux, tenant par la main sa femme et son fils; et il dit qu'il allait se mettre à la tête de son armée, et qu'il espérait, avec l'aide de Dieu et la valeur de ses troupes, repousser l'ennemi au-delà des frontières. Jetant ensuite sur Marie-Louise, qui tenait son fils entre ses bras, un regard qui paraissait exprimer l'attendrissement, il ajouta qu'il confiait à sa fidèle ville de Paris les objets de ses affections les plus chères (1). Cette scène, qui n'était qu'une mauvaise parodie de la séance mémorable où l'aïeule de Marie-Louise, où l'auguste Marie-Thérèse, menacée d'être dépouillée de son héritage paternel, présenta son fils à la diète de Hongrie;

(1) On assure qu'il déclara aussi que si l'ennemi entrait dans Paris, ce ne serait qu'après avoir marché sur son *cadavre*.

cette scène, disons-nous, fit cependant quelque impression sur ceux qui en furent témoins. Mais, s'il faut en croire différentes relations, elle avait été étudiée et répétée avec un acteur célèbre, qui avait indiqué les attitudes, les gestes et jusqu'aux inflexions de la voix, particularités desquelles il nous semble qu'on peut douter. Ce manque de sensibilité, qu'à si juste titre on reprochait à Buonaparte, n'était pas de l'apathie. Fortement menacé de voir s'écrouler cette puissance, à l'acquisition de laquelle il avait tout sacrifié, il devait éprouver une profonde émotion; et l'on sait combien une vive douleur prête de vérité et de force à l'élocution.

Buonaparte avait, en un point essentiel, fléchi sous le joug de la nécessité; il avait adressé, le 11 novembre, à Ferdinand VII, toujours prisonnier au château de Valençay, la lettre suivante:

« Mon cousin,

» L'état de mon empire et ma politique m'en-
» gagent à terminer sans retour les affaires d'Es-
» pagne. L'Angleterre y excite l'anarchie et le
» jacobinisme; elle cherche à renverser le trône
» et la noblesse, pour y établir une république.
» Je ne peux, sans être ému, penser à l'anéan-
» tissement d'une nation qui m'intéresse et par
» son voisinage et par nos intérêts communs con-

» cernant le commerce des mers. Je souhaite ré-
» tablir les relations de bon voisinage et d'amitié
» qui ont si long-tems existé entre la France et
» l'Espagne. Je désire ne laisser aucun prétexte
» à l'ambition de l'Angleterre. M. le comte de
» La Forest se présentera à votre altesse royale
» sous un nom supposé. Elle peut croire à tout
» ce qu'il lui dira, ainsi qu'à l'estime et à l'atta-
» chement que j'ai voués à votre altesse royale. »

Ferdinand refusa d'abord de traiter, sans avoir consulté la régence d'Espagne. Il demanda d'en entendre une députation qui pût l'instruire de l'état du royaume, et indiquer le remède aux maux qu'il pouvait éprouver. « Si, dit-il, dans
» sa réponse à Buonaparte, la position de l'em-
» pire et la politique de V. M. la portent à rejeter
» ces conditions, je resterai, comme par le passé,
» à Valençay où je suis depuis cinq ans et demi,
» et j'y mourrai si Dieu le veut. »

Il paraît que Buonaparte ne jugea pas à propos d'accéder à la demande; mais le duc de San-Carlos, principal conseiller de Ferdinand, eut ordre de se rendre près de ce prince, dont on l'avait éloigné, et il fut arrêté que lui et M. le comte de La Forest rédigeraient un traité qui ne serait ratifié par le roi, que lorsqu'il aurait été communiqué à la régence. L'acte fut conclu, le 11 décembre 1813. Ferdinand VII y était enfin qualifié

de majesté catholique, et Buonaparte reconnaissait l'intégrité de l'Espagne telle qu'elle existait avant la guerre. Ferdinand s'engageait à faire évacuer par les anglais le territoire espagnol, et nommément Mahon et Ceuta, et à maintenir l'intégrité de ce même territoire, stipulation que l'on considère comme ayant eu pour objet de brouiller l'Espagne et l'Angleterre. Les deux gouvernemens devaient maintenir l'indépendance de leurs droits, tels qu'ils avaient été stipulés dans le traité d'Utrecht (1), et tels que les deux nations les avaient maintenus jusqu'en 1772. Ferdinand VII prit aussi l'engagement de faire payer annuellement au roi son père, une somme de trente millions de réaux, et de huit millions à la reine sa mère, après le décès de Charles IV. Enfin, jusqu'à ce qu'un traité de commerce eut été conclu entre les deux puissances, les relations devaient être rétablies sur

---

(1) M. Schœll fait la remarque que l'Espagne n'avait rien stipulé relativement au droit maritime, par le traité d'Utrecht (auquel Buonaparte se rattachait depuis quelque tems comme pour prouver que son système n'était pas une innovation), et que les stipulations qu'il renferme ont été imposées à la France par la Grande-Bretagne. Ce même auteur ajoute que l'article prouvait que Buonaparte n'avait pas encore renoncé au système continental. (*Histoire abrégée des traités de Paix*, tom. X, pag. 328).

le pied où elles étaient avant la guerre de 1792.

Le duc de San-Carlos partit pour l'Espagne, le 11 décembre, et il arriva à Aranjuez, le 4 janvier suivant. La régence refusa d'approuver le traité, 1°. parce que les cortès extraordinaires avaient rendu, le 1er. janvier 1811, un décret portant qu'il n'y aurait, avec la France, ni trêve, ni négociation, ni traité, tant que le roi ne jouirait pas d'une entière liberté, et 2°. à cause de l'engagement contracté par un traité conclu, le 14 janvier 1809, et en vertu duquel l'Espagne ne devait faire la paix avec la France, que du consentement de la Grande-Bretagne.

Le duc de San-Carlos porta cette résolution à Valençay. Buonaparte, dont la position devenait plus critique de jour en jour, avait fait déclarer au roi et aux infans qu'ils pouvaient retourner en Espagne sans se soumettre à aucune condition. Ils reçurent leurs passe-ports, le 7 mars, et se mirent en route le 13 de ce même mois. Ils arrivèrent, le 22, à Figuières. Mais l'Espagne n'était plus telle qu'ils l'avaient laissée, et il ne devait pas s'écouler un grand nombre d'années avant qu'ils retombassent dans une captivité plus dure que celle dont ils venaient de sortir.

Les revers de Buonaparte n'avaient encore apporté aucun changement au sort du souverain pontife, au commencement de l'année 1814. On

ne cessait d'assaillir Sa Sainteté de demandes et de propositions qui se reproduisaient sous toutes les formes, mais qui ne pouvaient ébranler sa constance. Ceux qui furent chargés spécialement de cette mission, étaient le cardinal Maury, l'évêque d'Évreux, M. Bourlier, et l'évêque de Plaisance, M. Fallot de Beaumont. Les importunités de ce dernier prélat furent telles, que Pie VII ordonna de lui déclarer, lorsqu'il se présenterait, qu'il eût à mettre ses demandes par écrit. M. de Beaumont vint le lendemain, et, sur la signification de l'ordre qui le concernait, il écrivit au Saint-Père pour lui annoncer qu'il était chargé de lui faire des propositions de la part du gouvernement. L'empereur, ajoutait-il, consentait à rendre au chef de l'Église une partie de ses états, à condition qu'il lui céderait le reste. Pie VII fit entrer l'envoyé et lui dit : « Les domaines de » Saint-Pierre ne sont pas ma propriété. Ils ap» partiennent à l'Église, et je ne puis consentir à » aucune cession. Au reste, dites à votre empe» reur que si, pour mes péchés, je ne dois pas » rentrer à Rome, mon successeur y entrera » triomphant, malgré tous les efforts du gou» vernement français. — L'empereur a la meil» leure volonté, dit l'évêque de Plaisance. — » Je me fie beaucoup plus aux princes alliés qu'à » lui, » répondit Pie VII. — Oserais-je de-

» mander à votre Sainteté l'explication de ses
» dernières paroles ? — Il ne me convient pas
» de vous la donner, ni à vous de l'entendre. »
» —Pour preuve des bonnes intentions de l'em-
» pereur, j'ai ordre de vous annoncer, de sa
» part, que votre Sainteté va retourner à Rome.
— Ce sera donc avec tous mes cardinaux ? —
« Non, très-saint père, cela n'est pas possible;
» l'empereur le désirerait; mais les circonstances
» s'y opposent. — Eh bien ! si votre empereur
» veut me traiter en simple religieux, je n'oublie
» pas que je le suis, et je n'ai besoin que d'une
» voiture pour me conduire. Tout ce que je de-
» mande c'est d'être à Rome pour m'y acquitter
» de mes devoirs.—Sa majesté sait ce qu'elle doit
» au chef de l'Église : elle ne méconnaît pas votre
» dignité, et elle veut vous donner une escorte
» honorable; un colonel doit vous accompagner.
» —Ce colonel, du moins, ne sera pas dans ma
» voiture. » A ces mots le pape congédia M. de
Beaumont.

A peine ce prélat fut-il sorti, que le colonel se présenta et dit au saint-père que tout était prêt pour son départ : c'était un samedi. Pie VII déclara qu'il ne partirait que le lendemain, après avoir célébré la messe. Le colonel insista peu; mais il resta dans l'appartement et il ne fut permis à personne de parler au pape en particulier. Cet

état de contrainte n'empêcha pas Sa Sainteté de convoquer tous les cardinaux qui, au nombre de dix-sept, étaient à Fontainebleau. Arrivés près du saint-père, ils se jetèrent à ses pieds en pleurant. Le souverain pontife leur dit : « Prêt à me
» séparer de vous, j'ai trois choses à vous pres-
» crire : la première, de ne point porter la dé-
» coration que vous avez reçue du gouvernement
» français ; la seconde, de n'accepter de lui ni
» traitement ni pension ; la troisième, de n'assis-
» ter à aucune fête, aucun repas où ses agens
» pourraient vous inviter. »

Le lendemain, 23 janvier, à onze heures du matin, Sa Sainteté partit (1), et elle arriva le jour même à Orléans, sous le nom de l'évêque d'Imola. Bientôt après, les cardinaux qui étaient à Fontainebleau, furent conduits par des gendarmes en divers lieux. D'Orléans, le saint-père fut conduit à Toulouse, à Montpellier, à Nîmes, à Aix, à Nice et à Savone, où il arriva le 19 février, et séjourna jusqu'au 19 mars. Ce jour il

(1) Selon M. de Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, tome II, page 22, *in*-12, Buonaparte prétendait n'avoir pas donné l'ordre de transférer le pape en France. Pourquoi donc l'y a-t-il retenu près de cinq ans dans une dure captivité ?

continua son voyage, et parvenu, le 23, à Fiorenzuola, son escorte le remit aux troupes autrichiennes. Le 26 mai suivant, Sa Sainteté rentra dans Rome aux vives acclamations de la foule accourue de toutes parts pour contempler ses traits et recevoir sa bénédiction.

LIVRE XXVI.

1813.—1814.

Tous les princes et états d'Allemagne accèdent à la grande alliance.—Suppression de l'acte de médiation de la Suisse. —Plan d'invasion des alliés.—Distribution et force de leurs armées.—La Hollande déclare son indépendance.— Reddition de différentes places.—Tableau des forces de Buonaparte à la fin de 1813.—Passage du Rhin par les alliés, qui pénètrent ensuite dans les départemens de l'Est et du Nord de la France.—Buonaparte se met à la tête de son armée.—Combats de St.-Dizier et de Brienne. —Bataille de la Rothière.—Combats de Champ-Aubert, de Montmirail et de Château-Thierry.—Bataille d'Étoges ou de Vauchamp.—Prise de Sens et de Nogent.—Combats de Mormant, de Montereau et de Bar-sur-Aube.—Marche de Blücher vers Paris.—Combat de Craone.—Bataille de Laon.—Combat de Reims.—Congrès de Châtillon.— Traité de Chaumont.—Combat d'Arcis-sur-Aube.—Buonaparte se porte sur Saint-Dizier.—Les alliés marchent vers Paris.—Combat de la Fère Champenoise.—Les alliés arrivent à Meaux.—Combat de Ville-Parisis.—Départ de Marie-Louise.—Attaque de Paris par les alliés.—Capitulation de cette ville.—Révolution qui s'y opère.—Les alliés déclarent qu'ils ne traiteront plus avec Buonaparte, dont la déchéance est ensuite prononcée par le sénat.—Proclamation du conseil général de la commune de Paris.—Buo-

naparte continue à se porter vers l'Est.—Combat de Saint-Dizier.—Buonaparte reçoit l'avis de la marche des alliés vers l'Ouest.—Il retourne sur ses pas.—Arrivé à quelques lieues de Paris, il en apprend la reddition et se rend à Fontainebleau.—Ordre du jour où il exhale sa fureur.—Il signe un acte d'abdication conditionnelle que rejètent les alliés.—Il abdique purement et simplement.—Traité par lequel la souveraineté de l'île d'Elbe lui est concédée.—Entrée de MONSIEUR, frère du Roi, à Paris.—Bataille de Toulouse, et fin des opérations militaires.—Adieux de Buonaparte à sa garde.—Son départ de Fontainebleau, son voyage et son arrivée à l'île d'Elbe.

BUONAPARTE, après avoir conféré de nouveau la régence à Marie-Louise, et remis à Joseph, son frère, le commandement de la garde nationale de Paris, quitta, le 25 janvier, cette capitale où il ne devait plus rentrer que comme un conspirateur; et il alla se mettre à la tête de la faible armée qu'il lui avait été possible de réunir, pour tenter de repousser l'invasion des alliés, qui occupaient à cette époque un grand nombre de départemens du nord et de l'est de la France.

Après la bataille de Leipsick et la retraite de l'armée française, les quatre grandes puissances, l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et la Russie, avaient conclu une alliance offensive et défensive avec tous les princes et états d'Allemagne, à

l'exception du roi de Saxe, du grand duc de Francfort et des princes d'Isenbourg et de la Leyen. On reprochait aux trois premiers leur dévouement à Buonaparte. Quant au quatrième, il est probable qu'il dut son exclusion au peu d'importance de son territoire. On avait ensuite pourvu, par l'établissement d'une administration centrale, à la garde et à l'entretien des places fortes, à la levée des hommes, à la rentrée des contributions de guerre et fournitures, qui furent évaluées au produit net d'une année de revenu. Les contingens devaient s'élever à près de cent quarante mille hommes, tant en troupes de ligne qu'en *landwehr*, et sans compter la *landsturm* ou levée en masse, qu'on s'était réservé de mettre en activité. Ils étaient doubles de ceux qu'avait réglés l'acte qui instituait la confédération du Rhin; mais du moins ils devaient assurer l'indépendance des états qui s'étaient engagés à les fournir, tandis que les contingens mis à la disposition de Buonaparte, ne devaient opérer qu'un effet contraire. L'empressement avec lequel les peuples concoururent à l'exécution des mesures qui furent prises en cette importante conjoncture, démontra qu'ils en jugeaient ainsi.

Après avoir pourvu à la coopération de l'Allemagne, les alliés travaillèrent à rompre les liens qui attachaient la Suisse à la cause de Buona-

parte. Le corps helvétique désirait demeurer tranquille spectateur des événemens que tout faisait présager. En conséquence, une diète extraordinaire, réunie à Zurich, prononça, le 18 novembre 1813, la neutralité de la Suisse et décréta l'envoi sur les frontières d'un corps de troupes chargé de la faire respecter, s'il se pouvait. Des députés furent en même tems envoyés aux souverains alliés et à Buonaparte, pour les engager à la reconnaître. Buonaparte n'eut pas de peine à le faire; et il ordonna que les troupes italiennes, qui depuis quelques années occupaient le canton du Tésin, en sortissent sur-le-champ. Cet ordre, que le télégraphe transmit à Polèse, fut exécuté vingt-quatre heures après avoir été donné à Paris. Quant aux alliés, ils jugèrent que la neutralité de la Suisse ne serait qu'illusoire, et ils envoyèrent MM. de Lebzestein et Capo-d'Istria, près de la diète, pour lui faire part de leurs intentions. Ils ne demandaient pas la coopération effective du corps helvétique; tout ce qu'ils en exigeaient était de ne pas s'opposer au passage de leurs armées; et ils promirent de lui faire recouvrer son indépendance et de ne s'immiscer autrement dans son régime intérieur. Enfin, ils déclarèrent, par une proclamation, en date du 21 décembre, et qui avait aussi pour objet de justifier leur conduite, qu'ils regardaient comme dissoute la forme

du gouvernement établi par l'acte de médiation, du moment où un seul des cantons confédérés ne voudrait plus s'y soumettre. Il n'en fallut pas davantage pour que la pluralité des députés des anciens cantons, assemblés à Zurick, l'annulassent. Ils souscrivirent, le 29 décembre, un nouvel acte de confédération, auquel les députés des nouveaux cantons adhérèrent ; mais, Berne, Unterwalde et Fribourg, refusèrent de le reconnaître, parce qu'il consacrait le principe de l'égalité entre les différens états de la Suisse.

Les opérations militaires des alliés avaient été concertées dans un conseil de guerre tenu à Francfort. Il y fut arrêté que la grande armée, dite de Bohême, que commandait le prince de Schwartzenberg, et qui était forte de plus de deux cent soixante mille hommes, autrichiens et allemands, entrerait en Suisse pour envahir la Franche-Comté et l'Alsace et marcher contre Paris, après s'être assurée, le plus promptement qu'il serait possible, de l'importante position de Langres. Cette armée devait en même tems intercepter la communication de la France avec l'Italie.

La seconde armée, dite de Silésie, eut ordre de passer le Rhin au-dessus et au-dessous de Mayence, de diriger également sa marche vers la capitale de la France, en laissant des corps de blocus devant les places fortes qu'elle trouverait

sur son chemin. Cette armée, qui se composait, pour la plus grande partie, de troupes russes et de troupes prussiennes, comptait cent trente-sept mille combattans, et était commandée par le feld-maréchal Blücher.

La troisième armée, dite l'armée du nord, qui était de cent soixante et quatorze mille hommes, sous le commandement du prince royal de Suède, devait agir en corps séparés. Soixante mille hommes, dont trente mille prussiens, aux ordres de Bulow, et trente mille russes aux ordres de Winzingerode, devaient pénétrer dans l'ancienne France. Le reste, qui se composait de troupes allemandes, russes, suédoises, hollandaises et anglaises, était destiné à occuper la Hollande et la Belgique.

Indépendamment de ces trois armées, les réserves se montaient à deux cent trente-cinq mille hommes. De plus, une armée autrichienne de quatre-vingt mille hommes, aux ordres du feld-maréchal comte de Bellegarde, devait agir en Italie; et, enfin, cent cinquante mille hommes, anglais, espagnols et portugais, avaient, comme on l'a dit ci-devant, franchi les Pyrénées, sous le commandement de Wellington.

Ainsi, une masse de plus d'un million d'hommes devait faire sentir à la France les maux que, surtout depuis l'époque où les rênes du gouver-

nement avaient été remises entre les mains de Buonaparte, les français avaient fait éprouver à toute l'Europe.

Des troupes hollandaises, avons-nous dit, coopéraient avec celles des alliés : c'était annoncer que déjà la Hollande était soustraite au joug de Napoléon. Cette contrée n'étant occupée que par un petit nombre de troupes françaises, les alliés avaient résolu de s'en emparer. Les corps de Bulow et de Winzingerode avaient eu ordre de s'y rendre en toute diligence. A leur approche, l'alarme s'était répandue parmi les administrations françaises ; et, dès le 18 novembre, le gouverneur général, M. Lebrun, duc de Plaisance, avait, ainsi que plusieurs autres officiers publics, quitté précipitamment Amsterdam, pour se retirer en France. Une députation d'habitans de cette ville avait alors été envoyée en Angleterre, pour inviter le prince d'Orange, fils du dernier stathouder, à passer en Hollande, invitation qui ne pouvait manquer d'être accueillie.

Les premiers cosaques étaient arrivés, le 12 novembre, à Zwol, et, le 24, à Amsterdam. Le 30, Bulow était entré en Hollande par Dœsbourg; et le lendemain il avait pris de vive force la ville d'Arnheim. Le 2 décembre, il avait occupé Utrecht. Le général Benkendorf s'était emparé de Breda, le 12, et de Gertruydenberg, le 13. Douze mille

hommes, sortis d'Anvers, avaient fait, le 23, une tentative pour reprendre la première de ces places ; mais elle avait échoué.

Le prince d'Orange, avec un corps de troupes anglaises, avait pris terre, le 30 novembre, à Schevelingen, où on l'avait vu s'embarquer avec son père, en 1795. Le 1er. décembre, une commission de gouvernement qui siégeait à Amsterdam l'avait proclamé prince souverain des Pays-Bas, sous le nom de Guillaume Ier; et, le lendemain, il avait fait son entrée dans cette ville. Les troupes qui l'avaient amené concoururent aussi à la délivrance de la Hollande. Bientôt les français furent expulsés de toutes les places fortes, à l'exception de Flessingue. Ils conservèrent aussi la flotte du Texel, dont le commandement avait été confié à l'amiral Werhuel, qui crut devoir rester fidèle à la cause de Napoléon.

A l'époque de la bataille de Leipsick, les places fortes principales de la Pologne et de l'Allemagne septentrionale étaient toujours occupées par des troupes françaises. Buonaparte avait laissé au maréchal Gouvion Saint-Cyr, vingt-sept mille hommes pour se maintenir à Dresde. Le défaut de vivres contraignit le maréchal à tenter, le 6 novembre, de s'ouvrir un passage au milieu des troupes qui le tenaient bloqué. Ce dessein ayant échoué, il avait été forcé de signer, le 11, une

capitulation, en vertu de laquelle la garnison de Dresde, après avoir déposé ses armes, s'était mise en route pour la France. Parvenu à Altenbourg, Gouvion reçut la nouvelle que le prince de Schwartzenberg avait refusé de ratifier la capitulation d'après le motif que le général Klenau, qui l'avait conclue, n'était pas autorisé à accorder des conditions si favorables. On offrit au maréchal de le remettre dans la situation où il se trouvait au moment de la signature de l'acte; mais, persuadé probablement que la place de Dresde ne pouvait être défendue plus long-tems, il aima mieux accepter des conditions moins avantageuses, que d'exposer inutilement, aux horreurs de la famine, ses troupes et les malheureux habitans. Il consentit donc à demeurer prisonnier de guerre, avec ses vingt-sept mille hommes et six mille malades, qui étaient dans les hôpitaux de cette ville.

Avant la fin de l'année, les places de Stettin, de Zamosc, de Modlin et de Torgau, se rendirent aussi (1).

---

(1) Le général Rapp, commandant de Dantzick, signa, le 30 novembre, une capitulation qui eut le sort de celle de Dresde : l'empereur Alexandre refusa de la ratifier. En conséquence, Rapp consentit, le 24 décembre, à ce que les quinze mille hommes de troupes françaises et italiennes, qui étaient sous son commandement, se rendissent prison-

Buonaparte, au 31 décembre 1814, avait encore trois cent mille hommes sous les armes; mais trente mille contenaient, vers les bouches de l'Elbe, un corps d'observation; les armées d'Espagne, réduites à quatre-vingt-dix mille hommes, en avaient cent cinquante mille en tête; soixante et dix mille hommes étaient répandus dans les places de l'Oder, de l'Elbe, de la Hollande, de la Dalmatie et de l'Italie; Eugène, qui avait ordre de tenir sur l'Adige, et craignait, non sans raison, de voir l'ingrat et insensé Murat, qui, pour conserver la couronne que Napoléon lui avait mise sur la tête, était prêt à se déclarer contre lui, ne pouvait envoyer les trente mille français qu'il avait dans son armée. Il fallait déduire aussi les garnisons jetées dans les places fortes des frontières de France, garnisons qui, toutefois, étaient très-faibles, et les divisions de la jeune garde et des troupes de ligne qu'on s'efforçait d'organiser dans l'intérieur. Ainsi, à l'époque qui vient d'être citée, les forces disponibles ne s'élevaient pas à plus de quatre-vingt mille hommes, divisés en huit corps d'armée,

---

niers de guerre; et ils furent envoyés en Russie. Les alliés entrèrent à Dantzick, le 2 janvier 1814. Ils y trouvèrent treize cents pièces de canon.

postés le long du Rhin, et dont les commandans étaient les maréchaux et généraux Victor (qui en commandait deux), Marmont, Morand, Sébastiani, Macdonald, Maison, Ney et Mortier.

Pour empêcher Buonaparte de concentrer à tems ses forces disséminées, les troupes de la grande armée ou l'armée de Bohême, sous le commandement de Schwartzenberg, se mirent en mouvement dès le 9 décembre 1813. Dans la nuit du 20, les autrichiens passèrent le Rhin, à Bâle, à Lauffenbourg et à Schaffhouse, sans opposition de la part des troupes helvétiques. La division de Bubna, marcha par Berne, Fribourg et Lausanne, vers Genève, qu'elle occupa le 30. Le fort de l'Écluse fut pris le 4 janvier 1814; le fort de Joux, le 16, et Chambéry, le 20. Bubna s'empara de Bourg-en-Bresse, le 12 de ce même mois, et marcha vers Lyon, dont il ne put se rendre maître, le maréchal Augereau y ayant alors réuni une armée.

Une autre colonne, celle de Giulay, se rendit, par Bienne, à Porentruy et Montbéliard, où elle arriva le 3 janvier. Le même jour, elle s'empara de Vesoul. Mortier s'étant retiré sur Chaumont, après quelques combats, les autrichiens occupèrent Langres le 17. D'autres divisions enveloppèrent Huningue, Béfort, Besançon, Auxon-

ne et Auxerre. Le 25 décembre, Landscrone et Blamont s'étaient rendus par capitulation.

Milhaud, ayant abandonné Colmar, pour se retirer par Saint-Diez, Wrède le poursuivit, lui livra plusieurs combats, opéra, le 19 janvier, à Châtenoi-sur-Marne, sa jonction avec la grande armée et établit sa communication avec l'armée de Silésie.

Le corps d'armée commandé par le prince royal de Wurtemberg, passa le Rhin près de Bâle, le 31 décembre, et marcha par Remiremont vers Bourbonne, où il fit également sa jonction avec la grande armée.

Witgenstein effectua le même passage dans la nuit du 1er. au 2 janvier, s'empara du fort Louis, bloqua Landau et Phalsbourg, et marcha par Sarrebourg vers Nancy, pour former la droite de la grande armée. Victor, qui commandait un corps en Alsace, se retira par les Vosges sur Void et Commercy.

Les réserves russes passèrent le Rhin à Bâle et se réunirent à la grande armée.

Le 18 janvier, Schwartzenberg établit son quartier-général à Langres, où les trois monarques se rendirent successivement. On y attendit l'arrivée des corps de Wrède et de Witgenstein. Le 24 janvier, Mortier livra aux autrichiens un

combat vif, mais indécis, et après lequel il se retira sur Troyes. Le 25, Giulay occupa Bar-sur-Aube.

Le passage du Rhin par l'armée de Silésie fut effectué, le 1er. janvier 1814, à Manheim, par Sacken; à Kaub, par York et Langeron; et à Coblentz, par St.-Priest. Langeron bloqua Mayence. Marmont se retira de poste en poste sur la Sarre, puis sur Metz, que les alliés bloquèrent, ainsi que Sarrelouis, Thionville et Luxembourg. Nancy fut occupé (1) le 17, et Ligny, le 22, après une affaire assez chaude. Il y eut, le 25, un autre combat à St.-Dizier. Alors l'armée de Silésie se trouva en communication avec la grande armée; mais elle était fort affaiblie par les détachemens qu'elle avait faits pour les divers blocus dont nous venons de parler.

Au 25 janvier, jour où Buonaparte quitta Paris, les deux armées alliées occupaient les positions suivantes:

Grande Armée.

Les trois monarques étaient à Langres; Schwartzenberg, à Chaumont; Giulay, à Bar-sur-Aube;

---

(1) Les espagnols, qui étaient prisonniers de guerre dans cette ville, furent enrégimentés par les alliés, qui leur conférent la garde de la place de Toul.

le prince de Wurtemberg, à Colombey; le comte de Colloredo, à Baigneux; le prince Aloïs de Lichtenstein, devant Besançon et Auxonne; le prince Maurice de Lichtenstein, devant Auxerre; le prince de Hesse-Hombourg, à Dijon; Bubna, à Pont-de-l'Ain; Wrède, à Clermont; Witgenstein, à Vaucouleurs; le grand duc Constantin, aux environs de Langres.

Armée de Silésie.

Blücher et Alsoufieff, étaient à Joinville; Sacken, à Vitry; Lanskoï, à Saint-Dizier; York, sur la route du Pont-à-Mousson; Kleist, en marche depuis le Rhin; Roder, devant Luxembourg et Thionville; Bieberstein, devant Sarrelouis; et Barasdin, devant Metz.

Buonaparte, ainsi que le fait voir l'exposé précédent, n'avait plus à courir au loin pour prendre le commandement de ses troupes. Il se rendit de Paris à Châlons-sur-Marne, ville aux environs de laquelle il avait réuni une armée qui ne passait pas soixante mille hommes. Il se portá rapidement, le 27, à Saint-Dizier, où il fit attaquer par Victor, le corps de Lanskoï qui fut repoussé. Le courage des français se ranima par ce succès. Blücher, trop faible pour accepter la bataille, se retira vers Bar-sur-Aube et la grande armée des alliés.

Le 29 janvier, Buonaparte fit diriger plusieurs attaques contre Brienne, qui fut presque entièrement brûlée ; mais, après un combat sanglant, le général Alsoufieff s'y maintint, quoique les français se fussent emparés du château, où ils faillirent à prendre Blücher. Dans la nuit, les alliés abandonnèrent cette ville.

Blücher, ayant été renforcé par une partie de la grande armée, résolut de livrer bataille, le 1er. février. Buonaparte la soutint jusqu'à minuit contre des forces infiniment supérieures, les alliés ayant à lui opposer cent vingt-trois mille hommes, dont, toutefois, quatre-vingt mille seulement prirent part à l'action. Ils remportèrent une victoire complète, sous les yeux de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse, accompagné de ses deux fils. Les français eurent cinq mille hommes tués et blessés ; on leur fit mille prisonniers et ils perdirent soixante et treize pièces de canon. Les alliés firent, en tués et en blessés, une perte encore plus considérable que celle des français. Buonaparte se replia en bon ordre derrière l'Aube. Toutefois, quelles réflexions amères la perte de cette bataille et le lieu où elle fut livrée, ne durent-ils pas lui suggérer ! C'était à Brienne qu'il avait reçu cette éducation dont il avait fait un usage en même tems si funeste et si brillant,

et que commençait, en quelque sorte, cette campagne qui devait décider de son sort.

Il se tint, au château de Brienne, en présence des deux monarques, un conseil de guerre, où il fut résolu qu'on ne poursuivrait pas l'armée française, mais que les deux armées se sépareraient de nouveau. Celle de Silésie devait marcher vers Châlons pour y recevoir les corps d'York, de Kleist et de Langeron, et suivre la Marne jusqu'à Paris, tandis que la grande armée, après avoir occupé Troyes, s'avancerait aussi vers la capitale, en longeant la Seine. Ce plan était vicieux en ce qu'il laissait une trop grande distance entre les deux armées.

Buonaparte, à la tête de quarante-trois mille hommes, parmi lesquels il s'en trouvait à peine vingt mille de vieilles troupes, se retira sur Troyes, où il arriva le 3 février. Schwartzenberg ayant fait mine de le tourner du côté de Bar-sur-Seine, il se porta vers Nogent. Les alliés occupèrent Troyes, le 7. La position de Buonaparte, qui se trouvait entre les deux armées, devenait très-critique; mais il prit une résolution hardie, et il l'exécuta promptement. Laissant trente-six mille hommes, sous le commandement de Victor, d'Oudinot et de Milhaud, pour défendre le passage de la Seine et de l'Yonne, il se mit à

la tête des corps de Ney et de Marmont, ainsi que de la garde, commandée par Mortier, et tourna vers la gauche pour tomber sur l'armée de Blücher, qui s'avançait vers Paris en corps détachés.

L'armée de Silésie, après s'être séparée, à Brienne, de l'armée de Bohême ou la grande armée, avait, le 2 février, occupé Vitry, que le maréchal Macdonald avait évacué. Le général d'York avait marché contre Châlons et soutenu, près de cette ville, le 3, un combat de cavalerie contre Sébastiani et Excelmans. Le 5, Macdonald, d'après une capitulation, était sorti de Châlons, où Kleist était entré, le 7, avec le deuxième corps d'armée prussien. Buonaparte arriva, le 9, à Sézanne. Il attaqua, le 10, près de Champ-Aubert, avec six mille hommes de cavalerie, la division russe d'Alsoufieff, composée de cinq mille hommes d'infanterie, ayant vingt-quatre pièces de canon. Il força ce général à se rendre prisonnier avec deux mille hommes qui lui restaient et quinze canons. Environ deux mille hommes se sauvèrent dans les bois. Le soir, Nansouty s'empara de Montmirail.

Sacken, allant, de la Ferté-sous-Jouarre, rejoindre le gros de l'armée, à Vertus, soutint, le 11 février, à une lieue de Montmirail, un combat glorieux contre Buonaparte, qui avait en ce moment des forces supérieures. Le général russe

perdit deux mille quatre cents hommes et neuf pièces de canon, et on lui fit mille prisonniers; mais il effectua sa retraite vers Château-Thierry, qu'occupait le prince Guillaume de Prusse, frère du roi. Parvenu jusqu'à Nesle, il fut attaqué de nouveau, le 12, par Buonaparte et par Mortier. Sacken, York et le prince Guillaume se retirèrent sur la rive droite de la Marne, après un combat qui leur coûta deux mille hommes (1). Buonaparte, toutefois, ne put s'emparer de Château-Thierry; il n'en occupa que le faubourg, qui est situé à gauche de la rivière. Les alliés se retirèrent du côté de Soissons, et, le 13, ils dirigèrent leur retraite sur la Fère en Tardenois.

Le même jour, Blücher, dans le dessein de se porter sur Montmirail, partit de Vertus avec vingt mille hommes. Marmont se retira devant lui, jusqu'à Jonvillers. Le 14, Buonaparte joignit

---

(1) Les prisonniers faits aux deux journées de Montmirail et de Château-Thierry, furent envoyés dans les départemens de l'Ouest et traversèrent Paris, dont les habitans signalèrent envers eux leur bienfaisance, au grand regret des agens d'un gouvernement qui, pour rendre la guerre nationale, s'efforçait d'en accroître les horreurs et voulait compromettre tous les habitans de la France envers ses ennemis : ce fut dans ce tems-là qu'un préfet fit une proclamation dans laquelle il dit que l'on devait tirer sur les soldats étrangers comme sur des loups.

ce général avec toutes ses forces. Blücher se retira à Champ-Aubert et Étoges. Il y fut cerné par Grouchy ; mais il s'ouvrit un passage à la baïonnette et fit retraite sur Bergères. Toutefois, il avait perdu six mille hommes et quinze pièces de canon. Le lendemain, il prit son quartier-général à Reims, et le surlendemain à Châlons, où toute l'armée de Silésie se réunit le 16.

A cette époque, Buonaparte, au moyen de l'arrivée des troupes qu'il avait tirées de la Catalogne, ainsi que des corps de Macdonald et de Sébastiani, venus du Bas-Rhin et de la Meuse, et des conscrits qui avaient rejoint ses drapeaux, avait porté son armée à cent mille hommes.

Schwartzenberg, lorsqu'il eut vu Napoléon quitter la Seine pour marcher vers la Marne, résolut de s'emparer de Nogent et de Sens, pour que, maître du cours de la première de ces rivières et de celui de l'Yonne, il pût s'avancer vers Paris. Le 11 février, le prince royal de Wurtemberg entra dans Sens, après douze attaques. Nogent fut emporté, le 12, après une défense de trois jours. Oudinot se retira vers Pont-sur-Yonne et Nangis, et Victor, à Provins. Ces deux maréchaux se réunirent, le 14, derrière Nangis, et ils prirent position, le 15, à Guignes, où Buonaparte arriva le lendemain. Il attaqua, le 17, à Mormant et Grand-Puy, le corps russe de Pahlen, qui s'était trop

avancé. Ce corps fut mis en déroute, perdit deux mille hommes et on lui fit beaucoup de prisonniers. Le 18, Victor et Milhaud attaquèrent le prince de Wurtemberg dans sa position de Surville, à une lieue de Montereau. Buonaparte lui-même arriva sur le champ de bataille, avec toutes ses forces, à deux heures après-midi. Le prince fut forcé de se retirer à Marolles, puis à Bray, avec perte de trois mille hommes, tant tués que blessés et prisonniers.

Après cet échec, Schwartzenberg se retira à Troyes, et fit passer à Blücher l'ordre de marcher de Châlons sur l'Aube, pour opérer de nouveau sa jonction avec la grande armée. En conséquence, Winzingerode, qui, le 14, avait pris Soissons d'assaut, se retira sur Épernay pour couvrir la Marne. Le 21, les deux armées alliées se réunirent sur la rive droite de la Seine, depuis Méry jusqu'à Troyes.

Tous les corps de l'armée française se mirent en mouvement, le 23, pour attaquer l'armée combinée. Schwartzenberg, ne voulant pas livrer bataille dans la position où il se trouvait, évacua Troyes et se retira à Bar-sur-Aube. Il y avait alors une sorte de découragement parmi les alliés, qui avaient reçu de mauvaises nouvelles du midi de la France. Le 19 février, les français étaient rentrés dans Chambéry. Augereau venait de se mettre en

marche, ce qui avait forcé Bubna de se retirer à Genève. Ce mouvement exposant la grande armée au danger d'être coupée de la Suisse, sa base principale, il fut résolu de se replier, s'il le fallait, jusqu'à Langres même, pour se rapprocher des réserves autrichiennes, et on négocia un armistice avec Buonaparte, qui refusa de le conclure. Les alliés formèrent alors une armée particulière du midi, forte de cinquante mille hommes, et commandée par le prince héréditaire de Hesse-Hombourg. Elle eut ordre de prendre l'offensive.

Les français rentrèrent à Troyes, le 24 février, et Buonaparte y signala sa vengeance. Durant le séjour que les alliés avaient fait dans cette ville, plusieurs royalistes avaient présenté à l'empereur de Russie, une adresse où ils demandaient le rétablissement du monarque légitime (1). Buona-

(1) On prétend que l'empereur de Russie dit à ceux qui lui présentèrent l'adresse : « Nous ne sommes pas venus pour » donner nous-même un roi à la France ; nous voulons seu- » lement connaître ses intentions; et c'est à elle à se pro- » noncer, mais hors de notre ligne militaire; car il importe » qu'on ne croie pas que la présence de nos armées a pu in- » fluer sur l'opinion. » Nous ne pouvons ajouter foi qu'à la première partie de cette réponse, vu qu'il était impossible de remplir la condition que renfermait la seconde, ce que l'empereur Alexandre ne devait pas ignorer.

parte furieux, fit juger, par une commission militaire, deux d'entr'eux, le marquis de Vidrange et le chevalier de Gouault. Ils furent condamnés à mort; mais le premier était contumace. Le chevalier de Gouault montra le plus grand courage à ses derniers momens. Il ne voulut point qu'on lui bandât les yeux; il donna lui-même le signal de faire feu, et il reçut le coup fatal en criant: Vive le roi! vive Louis XVIII! L'exécution eut lieu à onze heures du soir; et le corps demeura exposé sur la place toute la journée du lendemain. Un décret impérial rendu en même tems portait peine de mort contre tout français qui prendrait les décorations de l'ancien régime ou accompagnerait les armées alliées dans l'invasion du territoire français.

Napoléon ayant quitté Troyes pour marcher, avec sa garde et le corps de Victor, au secours de Marmont et de Mortier, qui étaient sur la Marne, le roi de Prusse qui, dès l'origine avait blâmé la retraite, obtint du prince Schwartzenberg qu'il la suspendît. En conséquence, Wrède et Witgenstein attaquèrent, à Bar-sur-Aube, le 26 février, Oudinot et Macdonald, qui avaient vingt mille hommes. Après un combat opiniâtre, où ils perdirent deux mille hommes, sans compter huit cents prisonniers, les deux maréchaux se retirèrent à Magny et Vandœuvre. Le 3 mars,

Oudinot fut attaqué de nouveau et forcé de continuer sa retraite jusqu'à Troyes, que les français évacuèrent le lendemain, y laissant neuf cents blessés et ayant perdu trois mille hommes. Schwartzenberg établit de nouveau son quartier-général dans cette ville.

L'armée de Silésie se trouvait à Méry, où elle avait été appelée pour une grande bataille qu'on s'était proposé de livrer. Schwartzenberg s'étant, au contraire, décidé à faire retraite, Blücher et son état-major résolurent de se porter promptement vers la Marne, de passer cette rivière et de se réunir aux corps de Bulow et de Winzingerode pour combattre Buonaparte ou marcher vers Paris. La prompte et vigoureuse exécution de ce plan, décida le résultat de la campagne.

Blücher passa l'Aube, le 24, et se dirigea vers Sézanne, où se trouvait Marmont avec dix mille hommes. Ce dernier se retira à la Ferté-Gaucher; et, le 27, il fit, à la Ferté-sous-Jouarre, sa jonction avec Mortier. Sacken et Langeron ayant reçu l'ordre de marcher contre Meaux, les deux maréchaux se hâtèrent de passer la Marne, et de se porter au secours de cette ville. Blücher, instruit que Buonaparte marchait contre lui, voulut opérer sa jonction avec Winzingerode et Bulow. Le premier, venu de Namur, s'était emparé, le 14

février, de Soissons. L'autre, parti de Bruxelles, était arrivé, le 26, à Laon, et le général Thumen, qui faisait partie de son corps, avait pris, le 27, par capitulation, la place importante de La-Fère, où l'on trouva un arsenal complet, et où l'on fit un butin évalué à plus de vingt millions de francs. Le feld-maréchal arriva, le 2 mars, à Oulchy-le-Château (1). Il fit, le lendemain, sa jonction avec les deux généraux, et ses forces se montèrent alors à plus de cent mille hommes, avec lesquels il prit position derrière l'Aisne.

Buonaparte se proposait de tourner l'aile gauche de l'armée de Silésie, pour lui couper la communication avec la grande armée combinée. Il lui importait, pour l'exécution de ce dessein, d'être maître de Reims. Le 5 mars, au matin, le général Corbineau surprit cette ville où se trouvait le prince Gagarin, avec une faible garnison. Les habitans, instruits de l'approche des français, s'assurèrent des portes de la ville, et les russes furent faits prisonniers. Le même jour, Marmont et Mortier dirigèrent, mais sans succès, plusieurs attaques contre Soissons. Buonaparte, qui, avec ses forces principales, s'était porté sur

(1) Son arrière-garde avait été attaquée vivement à La Ferté-Milon.

Béry-au-Bac, y fit attaquer, par Nansouty, une brigade russe du corps de Winzingerode, qui fut culbutée. Il passa l'Aisne; et Blücher, qui était posté entre cette rivière et la Lette, résolut de lui livrer bataille pour l'empêcher de gagner l'importante position de Laon. Mais avant qu'il eût pu le faire tourner par les corps de Winzingerode et de Kleist, Buonaparte, avec sa garde, commandée par Ney et Victor, et avec la cavalerie aux ordres de Grouchy et de Nansouty, attaqua, le 7 mars, les corps russes de Woronzoff et de Sacken, postés sur les hauteurs de Craone et sur la rive droite de la Lette. Ces corps ne pouvant être soutenus par le reste de l'armée de Silésie, parce que Winzingerode et Kleist avaient éprouvé des difficultés imprévues, furent forcés de se retirer sur Laon, après avoir perdu quatre mille hommes. La garnison de Soissons les joignit dans cette retraite.

Le 8, toute l'armée de Silésie, forte de cent dix mille hommes, se porta sur les hauteurs de Laon. Buonaparte n'avait pas plus de quatre-vingt mille hommes. Cependant il livra bataille le 9. Il attaqua d'abord l'aile droite des alliés qui avait une position formidable; mais sa principale attaque fut dirigée contre la gauche. La prise du village d'Athies, par le prince Guillaume de Prusse, décida l'action qui fut des plus sanglantes. Le corps de Marmont, et la cavalerie d'Arrighi, for-

mant l'aile droite, souffrirent considérablement. L'aile gauche se retira en ordre de Laon à Chivy. Le lendemain, elle renouvella le combat; mais ce fut uniquement pour masquer la retraite et sauver les débris du corps de Marmont.

Le comte de Saint Priest, qui commandait le huitième corps d'infanterie russe, se trouvait à Châlons. Ayant reçu des renforts, il fit, le 7 mars, une tentative infructueuse pour reprendre Reims. Il la renouvella, le 12, avec succès. Le lendemain, Buonaparte se mit en marche pour lui enlever sa conquête. Il y eut, près de Reims, un combat très-vif, où les russes et les prussiens furent repoussés et dans lequel le comte de Saint-Priest fut mortellement blessé. Les alliés en se retirant traversèrent Reims où ils laissèrent deux régimens russes, auxquels une capitulation permit de reoindre leur corps d'armée.

Les négociations, selon l'usage, marchaient de front avec les opérations militaires. Il se tenait, depuis le 3 février, à Châtillon-sur-Seine, un congrès où les plénipotentiaires des puissances alliées demandèrent que la France rentrât dans ses anciennes limites, et que la Hollande, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne fussent soustraites à son influence. Buonaparte, pour gagner du tems, offrit de conclure un armistice par lequel il remettrait immédiatement les places fortes situées dans

les pays qu'il céderait; mais les alliés, à qui une suspension d'armes présentait beaucoup d'inconvéniens, insistèrent pour qu'on signât, sur-le-champ, des préliminaires de paix. Loin d'y consentir, Napoléon, qui venait alors de remporter d'assez grands avantages (à Champ-Aubert et à Montmirail), éleva ses prétentions; et bientôt on fut convaincu qu'il était impossible de compter sur sa bonne foi. Les alliés désignèrent, le 10 mars, comme le terme des négociations, si un projet de paix qu'ils avaient communiqué et qui était rédigé d'après les bases qui viennent d'être indiquées (1), n'était pas adopté, ou si, du moins, le plénipotentiaire français n'avait pas présenté un contre-projet analogue. Cet espace de tems écoulé, M. de Caulaincourt ne produisit que des pièces dont la discussion n'eût fait que prolonger la négociation. Un nouveau délai de cinq jours lui fut accordé. Enfin, le 15 mars, il remit un con-

(1) On rapporte que lorsque ce projet fut remis à Buonaparte, il s'écria: « Les alliés oublient donc que je suis plus » près de Vienne qu'ils ne le sont de Paris! » Il est probable que loin de vouloir renoncer à la ligne du Rhin, il se flattait encore de recouvrer, au moyen de quelque action décisive et des nombreuses places fortes qu'il tenait toujours hors des limites de l'ancienne France, le grand empire avec lequel il s'était pour ainsi dire identifié.

tre-projet, par lequel Buonaparte demandait : 1°. la rive gauche du Rhin ; 2°. le royaume d'Italie, y compris Venise, pour Eugène de Beauharnais, ses héritiers et successeurs ; et 3°. des établissemens pour ses frères Joseph, Jérôme, et pour son neveu Louis, qui perdaient les couronnes d'Espagne et de Westphalie, et le grand duché de Berg. Il renonçait à la Hollande, mais en conservant Nimègue et la ligne du Wahal, ainsi que les Pays-Bas et l'Escaut.

C'était à l'instant où Buonaparte venait de perdre la bataille de Laon, qu'il faisait ces propositions. Il les considérait cependant comme exorbitantes, et il se flattait que quelques chances heureuses lui permettraient de les modifier ou même de les révoquer. Cette assertion est prouvée par une lettre que M. Maret écrivit, le 19 mars, à M. de Caulaincourt (1), lettre que les alliés in-

(1) M. de Caulaincourt fit les plus grands efforts pour vaincre la résistance de Buonaparte. Vainement l'informa-t-il que le prince de Metternich lui avait envoyé un agent, chargé de se plaindre d'une lettre remplie de récriminations et de propositions captieuses, que Napoléon avait écrite à l'empereur François, qui avait tout tenté pour que les choses n'en vinssent pas à la dernière extrémité. Buonaparte persista dans ses prétentions qui, si elles semblaient peu conformes à l'état apparent de ses affaires, l'étaient,

terceptèrent et qui est déposée à la chancellerie d'état de Vienne. « L'empereur désire, y était-il dit, que vous ne preniez aucun engagement positif au sujet de tout ce qui concerne la remise des forteresses d'Anvers, de Mayence et d'Alexandrie, si vous êtes obligé de consentir à leur cession, son intention étant même, dans le cas où il aurait ratifié le traité, de se régler sur les circonstances militaires; attendez jusqu'au dernier moment...... En un mot, sa majesté désire se trouver, après le traité, encore à même de pouvoir tirer parti des circonstances jusqu'au dernier moment. »

Les cours alliées n'avaient pas encore connaissance de cette lettre lorsquelles firent rompre les conférences de Châtillon, ce qui eut lieu le 19.

« En signant un traité sur les bases du contre-

---

toutefois, à la situation politique où il se trouvait. Un souverain légitime, qui essuye des revers, peut faire les plus grands sacrifices; mais il n'en est pas de même d'un homme qui ne doit la puissance qu'à ses succès. Buonaparte ne pouvait, ni légalement, ni honorablement, signer un traité par lequel il aurait consenti à la perte de provinces possédées par la France, lorsque les rênes du gouvernement avaient été remises entre ses mains. N'avait-il donc remporté tant de victoires que pour arriver à ce résultat honteux, mais honteux pour lui seul, puisqu'il en était la cause?

» projet français, dirent-elles dans une déclara-
» tion qu'elles publièrent à ce sujet, elles eussent
» déposé leurs armes entre les mains de l'ennemi
» commun ; elles eussent trompé l'attente de leurs
» peuples et la confiance de leurs alliés. »

Tandis qu'elles négociaient avec Buonaparte, les quatre grandes puissances, c'est-à-dire, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, resserrèrent, par un traité d'alliance offensive et défensive, conclu à Chaumont, le 1er. mars, les nœuds qui les unissaient. Chacune d'elles s'engagea à tenir constamment sur pied, contre l'ennemi commun, cent cinquante mille hommes. La Grande-Bretagne devait payer, pour le service de l'année 1814, cinq millions de livres sterling, à répartir également entre les trois autres puissances, et elle se réserva de fournir son contingent en troupes étrangères à sa solde, ou de donner annuellement une somme qui serait déterminée d'après le taux de vingt livres sterling par chaque fantassin, et de trente par chaque cavalier. La durée de l'alliance était étendue à vingt ans.

Reprenons présentement le fil des opérations militaires.

Nous avons laissé le prince de Schwartzenberg entre l'Yonne et la Seine. Trop faible pour agir offensivement, l'armée française, qui lui était op-

posée, se trouvait sur la droite de cette dernière rivière, depuis Provins jusqu'à Montereau. Le général Alix, qui commandait la 18e. division militaire, ayant publié, le 6 mars, une instruction pour la levée en masse des provinces situées sur les derrières de l'armée combinée, le général en chef de celle-ci, ordonna, le 10, des mesures sévères contre les individus qui seraient pris les armes à la main, et contre les communes où l'on aurait sonné le tocsin.

Instruit de ce qui s'était passé jusqu'au 7 mars, à l'armée de Silésie, Schwartzenberg, qui avait fait reposer la sienne près de quinze jours, se mit en marche vers Paris, mouvement qui avait pour objet de porter Buonaparte à se retirer vers ce point, au lieu de tomber sur l'aile droite de la grande armée, avant qu'elle fût en force à Arcis-sur-Aube ; mais la nouvelle de la bataille de Laon, qu'il reçut le 14 mars au soir, détermina le feld-maréchal à reprendre l'offensive.

Buonaparte, arrivé le 11 mars à Soissons, donna l'ordre à Mortier et à Marmont d'observer l'armée de Silésie. Lui-même, à la tête de trente à quarante mille hommes divisés en quatre colonnes, se mit en marche, le 12. La première colonne alla, par Fismes et Reims, à Châlons, d'où elle se dirigea vers Vitry. Les trois autres colonnes passèrent la Marne à Épernay, à Château-

Thierry et à la Ferté-sous-Jouarre. Buonaparte arriva, le 19, à Plancy. Il se flattait de surprendre le flanc droit des alliés, de percer la ligne de l'Aube, de couper les corps postés sur la Seine, et de forcer ainsi la grande armée à évacuer la Champagne. Schwartzenberg, craignant que la colonne de Vitry ne se portât à Bar-sur-Aube, voulut d'abord se retirer sur cette ville; mais les forces principales de l'armée française ayant passé l'Aube à Plancy le 19, pour se porter à Méry-sur-Seine, le feld-maréchal changea d'avis et résolut de livrer bataille, à la tête de quatre-vingt-dix mille hommes qu'il avait réunis. L'action commença, le 20 mars, à midi, et dura jusqu'à minuit sans être décisive. Le lendemain, les deux armées se préparèrent à renouveller le combat. Le sort de l'Europe ne tenait, dit-on, qu'à un cheveu, lorsque le mauvais génie de Buonaparte lui suggéra le dessein de marcher par Vitry vers Saint-Dizier, et de là sur la ligne de communication de la grande armée, d'attirer à lui les garnisons des places fortes de la Lorraine et de l'Alsace, de soutenir la levée en masse des habitans de ces deux provinces, et de transporter le théâtre de la guerre en Allemagne. A peine a-t-il conçu ce dessein qu'il l'exécute en plein midi, à la face des alliés, laissant seulement en arrière le corps d'armée d'Oudinot et la cavalerie de Sébastiani

pour se maintenir à Arcis et protéger sa marche. Cette arrière-garde rejoignit, dans la nuit du 22 au 23 mars, le gros de l'armée française, qui arriva ce dernier jour à Saint-Dizier, et le 24, par Vassy à Doulevant. Chemin faisant elle se grossit par la réunion des insurgens de la Lorraine et de la Franche-Comté. Buonaparte enleva les convois et les courriers des alliés, et leur coupa la communication avec la ligne du Rhin. Tout paraissait alors favoriser son dessein, et déjà il était échoué. Une lettre (1) interceptée en instruisit, le 23 mars, les alliés. Il se tint aussitôt, à Pougy, en présence de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, un conseil de guerre où il fut décidé qu'on marcherait sur Châlons et qu'après que les deux armées de Bohême et de Silésie auraient fait leur jonction, on opérerait sur les derrières de l'armée française. On fit connaître cette résolution à l'empereur d'Autriche, qui se trouvait à Bar-sur-Aube. Le mouvement de Buonaparte exposant ce prince, il se rendit promptement à Dijon, par Bar-sur-Seine et Châtillon.

Blücher s'étant assuré, le 18 mars, que Buona-

(1) Cette lettre était adressée au maréchal Macdonald, par le maréchal Berthier, qui l'informait de la marche et des desseins de Buonaparte.

parte s'était porté contre la grande armée, passa l'Aisne, et, le lendemain, Winzingerode occupa Reims de nouveau. Marmont et Mortier quittèrent, dans la nuit du 20, la position de Fismes, et se retirèrent sur Château-Thierry, où, le 22, ils passèrent la Marne. Le 23, York et Kleist arrivèrent dans cette ville; et Woronzoff à Châlons; Bulow investit Soissons.

Les deux armées de Bohême et de Silésie s'étant mises en communication, l'empereur de Russie, le roi de Prusse, le prince de Schwartzenberg et le comte Barclay de Tolly, arrêtèrent, dans un conseil de guerre, tenu en plein air sur la grande route près de Vatry, que les armées réunies se porteraient à marches forcées sur Paris, tandis que Winzingerode, à la tête d'un corps de cavalerie de huit mille hommes, avec environ cinquante pièces d'artillerie volante, suivrait Buonaparte, qui serait persuadé de la sorte que toute l'armée combinée s'approchait.

Lorsque les alliés prirent cette résolution, leur retraite, en cas de revers, était assurée du côté de la Suisse, par la reddition de Lyon. Wellington faisait des progrès dans le midi, et Bordeaux venait de s'illustrer à jamais en proclamant le souverain légitime. Les alliés savaient de plus, par des rapports exacts et sûrs qui venaient de leur

parvenir, qu'ils trouveraient dans Paris un parti puissant qui se déclarerait contre Buonaparte, lorsqu'on verrait qu'ils l'abandonnaient à son sort (1).

Meaux fut indiqué comme point de réunion des deux armées, qui devaient y arriver le 28.

Les corps de Marmont et de Mortier avaient reçu de Buonaparte l'ordre de le suivre le plutôt qu'il se pourrait. Arrivés à Étoges et Vertus, ils avaient appris que les alliés occupaient Châlons. Ils se portèrent alors vers Vatry. En même tems arrivèrent par Montmirail, les généraux Pacthod et Amey, qui escortaient, avec six mille hommes, un convoi considérable de munitions de guerre et de bouche pour Buonaparte. L'armée de Schwartzenberg attaqua, le 25, près de Soudé-Sainte-Croix et de Sommesous, les deux maréchaux, les battit et les contraignit à faire retraite sur Linthes, par la Fère Champenoise. Pacthod et Amey furent forcés de se rendre prisonniers dans cette dernière ville à une division de l'armée de Silésie. Cette double affaire coûta aux

(1) M. Schoell, *Histoire abrégée des Traités de paix*, tom. X, pag. 419. — Il s'était formé quelques comités royalistes, au sujet desquels on peut consulter la *Campagne de* 1814, par M. de Beauchamp.

français cinq mille hommes tués, dix mille prisonniers, quatre-vingts canons et beaucoup de munitions de guerre et de bouche. Les deux monarques qui se trouvèrent au milieu de la mêlée coururent le risque de tomber entre les mains des français, événement qui, très-probablement, aurait mis fin à la guerre et sauvé Buonaparte.

Le 26, les quartiers-généraux de Schwartzenberg et de Blücher furent établis à Treffaux et à la Ferté-Gaucher; le 27, à Coulommiers et à la Ferté-sous-Jouarre; le 28, Schwartzenberg ne pouvant gagner Meaux, demeura avec les deux monarques à Quincy. Blücher occupa Meaux; et il y eut une affaire assez chaude à Claye et à Ville-Parisis. Le 29, le quartier-général des monarques et de Schwartzenberg fut à Clichy, et celui de Blücher à Villepinte. Les corps de Marmont et de Mortier arrivèrent le soir par Nangis à Paris. Le premier ne comptait plus que deux mille quatre cents hommes de pied et huit cents chevaux. On les renforça par les débris d'une foule de bataillons, et il fut alors porté à sept mille quatre cents hommes d'infanterie et mille de cavalerie. Ces deux corps occupèrent les hauteurs de Belleville et de Montmartre (1).

(1) Buonaparte, avant de partir de Paris, avait ordonné

Le même jour 29, Marie-Louise et son fils quittèrent Paris, prenant la route de Tours (1); et Joseph Buonaparte publia la proclamation suivante, par laquelle il croyait abuser les habitans de la capitale, et ne fit que se couvrir de ridicule.

« *Le roi Joseph, lieutenant-général de l'empereur, commandant en chef de la garde nationale, aux citoyens de Paris.*

Citoyens de Paris !

Une colonne ennemie s'est portée sur Meaux. (Une colonne perdue, disaient les journaux). Elle s'avance par la route d'Allemagne ; mais l'empereur la suit de près à la tête d'une armée victorieuse. Le conseil de régence a pourvu à la sûreté

---

de couvrir les barrières par des tambours en charpente, percés de créneaux et d'embrâsures, de façon à pouvoir diriger quelques feux de mousqueterie et d'artillerie sur les principales avenues. L'exécution de cet ordre n'avait aucunement rassuré les parisiens, qui se hâtèrent de mettre à couvert leurs effets les plus précieux.

(1) Les avis sont partagés sur ce qui détermina la retraite de Marie-Louise. On prétend que le conseil de régence avait pris une première décision portant que cette princesse et son fils ne s'éloigneraient pas de la capitale, mais que M. Cambacérès, d'après l'avis de M. de Talleyrand, fit reve-

de l'impératrice et du roi de Rome. Je reste avec vous. Armons-nous pour défendre cette ville, ses monumens, ses richesses, nos femmes, nos enfans, tout ce qui nous est cher. Que cette vaste cité devienne un camp pour quelques instans et que l'ennemi trouve sa honte sous ses murs, qu'il espère franchir en triomphe. L'empereur marche à notre secours. Secondons-le par une courte et vive résistance et conservons l'honneur français. »

Arrivé sous les murs de Paris, le prince de Schwartzenberg adressa aussi aux parisiens une proclamation propre à encourager ceux d'entre

---

nir sur cette délibération. On ajoute même que Marie-Louise s'était proposé de se présenter, à la tête du corps municipal, devant les souverains alliés, pour en obtenir des conditions favorables à la cause de son époux, et qu'elle en fut également empêchée par les hommes qui entretenaient des intelligences avec eux. Mais une telle démarche n'eût été aucunement dans les convenances, à moins que Buonaparte, lui-même, ne l'eût autorisée, ce qu'il était peu disposé à faire, s'il est vrai qu'il ait envoyé l'ordre du départ de Marie-Louise et de son fils, et qu'il l'ait accompagné de cette observation : « J'aimerais mieux les savoir au fond de la Seine, » que de les voir conduits à Vienne en triomphe ; » observation qui est parfaitement dans le caractère de celui à qui elle est attribuée, et que, toutefois, nous sommes loin de garantir, n'ayant rien d'authentique sur ce point.

eux qui désiraient le rétablissement du souverain légitime.

« Depuis vingt ans l'Europe est inondée de sang et de larmes, disait le généralissime, les tentatives faites pour mettre un terme à tant de malheurs ont été inutiles, parce qu'il existe dans le pouvoir même du gouvernement qui vous opprime, un obstacle insurmontable à la paix....

» Les souverains alliés cherchent de bonne foi une autorité salutaire en France, qui puisse cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernemens avec elle. C'est à la ville de Paris qu'il appartient, dans les circonstances actuelles, d'accélérer la paix du monde. Son vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer un si immense résultat. Qu'elle se prononce et de ce moment l'armée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions.

» Parisiens ! vous connaissez la situation de votre patrie, la conduite de Bordeaux, l'occupation amicale de Lyon, les maux attirés sur la France et les dispositions véritables de vos concitoyens. Vous trouverez dans ces exemples le terme de la guerre étrangère et de la discorde civile. Vous ne pourriez le trouver ailleurs........ ».

Par malheur, cette pièce ne put être assez répandue pour empêcher qu'un trop grand nombre de citoyens ne s'armassent dans le dessein de ten-

ter une résistance que ne pouvait couronner le succès. Sur les vingt-sept ou vingt-huit mille hommes qu'il fut possible de mettre en bataille pour défendre la capitale, on en compta environ huit mille de la garde nationale. Les troupes françaises prirent position, le 29. La droite occupa les hauteurs de Mesnil-Montant, de Belleville, et la butte Saint-Chaumont, et elle s'appuya contre Vincennes. Le centre était au canal de l'Ourcq, ayant en arrière le mamelon de Montmartre, qui, s'il avait été convenablement fortifié, eût rendu cette position formidable. La gauche s'étendait de Montmartre à Neuilly.

L'artillerie affectée à la défense de l'enceinte ne consistait qu'en quarante pièces de 4, et vingt de 8, indépendamment de douze pièces de 4 et quatre de 8, formant une réserve sur chacune des rives de la Seine. Trois cents élèves de l'École Polytechnique et quatre cent quatre-vingts canonniers, pris à l'hôtel des invalides, faisaient le service.

Le 30 mars, entre trois et quatre heures du matin, les tambours arrachèrent au sommeil les habitans de Paris, dont un grand nombre ne s'étaient pas attendus à ce réveil. La garde nationale, quoiqu'irritée du départ de Marie-Louise et de celui de plusieurs membres du gouvernement, qui s'étaient empressés de mettre aussi leurs person-

nes et leurs richesses à couvert, se rendit à ses postes avec célérité. Nombre de compagnies furent postées hors des barrières; mais les généraux eurent la sagesse de ne les placer qu'en seconde ligne (1).

Ce fut contre l'aile droite des français que l'ennemi dirigea l'attaque la plus vive. La défense fut opiniâtre; mais il fallut céder à la supériorité du nombre; et les positions que cette aile occupait furent abandonnées dans le cours de la matinée.

L'attaque du centre avait été confiée au feld-maréchal Blücher, qui, ayant reçu les ordres fort tard, ne se mit en mouvement qu'à onze heures et qu'après avoir chargé le comte de Langeron de prendre ou bloquer Saint-Denis, de déloger d'Aubervilliers les troupes françaises qui occupaient ce village, et enfin de se porter par Clichy sur Montmartre. Blücher surmonta tous les obstacles. Il marchait vers les barrières, lorsque des parlementaires, envoyés par le corps municipal, annoncèrent, aux avant-postes des alliés, que la ville demandait à capituler. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse n'attendaient que ce signal pour arrêter l'effusion du sang. On convint donc

(1) La garde nationale fournit cependant beaucoup de volontaires qui firent le service de tirailleurs.

facilement d'une suspension d'armes, durant laquelle on réglerait les articles de la capitulation. Alors les deux monarques, transportés d'une joie vive et pure, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, en s'écriant : « *La cause de l'humanité est gagnée !* »

Cependant, M. de Langeron, qui n'était pas encore instruit de l'armistice, attaquait Montmartre. Son infanterie fut repoussée plusieurs fois. A la fin, elle escalada les hauteurs au pas de charge, culbuta quelques compagnies de ligne soutenues par des gardes nationaux, et prit sept pièces de canon. Il n'y en avait pas davantage pour défendre ce poste important. « Quand les » armées ennemies seraient campées sur les hau- » teurs de Montmartre, pas un village des pro- » vinces réunies constitutionnellement à l'empire » ne serait cédé, » avait dit Napoléon, un an auparavant, jour pour jour ; et ce fut sur ces mêmes hauteurs que se termina la bataille qui anéantit sa puissance !

L'aile gauche des français fut à peine attaquée ; on ne tira que deux ou trois coups de canon contre les postes qu'elle occupait.

La perte des alliés fut de sept à huit mille hommes, et celle des français de trois à quatre mille ; parmi lesquels on compta cinq cents hommes de la garde nationale, perte d'autant plus sensible qu'il

y avait, dans ce nombre, des pères de famille. Quant au lieutenant-général de Napoléon, on sait qu'il ne fut pas trouvé parmi les morts ni les blessés. Malgré la promesse qu'il avait faite de rester à son poste, il s'était retiré vers les onze heures du matin (1); mais, du moins, il avait autorisé les généraux à traiter de la capitulation, qui ne fut signée que le 31, à deux heures après minuit. Il fut stipulé que les corps des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse, évacueraient la ville de Paris à sept heures du matin; que les hostilités ne pourraient recommencer que deux jours après l'évacuation; que tous les arsenaux, ateliers, établissemens et magasins militaires resteraient dans l'état où ils se trouvaient au moment de la signature de l'acte; que la garde nationale serait totalement séparée des troupes de ligne, quelle serait conservée, désarmée ou licenciée, selon les dispositions des puissances alliées; et que les corps de la gendarmerie municipale partageraient entière-

---

(1) On fit, au sujet de cette retraite et de la proclamation que nous avons rapportée, l'épigramme suivante :

Le roi Joseph, pâle et blême,
Pour nous sauver reste avec nous;
Croyez, s'il ne nous sauve tous,
Qu'il se sauvera bien lui-même.

ment le sort de la garde nationale. Enfin, la ville de Paris fut recommandée à la générosité des hautes puissances alliées.

Nous n'entreprendrons pas de retracer, dans son ensemble, la situation morale de la capitale, dans la journée du 30 mars : du mouvement et cette sorte d'agitation que produit l'inquiétude, tels en furent les principaux traits. Pour exciter le peuple à une défense opiniâtre et irréfléchie, la police avait fait afficher et distribuer un placard dont le titre était : *Nous laisserons-nous piller? Nous laisserons-nous brûler?* De bons citoyens prirent sur eux d'arrêter la distribution de cet écrit incendiaire. Des misérables parcouraient tous les quartiers, annonçant que l'ennemi était repoussé à plus d'une lieue ; que Buonaparte arrivait à la tête de quatre-vingt mille hommes; et que le roi de Prusse, ayant été fait prisonnier, entrait à l'heure même dans Paris. Ce dernier mensonge servit uniquement à faire connaître que les deux monarques alliés étaient à la tête des troupes qui attaquaient la capitale.

Lorsque le bruit de l'artillerie et de la mousqueterie eut cessé, et qu'on eut vu rentrer les troupes en silence, les moins clairvoyans purent juger du résultat de la journée. Cette ville qui, depuis tant de siècles, n'avait pas vu d'armée ennemie pénétrer dans son enceinte, ne devait donc

pas tarder à recevoir les guerriers de ces peuples auxquels Buonaparte, dans sa fureur, avait prodigué l'injure, et qu'il avait traités de *barbares du Nord*. Sur les sept heures du soir, toutes les maisons se fermèrent hermétiquement; plus de lumières que celles qui servent à éclairer les rues; où l'on ne rencontrait que quelques citoyens effrayés, qui se demandaient les uns aux autres ce qui allait arriver. Enfin, Paris offrait alors le même aspect de désolation et d'effroi que le jour où le plus épouvantable des crimes y fut commis.

Le 31 au matin, on vit continuer la fuite des agens du gouvernement, qui se retiraient vers Blois, où la régente s'était établie. Mais, entre huit et neuf heures, un autre spectacle vint étonner les uns et consoler les autres. Au milieu de groupes formés sur les boulevards du nord, des hommes dévoués à la légitimité, firent lecture, à haute voix, des proclamations du Roi, de MONSIEUR, et des alliés. Elles furent d'abord écoutées en silence; bientôt de nouvelles lectures furent suivies du cri de *vive le Roi!* poussé par un petit nombre de personnes, puis par un plus grand, et à la fin par la foule elle-même. Alors les royalistes se réunissent. Précédés de drapeaux blancs faits à la hâte, mais ornés du véritable écu de France, il parcourent les boulevards, les rues et les places adjacentes, faisant retentir l'air de

leurs acclamations, auxquelles, de toutes parts, les femmes répondent avec enthousiasme. Le tyran qui leur enlevait les objets de leurs plus chères affections, était abattu, et tout faisait présumer qu'il ne se relèverait jamais.

Ce fut au milieu de cette ivresse que l'empereur de Russie et le roi de Prusse firent leur entrée dans Paris. A leur aspect, les transports redoublent, chacun cherche à contempler de plus près les libérateurs de l'Europe, devenus, comme par miracle, les libérateurs de la France. L'expression de la joie publique n'est interrompue que pour maudire celui qui a fait des français abusés les instrumens de son ambition et de ses fureurs. On en demande la déchéance, ou plutôt on la prononce réellement, en confondant les cris de Vive Alexandre! Vive Frédéric-Guillaume! Vive Louis XVIII! Vivent les Bourbons! Des souverains légitimes ne pouvaient repousser un pareil vœu, un vœu dont l'accomplissement devait concilier les intérêts de l'Europe entière.

Les monarques alliés, lorsqu'ils eurent passé en revue la nombreuse et superbe armée entre les rangs de laquelle ils avaient traversé Paris, se transportèrent chez M. de Talleyrand, prince de Bénévent, dont l'empereur Alexandre avait désigné l'hôtel pour son logement. C'était l'indice des communications antérieures, qui sont la ma-

tière de félicitations de la part des amis de la légitimité, et d'amers reproche de la part des satellites de Buonaparte. Il se tint à l'instant même un conseil composé des deux souverains, du prince de Schwartzenberg, de MM. de Nesselrode, de Pozzo di Borgo et du prince de Lichtenstein, et auquel assistèrent aussi M. le prince de Bénévent, le duc de Dalberg et le baron Louis (1). L'empereur de Russie posa ces trois questions :

1°. Faire la paix avec Napoléon en prenant toutes ses sûretés contre lui ;

2°. Placer la couronne sur la tête du fils de Napoléon, en conférant la régence à Marie-Louise ;

3°. Rappeler les princes de la maison de Bourbon.

M. de Talleyrand fit sentir sans peine les inconvéniens des deux premières propositions et démontra de même que la troisième seule était admissible. L'empereur Alexandre ayant demandé

(1) L'abbé de Pradt a imprimé qu'il assista à ce conseil ; et il a dit que ce fut d'après ses avis que fut rédigée la fameuse déclaration de l'empereur de Russie ; mais il prétend que ce conseil s'assembla à trois heures, et le manuscrit de la déclaration était dans les mains de l'imprimeur à une heure, après avoir été présenté à beaucoup d'autres qui avaient refusé de l'imprimer. L'imprimerie impériale était fermée. Cette déclaration fut affichée dans Paris le même jour.

quels moyens il serait possible d'employer pour parvenir à un si heureux résultat, M. de Talleyrand répondit qu'on aurait recours aux autorités constituées et même au sénat, sur lequel, dit-il, on pouvait compter. Lorsque toutes les objections furent levées, objections qui n'étaient fondées que sur le peu de connaissance que les étrangers avaient des véritables sentimens de la nation française, qui n'a jamais donné aucune sorte d'adhésion aux actes de proscription contre l'auguste famille de ses rois, l'empereur Alexandre signa la déclaration suivante, qui fut bientôt rendue publique dans Paris.

« Les souverains alliés accueillent le vœu de la » nation française. Ils déclarent que si les condi- » tions de la paix devaient renfermer de plus for- » tes garanties, lorsqu'il s'agissait d'enchaîner » l'ambition de Buonaparte, elles doivent être » plus favorables, lorsque par un retour vers un » gouvernement sage, la France elle même offrira » l'assurance de ce repos.

» Les souverains alliés proclament en consé- » quence :

» Qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Buo- » naparte, ni avec aucun membre de sa famille;

» Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne » France, telle qu'elle a existé sous ses rois lé- » gitimes; *ils peuvent même faire plus, parce*

» *qu'ils professent toujours le principe que pour*
» *le bonheur de l'Europe, il faut que la France*
» *soit grande et forte;* (1).

» Qu'ils reconnaîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera. Ils invitent par conséquent le sénat à désigner un gouvernement provisoire, qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration et préparer la constitution qui conviendra au peuple français.

» Les intentions que je viens d'exprimer me sont communes avec toutes les puissances alliées.

» Paris, le 31 mars, à trois heures après-midi.

» *Signé* ALEXANDRE. »

Le lendemain, M. le prince de Bénévent se rendit au sénat qui, sur-le-champ, institua un gouvernement provisoire, composé de ce même prince, de l'abbé de Montesquiou, du général Beurnonville, du comte de Jaucourt et du duc de Dalberg. L'assemblée, qui était peu nombreuse (2), dit-on, n'osa pas ce jour aller plus

(1) Ce fut l'empereur Alexandre lui-même qui ajouta la deuxième partie de la phrase, en lisant l'épreuve, au moment où cette mémorable pièce allait être mise sous presse.

(2) Il y eut deux séances, l'une le matin et l'autre le soir. Cette dernière, où l'on confirma ce qui s'était fait dans la première, fut composée de plus de soixante membres, et ceux qui étaient retenus chez eux pour cause de maladie, s'empressèrent d'envoyer leur adhésion.

loin ; et il fallut que le conseil général du département de la Seine lui donnât l'exemple. Ce conseil, dans une proclamation en date du 1er. avril, déclara qu'il renonçait formellement à toute obéissance envers Napoléon Buonaparte, et qu'il exprimait le vœu le plus ardent pour que le gouvernement monarchique fût rétabli dans la personne de Louis XVIII et de ses successeurs légitimes (1).

(1) Le vœu du conseil général fut précédé d'une éloquente Philippique, dont nous croyons devoir rapporter ce passage : « Habitans de Paris, vos magistrats seraient traîtres envers vous et la patrie, si, par de viles considérations personnelles, ils comprimaient plus long-tems la voix de leur conscience ; elle leur crie que vous devez tous les maux qui vous accablent à un seul homme. C'est lui qui, chaque année, par la conscription, décime nos familles ; c'est lui qui, au lieu de quatre cents millions que la France payait sous nos bons et anciens rois pour être libre, nous a surchargés de plus de quinze cents millions d'impôts, auxquels il menaçait d'ajouter encore ; c'est lui qui nous a fermé les mers des deux mondes ; c'est à lui que nous devons la haine de tous les peuples sans l'avoir méritée. Que nous parle-t-on de ses victoires passées ? Quel bien nous ont-elles fait ces funestes victoires ? La haine des peuples, les larmes des familles, le célibat forcé de nos filles, la ruine de toutes les fortunes ! Ce sont elles qui amènent aujourd'hui jusques dans nos murs, toujours restés vierges, sous la paternelle administration de nos rois, les étrangers, dont la généreuse protection nous commande la reconnaissance, lorsqu'il nous eût été si doux de leur offrir une alliance désintéressée, etc., etc. »

Le 2 avril, la déchéance de Buonaparte fut prononcée par le sénat, d'après les motifs les plus propres à ne pas mettre trop en contradiction avec lui-même, ce corps qui avait tant de fois secondé la tyrannie de l'homme qu'il allait renverser du trône. Toutefois ce ne fut que le 3, qu'on adopta la rédaction définitive de cet acte, qui était ainsi conçu :

« Le sénat conservateur, considérant que dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution ou du pacte social ;

» Que Napoléon Buonaparte, pendant quelque tems, d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné à la nation des sujets de compter, pour l'avenir, sur des actes de sagesse et de justice, mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français, notamment en levant des impôts, en établissant des taxes autrement qu'en vertu de la loi (1), contre la teneur expresse du serment qu'il avait prêté à son avénement au trône............;

» Qu'il a commis cet attentat aux droits du peuple, lors même qu'il venait d'ajourner, sans nécessité, le corps législatif, et de faire suppri-

(1) Voyez page 171 du présent volume.

mer, comme criminel, un rapport de ce corps, auquel il contestait son titre et sa part à la représentation nationale;

» Qu'il a entrepris une suite de guerres en violation de l'article 50 des constitutions du 22 frimaire an VIII, qui veut que la déclaration de guerre soit proposée, discutée, décrétée et promulguée comme les lois;

» Qu'il a inconstitutionnellement rendu plusieurs décrets portant peine de mort, nommément les deux décrets du 5 mars dernier, tendans à faire considérer comme nationale, une guerre qui n'avait lieu que dans l'intérêt de son ambition demesurée (1);

---

(1) Ces deux décrets furent rendus au quartier-général de Fismes. Les voici.

Premier Décret.

Napoléon, considérant que les généraux ennemis ont déclaré qu'ils fusilleraient tous les paysans qui prendraient les armes, décrète:

1°. Non-seulement tous les citoyens français sont autorisés à courir aux armes, mais requis de faire sonner le tocsin aussitôt qu'ils entendront le canon de nos troupes s'approcher d'eux, de se rassembler, de fouiller les bois, de couper les ponts, d'intercepter les routes et de tomber sur les flancs et les derrières de l'ennemi.

» Qu'il a violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons d'état ;

» Qu'il a anéanti la responsabilité des ministres, confondu tous les pouvoirs et détruit l'indépendance des corps judiciaires ;

» Considérant que la liberté de la presse, établie et consacrée comme l'un des droits de la nation, a été constamment soumise à la censure arbitraire de sa police, et qu'en même tems il s'est toujours servi de la presse pour remplir la France et l'Europe de faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despo-

---

2°. Tout citoyen français pris par l'ennemi et qui serait mis à mort, sera sur-le-champ vengé par la mort en représailles d'un prisonnier ennemi.

Deuxième Décret.

Napoléon, considérant que les peuples des villes et des campagnes, indignés des horreurs que commettent sur eux les ennemis et spécialement les russes et les cosaques, courent aux armes par un juste sentiment de l'honneur national, pour arrêter les partis de l'ennemi, lui enlever ses convois et lui faire le plus de mal possible, en ont été détournés par le maire et par d'autres magistrats, décrète :

1°. Tous les maires, fonctionnaires publics ou habitans qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidissent en dissuadant les citoyens d'une légitime défense, seront considérés comme traîtres et punis comme tels.

tisme, et d'outrages contre les gouvernemens étrangers;

» Que des actes et rapports entendus par le sénat ont subi des altérations dans la publication qui en a été faite;

» Considérant qu'au lieu de régner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français, aux termes de son serment, Napoléon a mis le comble aux malheurs de la patrie par son refus de traiter à des conditions que l'intérêt national obligeait d'accepter et qui ne compromettaient pas l'honneur français;

» Par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lui a confiés en hommes et en argent;

» Par l'abandon des blessés sans pansemens, sans secours, sans subsistances (1);

» Par différentes mesures dont les suites étaient la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses;

---

(1) L'ouvrage intitulé *Sépulcres de la grande armée*, etc., renferme à ce sujet des détails qui font frémir. La retraite de Leipzick, dit l'auteur de cet écrit, fut une déroute aussi désastreuse que celle de Moscou. A Erfurt, lieu de passage, il existait sept hôpitaux qui, au bout de vingt-quatre heures, manquaient de tout. On exposa leur déplorable situation à Buonaparte lorsqu'il traversa cette ville: « Je donne 6000 fr. » par jour sur ma cassette, » dit-il, et il partit au galop. Bientôt la cassette arrive; mais il n'y avait point d'ordre à

» Considérant que, par toutes ces causes, le gouvernement impérial, établi par le sénatus-con-

---

produire, et elle passa outre. Rien n'était prêt à Mayence pour recevoir la foule immense des malades et des blessés, dont un grand nombre n'avaient pas été pansés depuis Leipzick. Quinze mille d'entr'eux furent soignés chez les bourgeois, les hôpitaux, les églises, les lycées et les magasins étant insuffisans. Bientôt une affreuse épidémie se répandit dans la ville et attaqua les citoyens comme les militaires. Le préfet lui même y succomba. Du 7 au 20 novembre, il mourut par jour jusqu'à cinq cents personnes, dont un huitième de bourgeois. On trouvait dans chaque carrefour des corps inanimés que les habitans voisins y avaient déposés et qui souvent y restaient trois et quatre jours étendus sur le pavé. Une si prodigieuse quantité de cadavres était entassée (et non inhumée), dans les cimetières, qu'elle excédait la hauteur des murs d'enceinte. Tous les fossoyeurs périrent et le Rhin devint alors le tombeau commun. La contagion s'étendit à plusieurs départemens de l'est, lorsque pour diminuer l'encombrement de Mayence, on y eut fait des convois de malades et de blessés, et le transport était affreux pour ces infortunés.

L'auteur de l'ouvrage où nous puisons ces particularités, rapporte aussi qu'après la bataille de Lutzen, on vit plus de soixante voitures de la maison de Buonaparte traverser, ventre à terre, le champ de bataille et écraser les blessés, français et autres. Cet exemple épouvantable, poursuit-il, avait été donné par Napoléon lui-même, à son entrée dans la ville d'Eylau, dont les rues étaient jonchées de morts et de mourans, qui furent broyés sous les roues de sa voiture. Les cours du château étaient également remplies de cadavres et

sulte du 28 floréal an XII, a cessé d'exister, et que le vœu manifeste de tous les français appelle un ordre de choses, dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les états de la grande famille européenne;

» Le sénat déclare et décrète ce qui suit:

» Art. I[er]. Napoléon Buonaparte est déchu du trône et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli.

» Art. II. Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Buonaparte. »

Environ quatre-vingts membres du corps législatif se trouvaient à Paris. Ils se rassemblèrent, sur la proposition du gouvernement provisoire, le 3 avril, et ils adhérèrent, au nom de leur corps, à l'acte de déchéance porté contre l'homme qui l'avait si récemment outragé.

Le sénat, après avoir rendu son décret, fut présenté à l'audience de l'empereur de Russie, qui témoigna combien la conduite de Buona-

---

de blessés : « Otez donc ce spectacle de devant mes yeux, » se contenta de dire Buonaparte, en mettant pied à terre.

Arrêtons-nous ici, et demandons si celui à qui l'humanité reproche tant d'insensibilité ou plutôt de cruauté, est digne des éloges qu'un trop grand nombre d'écrivains ne rougissent pas de lui prodiguer aujourd'hui ?

partie, à son égard, l'avait profondément blessé. « Un homme qui se disait mon allié est venu » dans mes états en injuste aggresseur, dit-il ; » c'est à lui que j'ai fait la guerre et non à la » France. » Le magnanime Alexandre ajouta qu'en considération de ce que le sénat venait de faire, il rendait tous les prisonniers français qui étaient en Russie.

Ce fut le 25 mars que, par le rapport de quelques prisonniers, Buonaparte eut le premier avis de la jonction des deux armées de Bohême et de Silésie et de leur marche vers Paris. Il ne put d'abord y croire, et il ne fut complètement désabusé qu'après avoir livré, près de St.-Dizier, un combat à Winzingerode, qui fut fort maltraité. Ayant enfin ouvert les yeux, Napoléon voulut manœuvrer sur les derrières des deux armées ennemies, par une des deux routes qui, de Châlons, conduisent à Paris. Il fallait préalablement emporter Vitry, où les alliés avaient garnison ; mais un tel coup de main fut jugé trop hasardeux. On tint conseil, et d'après l'avis de Berthier et de Ney, Buonaparte, qui avait songé un moment à se jeter avec toute son armée dans les Vosges, résolut de se porter vers Paris par Troyes. Le 29, à la tête de la cavalerie de sa garde, il était en marche vers Vandœuvres, lorsqu'il reçut une dépêche de Joseph qui lui annonçait l'arrivée à

Meaux, des armées combinées. Aussitôt il envoie aux maréchaux Mortier et Marmont, son aide-de-camp, le général Déjean, pour leur recommander de prévenir, par tous les moyens qui seraient en leur puissance (1), l'occupation de la capitale et pour qu'ils fissent savoir au prince de Schwartzenberg qu'il venait d'adresser à l'empereur d'Autriche des propositions qui étaient de nature à être acceptées. Le généralissime répondit au parlementaire qui lui fut envoyé, que son souverain tenait à la coalition par des liens indissolubles, qui ne lui permettaient pas de traiter séparément de la paix.

Arrivé à Troyes, le même jour 29, Buonaparte traça la marche de son armée, de façon qu'elle put parvenir, le 2 avril, sous les murs de Paris. Suivi seulement de Berthier et de Caulaincourt, il se porta de sa personne, le 30, en toute hâte, vers cette capitale, par la route de Fontainebleau. A l'instant où il atteignait le relais de poste, dit la cour de France, le général Belliard y arrivait, ramenant de Paris la cavalerie qu'il commandait.

(1) Buonaparte oubliait tout ce qu'en 1809 il avait dit, lui-même, dans ses bulletins, sur l'inconvenance et la cruauté qu'il y avait de défendre des capitales; et cependant Vienne, qu'il avait désignée dans ces mêmes bulletins, était munie d'un rempart et de quelques autres fortifications.

Ce fut lui qui instruisit Napoléon de la bataille livrée sous les murs de cette ville, de la capitulation des deux maréchaux, et du départ de Marie-Louise. Buonaparte n'en voulait pas moins marcher vers Paris. Cependant, vaincu par les représentations réitérées de ses conseillers, il retourna vers Fontainebleau, après avoir ordonné que toutes les troupes prissent position sur l'Essone. En même tems, il envoya vers l'empereur Alexandre, M. de Caulaincourt, qui arriva trop tard (1). Buonaparte passa dans l'attente les journées du 1er. et du 2 avril; mais, le 3, instruits des événemens de Paris, les maréchaux qui se trouvaient à Fontainebleau se présentèrent devant Napoléon; et Ney, portant la parole, le pressa de renoncer au trône en faveur de son fils. Cette proposition qui, déjà, avait été rejetée par les

(1) M. de Caulaincourt arriva à Paris dans la matinée du 31 mars, au moment où les monarques alliés y entraient à la tête de leurs troupes. Il fit de vains efforts pour être reçu par l'empereur Alexandre, et n'y parvint que le soir du même jour vers sept heures, lorsque la déclaration de ce prince venait d'être publiée. Il lui annonça qu'il avait des pouvoirs de Napoléon, pour souscrire à toutes les conditions. « C'est » trop tard, lui répondit l'empereur de Russie, en lui mon» trant la déclaration imprimée, voilà un engagement que » je viens de prendre ».

» parler de libelles publiés contre les gouverne-
» mens étrangers ; il oublie qu'ils furent rédigés
» dans son sein. Si long-tems que la fortune s'est
» montrée fidèle à leur souverain, ces hommes
» sont restés fidèles, et nulle plainte n'a été en-
» tendue sur les abus du pouvoir. Si l'empereur
» avait méprisé les hommes, comme on le lui a
» reproché, alors le monde reconnaîtrait aujour-
» d'hui qu'il a eu des raisons qui motivaient son
» mépris. Il tenait sa dignité de Dieu et de la na-
» tion ; eux seuls pouvaient l'en priver : il l'a tou-
» jours considérée comme un fardeau ; et lorsqu'il
» l'accepta, ce fut dans la conviction que lui seul
» était à même de le porter dignement. Son bon-
» heur paraissait être sa destination. Aujourd'hui,
» que la fortune s'est décidée contre lui, la volonté
» de la nation seule pourrait le persuader de rester
» plus long-tems sur le trône. S'il se doit consi-
» dérer comme le seul obstacle à la paix, il fait
» volontiers ce dernier sacrifice à la France : il a en
» conséquence envoyé le prince de la Moskowa et
» les ducs de Vicence et de Tarente à Paris, pour
» entamer des négociations. L'armée peut être
» certaine que son honneur ne sera jamais en
» contradiction avec le bonheur de la France. »

Les envoyés de Buonaparte s'empressèrent de s'acquitter de leur mission. Ils obtinrent, le 5 avril, une audience de l'empereur Alexandre que,

selon tous les rapports, ils trouvèrent assez favorablement disposé, mais qui, cependant, résolut de consulter ses alliés. Il se tint, la nuit suivante, qu'on a appelée la nuit politique, un conseil dont firent partie les membres du gouvernement provisoire et où l'on discuta de nouveau la déclaration du 31 mars, c'est-à-dire, où l'on remit en question le sort de l'Europe, le sort de la France, le sort de la légitimité, et même aussi le sort des souverains qui délibérèrent sur ce point. Les motifs qui militaient en faveur de la restauration ou de la régence, furent discutés contradictoirement. Le général Beurnonville et le général Dessoles soutinrent avec force les premiers; et, à la fin, l'empereur Alexandre, rendu à lui-même, déclara au nom des monarques alliés, qu'ils n'abandonneraient pas à la vengeance de Napoléon ou des siens, de braves guerriers et tant de magistrats et de citoyens vertueux et fidèles, qui avaient mis leur confiance dans la déclaration que ces mêmes souverains avaient faite à la face de l'univers.

Les plénipotentiaires de Buonaparte s'étant représentés, le lendemain, devant l'empereur de Russie, reproduisirent l'argument qui avait presque triomphé la veille et qui était fondé sur un prétendu vœu de l'armée. Alexandre leur déclara qu'il ne restait à Napoléon d'autre parti à prendre que d'abdiquer purement et simplement. Toute-

fois, il les assura qu'on lui accorderait, pour retraite, une principauté indépendante, où il serait libre d'emmener une partie de sa garde et de ses serviteurs les plus dévoués. On ne pouvait lui fournir de plus sûrs moyens de retour. Que de maux a causés cette funeste condescendance (1)!

Après la décision que nous venons de rapporter, les négociateurs reprirent le chemin de Fontainebleau; mais le maréchal Ney et M. de Caulaincourt s'arrêtèrent à Chevilly, pour conclure avec le prince de Schwartzenberg un armistice, qui partagea la France entre les armées françaises et alliées, à peu près en deux parties égales. Le maréchal Macdonald ayant communiqué le résultat de la mission à Buonaparte, celui-ci résolut de traiter d'après la base qui avait été posée; et, le 7 avril, il remit ses instructions et ses pouvoirs à ses plénipotentiaires. Toutefois, conservant une arrière-pensée, il ordonna ce même jour la revue des deuxième et septième corps qui étaient cantonnés près de Fontainebleau. Il fut accueilli avec

(1) Un auguste personnage était, dit-on, d'avis qu'on marchât vers Fontainebleau, qu'on livrât une dernière bataille à Buonaparte, et qu'on fît les plus grands efforts pour s'emparer de sa personne. Le désir d'éviter une nouvelle effusion de sang empêcha de prendre ce parti qui, au contraire, en eût prévenu probablement une plus grande.

les acclamations accoutumées, qui déridèrent un instant son front; mais, lorsqu'il eut remarqué le petit nombre d'hommes dont ces corps étaient composés, il redevint soucieux.

La parade terminée, Buonaparte fit appeler, dans son cabinet, le maréchal Oudinot, et lui demanda s'il pouvait compter sur les dispositions des troupes. « Non, sire, répondit le maréchal; » votre majesté a renoncé à la couronne.—Oui, » mais sous conditions.—Le soldat ne connaîtra » pas ces distinctions politiques. » Buonaparte réfléchit un instant et dit : « Eh bien ! attendons » des nouvelles de Paris. »

Tandis qu'on discutait les conditions du traité qui devait délivrer la France de l'empereur déchu, le gouvernement provisoire s'empressait de mettre un terme aux mesures tyranniques que Buonaparte avait ordonnées. Celui qui paraît avoir le premier recouvré la liberté, est l'éloquent évêque de Troyes, M. de Boulogne, que Napoléon avait fait traîner de prison en prison et enfin renfermer au donjon de Vincennes, pour lui avoir adressé de vives représentations sur sa conduite envers le pape. Le même motif y avait fait jeter aussi l'évêque de Gand, M. de Broglie, qui en sortit également à la même époque. Plus de trois cents séminaristes, dont quarante diacres et sous-diacres, du diocèse de ce dernier prélat, avaient

été conduits à Wesel, au mois d'août 1813, pour y être incorporés dans l'artillerie. Ils furent rendus à leurs familles. On ordonna aussi la mise en liberté d'un grand nombre de prêtres de la Belgique, qui étaient retenus en prison par suite des démêlés de Buonaparte avec le Saint-Siége. Enfin, les cardinaux qui avaient été dispersés en différentes villes de France, purent les quitter pour se réunir au vénérable chef de l'église.

Au nombre des premiers actes du gouvernement provisoire, on doit également compter un arrêté qui libéra ou licencia les conscrits non appelés ou non incorporés, les bataillons de nouvelle levée, et toutes les levées en masse. C'était à la fois un acte de politique et d'humanité. Les anticipations multipliées faites sur la conscription étaient cause que depuis quelque tems on ne pouvait plus appeler que des enfans incapables de soutenir le poids des armes, qu'on remettait entre leurs mains.

Lorsque toutes les stipulations du traité qui devait régler son sort furent arrêtées, Buonaparte envoya aux monarques alliés, son acte d'abdication pure et simple, qui était ainsi conçu :

« Les puissances alliées ayant proclamé que
» l'empereur Napoléon était le seul obstacle au
» rétablissement de la paix en Europe, l'empe-
» pereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare

» qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux
» trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun
» sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il
» ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France. »

Le lendemain, on signa le traité qui cédait en toute souveraineté l'île d'Elbe à Buonaparte, et qui assurait à Marie-Louise les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, pour en jouir de même et être transmis à son fils et à sa descendance en ligne directe (1). Napoléon et Marie-Louise conservèrent le titre d'empereur et d'impératrice. Le trésor de France était grevé d'une rente annuelle de cinq millions cinq cent mille francs, à répartir entre Buonaparte, ses deux femmes et les membres de sa famille; mais le gouvernement provisoire ne prit aucune part à ce traité; et l'on ne connaît aucun acte qui prouve que S. M. Louis XVIII y ait donné son adhésion. Quant à la Grande-Bretagne, lord Castlereagh déclara qu'elle n'y accédait que relativement aux stipulation relatives à l'île d'Elbe et aux duchés de Parme et de Plaisance, etc.

Le jour même où Buonaparte ratifia le traité par lequel il parut confirmer sa feinte abdication, c'est-

(1) Les événemens subséquens ont fait changer cette dernière disposition.

à-dire, le 12 avril, S. A. R. MONSIEUR, fit son entrée dans la capitale de la France. Ce prince était débarqué, le 27 janvier précédent, en Hollande, muni des pleins pouvoirs de S. M., qui l'avaient constitué lieutenant-général du royaume. S. A. R. s'était rendue à Bâle dans le mois de février; et, instruite des dispositions d'un grand nombre de français, elle avait résolu d'entrer en France. Elle était parvenue jusqu'à Vesoul, lorsque M. de Caulaincourt, le plénipotentiaire de Buonaparte au congrès de Châtillon, fit des représentations sur le voyage de ce prince, qui fut alors forcé de suspendre sa marche, ou du moins de la changer. Il alla dans les Vosges; et il était à Remiremont, lorsqu'un royaliste courageux et dévoué (1) vint l'inviter de se rendre à Nancy, où il le reçut dans sa propre maison. Ce fut dans cette ville que, le 6 avril, le comte de Bombelles (2) eut l'honneur de lui présenter, de la part de l'empereur d'Autriche, la cocarde blanche. S. A. R. quitta Nancy le 8, arriva, le 10, à Meaux, et alla coucher le lendemain à Livry, où se rendit un détachement nombreux de la garde nationale,

---

(1) M. Micque, qu'une mort funeste et prématurée a ravi à sa famille et aux amis de la légitimité.

(2) M. de Bombelles est attaché au corps diplomatique d'Autriche.

qu'elle accueillit de la manière la plus affectueuse. Elle fut reçue, à l'une des barrières, par le gouvernement provisoire, à la harangue duquel elle répondit par ce mot touchant échappé de son cœur : « Rien n'est changé ; il n'y a ici qu'un français de plus. » Les acclamations les plus générales, les transports de la joie la plus vive et la plus pure, auxquels se mêlaient les signes les moins équivoques de l'attendrissement, accompagnèrent le prince, depuis la barrière jusqu'à la métropole, où il alla rendre grâce à Dieu, qui lui permettait de revoir cette France chérie, si long-tems l'objet de ses regrets. La même ivresse l'accompagna jusqu'au palais de ses pères, au haut duquel le drapeau sans tache fut arboré à l'instant même où il y fit son entrée.

La ville de Bordeaux avait eu long-tems avant la capitale la satisfaction de contempler les traits d'un descendant de Saint-Louis, d'un petit-fils de Henri IV, et de Louis-le-Grand. Esquissons les événemens qui l'y avaient conduit.

Au commencement de l'année 1814, le maréchal Soult occupait Bayonne, et le duc de Wellington était à Saint-Jean-de-Luz. Une division, détachée de l'armée française de Catalogne et commandée par le général Harispe, arriva à Saint-Jean-Pied-de-Port, et força, le 12 janvier, le général espagnol Mina à se retirer dans la vallée des

Aldudes. Le duc de Wellington publia, le 27, une proclamation par laquelle il annonçait aux français, qu'un prince de la maison de Bourbon se trouvait près de lui ; il les invitait à secouer le joug que l'ambition du moderne Attila leur avait imposé, et à se rassembler sous la bannière de leur souverain légitime. Une autre proclamation que le duc d'Angoulême adressa lui-même à l'armée de Soult, le 2 février, promit au nom du roi, aux officiers et soldats qui se déclareraient pour S. M., la conservation de leur rang et de leur traitement. Ces deux actes produisirent le plus grand effet dans les provinces méridionales où l'attachement pour la légitimité était presque général.

La saison ne permit que le 12 février à Wellington de reprendre l'offensive contre Soult, qui prit position à Sauveterre, le 23. A la suite de plusieurs combats, le général Hope, qui commandait l'aîle gauche de l'armée combinée, passa l'Adour au-dessus de Bayonne, et, soutenu par l'escadre du contre-amiral Penrose, se rendit maître des deux rives de cette rivière près de son embouchure. Dans la nuit, Soult fit retraite sur Orthez, où, le 27, il fut battu et perdit six mille hommes, y compris un grand nombre de soldats allemands qui quittèrent ses drapeaux. Il se retira par Saint-Sever sur Aire. Battu une seconde fois,

près de ce lieu, le 2 mars, il précipita sa retraite en longeant une des rives de l'Adour, dans le dessein de se réunir à Suchet, qui alors avait entièrement évacué la Catalogne.

Le maréchal Beresford, à la tête d'une division anglaise, avait occupé Mont-de-Marsan. Appelé par les habitans de Bordeaux, il marcha vers cette ville, accompagné du duc d'Angoulême. Les Bordelais, ayant le maire à leur tête, proclamèrent le 2 mars, Louis XVIII; et furent ainsi les français les premiers qui reconnurent le roi légitime.

La crue des eaux ne permit pas à Wellington de poursuivre Soult avant le 14. Il entra le 20, à Tarbes, d'où le maréchal s'était retiré d'abord à Saint-Gaudens, puis à Toulouse, où il arriva le 21. Wellington ne put passer la Garonne que le 8 avril. Il livra, le 10, à Soult, la trop célèbre bataille de Toulouse, qui fut très-sanglante et où ce dernier fut défait. Les français se retirèrent par la route de Carcassonne. Wellington entra dans Toulouse, le 12 avril.

Ainsi le sang coula encore en France, lorsque la capitale était depuis dix jours en la puissance des alliés. (1) Wellington ne fut instruit que le 12

---

(1) Les agens de Buonaparte firent tout ce qu'ils purent pour empêcher que la nouvelle des événemens qui signa-

de l'occupation de Paris, et il en fit part aux maréchaux Soult et Suchet, avec lesquels il conclut, le 18, un armistice qui mit fin à la guerre d'Espagne..

Le duc d'Angoulême qui, après la restauration, donna ses premiers soins, à entretenir l'excellent esprit des peuples des départemens méridionaux, n'arriva que le 27 mai à Paris. Son infortuné frère, le duc de Berri, que la rage révolutionnaire devait immoler, l'y avait devancé. Peu s'en fallut que Buonaparte, avant d'être renversé du trône ne joignît cette noble victime à celle qu'il avait sacrifiée avant d'y monter. En 1813, des hommes imprudens ou perfides parvinrent à persuader à ce prince que quarante mille français armés l'attendaient en Normandie. Déjà le vaisseau qui devait le porter sur les côtes de France était prêt, lorsque des serviteurs fidèles, qui avaient été envoyés aux îles de Gersey et de Guernesey pour y obtenir des renseignemens, se hâtèrent d'informer S. A. R. que le projet qui l'avait séduite n'était qu'un piége que lui tendait la police de Buonaparte. Le prince ne partit point; mais lorsque

---

lèrent les derniers jours de mars et les premiers jours d'avril 1814, ne se répandît dans les départemens qui n'étaient pas occupés par les alliés.

quelques mois plus tard les événemens eurent décidé du sort de l'usurpateur, le duc de Berri, qui attendait à Gersey une occasion favorable pour passer en France, s'embarqua, le 12 avril, sur l'Eurotas et il débarqua le lendemain à Cherbourg. Après avoir donné en différentes villes de Normandie des preuves de sa franchise et de sa bonté, il se rendit à Paris.

N'ayant fait mention qu'incidemment de la reddition de Lyon, nous allons retracer succinctement les opérations qui l'ont amenée. Le comte de Bubna, ne s'était retiré sur Genève, qu'avec lenteur, afin de donner aux secours qui lui avaient été promis, le tems d'arriver. Le 27 février, le général français Desaix attaqua les autrichiens dans leur position entre Saint-Julien et Landecy. Le général Klebelsberg le repoussa. L'attaque fut réitérée sans succès, le 28 et le 1er mars; mais, comme ce dernier jour, les français s'emparèrent du fort de l'Ecluse, Klebersberg reçut l'ordre de quitter sa position de Saint-Julien, de retirer son infanterie derrière les murs de Genève et de faire marcher sa cavalerie par Yverdun pour se joindre aux corps autrichiens qui arrivaient par la Franche-Comté. Genève fut alors bloquée par les généraux Marchand et Serrant.

Augereau s'était avancé jusqu'à Lons-le-Saulnier, le 2 mars, et jusqu'à Arbois, le 5, menacant

ainsi de débloquer Besançon et de couper la communication de l'armée de Bohême avec la Suisse. Schwartzenberg, pour prévenir un tel désastre, détacha Bianchi qui marcha vers Dijon, où il arriva, le 3 mars. Son avant-garde fut le 5 à Châlons-sur-Saône. Le prince de Hesse-Hombourg, qui, avons nous dit, avait été nommé général en chef de l'armée du Sud, se mit à la tête du deuxième corps d'armée autrichien qui bloquait Besançon, et d'un autre corps de troupes allemandes, et se porta vers Poligny, où il arriva, le 8, et d'où Augereau se retira à Bourg en Bresse. Le prince fit, le 10, à Macon, sa jonction avec Bianchi; et les français se retirèrent à Ville-Franche. Augereau attaqua, le 11, avec une partie de ses forces, Bianchi, à Maison-Blanche; mais il fut battu, on lui fit mille prisonniers, et il se retira en désordre vers Lyon. Le gros de l'armée française, qui avait pris position à Belleville en fut délogé, le 17; elle se retira, toujours en combattant jusqu'à Saint-George. Augereau fut repoussé, le 18, jusqu'à Anse et aux Echelles. Forcé, le 19, dans la position de Limonest, il se jeta dans Lyon; mais dans la nuit du 20 au 21, il évacua cette ville et se retira à Vienne.

L'armée Autrichienne entra donc, le 21 mars à Lyon, et à Vienne, le 24. Augereau s'étant retiré à Valence, Saint-Etienne fut occupé, le

même jour, et Chambéry, le 30. Le prince de Hesse marcha contre Grenoble; et arrivé, le 7 avril, à quatre lieues de cette ville, il reçut la nouvelle de la prise de Paris. Un armistice conclu, le 12, mit également fin aux hostilités dans cette partie de la France.

Passons maintenant aux événemens qui eurent lieu en Italie, et dont la défection de Joachim Murat est sans contredit le plus important.

On assure que dès le mois de mars 1813, ce prétendu roi de Naples avait fait, pour conclure une alliance avec le cabinet de Vienne, des tentatives qui étaient restées sans succès. Il avait donc accepté l'invitation que Napoléon lui avait adressée, de se rendre à Dresde; mais il avait continué secrètement les négociations, et on a des motifs de croire qu'elles étaient connues de Buonaparte, qui les considérait comme un moyen de pénétrer les desseins de l'Autriche.

Après la journée de Leipzick, Murat, qui jugea les affaires de Napoléon entièrement perdues, s'empressa de retourner à Naples, et suivit un plan de conduite qu'il supposait devoir le maintenir sur le trône, même après la ruine de celui qui l'y avait fait monter. Il abolit le système continental dans ses états, et permit l'entrée des vaisseaux de toutes les nations dans ses ports. Il fit connaître au lord Bentinck, qui gardait la Si-

cile, qu'il était dans l'intention de conclure la paix avec la Grande-Bretagne, et il négocia avec la cour de Vienne son accession à la coalition. La cour de Londres ne parut pas mettre beaucoup d'importance à l'ouverture faite au lord Bentinck; mais l'Autriche se proposant de recomposer la Lombardie, ne rejeta pas une proposition qui tendait à doubler ses forces en Italie. Tandis qu'on négociait, Murat mit ses troupes en mouvement, sans déclarer contre qui elles devaient agir. La première colonne entra dans Rome, le 2 décembre 1813. Une seconde et une troisième la suivirent de près, et la quatrième se porta vers Ancône par les Abruzzes. Réunies elles formaient une armée de trente-quatre mille hommes.

Le traité fut conclu, le 11 janvier 1814. Les deux parties contractèrent une alliance ayant pour objet la poursuite de la guerre alors allumée en Europe. L'Autriche garantit à Murat et à ses héritiers et successeurs la souveraineté pleine et entière de tout ce qu'il possédait en Italie et promit d'employer ses bons offices pour faire accéder ses alliés à cette garantie. Cette puissance devait tenir en campagne cent cinquante mille hommes dont soixante mille en Italie, et Murat devait en fournir trente mille. Par divers articles secrets, l'Autriche prit l'engagement d'obtenir en faveur de Joachim un acte de renonciation formelle du

roi de Sicile, au royaume de Naples, de lui faire conclure la paix avec le gouvernement Britannique et de lui procurer une bonne frontière militaire (1). Par contre, Murat renonça à toute prétention au royaume de Sicile; et il admit le principe qu'une indemnité convenable devait être accordée à Ferdinand. Quelques stipulations, que nous croyons superflu de rapporter, furent encore ajoutées à ce traité, qui ne fut ratifié que le 4 mars, par l'empereur d'Autriche.

Le 16 janvier, le général napolitain Macdonald demanda au général Barboü, qui commandait la cinquième division militaire d'Italie, de lui remettre la citadelle d'Ancône, proposition qui fut rejetée. Le 19, M. de la Vauguyon fit à Rome une proclamation où il annonçait qu'il prenait possession au nom de Murat, des départemens de Rome et du Trasimène. Le général Miollis se retira dans le château Saint-Ange qui fut bloqué le lendemain; et le général Salcette se jeta dans Civitta-Vecchia. Le 31, les napolitains entrèrent à Florence, où madame Bacciochi, sœur de Buonaparte tenait sa cour; elle se retira à Lucques. La plupart des troupes françaises qui se trouvaient

(1) Murat devait obtenir une partie des états de l'Eglise, avec une population de quatre cent mille ames.

en Toscane, se concentrèrent alors à Livourne. Celles qui étaient à Pise firent mine de résister; mais Fouché, qui était à Lucques et à qui Buonaparte dans sa détresse avait jusqu'à un certain point rendu sa confiance, arrêta les hostilités, en déclarant qu'il était autorisé à traiter de l'évacuation de la Toscane. En effet, il fut conclu, le 24 février, une convention en vertu de laquelle les forts du grand duché, le château Saint-Ange et Civitta-Vecchia furent remis aux troupes napolitaines. Cette convention n'était pas de nature à inspirer de la confiance aux alliés qui plus tard se convainquirent que Murat avait agi dans l'intérêt de Buonaparte, à qui cependant, le 15 février, il avait déclaré la guerre.

Il y eut, le 2 mars, entre les autrichiens et les français, aux portes de Parme, un combat où ces derniers eurent l'avantage. Ils entrèrent de vive force dans cette ville, et ils y firent plus de deux mille prisonniers. L'armée austro-napolitaine se retira sur Modène.

Une flotte anglaise embarqua à Palerme neuf mille hommes de troupes britanniques ou à la solde de l'Angleterre, qui prirent terre, le 9 mars, à Livourne. Des siciliens, incorporés dans ces troupes, répandirent une proclamation, par laquelle le prince royal de Sicile revendiquait les droits des Bourbons sur le royaume de Naples. Lord

Bentinck, qui commandait l'armée anglaise, se rendit à Reggio, où se trouvait Murat, et demanda que la Toscane fût évacuée à l'instant par les troupes napolitaines. Cette demande et la proclamation indisposèrent Joachim; mais ses alarmes furent calmées par une note où le gouvernement britannique approuvait en son entier le traité du 11 janvier. Murat eut ensuite à Rovère une conférence avec le maréchal de Bellegarde, conférence à laquelle assista M. de Balascheff, qui venait d'arriver, porteur d'une lettre que l'empereur Alexandre avait adressée à Joachim, pour lui offrir son alliance. Il fut arrêté que le lord Bentinck évacuerait la Toscane et marcherait contre Gênes, que Murat forcerait Eugène Beauharnais à évacuer la Lombardie, et que le général autrichien coopérerait au même objet. Gênes capitula, le 21 avril; la garnison sortit avec armes et bagages et se rendit à Vérone.

Murat commença, le 13 avril, à exécuter la partie du plan d'opérations dont il s'était chargé. Ses troupes passèrent le Taro et prirent de vive force Borgo-San-Donino. Les français se retirèrent à Plaisance. Les 14 et 15, on se battit sous les murs de cette ville; mais les hostilités cessèrent par suite d'une convention qui fut signée le 16. Elle portait qu'il y aurait armistice entre les troupes françaises d'une part, et les troupes autri-

chiennes, napolitaines et anglaises, de l'autre, et que les premières quitteraient l'Italie. Eugène adressa, le 17, aux soldats français, une proclamation où il leur dit : « Vous allez reprendre le chemin de vos foyers ; il m'eût été bien doux de pouvoir vous y ramener.... ; mais il est d'autres devoirs qui m'ordonnent de me séparer de vous. Un peuple, bon, généreux, fidèle, a des droits sur le reste de mon existence que je lui ai consacrée depuis dix ans. » Il paraît, d'après ce passage, que le vice-roi s'était flatté d'obtenir pour lui-même la couronne d'Italie. De plus, M. de Melzi adressa, le 17, au sénat du royaume, un message, par lequel il l'engageait à demander aux puissances alliées qu'elles maintinssent cet état et qu'elles lui donnassent Eugène pour roi. Le sénat accorda la première partie de la proposition, mais non la seconde. Il s'éleva, le 20, à Milan, un tumulte populaire, dans lequel le ministre des finances, M. de Prina, fut massacré. Le peuple força ensuite le sénat à rapporter son décret et à convoquer les colléges électoraux qui, le 23, proclamèrent l'indépendance du royaume d'Italie et une constitution représentative avec une royauté héréditaire. Ce même jour, Eugène, qui s'était retiré à Mantoue, y conclut une convention par laquelle toutes les places qui n'étaient pas encore occupées par les troupes des alliés, devaient être

remises aux autrichiens. Le 26, il adressa au peuple du royaume d'Italie une autre proclamation, où il annonça le changement qui venait de s'opérer, et qu'il termina ainsi : « De nouveaux arrangemens politiques m'obligent à m'éloigner de vous et rendent incertain l'accomplissement d'un voeu qu'il me fut bien possible de laisser échapper une fois, quand vous l'aviez vous-même manifesté mille. » Eugène partit le lendemain pour Munich.

Le sort du Piémont fut décidé à la même époque. Il y eut à Turin, le 20 avril, une telle agitation, que le prince Borghèse, qui était gouverneur général des départemens situés au-delà des Alpes, et commandait en chef l'armée de réserve d'Italie, fut forcé de s'éloigner. Ses plénipotentiaires signèrent, le 27, une convention d'après laquelle les troupes françaises durent évacuer le Piémont.

Le 1er. mai, Murat prit l'engagement de remettre la Toscane à son souverain légitime. Nous avons déjà dit que, le 24 de ce mois, le pape rentra dans Rome.

Le départ de Buonaparte, pour l'île qu'on avait eu l'imprudence de lui céder, avait été fixé au 18 avril. Sous prétexte de faire venir de Paris divers objets dont il prétendit avoir besoin, ou plutôt dans l'espoir que quelque événement favorable pourrait le dispenser d'exécuter le traité qu'il avait

souscrit, il différa jusqu'au 20. Ce jour, il manda le général autrichien Koller, l'un des quatre commissaires qui devaient l'accompagner, et il lui tint un discours où, selon sa coutume, il respecta peu la vérité.

« J'ai réfléchi sur ce qui me reste à faire, dit-il; » je me suis décidé à ne pas partir. Les alliés ne » sont pas fidèles aux engagemens qu'ils ont pris » avec moi; je puis donc aussi révoquer mon ab- » dication. Plus de mille adresses me sont parve- » nues cette nuit: l'on m'y conjure de reprendre » les rênes du gouvernement. Je n'avais renoncé » à tous mes droits que pour épargner à la France » les horreurs d'une guerre civile, n'ayant jamais » eu d'autre but que sa gloire et son bonheur; » mais connaissant aujourd'hui le mécontente- » ment qu'inspirent les mesures prises par le nou- » veau gouvernement, voyant de quelle manière » on remplit les promesses qui m'ont été faites, » je puis expliquer maintenant à mes gardiens, » les motifs qui me font révoquer mon abdica- » tion, et je verrai comment on m'arrachera du » cœur de mes vieux soldats. Il est vrai que le » nombre de troupes sur lequel je pourrai comp- » ter n'excédera guère trente mille hommes; » mais il me sera facile de le porter en peu de » jours jusqu'à cent cinquante mille. » Le général pria Buonaparte de lui dire en quoi les alliés

avaient manqué au traité.—« En ce que l'on em-
» pêche l'impératrice de m'accompagner jusqu'à
» Saint-Tropez, comme on en était convenu. »
Le général lui répondit que c'était cette princesse elle-même qui avait résolu de ne pas le suivre.—
« Eh bien, je resterai fidèle à mes promesses;
» mais si j'ai de nouvelles raisons de me plaindre,
» je me verrai dégagé de tout ce que j'ai promis. »

Buonaparte descendit, à midi, dans la cour du château, où sa garde était rangée en ligne; il fut aussitôt entouré des officiers et soldats, et il leur fit ses adieux par un discours qui n'était que trop propre à produire une forte impression sur eux.

« Officiers, sous-officiers et soldats de la vieille
» garde, je vous fais mes adieux.

» Depuis vingt ans que je vous commande, je
» suis content de vous et je vous ai toujours trou-
» vés sur le chemin de la gloire.

» Les puissances alliées ont armé toute l'Eu-
» rope contre moi: une partie de l'armée a trahi
» ses devoirs, et la France a cédé à des intérêts
» particuliers.

» Avec vous et les braves qui me sont restés
» fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile
» pendant trois ans; mais la France eût été mal-
» heureuse, ce qui aurait été contraire au but que
» je m'étais proposé. Je devais donc sacrifier mon

» intérêt personnel à son bonheur : c'est ce que
» j'ai fait.

» Soyez fidèles au nouveau souverain que la
» France s'est choisi ; n'abandonnez point cette
» chère patrie trop long-tems malheureuse ; ne
» plaignez point mon sort, je serai toujours heu-
» reux quand je saurai que vous l'êtes. J'aurais
» pu mourir, rien ne m'était plus facile : mais
» non, je suivrai toujours le chemin de l'hon-
» neur ; j'écrirai ce que nous avons fait.

» Je ne puis vous embrasser tous ; mais je vais
» embrasser votre chef. Venez, général. (Il em-
» brasse le général Petit). Qu'on apporte l'aigle.
» (Et en l'embrassant, il dit) : Cher aigle, que
» ces baisers retentissent dans le cœur de tous les
» braves.

» Adieu, mes enfans ! adieu mes braves ! en-
» tourez-moi encore une fois. »

Après avoir donné sa main à baiser aux officiers qui se pressaient autour de lui, Buonaparte monta en voiture. Il était accompagné des généraux Bertrand et Drouot, et suivi de quelques officiers de sa maison. Les quatre commissaires qui devaient le surveiller, étaient, pour l'Autriche, le général Koller (1), de qui nous venons de parler ; pour la

(1) Il avait pour adjoint le major de Clamm-Martinez.

Russie, le général Schouwaloff; pour l'Angleterre, le colonel Campbell; pour la Prusse, le comte de Waldbourg Truchsess, qui a donné au public un récit de ce voyage dans lequel la haine que les habitans des provinces méridionales de France avaient conçue contre Napoléon l'exposa plus d'une fois à de grands dangers (1). Il arriva, le 27,

(1) Des détachemens de sa garde accompagnèrent Buonaparte jusqu'à Villeneuve-sur-Allier; mais ensuite il ne trouva plus que des autrichiens et des cosaques. Le 24 avril, il rencontra, près de Valence, le maréchal Augereau. Ils descendirent l'un et l'autre de voiture. Buonaparte ôta son chapeau et tendit les bras au maréchal qui l'embrassa, sans le saluer. » Où vas-tu? dit Napoléon, tu vas à la cour. » Augereau répondit qu'il allait à Lyon. Ils marchèrent près d'un quart d'heure ensemble, et Buonaparte fit au maréchal des reproches sur sa conduite envers lui. « Ta proclamation » est bien bête, lui dit-il; pourquoi ces injures contre » moi *? il fallait dire tout simplement : le vœu de la na- » tion s'est déclaré en faveur d'un nouveau souverain; le » devoir de l'armée et de s'y conformer. Vive le roi! Vive » Louis XVIII! » Augereau se mit aussi à tutoyer Buonaparte et lui fit d'amers reproches sur son ambition. Ce dis-

* « Soldats! disait Augereau, le sénat, interprète de la volonté nationale, lassé du joug tyrannique de Napoléon, a prononcé, le 2 avril, sa déchéance et celle de sa famille........ Soldats! vous êtes déliés de vos sermens; vous l'êtes par la nation en qui réside la souveraineté; vous l'êtes encore, s'il était nécessaire, par l'abdication même d'un homme qui, après avoir immolé des millions de victimes à sa cruelle ambition, n'a pas su mourir en soldat, etc., etc. »

à Fréjus, ville dans le port de laquelle était mouillée la frégate anglaise l'*Undounted*, qui devait

---

cours fatiguant Napoléon, il se tourna brusquement vers le maréchal, l'embrassa, lui ôta encore son chapeau et se jeta dans sa voiture. Augereau lui fit, de la main, un geste méprisant, en lui disant adieu. À Valence, les troupes du maréchal, qui avaient arboré la cocarde blanche, rendirent les honneurs militaires à Napoléon, qui ne les reçut plus ensuite. Le 25, à Orange, on l'accueillit aux cris de Vive le roi! Vive Louis XVIII! Il avait été jusque-là d'une humeur fort gaie, et il plaisantait souvent sur sa situation. Un jour il dit aux commissaires : « Au bout du compte, je n'y perds rien; » j'ai commencé la partie avec un écu de six francs dans ma » poche, et j'en sors fort riche. »

Un peu en avant d'Avignon, on trouva un rassemblement qui se mit à crier : Vive le roi! Vivent les alliés! à bas Nicolas! à bas le tyran! le coquin! l'assassin des français! A Orgon, la rage du peuple était à son comble. On avait élevé en avant de l'auberge où l'on devait s'arrêter, une potence à laquelle on avait suspendu un mannequin en uniforme français et couvert de sang, avec cette inscription : *Tel sera tôt ou tard le sort du tyran.* Le peuple se cramponnait à la voiture de Buonaparte, qui, pâle et muet, se cachait le plus qu'il pouvait derrière le général Bertrand. Le commissaire russe harangua la multitude : « N'avez-vous pas de honte d'insulter à » un malheureux sans défense, dit-il. Il est assez humilié » de la triste situation où il se trouve, lui qui voulait donner des lois à l'univers, et qui se voit aujourd'hui à la » merci de votre générosité? » A un quart de lieue d'Orgon, Napoléon se déguisa, prit une cocarde blanche et

convoyer son vaisseau. Selon le traité, Buonaparte devait être transporté dans une corvette, et il fut

---

monta un cheval de poste pour aller en courrier. Arrivée à Saint-Canat, la voiture est entourée de furieux qui cherchent à ouvrir les portières. Par bonheur elles étaient bien fermées, ce qui sauva le général Bertrand. Les femmes surtout en voulaient à Buonaparte, qui, à une demi-lieue de là, entra dans une auberge où il se donna pour le colonel Campbell et dont l'hôtesse lui demanda s'il avait rencontré l'empereur. « Je suis curieuse, poursuivit-elle, de voir s'il pourra se » sauver. Je crois toujours que le peuple va le massacrer, » aussi faut-il convenir qu'il l'a bien mérité........... » On se mit à table; mais craignant d'être empoisonné, Napoléon ne prit qu'un peu de pain et de vin qu'il avait fait tirer de sa voiture. Comme on approchait d'Aix, il se déguisa de nouveau; il se revêtit de l'uniforme du général Koller, et se décora de l'ordre de Marie-Thérèse. Il monta dans la calèche du général autrichien et dit au cocher de fumer, afin que cette familiarité prévînt tout soupçon. On prétend même qu'il pria le général Koller de chanter, et que celui-ci ayant répondu qu'il ne chantait jamais, Buonaparte répliqua : « Eh bien! sifflez! » Lorsqu'on fut en pleine campagne, il recommença de causer avec le général. Il lui dit qu'il avait formé le projet de déposséder Murat, de replacer Ferdinand sur le trône, de faire le roi de Sardaigne roi d'Italie, et d'aller s'établir lui-même en Sardaigne; puis, s'interrompant il dit : « Non, je renonce maintenant au monde » politique; je ne m'intéresse plus à ce qui peut arriver. » Il apprit à Saint-Maximin que le sous-préfet d'Aix était dans ce lieu. Il le fit appeler et se répandit, devant lui, en inju-

très-mécontent de ne trouver que le brick l'Inconstant (1). Il donna à dîner aux commissaires, qu'il remercia des soins qu'ils avaient pris durant le voyage, et auxquels il adressa des plaintes contre le gouvernement français, qui lui retenait, disait-il, plusieurs objets. Il était surtout choqué de ce qu'on ne voulait pas lui remettre le diamant le Régent, qu'il avait retiré des mains d'un juif de Berlin, pour la somme de quatre millions. Des hussards autrichiens accompagnèrent Napoléon jusqu'à Saint-Rapheau (le port de Fréjus), où il avait abordé à son retour d'Egypte. Quel sujet de réflexions amères pour lui! Quel emploi avait-il fait de la puissance prodigieuse dont il avait joui depuis cette époque?

Le 28, entre onze heures et minuit, il monta sur la frégate, qui mit à la voile deux heures après. Les vents contraires, les orages et les calmes

---

res contre les provençaux. Il y avait au Luc deux escadrons de hussards autrichiens. Sur la demande de Buonaparte, les commissaires envoyèrent au commandant l'ordre d'attendre son arrivée pour lui servir d'escorte jusqu'à Fréjus, ce qui fut exécuté.—*Extrait de l'ouvrage de M. de Waldbourg Truchsess.*

(1) On donne à ce changement divers motifs que nous croyons superflu de rapporter. Voyez l'*Itinéraire de Buonaparte à l'île d'Elbe*, pag. 50.

qu'elle essuya, empêchèrent qu'elle ne fût, avant le 3 mai, en vue de Porto-Ferrajo. Bertrand et Drouot, accompagnés de deux officiers, l'un autrichien et l'autre russe, débarquèrent et allèrent trouver le général Dalesme, gouverneur de l'île, de laquelle ils prirent ensuite possession au nom de Napoléon, qui différa son entrée jusqu'au lendemain 4. Ce jour, les troupes furent mises sous les armes, et les fonctionnaires publics se rendirent au port. A trois heures, le débarquement fut annoncé par vingt et un coups de canon, tirés de la frégate et auxquels répondit l'artillerie de Porto-Ferrajo. En mettant pied à terre, Buonaparte reçut les clefs de cette ville, des mains du commandant et fut harangué par le sous-préfet. Il se plaça ensuite sous un dais fort mesquin, et s'achemina vers l'église paroissiale, où il assista au *Te Deum*. Ce cantique d'actions de grâces s'accordait trop mal avec sa position, pour qu'il n'en fût pas ému. Levant les yeux vers le ciel, il versa, dit-on, quelques larmes, qu'il se fût épargnées s'il avait fait une entrée plus conforme à l'état où son imprudence l'avait réduit. La cérémonie terminée, il se porta, d'un pas rapide, vers l'hôtel-de-ville, où son logement était préparé et où nous allons le laisser quelque tems.

L'empereur d'Autriche, avons-nous dit, s'était

retiré momentanément à Dijon, ce dont nous avons indiqué le motif. Peut-être aussi qu'une sorte de ménagement imposait à ce prince l'obligation de ne pas assister en personne aux discussions où l'on devait décider du sort de sa fille et de son gendre. Toutefois, il en avait jusqu'alors soutenu les intérêts en ce qui ne semblait pas contraire à ceux de son empire et aux engagemens qu'il avait contractés. Tout étant réglé, François quitta Dijon. Il arriva, le 15 avril, à Paris, et il eut, le lendemain, au petit Trianon, une entrevue avec Marie-Louise. Cette princesse, après son départ de la capitale, avait passé quelques jours à Blois, où les membres du gouvernement de son époux, ainsi que ses deux beaux-frères, Joseph et Jérôme, s'étaient réunis. Les deux derniers, après les événemens qui signalèrent le commencement du mois d'avril, avaient voulu la contraindre à les suivre dans le Berry. « Mon sort, leur avait-elle dit, me paraît décidé. » Je ne crains rien ni pour ma personne, ni pour » celle de mon fils, de la part des allemands ni » des russes. » S'étant alors assurée par le serment que lui prêtèrent les officiers de sa garde, qu'ils n'obéiraient qu'à ses ordres, elle avait laissé partir les deux Buonaparte, après leur avoir donné à chacun un million. Le 8 avril, elle avait vu arriver à Blois le comte de Schouwaloff, avec

qui elle avait pris le chemin d'Orléans. Le 12, elle avait quitté cette ville pour se rendre à Rambouillet, accompagnée du comte d'Esterhazy, que son auguste père lui avait envoyé. Le 21, elle se mit en route pour quitter la France, victime à son départ comme elle l'était à son arrivée.

LIVRE XXVII.

1814.—1815.

Entrée du roi dans sa capitale.—Traité de paix du 30 mai 1814.—Charte constitutionnelle.—Dissimulation de Buonaparte.—Réunion des partis contraires à la cause de la légitimité.—Plan tracé pour le retour de Buonaparte.—Imprévoyance des ministres du roi.—Débarquement de Buonaparte dans le golfe Juan.—Rapidité de sa marche.—Défection de Labedoyère.—Buonaparte entre à Grenoble d'où il se rend à Lyon.—Mesures prises par les ministres du roi.—Buonaparte est déclaré traître et rebelle.—Il se porte vers Paris.—Défection du maréchal Ney.—Buonaparte poursuit sa marche.—Mouvement militaire effectué dans les départemens du Nord.—Séance royale.—Départ du roi.—Arrivée de Buonaparte à Paris.—Ses proclamations.—Madame à Bordeaux et le duc d'Angoulême dans le Midi.—Déclaration du 13 mars, par les puissances alliées.—Circulaire de Buonaparte à tous les souverains.—Acte additionnel aux constitutions de l'empire.—Champ de Mai.—Débarquement de Murat au golfe Juan.—Installation des deux chambres instituées par l'acte additionnel, et discours que leur adresse Buonaparte.—Adresses en réponse à ce discours.

Le jour même ou Buonaparte toucha l'île d'Elbe, le roi, accompagné de l'auguste fille de Louis XVI, fit son entrée dans Paris, au milieu des transports de joie et des acclamations d'un peuple immense qui, un an auparavant, n'aurait pu croire à la possibilité d'un tel événement, et qui, en consé-

quence, le considérait comme un prodige. Ce beau jour toutefois ne fut pas sans nuages. On avait eu l'imprudence de donner pour escorte à S. M., la garde même de Buonaparte, qui, loin de prendre part à l'allégresse publique, la troubla par ses sombres regards et son sinistre maintien. Le soir, il y eut des combats meurtriers entre elle et quelques troupes des alliés, et il fallut la faire sortir de Paris dans la nuit même. La conduite que ce corps venait de tenir était un avis sur le danger d'employer trop promptement des hommes qui croyaient leur sort lié à celui de l'usurpateur; mais ce conseil de l'expérience fut perdu.

Des négociations entre la France et les puissances alliées suivirent de près l'entrée du roi dans sa capitale; elles furent terminées promptement. La France, par un traité qui fut signé, le 30 mai, rentra dans ses anciennes limites, auxquelles furent ajoutés divers cantons situés au nord et à l'est. On lui laissa les préfectures de Chambéry et d'Annecy, la principauté d'Avignon, le comtat Venaissin, le comté de Montbeliard et toutes les enclaves qui avaient appartenu à l'Allemagne. Ces diverses concessions formaient un agrandissement de cent cinquante milles carrés, avec une population de quatre cent cinquante mille ames.

La Grande-Bretagne promit, en son nom et en celui de ses alliés, de restituer à la France les co-

lonies et les établissemens qu'elle possédait, le 1er janvier 1792, à l'exception toutefois des îles de Tabago et de Sainte-Lucie, ainsi que de l'île de France et de ses dépendances.

Aucune contribution ne fut imposée à la France, quoique Buonaparte en eût accablé tous les états dont il avait fait la conquête, et elle conserva tous ces monumens des arts, nobles fruits des victoires remportées par ses guerriers, et auxquels la vanité nationale attachait le plus haut prix.

Quelque avantageuse que, relativement à la conjoncture où se trouvait la France, alors conquise presque aux deux tiers, fussent les stipulations du traité du 30 mai, les hommes de la révolution, qui étaient déjà revenus de l'espèce d'étourdissement que leur avait causé la restauration, le critiquèrent avec amertume, et comme si la position respective des parties contractantes eût été l'opposé de ce qu'elle était réellement.

Au bienfait de la conclusion de la paix, S. M. en joignit promptement un autre, en faisant proclamer, dans une séance royale, tenue, le 4 juin, la Charte qui nous régit. Quoiqu'elle ait garanti tous les droits que, raisonnablement il était possible de réclamer, qu'elle ait reconnu la nouvelle noblesse, qu'elle ait confirmé l'aliénation des domaines dits nationaux, qu'elle ait couvert d'une amnistie le vote le plus atroce et les forfaits les plus

épouvantables, et qu'elle ait établi des institutions qu'on semblait désirer, elle ne contenta ni les partisans du gouvernement qui venait de s'écrouler, ni les hommes dont les systèmes avaient été si funestes à la France. Les premiers n'y trouvèrent rien qui pût favoriser leur ambition, et les autres se plaignirent vivement de ce qu'au lieu d'être un acte librement consenti par le peuple, elle fût une concession du monarque. Ainsi, un mois s'était à peine écoulé depuis la rentrée du roi, que les symptômes de la révolution, qui devait ramener l'usurpateur, se faisaient déjà remarquer.

Cependant Buonaparte, retiré dans son île, parut disposé d'abord à suivre l'exemple qu'a donné Dioclétien. Il feignit de s'occuper d'agriculture, de commerce et d'objets d'industrie ; il fit planter des arbres, bâtir des maisons, exploiter des mines, et alla même jusqu'à se livrer aux soins les plus minutieux de l'économie domestique ; mais en même tems il entretenait des correspondances criminelles en France et en Italie, et recevait des émissaires qui lui étaient envoyés régulièrement de Paris (1); il faisait acheter des felouques à Gênes, des munitions de guerre à Naples et des vivres à Alger.

(1) Il a été reconnu dans le procès de Louvel que cet assassin fut employé pendant plusieurs mois, à l'île d'Elbe, dans la maison de Buonaparte, et qu'il y eut plusieurs conversations avec lui.

Il importait infiniment pour la cause de Buonaparte de réunir les deux factions ennemies de la légitimité. Il ne fut pas difficile d'y parvenir, et il paraît que ce fut Fouché qui eut l'honneur de cet odieux succès. Fouché, perpétuellement ennemi de Buonaparte, même dans tous les tems où il a paru le servir; Fouché, qui avait concouru puissamment à la défection de Murat, parvint à réconcilier les deux beaux-frères. Murat régnait encore, et c'était un solide appui pour un soulèvement qu'on se proposait d'opérer en Italie. Comme on l'a vu ci-devant, ce n'avait jamais été de bonne foi qu'il s'était joint aux alliés; et la restauration l'avait fait trembler pour son trône, dernier débris du vaste empire que Napoléon avait fondé en Europe.

Lorsqu'il eut ébauché le plan de son retour en France, Buonaparte envoya le général Bertrand, le discuter à Rome avec Thibaudeau et Lucien, qui s'était aussi réconcilié avec son frère. Les conférences eurent lieu vers la fin d'octobre. Il fut réglé que l'époque du débarquement serait fixée à Paris par les principaux conjurés; que Joseph Buonaparte, qui s'était retiré en Suisse (1), continuerait la correspondance qu'il entretenait

(1) Jérôme Buonaparte était aussi en Suisse; et l'on assure qu'il n'y fut pas oisif.

avec des comités établis à Grenoble et à Lyon ; qu'aussitôt qu'un mouvement militaire, qui avait été préparé de bonne heure dans le nord de la France, serait effectué, on formerait un gouvernement provisoire, où Carnot et Fouché seraient admis comme représentans nécessaires du parti révolutionnaire, et qu'enfin, en remettant le pied sur le sol de la France, Napoléon prendrait, l'engagement de modifier son gouvernement, d'après des principes énoncés en des préliminaires qui furent signés par son fondé de pouvoirs.

Quelque secrètes que fussent ces démarches, il dut en parvenir des indices aux ministres du roi, auxquels d'ailleurs des avis directs et positifs furent transmis ; mais les ministres parurent croire que Buonaparte n'oserait rien entreprendre avant la dissolution du congrès qui se trouvait réuni à Vienne. Ils ne pouvaient se persuader, dit-on, qu'il s'abandonnât à une entreprise aussi folle, et toute fondée sur les accidens de la mer et du hasard ; mais l'événement a démontré que, par le peu de précautions qu'on avait prises, ces dangers n'étaient guère à craindre pour Napoléon, et le mauvais esprit des troupes, qui ne daignaient pas le dissimuler, annonçait assez que l'usurpateur trouverait parmi elles de nombreux adhérens (1).

(1) On avait commis la faute impardonnable de laisser les

Buonaparte aurait voulu débarquer, le 2 décembre, jour anniversaire de son couronnement; mais la trame n'était point encore assez forte dans l'intérieur de la France; et l'époque du 5 mars fut fixée définitivement pour arborer les couleurs de la révolte contre les Bourbons. Le 10, Drouet d'Erlon et Lefebvre Desnouettes, qui étaient à la tête des troupes séduites dans le nord, devaient être maîtres de la capitale.

Dans le plan général d'insurrection, trois lignes furent tracées. La première, celle du nord, partait de Cambray, de Lille et de Péronne, et se prolongeait jusqu'à Paris, par La Fère, Laon et Noyon: Reims et Châlons-sur-Marne y étaient compris. La deuxième ligne, qui commençait à Metz, devait aboutir aussi à la capitale. La troisième, et la plus importante, devait partir à la fois de Chambéry, de Grenoble, de Valence, de Bourg-en-Bresse, pour de là gagner de proche en proche, Lyon, Châlons-sur-Saône, Mâcon et les routes parallèles de la Bourgogne et du Bourbonnais. Ces lignes d'opérations furent inspectées incognito par des généraux, des colonels, des majors expédiés de Paris. Ces commissaires étaient chargés de préparer, officiers et soldats, à la révolte, et d'annoncer à leurs affidés la prochaine

---

corps tels qu'ils étaient précédemment, et commandés par les mêmes hommes que sous Buonaparte.

arrivée de leur empereur sur divers points de la troisième ligne. Son retour fut promis aussi par des colporteurs, par de prétendus frères quêteurs, et même, à ce qu'on assure, par des militaires travestis en religieux de l'hospice du Saint-Bernard. Vers la fin de janvier, des agens, partis de l'île d'Elbe, se rendirent à Nantes et à Rennes, pour indiquer aux principaux révolutionnaires les moyens de faire échouer toute résistance de la part de la Bretagne et de la Vendée. Enfin on apprit, un mois à l'avance, dans ces mêmes villes, que le débarquement de Napoléon se ferait à Cannes (1). Tout cela fut inutile pour ouvrir les yeux aux ministres. En vain le comte de Bouthilier, préfet du Var, et M. Hyde de Neuville, chargé

(1) La presse, que Buonaparte avait tant comprimée et dont le roi avait proclamé la liberté, fut un des moyens les plus puissans que les conjurés employèrent, et ce fut par une foule de libelles que commença l'attaque contre la légitimité. Le plus honteusement célèbre de tous ces écrits séditieux, fut le mémoire que le régicide Carnot eut l'audace d'adresser à S. M., et dont l'objet était de rejetter sur le peuple français le parricide dont au contraire il a toujours gémi. Aux maximes atroces on joignait l'arme du ridicule. Ceux qui s'en servirent avec le plus de succès, furent les rédacteurs du trop fameux *Nain Jaune*, dans lequel l'un d'eux, peu de tems avant ce fatal événement, fit allusion au retour de Buonaparte, par un jeu de mots sur des *plumes de cannes*.

d'une mission en Provence, leur donnèrent-ils avis, au commencement de février, que plusieurs indices annonçaient des préparatifs de descente, et coïncidaient avec d'autres préparatifs qui se faisaient à l'île d'Elbe. Les ministres, persuadés que Napoléon ne tenterait de pénétrer en France que par l'Italie, et à la tête de troupes italiennes, négligèrent aussi plusieurs autres renseignemens non moins importans. Buonaparte se serait bien gardé d'agir sur un pareil plan : la vue de troupes étrangères aurait pu suffire pour déterminer une résistance qu'il savait bien n'avoir pas à redouter, accompagné seulement d'une poignée de français.

Dans le dessein, peut-être, de faire porter un plus grand nombre de troupes sur le chemin que l'usurpateur se proposait de suivre, Murat, qui n'était point reconnu par le roi, feignit de vouloir faire la guerre à la France, et demanda passage à l'Autriche, pour une armée de quatre-vingt mille hommes. La cour de Vienne rejeta cette proposition, et s'empressa d'en instruire le gouvernement de S. M. Cependant M. le prince de Talleyrand, plénipotentiaire de France au congrès, manda qu'il conviendrait de faire marcher des troupes vers Grenoble et Chambéry. Ce conseil fut suivi, et, par une étrange fatalité, les ministres envoyèrent de la sorte, à la rencontre de l'usurpateur, les corps qui devaient le ramener à Paris.

Tout étant prêt tant à l'île d'Elbe qu'en France, la troupe de Buonaparte reçut, le dimanche, 26 février, à huit heures du soir, l'ordre de s'embarquer. Les officiers étaient en ce moment à un bal que donnait la princesse Borghèse. Napoléon forma d'abord sa troupe en carré ; il distribua des décorations et dit qu'il allait la conduire à Paris sans brûler une amorce. Il lui recommanda d'éviter toute querelle avec les habitans des villes et des campagnes, et de répéter sans cesse qu'il ne venait point en France pour faire la guerre aux français. On procéda ensuite à l'embarquement. Quatre cents hommes de la vieille garde montèrent sur le brick *l'Inconstant*; deux cents hommes d'infanterie, cent lanciers polonais et deux cents flanqueurs furent répartis sur six petits bâtimens, ce qui fit en tout sept transports et neuf cents hommes.

Buonaparte se rendit sur le brick avec MM. Bertrand, Drouot, Cambronne et les autres officiers qui l'avaient suivi. Un coup de canon tiré à minuit donna le signal du départ, et l'on mit à la voile par un vent du sud, et aux cris de *Paris ou la mort!*

Il y avait dans les parages de l'île d'Elbe, une croisière française composée de deux frégates, la *Fleur de Lys*, commandée par le chevalier de

Garat, et la *Melpomène*, commandée par le capitaine Collet. La première se tenait habituellement au nord, et la seconde au sud. L'une n'était pas subordonnée à l'autre; et il leur était sévèrement défendu, quelque tems qu'il fît, de mouiller à l'île d'Elbe. Elles étaient sans aviso, sans un seul petit bâtiment, sans aucune intelligence à terre. A tant de précautions, qui semblaient n'avoir pour but que d'assurer l'évasion de Buonaparte, on en joignit une nouvelle: ce fut le rappel du chevalier de Garat. L'ordre en fût expédié de Toulon vers la mi-février, et porté au général Brûlart, gouverneur de l'île de Corse. Mais ce général, qui connaissait les principes de M. de Garat, tint l'ordre dans sa poche.

Le colonel anglais Campbell, que des affaires avaient appelé à Florence, où il était resté huit jours, rentra le 28 à Porto-Ferrajo. Buonaparte n'y était plus. Le colonel mit aussitôt à la voile pour les côtes de France. Le 1er mars, à deux heures du matin, il rencontra la *Fleur de Lys*, à laquelle il annonça la nouvelle de l'évasion de Buonaparte, mais sans pouvoir dire quelle route il tenait. Le chevalier de Garat n'hésita pas à prendre celle de France. Le colonel Campbell en fit autant, en suivant une ligne parallèle à celle de la *Fleur de Lys*. Après avoir ainsi navigué quel-

que tems, le chevalier de Garat se rapprocha du colonel anglais, pour lui faire part d'une idée qui lui venait : c'était que Buonaparte, en sortant de l'île d'Elbe, avait pu se jeter sur une des îles voisines, pour, de là, prendre le tems de diriger sa marche selon les circonstances. Le colonel frappé de cette idée, rebroussa chemin, afin de visiter ces îles, et les deux vaisseaux se séparèrent pour marcher en sens contraire.

Buonaparte avait continué paisiblement sa route pour les côtes de France. Le lundi 27, son brick se croisa avec le brick français le *Zéphir*, commandé par le capitaine Andrieux, qui connaissait particulièrement le lieutenant Taillade, pilote de la flottille. Les deux bricks parlementèrent, se firent des honnêtetés, puis se séparèrent.

Le mardi 28, à la pointe du jour, la flottille reconnut un vaisseau de 74, qui ne s'occupa aucunement d'elle. Ce même jour, à sept heures du matin, elle découvrit la côte de Noli, et à midi, Antibes fut en vue.

Le mercredi, 1er mars, vers une heure de l'après-midi, la flottille entra dans le golfe Juan. Le débarquement commença peu de tems après. Les premiers débarqués furent mis en védette, et arrêtèrent quelques personnes que le hasard ou

leurs affaires avaient attirées sur le rivage. M. le duc de Valentinois, qui se rendait à Monaco, fut aussi arrêté en avant de Cannes. Buonaparte se le fit amener le jour suivant, à deux heures du matin. Le duc lui demanda, d'une manière très-ferme la permission de continuer sa route. On rapporte qu'en la lui accordant, Buonaparte lui dit : « Vous » ne resterez pas à Monaco, vous reviendrez à » Paris, il n'y a que là où l'on vit. »

Le général Cambronne, s'était emparé la veille du bourg de Cannes, où il avait fait une forte réquisition de vivres et jeté la consternation. Buonaparte vint camper près de ce bourg à minuit; mais il n'y entra pas. A quatre heures du matin, il se mit en route. Laissant à droite la ville d'Antibes, il prit le chemin des montagnes. Il s'arrêta deux heures sous les murs de Grasse, abandonnant là ses canons, puis il continua sa marche avec une telle célérité, que le soir il arriva sur les confins du département des Basses-Alpes, ayant franchi, dans le jour, un espace de vingt lieues.

Buonaparte échappa de la sorte à la poursuite du comte de Bouthilier, préfet du Var, qui s'était porté vers Fréjus, à la tête d'un petit corps de gardes nationales. Le général Morangier en avait fait autant, à la tête de la garnison de Draguignan. On aurait pu cependant arrêter l'ennemi, soit au

défilé dit de *César*, qui est taillé dans le roc, et situé entre Castellane et Barrême ; soit au pont de Sisteron, sur la Durance. Il eût suffi pour cela de faire partir en poste la garnison de Marseille, à laquelle se serait joints un grand nombre de volontaires, tirés de la garde nationale de cette ville fidèle. Mais le maréchal Masséna se contenta d'y envoyer par journées d'étape une partie de cette même garde. Napoléon, approchait de Digne, lorsque le général Miollis se mit à sa poursuite, sur la route d'Aix. Il fut suivi, le lendemain, par environ 1600 marseillais. Ces troupes ne pouvaient que manœuvrer sur les derrières de l'ennemi ; et on les fatigua par des marches et des contremarches, comme si on eût craint de l'atteindre.

Le comte de Loverdo commandait à Digne. N'étant pas secondé par le préfet, et voyant sa garnison dans les plus mauvaises dispositions, il prit le parti de l'emmener, pour qu'elle ne grossît pas la troupe de Buonaparte. Quoiqu'elle eût déjà poussé le cri de la rebellion, elle obéit cependant à son chef, qui la conduisit vers les troupes venues de Marseille.

Napoléon fit, le 4, son entrée à Digne, dont es habitans se tinrent renfermés dans leurs maions. Au bout de trois heures, il quitta cette ville t se porta vers Sisteron. Là, se présente un pont troit, que deux hommes de front peuvent à

peine franchir, et que protége une citadelle. En cinq minutes on aurait pu le faire sauter. Mais l'esprit de vertige et d'aveuglement s'était emparé presque partout des dépositaires de l'autorité. Le préfet avait décidé que Sisteron ne serait pas défendu. Tout ce qu'on put obtenir fut qu'un piquet de cinq hommes, armés de sabres, fût mis à la tête du pont, du côté de Digne. Ne sachant pas si ce pont lui sera livré sur-le-champ, Buonaparte fait halte à cinq lieues de Sisteron. Son avant-garde, commandée par Cambronne, s'en empare, le 5, à une heure du matin. Une ordonnance court aussitôt l'en instruire. A dix heures, Napoléon paraît à la tête de cent cinquante hommes. Arrivé au pont, il ne peut dissimuler sa joie, et dit à Bertrand : « Nous voilà sauvés ! » Il trouve à la porte de la ville, le sous-préfet, le maire et les adjoints en costume, qui le haranguent, crient eux-mêmes *vive l'empereur !* et donnent ainsi le premier exemple de félonie de la part de magistrats. Buonaparte sortit de Sisteron à trois heures du soir. Ce fut vainement qu'Harmand-de-la-Meuse, préfet des Hautes-Alpes, voulut lui opposer de la résistance. Napoléon déconcerta toutes ses mesures par la rapidité de sa marche. Il entra à Gap, à neuf heures, et il en partit le 6, à deux heures du matin.

M. Fourrier, préfet de l'Isère, avait été ins-

truit, le 4 mars, que Buonaparte s'avançait vers son département. En communiquant cette nouvelle au général Marchand, qui commandait à Grenoble, il lui proposa de faire occuper le Ponteau, position importante, qui est en avant de la Mure. Le général, soutenant que Buonaparte mettrait au moins huit jours pour se rendre du golfe Juan à Gap, renvoya au lendemain l'examen de toutes les mesures à prendre dans cette conjoncture critique. Il fut résolu, dans un conseil tenu le 5, de marcher, le 6, à l'ennemi, et de mander au secours de Grenoble, la garnison de Chambéry, composée des 7e. et 11e. régimens de ligne, commandés, le premier, par Labédoyère (nommé colonel par le Roi, et récemment arrivé de Paris), et l'autre par M. Durand. Le 6, on met en marche un bataillon du 5e. régiment de ligne et un détachement de sapeurs et de mineurs, formant environ sept cents hommes, qui sont dirigés vers la Mure. Cette avant-garde était précédée de sous-officiers qui marchaient en fourriers. Ceux-ci, arrivés à la Mure, y trouvèrent l'avant-garde de Napoléon. Ils se replièrent, après avoir vu remettre à Cambronne une lettre qui parut le combler de joie. Ils rejoignirent leur détachement, qui venait de prendre position sur une hauteur près de la grande route. L'officier qui le commandait fit un mouvement en arrière, dans le vain espoir de

recevoir des renforts. Le lendemain, 7, cette avant-garde, abandonnée à elle-même, et séduite par les agens de Napoléon, passa tout-à-coup dans les rangs de l'ennemi. On varie sur les particularités de cette défection. Selon sa rélation officielle, Buonaparte, mettant pied à terre suivi de sa garde, marcha droit au bataillon, et lui dit en se faisant connaître : « Me voilà ! s'il est parmi vous un sol-
» dat qui veuille tuer son empereur, qu'il sorte
» des rangs et qu'il frappe ! » A ces mots toutes les armes tombent, et les plus vives acclamations se font entendre. Il est plus probable, cependant, que Napoléon ne se présenta au détachement que lorsque la défection en fut consommée.

Le même jour, à onze heures du matin, le 4e. régiment de hussards et la garnison de Chambéry arrivèrent à Grenoble. On allait leur distribuer des billets de logement, lorsque Labédoyère insista pour qu'ils fussent laissés au bivouac sur les remparts. On céda, et Labédoyère plaça son régiment près de la porte de Bonne, qui faisait face à l'ennemi. A trois heures après-midi, il dépêche son adjudant-major à Napoléon, pour l'informer qu'il allait le joindre avec le corps qu'il commandait. Il court ensuite sur les remparts, fait prendre les armes à ses soldats, et se mettant à leur tête, il les entraîne, en criant : *vive l'empereur ! en avant, mes amis !* A peine sorti de la ville, il ex-

pose l'aigle aux regards de son régiment, et lui déclare qu'il le conduit à Buonaparte. Les soldats, transportés d'une coupable joie, pressent leur marche, tirent leurs fusils en l'air, foulent aux pieds la cocarde blanche, et arborent la cocarde tricolore au milieu des acclamations les plus séditieuses. Cependant, le général Devilliers, qui commandait la brigade de laquelle le 7°. régiment faisait partie, monte à cheval dans l'espoir de le ramener. Parvenu à la tête de la colonne, il donne l'ordre de rétrograder. Il presse Labédoyère de réparer sa faute ; et, d'une voix prophétique, il lui dit : « Vous courez à votre perte ; vous vous » déshonorez.—Non, répond le colonel, appre» nez que tout ceci est combiné, et que dans ce » moment le comte d'Erlon marche sur Paris » avec quarante mille hommes pour seconder le » mouvement. » Toutes les représentations sont inutiles. M. Devilliers revient sur ses pas, et rentre dans Grenoble, où cette odieuse défection venait de jeter le trouble et l'effroi.

La garnison, toutefois, conservait encore l'apparence de la fidélité ; mais on ne prenait aucune mesure. Les portes étaient fermées, les troupes de ligne étaient sur les remparts et les canonniers à leurs pièces ; mais ce ne fut pas pour en faire usage contre l'ennemi qui s'avançait. Entre cinq et six heures, le général donna l'ordre secret d'évacuer

la place, à deux heures après minuit. Déjà quelques cris de *vive l'empereur !* s'étaient fait entendre. Bientôt le général se retire dans sa maison de campagne, sur le chemin du fort Barraux. Les chefs des corps, livrés alors à eux-mêmes, restent la plupart à la tête de leurs régimens. D'autres s'éloignent, ne voulant pas se ranger sous les drapeaux de la révolte. Quelques fonctionnaires et plusieurs habitans se hâtent de sortir de la ville. Le préfet l'avait aussi quittée avec précipitation. Alors le sous-préfet Didier courut au-devant de l'ennemi.

Buonaparte avait rencontré Labédoyère et le 7e. régiment entre Vizille et Grenoble. Ce corps se joignit à l'avant-garde, et retourna aussitôt sur ses pas. Labédoyère, trouvant la porte de Bonne fermée, crie aux soldats qui la gardent : « Mes amis, c'est moi ! c'est le colonel du 7e. de » ligne ! l'empereur est là ! » A ces mots, la porte est brisée à coups de hache, tant par les soldats du dehors que par ceux du dedans.

A dix heures du soir, Napoléon fit son entrée dans Grenoble. A sa vue, toutes les irrésolutions des soldats cessent, et ils se rangent sous ses drapeaux. Le lendemain (8 mars), étonné de la solitude où le laissent les magistrats, il mande le maire, et annonce qu'il va passer une revue. Les fonctionnaires publics, entraînés ou effrayés, se

hâtent alors d'aller lui offrir leurs hommages. Sa revue, à laquelle la garde nationale fut forcée de paraître, dura cinq heures. Il n'y eut pas un soldat auquel il ne fît quelque question. Des troupes d'hommes apostés, poussèrent, à plusieurs reprises, ces cris si opposés de *vive la liberté! vive l'empereur!* C'était proclamer l'alliance éphémère du buonapartisme et du jacobinisme. Les bons citoyens gardaient un morne silence. Après la revue, Napoléon fit partir pour Lyon toutes ses troupes, excepté son petit corps de l'île d'Elbe, qui était excédé de fatigue. Il fut renforcé à Grenoble d'environ six mille hommes, et il trouva dans cette ville un parc de cinq cents pièces de canon et soixante mille fusils.

Après avoir fait publier des proclamations qu'il avait datées du golfe Juan, et avoir rendu quelques décrets, Napoléon quitta Grenoble, le 9 mars, à deux heures du matin. Il alla coucher à Bourgoing, où il arriva vers minuit. Il y attendit des nouvelles de Lyon, où de nombreux émissaires l'avaient devancé. Mais, avant d'aller plus loin, nous avons à rendre compte de l'effet que son débarquement avait produit dans la capitale, ainsi que des mesures qui furent prises pour arrêter ses progrès.

Ce fut le 5 mars que les ministres du roi reçurent la fatale nouvelle, par la voie du télégraphe,

nouvelle que, selon quelques personnes, les conjurés pressentaient depuis le 3 au soir. On refusa d'abord d'y croire. Une seconde transmission télégraphique ne permit plus d'en douter, et le danger n'en fut pas mieux senti. La plupart des ministres se persuadèrent que ce n'était qu'une entreprise téméraire. Cependant ils eurent recours aux mesures que suggérait la prudence ou plutôt une routine trompeuse. Des courriers furent expédiés pour faire marcher en toute hâte des troupes sur Lyon, tandis qu'au contraire il aurait fallu les en éloigner, et n'opposer à l'usurpateur que des volontaires et des gardes nationales. Sa petite armée ne se recrutant pas, n'aurait eu que peu de confiance en elle-même; elle se serait avancée avec moins de rapidité, si même elle ne s'était pas dissoute, et l'on eût eu le temps nécessaire pour combiner des moyens de résistance. Cependant on décida que trois princes, MONSIEUR, Mgr. le duc Berri et Mgr. le duc d'Orléans, se rendraient, tant à Lyon qu'à Besançon, avec des pouvoirs extraordinaires, et que Mgr. le duc d'Angoulême, qui était à Bordeaux, irait à Nîmes pour y rassembler une armée d'environ douze mille hommes. MONSIEUR partit sur-le-champ; mais la trahison parvint à empêcher le départ de Mgr. le duc de Berri.

Buonaparte fut déclaré traître et rebelle pour

s'être introduit à main armée dans le département du Var, et la même déclaration enveloppa tous ceux de ses adhérents qui, dans le délai de huit jours, ne l'auraient pas abandonné. Enfin l'ordonnance royale enjoignait de lui courir sus. La convocation des deux chambres fut proposée dans un second conseil. Le maréchal Soult, qui était ministre de la guerre, combattit cette mesure comme inutile et dangereuse. Mais le roi voulut le concours de la puissance législative, et la convocation se fit. Le même jour, l'armée et les gardes nationales furent appelées à la défense de la patrie.

Le commandement des troupes réunies en Franche-Comté, fut confié au maréchal Ney, gouverneur de cette province. Ney, qui était dans sa terre, se met en route sur-le-champ, et se présente le 7 à l'audience du Roi. Il baise la main de S. M., et dit : « Sire, j'espère ramener Buonaparte dans » une cage de fer. — Partez, lui répond le roi » avec calme et dignité ; je compte sur votre dé» vouement et votre fidélité. »

Monsieur, parti le 6 mars de Paris, arriva le 8 à Lyon, où la nouvelle du débarquement de Buonaparte avait été publiée la veille. Il fait aussitôt rassembler les troupes de la garnison, les passe en revue, et semble leur faire partager, jusqu'à un certain point, l'enthousiasme que sa présence avait excité parmi ceux des Lyonnais

qui restaient fidèles à la cause de leur roi, à la cause de leurs pères, et, on peut le dire, à leur propre cause. MONSIEUR fit également la revue de la garde nationale. « Mes amis, dit-il avec » cette noblesse et cet air de franchise qui le ca- » ractérisent, il me faut seulement mille hommes » de bonne volonté. » A l'instant même on ouvre un registre, sur lequel de nombreux citoyens s'empressent d'inscrire leurs noms. Le prince se proposait de partir dans la nuit avec cette troupe, et de se porter sur Grenoble, qu'il croyait toujours au pouvoir du roi. Mais, rentré au palais de l'Archevêché, il apprend que Buonaparte était maître de cette place d'armes importante. Profondément affecté, MONSIEUR appelle dans son cabinet plusieurs officiers-généraux et le préfet, et leur fait part de cette fâcheuse nouvelle. Le bruit s'en répandit promptement dans la ville, et fit succéder la consternation à la joie qu'avait excitée l'arrivée de S. A. R. Les émissaires de Buonaparte, venus de Grenoble à Lyon, disaient hautement qu'il arrivait avec une armée de vingt mille hommes; que l'empereur d'Autriche était dans ses intérêts, qu'Eugène et Murat appelaient les Italiens aux armes, et qu'enfin le roi avait quitté Paris. La défection des troupes, ménagée de longue main, s'annonça bientôt d'une manière inquiétante. MONSIEUR s'efforça vainement d'arrê-

ter les progrès du mal, en leur adressant une proclamation conçue dans les termes les plus nobles et les plus touchans. Les traîtres n'y opposèrent qu'un rire moqueur qui ne laissa pas douter que la garnison de Lyon, loin d'offrir un obstacle aux progrès de l'ennemi, n'en devînt bientôt l'auxiliaire. On craignit même qu'elle n'attendît pas sa présence pour lever l'étendard de la révolte, et qu'elle ne se rendît coupable de la plus insigne perfidie, en lui livrant la personne du prince. Des serviteurs zélés communiquèrent leurs inquiétudes à MONSIEUR. « Tant que je verrai des » chevaliers de Saint-Louis à la tête des régimens, » répondit S. A. R., je ne pourrai croire à la tra- » hison. »

Ce fut dans cette lutte pénible que se passa toute la journée du 9. Le soir, MONSIEUR, cédant aux instances de tous ceux qui l'environnaient, prit la résolution de partir dans la nuit. Le maréchal Macdonald étant arrivé sur ces entrefaites, engagea le prince à différer son départ, et à faire, le lendemain, une nouvelle tentative sur l'esprit des troupes. On tint de suite un conseil de guerre où l'on délibéra sur la défense de Lyon. Le général qui commandait la division, opposait aux diverses mesures le manque d'artillerie et de munitions. « La guerre de la Vendée a commencé avec » des fourches et des pioches, lui dit le prince

» avec feu. Nous avons des baïonnettes, et je » marcherai le premier. » Cependant on commença des travaux pour faire couper les ponts du Rhône ; mais les murmures de la populace empêchèrent qu'ils ne fussent poussés plus loin, et l'on se contenta d'élever quelques barricades.

Le 10, dès six heures du matin, le maréchal fit rassembler les troupes. Le prince les passe en revue ; mais ce n'est que pour acquérir la triste conviction que la trahison avait achevé son ouvrage. Après la revue, MONSIEUR se porta sur les ponts et sur les quais du Rhône. Il les voit couverts d'une populace corrompue, qui n'attendait que l'arrivée de l'usurpateur pour le saluer de ses cris forcenés. Rentré à l'archevêché, à midi, le prince monte en voiture et prend la route de Moulins, escorté par un détachement de dragons qu'il congédia au premier relais. Mgr. le duc d'Orléans, qui était arrivé à Lyon peu de tems après MONSIEUR, en était aussi reparti dans la nuit.

A une heure, le maréchal Macdonald, qui ne voulait négliger aucune épreuve, conduisit deux bataillons sur le pont de la Guillotière, pour le défendre contre les hussards de l'avant-garde de Buonaparte, qui occupait déjà le faubourg. A peine le maréchal est-il arrivé près des barricades, que les hussards se présentent, précédés de paysans qui agitent leurs mouchoirs attachés à de

longs bâtons, et qui crient *vive l'empereur ! vive la liberté !* Ces cris sont répétés par la troupe du maréchal, qui n'a que le tems de s'éloigner, et qui, poursuivi par les soldats de l'usurpateur, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Buonaparte, avons-nous dit, s'était arrêté à Bourgoing. Redoutant l'effet que la présence des princes pouvait produire à Lyon, il venait de faire des dispositions pour passer le Rhône à Mirebel, et se jeter ensuite dans la Bresse, lorsqu'on vint lui annoncer que la seconde ville de France était conquise par sa garnison. Il se mit aussitôt en marche, et fit son entrée dans Lyon au milieu des ténèbres, ayant peine à fendre les flots d'une populace séditieuse. Le maire et le capitaine de la gendarmerie lui présentèrent les clefs de la ville au pont de la Guillotière. Le préfet et le sous-préfet s'étaient retirés.

A peine Napoléon est-il entré dans le palais de l'archevêché, que cette même populace, composée d'ouvriers rassemblés des quatre coins de la France, et à laquelle s'étaient joints quelques paysans des environs, se répand dans tous les quartiers, pille, insulte, menace et tente d'incendier les maisons des royalistes, en vomissant des blasphèmes contre le ciel, et en adressant des invocations à Napoléon comme à une divi-

nité tutélaire. L'ivresse du crime triomphant égare les factieux à un tel point, qu'au cri de *vive l'empereur!* ils joignent ces cris impies, atroces et insensés : *A bas le ciel! A bas la vertu! Vive la mort! Vive l'enfer! A mort les royalistes! A l'échafaud les Bourbons!* L'impression que produisit cette effroyable scène, fit dire le lendemain à un des officiers de l'usurpateur : « J'ai cru, cette » nuit, qu'on avait ouvert toutes les prisons de » France. »

Le 11 avril, à neuf heures du matin, Napoléon sortit du palais et alla passer en revue sept à huit mille hommes rangés en bataille sur la place Bellecour. Il descendit de cheval, parcourut les rangs, causa familièrement avec les officiers et les soldats ; et, s'enivrant de leurs coupables transports, il dit qu'il irait à Paris les mains dans ses poches. A la manière dont les choses se passaient, on pouvait facilement l'en croire. Après cette revue, qui dura deux heures, la garnison de Lyon, commandée par le général Brayer, prit la route de Paris. Une foule d'officiers en retraite, remis en activité, furent ensuite dirigés vers plusieurs points, et des dépêches furent adressées, par la voie de la gendarmerie, dans presque toutes les divisions militaires, pour y provoquer les troupes à la défection.

Ne se bornant plus aux sourdes manœuvres d'un

conspirateur et d'un embaucheur, et voulant montrer qu'il s'était ressaisi de la puissance souveraine, l'usurpateur rendit plusieurs décrets dirigés contre les princes de la maison de Bourbon, dont il confisquait les biens, contre la noblesse prétendue féodale, dont il supprimait les titres, et contre les émigrés rentrés avec le roi, qu'il renvoyait à l'étranger. Par d'autres décrets, il supprima la maison militaire de S. M., abolit la cocarde blanche, la décoration du lys, les ordres de Saint-Louis, de Saint-Michel et du Saint-Esprit, et annula les nominations faites par le roi dans les tribunaux, dans la Légion-d'Honneur et dans l'armée. Enfin, par un dernier décret, plus remarquable que tous les autres, après avoir dissous les deux chambres, il ordonna, selon la promesse qu'il en avait faite aux révolutionnaires, la réunion à Paris de tous les électeurs de la France, en assemblée extraordinaire du *champ de mai*, à l'effet de corriger et de modifier les constitutions de l'empire, et pour assister, disait-il, au couronnement de l'impératrice, sa chère et bien aimée épouse, et à celui de son très-cher et bien aimé fils. . . . .

Le 13, à une heure après-midi, Buonaparte monta à cheval et sortit de Lyon, escorté par des troupes d'artillerie légère et par des hussards. Il fut accompagné jusqu'à la barrière par les bandes

soudoyées qui, durant trois jours, avaient fait retentir la ville de leurs vociférations frénétiques, dont l'explosion redoubla à son départ. Il voulut consigner les témoignages de sa reconnaissance envers les Lyonnais, par une adresse dont la fin seule, par une niaiserie sans exemple, mérite d'être citée. « Lyonnais, dit-il, je vous aime! »

Le même jour, Buonaparte se rendit à Mâcon, dont il destitua le maire, qu'il remplaça par un ancien député du parti populaire. Tout Châlons était déclaré en sa faveur, le 14, lorsqu'il y entra. L'auberge où il mit pied à terre, fut bientôt entourée de la plus vile populace, dont les acclamations parurent lui inspirer plus de dégoût que de reconnaissance. « Ce ne sont pas » là des cris, dit-il, c'est de la rage! Je ne vois » là que de la canaille. »

Des mouvemens contraires agitèrent Autun à l'approche de Napoléon. Les royalistes avaient le dessus, lorsqu'il entra dans cette ville; il manda aussitôt le maire, lui fit de sanglans reproches et le destitua. Un magistrat, qui était présent, embrassa la défense de ce loyal administrateur, et eut le courage de dire à Buonaparte que son abdication avait dégagé les français de toute obligation envers lui. « Que vous importe » mon abdication? répondit-il avec fureur. C'est » une question qui vous est étrangère. »

Ce fut à Autun que Napoléon apprit la nouvelle certaine de la plus honteuse et de la plus criminelle défection. Le lecteur, sans doute, a déjà reconnu le coupable.

Le maréchal Ney, arrivé à Besançon, le 9 mars, avait trouvé les autorités, la ville et la garnison dans les dispositions les plus favorables. « Voilà, » leur avait-il dit, le plus grand crime de Buona- » parte; mais c'est le cinquième et dernier acte de » sa tragédie.... Si mes soldats ne faisaient pas leur » devoir, je l'appellerais en duel. C'est à moi de le » tuer. En un mot, c'est un lâche, qui n'a pas su » mourir. » Ney dit au préfet qu'il avait détourné le duc de Berry de venir en Franche-Comté, et qu'il avait réclamé pour lui cette mission, en sa qualité de gouverneur. Le préfet conçut alors quelques soupçons sur les desseins du maréchal. Le lendemain, on apprend les événemens de Grenoble et de Lyon. Ney suspend aussitôt la marche de ses troupes, qu'il avait ordonnée, et il les place en échelons, depuis Poligny jusqu'à Bourg, annonçant qu'il veut les concentrer, pour éviter tout point de contact avec les rebelles. Sans vouloir rien prescrire au préfet, qui lui demandait des instructions, il transfère son quartier-général à Lons-le-Saunier, exige des chevaux pour son usage et l'argent des caisses publiques. A Poligny, le sous-préfet propose au maréchal de faire

marcher tous les hommes en état de porter les armes. Ney rejette l'idée d'une levée en masse, et recommande surtout qu'on écarte les hommes mariés (1).

Arrivé à Lons-le-Saunier, le maréchal assemble les chefs de corps, leur déclare qu'il va marcher contre Buonaparte, et mériter par-là le titre de libérateur de la patrie ; puis il leur recommande d'inspirer le même dévouement aux soldats. Des militaires qui paraissaient être dans les sentimens les plus criminels, avaient été rencontrés par un officier, qui en instruisit le maréchal. Celui-ci répondit : « Les soldats marcheront ; je serai à leur » tête ; je tirerai le premier coup de fusil, et si un » seul refusait d'obéir, je lui passerais mon épée » au travers du corps. »

Ayant partagé ses troupes en deux divisions, Ney donna le commandement de l'une au comte de Bourmont, et celui de l'autre au général Lecourbe. Mais toujours, sous divers prétextes, il élude d'employer les volontaires royaux, et refuse, même au préfet du Jura, des cartouches pour la garde nationale.

Le préfet du département de l'Ain, que la populace et les troupes avaient forcé de prendre la

---

(1) « Je ne veux point de pleurnicheurs, » dit-il.

faite, s'étant rendu près du maréchal, lui déclara que la présence de l'usurpateur excitait le vertige révolutionnaire dans la lie du peuple, et portait la stupeur dans les autres classes de la société. Ney montre d'abord de l'indignation, puis il dit : « Que » voulez-vous que je fasse, je ne puis arrêter l'eau » de la mer avec la main. » Dans le cours de la conversation, le maréchal, se trahissant peut-être, laissa échapper cette phrase : « Voilà un évé- » nement qui portera la terreur jusqu'au Kamts- » chatka ! » Ces mots firent naître le soupçon dans l'ame du préfet, qui, prenant à part le comte de Bourmont, lui demanda s'il était bien sûr du maréchal. Le comte lui répondit qu'il se reposait plus sur sa loyauté que sur son dévouement. L'un n'était pas plus sûr que l'autre, ainsi que la suite ne l'a que trop fait voir.

Ney, dans la nuit même, qui était celle du 13 au 14 mars, reçut deux émissaires de l'usurpateur. Ils lui remirent une lettre de Napoléon, qui l'appelait le brave des braves, et lui disait : « Vous » marcherez sur Mâcon ou Dijon, en vous faisant » suivre par beaucoup d'artillerie. Si vous en man- » quez, j'ai trouvé à Grenoble cinq cents pièces » de canon. » Les émissaires, selon les déclarations du maréchal, lui donnèrent l'assurance que les alliés étaient d'accord avec Buonaparte ; que le baron Koller, général autrichien, était venu à

l'île d'Elbe, pour lui remettre l'autorisation de débarquer en France; que Marie-Louise et son fils resteraient en otage à Vienne, jusqu'à ce que Napoléon eût donné au peuple français une constitution libérale; et enfin que l'entreprise avait reçu l'aveu du cabinet de Londres. Ney n'était qu'un soldat sans éducation; cependant, il est difficile de croire qu'il ait été dupe de pareilles absurdités. Quoi qu'il en soit, à l'issue de la conférence, il signa cette proclamation fatale qui, six mois plus tard, devait être son arrêt de mort.

Le lendemain, 14, le maréchal mande les deux lieutenans-généraux Bourmont et Lecourbe, et veut les entraîner dans sa défection. « Tout ceci, » leur dit-il, est le résultat d'un dessein mûri de-» puis trois mois, entre plusieurs maréchaux et le » ministre de la guerre. » Le comte de Bourmont ayant fait éclater sa douleur et sa surprise. « Je » vous laisse libre, lui dit Ney, Lecourbe me sui-» vra. — Moi! répond Lecourbe. Buonaparte ne » m'a fait que du mal; le roi ne m'a fait que du » bien. Je suis venu pour servir le roi. J'ai de » l'honneur! — Et moi aussi, reprend Ney, et » c'est l'honneur qui m'ordonne de joindre Buo-» naparte. Il nous faut un chef pris dans l'armée, » une dynastie à nous. » Ensuite il cherche à rassurer Lecourbe, que sa noble conduite, pendant le procès du général Moreau, avait jeté dans la

disgrâce de Napoléon, et il lui promet d'être son médiateur. « Je lui dirai devant vous, ajoute-t-il, » je lui dirai, en l'abordant : Il ne s'agit plus de » nous gouverner d'une manière arbitraire, ni de » maltraiter les généraux; car si vous prétendez » encore vous ériger en tyran, nous saurons » bien... » Ney termina sa phrase par un geste qui indiquait la décapitation. En rapprochant ce discours de la phrase que Ney avait proférée la veille, il est difficile de croire que sa défection n'ait pas été méditée depuis long-tems.

Deux régimens d'infanterie et deux régimens de cavalerie étaient réunis à Lons-le-Saunier. Ney leur fait donner l'ordre de s'assembler à midi. L'ordre exécuté, il s'avance, entouré de son état-major. D'abord il se promène comme un homme violemment agité. Ensuite, il s'approche des rangs; il ordonne aux colonels de former leurs régimens, et prescrit quelques autres dispositions. Dès qu'elles sont achevées, il fait battre un ban, et, l'épée haute, il lit d'une voix forte la proclamation dont nous venons de parler, et qui commençait par ces mots: « Soldats, la cause des Bourbons est à ja- » mais perdue!... » La lecture faite, il crie: Vive l'empereur! A l'instant, plusieurs officiers et soldats indignés sortent des rangs; mais le plus grand nombre répètent le cri de la rebellion, tandis que

d'autres, plus éloignés, qui ne soupçonnent pas la trahison du maréchal, crient : Vive le roi ! Des officiers se détachent et vont leur expliquer la proclamation ; et bientôt le cri de vive l'empereur se fait entendre de toutes parts. Les soldats agitent leurs schakos au bout de leurs baïonnettes. Ney, suivant leur exemple, jette son chapeau en l'air, serrant entre ses bras, officiers, soldats, fifres, trompettes et tambours, qui se pressent autour de lui. Après avoir reçu, par son ordre, des distributions de vin, les soldats se répandent dans les rues, se mêlent à la populace, saccagent un café qui portait le nom de Bourbon, et détruisent partout les armes et les emblèmes de la maison royale de France. Ney, instruit de ces désordres, défend qu'on les réprime. Il expédie, la nuit suivante, son chef d'état-major à Buonaparte, pour lui annoncer que sa défection est consommée, et qu'au lieu de le poursuivre, il va mettre ses troupes en marche vers Dole et Dijon.

N'ayant plus rien à craindre sur ses derrières, l'usurpateur s'avance plus rapidement que jamais. Parti d'Autun, le 16, sur les dix heures, Buonaparte arriva sur les quatre heures à Avallon. Le 17, il alla coucher à Auxerre, dont le préfet vint le complimenter, à la tête des autorités de la ville et du département. Il faut en excepter cependant

le général, M. Boudin, qui s'était retiré à Troyes, après avoir fait arrêter le général Ameil, l'un des embaucheurs de Buonaparte.

La première entrevue de Ney avec Napoléon eut lieu à Auxerre. Le maréchal, admis en sa présence, se jette à ses pieds et s'écrie : « Est-ce bien » vous, sire, que je vois? » Telle fut la manière dont il tint la promesse qu'il avait faite au général Lecourbe. « Ce n'est pas à mes pieds que vous de» vez être, c'est dans mes bras, lui répond Buo» naparte, en le relevant et en l'embrassant. » (1).

L'usurpateur passa la journée du 18 à Auxerre, attendant l'arrivée de ses troupes et des nouvelles de Paris. Il se remit en marche, le 19, de grand matin. Il traversa Joigny et Sens, villes dont les autorités vinrent à sa rencontre. Arrivé à Pont-

(1) Buonaparte prétend, dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, n'avoir eu aucune communication quelconque avec Ney, avant l'entrevue d'Auxerre, où le maréchal, ajoute-t-il, se montra fort embarrassé et offrit de le servir en qualité de simple soldat. Il assure, dans l'ouvrage du chirurgien O'Méara, n'avoir point eu de part à la proclamation de Ney, et il la réprouve comme indigne de lui Napoléon. Il y blâme aussi la conduite du maréchal, qu'il dit être allé trop loin. Telle est la reconnaissance qu'il témoigne ou qu'on lui fait témoigner envers un homme qui s'est perdu pour l'avoir trop servi.

sur-Yonne, à l'entrée de la nuit, il y trouve un bateau chargé de ses troupes, qu'arrêtait, jusqu'au lendemain, le danger d'une navigation dans les ténèbres. « Auriez-vous peur de vous mouiller, » leur dit-il? » A ces mots, les soldats forcent les mariniers à remettre à la voile. Le bateau est à peine éloigné de quelques toises, qu'il enfonce dans l'eau, où périssent un colonel, plusieurs officiers et soixante soldats, qui, en s'abîmant, faisaient encore entendre le cri de *vive l'empereur!* Napoléon vit d'un coup d'œil sec ce naufrage, dont il était la cause. Il se rendit ensuite à Fontainebleau, où il arriva le 20 mars, à quatre heures du matin.

Retraçons maintenant ce qui s'est passé dans la capitale, depuis le départ de MONSIEUR pour Lyon, jusqu'à ce jour si fatal à la France.

Les deux chambres s'étant rassemblées, on discuta beaucoup sur les mesures que la Charte permettait de prendre, comme si la Charte pouvait défendre de sauver le Roi et l'Etat. Les progrès de Buonaparte redoublant de jour en jour l'inquiétude générale, les ministres furent, dans un comité secret de la chambre des députés, vivement attaqués pour leurs fausses mesures, et surtout pour leur inconcevable imprévoyance. Le maréchal Soult, ministre de la guerre, y fut même, dit-on,

dénoncé comme traître (1). Instruit de cette accusation, Soult court remettre au Roi, le porte-feuille et son épée. Le Roi lui rend celle-ci; et Soult la reprend pour s'en servir bientôt dans la cause de l'usurpateur. Le porte-feuille fut remis le même jour (11 mars) au duc de Feltre, qui n'eut qu'à se montrer pour inspirer de la confiance. Mais il était trop tard pour que son zèle fût couronné par un succès complet. Toutefois, il parvint à déjouer cette partie du plan de Buonaparte, qui consistait à s'emparer de la famille royale, et dont l'exécution avait été confiée aux généraux Drouet, d'Erlon et Lefebre-Desnouettes.

Ce dernier, dès qu'il avait été instruit du débarquement de l'usurpateur, s'était rendu à Lille pour s'aboucher avec d'Erlon. De là il était allé

(1) « ...... Soult n'a pas trahi le roi de France comme on l'a supposé (fait aussi dire à Buonaparte, M. O'Méara). Il ne connaissait ni mon retour en France, ni mon débarquement; car, pendant quelques jours il a pensé que j'étais devenu fou, et que ma perte était assurée (quant à ce dernier point, M. le maréchal ne se trompait pas). Malgré cela, les apparences étaient si fortes contre Soult, et, sans en avoir l'intention, ses mouvemens ont été si favorables à mes projets, que si j'eusse fait partie de son jury (il n'a pas été jugé), et que j'eusse ignoré ce que je sais, je l'aurais condamné comme ayant trahi la cause royale. »

à Cambray, se mettre à la tête des anciens chasseurs à cheval de la garde impériale qu'il avait entraînés dans une révolte ouverte. Il les conduisit à la Fère, pour se rendre maître de l'arsenal. Secondé par deux autres généraux, les frères Lallemand, il pénètre dans la place avec quatre escadrons et cent hommes de toutes armes. Mais tous ses efforts échouent devant les sages dispositions et la fermeté du général comte d'Aboville et du major d'artillerie, M. Pion. La bonne contenance de la garnison ne permettant pas aux révoltés de rien entreprendre, il se retirent en poussant le cri de *vive l'empereur*! Sans être découragé par cet échec, Desnouettes dirige sa marche vers Chauny, où il tente vainement de séduire un escadron. Il se porte ensuite vers Noyon. Mais, refroidis par deux tentatives infructueuses, ses officiers lui demandent compte de ses projets. Il leur proteste qu'ils vont trouver à Noyon une armée de douze à quinze mille hommes, déclarée en faveur de Napoléon. On arrive dans cette ville, et l'on reconnaît la fausseté de la promesse. Le lendemain, 11 mars, Desnouettes prend le devant avec deux escadrons et se rend à Compiègne, où les chasseurs de Berry tenaient garnison. Ne pouvant parvenir à séduire cette troupe, il se retire au milieu des murmures de ses officiers, auxquels il propose de se porter en partisans vers Lyon. Tous s'y re-

fusent, tous préfèrent recourir à la clémence du Roi. Le général-major Lyons, qui les avait rappelés à leur devoir, se met à la tête des chasseurs, et les reconduit à Cambray. Desnouettes prend la fuite suivi des frères Lallemand. Il erre sous des habits de paysan, et va chercher un asile près du général Rigaud, qui commandait à Châlons.

Il paraît aussi que le maréchal duc de Trévise, allant à Lille, rencontra un détachement considérable en pleine marche vers Péronne, et conduit par d'Erlon. Étonné, il demande ou va cette troupe. On lui présente un ordre de se rendre à Paris, pour y protéger le roi contre le soulèvement de la populace. Le maréchal examine l'ordre, le reconnaît faux, et ordonne à tout le corps de retourner vers ses quartiers.

Le duc de Feltre fit arrêter le comte d'Erlon à Lille, et les deux frères Lallemand tombèrent entre les mains de la gendarmerie. La chambre des députés donna des témoignages de sa satisfaction (le 14) aux garnisons qui avaient signalé leur fidélité, et déclara que les maréchaux ducs de Trévise et de Tarente avaient bien mérité de la patrie. Toutefois cette chambre elle-même parut froide et irrésolue. Elle remit au roi un pouvoir discrétionnaire, dont il n'était que trop probable que ses ministres n'useraient pas. Enfin elle repoussa, dans une séance secrète, la proposition d'accorder

trois millions au régiment d'où partirait le coup qui tuerait Buonaparte. Elle sembla se réchauffer, cependant, à la séance que le roi tint le 16. Sa Majesté prononça un discours touchant, après lequel MONSIEUR, Mgr. le duc de Berry et Mgr. le duc d'Orléans, prêtèrent le serment de maintenir la Charte de tout leur pouvoir. Les cris de *Vive le Roi! Mourir pour le Roi! Le Roi à la vie et à la mort!* furent ensuite poussés par presque tous les membres de l'assemblée, et répétés hors de la salle, avec plus de franchise peut-être, par la foule des citoyens. MONSIEUR avait passé, ce même jour, une revue des douze légions de la garde nationale; et, à sa voix, de nombreux volontaires étaient sortis des rangs pour marcher contre l'ennemi commun. Inutile dévouement! D'ailleurs il était trop tard pour recourir à ce moyen, qu'eût fait échouer la perfidie des troupes auxquelles les volontaires eussent été joints.

Le 17 mars, la cour reçut la nouvelle accablante de la défection de Ney. Elle apprit également que la ville de Sens, où l'on espérait arrêter l'ennemi, avait déclaré ne pouvoir se défendre. Ainsi Napoléon n'avait plus aucun obstacle à surmonter. Cependant tous les régimens de la garnison de Paris furent mis en mouvement, et prirent les différentes positions qui leur furent assignées, presque sous les murs de la capitale.

Ce fut sous de si tristes auspices que la chambre des députés ouvrit sa séance du 18 mars. On y proposa de déclarer la guerre nationale; mais la lenteur des formes de délibération rendit vaine cette proposition. Une proclamation du roi fit connaître à tous les français la profondeur et l'étendue de la plaie qui menaçait l'existence même de l'état. « J'ai répondu de votre fidélité à toute » la France, disait le monarque aux soldats; vous » ne démentirez point la parole de votre roi. » Mais ils étaient égarés à tel point, qu'un rire moqueur fut tout ce qu'excita, parmi le plus grand nombre d'entre eux, cet acte touchant de l'autorité royale.

Le 19, au matin, une foule inquiète se rassembla dans le jardin des Tuileries, près du palais. A l'aspect de S. M., qui se montra du haut d'un balcon, des cris de *vive le Roi!* furent poussés vers le ciel avec l'accent du désespoir. Le monarque, profondément ému, ne put soutenir cette scène déchirante. Les deux princes qui l'accompagnaient, MONSIEUR et Mgr. le duc de Berri, paraissaient plus consternés encore. Divers préparatifs de départ annoncèrent bientôt que le roi allait abandonner le palais de ses pères. Dans la soirée, S. M. passa la revue de sa maison militaire, déjà toute prête à se mettre en marche. Le roi, rentré aux Tuileries, on tint, dit-on, un grand

conseil, où furent entendus les généraux chargés de la défense de Paris. Ils déclarèrent que les dispositions de la presque totalité de l'armée, leur faisaient pressentir qu'elle ne se battrait pas contre Napoléon. Déjà même deux gardes-du-corps avaient été arrêtés par des lanciers qui eussent dû combattre à leurs côtés, et l'avant-garde de la maison militaire du roi avait été forcée de se replier jusque sur Charenton. Essayer de résister aux portes de la capitale eût été le comble de l'imprudence et du délire. On n'eût sauvé ni le roi, ni Paris, dont peut-être le soldat eût consommé la ruine.

A neuf heures du soir, le prince de Poix, en donnant le mot d'ordre, prévint le commandant de la garde nationale qui, seule, occupait alors les postes des Tuileries, que le départ du roi aurait lieu à minuit. Il paraît cependant qu'il fut différé d'une heure. Les gardes nationaux, officiers et fusiliers, se portèrent pêle-mêle dans les salles extérieures, et couvrirent les escaliers. A une heure, les portes des appartemens s'ouvrent. Le roi paraît, soutenu par le duc de Duras et le comte de Blacas. Les spectateurs tombent à genoux; ils conjurent S. M. de ne pas les abandonner; ils offrent de répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour sa défense. « De grâce, mes enfans, » épargnez-moi, leur dit le monarque, retournez

» dans vos familles.... Je vous reverrai.... Mes » amis, votre attachement me touche. » A ces mots, on n'entendit plus autour du roi que des pleurs et des gémissemens. MONSIEUR, profondément ému, confondait sa douleur avec celle des citoyens. S. M., ainsi entourée, parvint avec peine à sa voiture, qui bientôt s'éloigna, escortée par un détachement de gardes-du-corps. Les princes partirent peu de temps après, suivis des voitures de service.

A une heure du matin, les corps de la maison du roi se mirent en mouvement du Champ-de-Mars pour se rendre à Beauvais. Plongée dans une morne tristesse, qu'augmentait encore une nuit sombre, cette garde fidèle prit le chemin de Saint-Denis. Il était tellement obstrué par les bagages de tous ceux qui s'enfuyaient devant l'usurpateur, qu'elle ne put arriver dans cette ville qu'à sept heures du matin. Une foule de vieillards, pêle-mêle avec des jeunes gens, marchaient, tout armés et le sac sur le dos, au milieu de la fange, oubliant leurs fatigues et leur âge, pour ne songer qu'aux infortunes de leurs princes.

A l'heure où Buonaparte arrivait à Fontainebleau, les troupes de la garnison de Paris, placées en échelons sur cette route, recevaient l'ordre de se replier. Les suisses se retirèrent sans qu'on pût leur débaucher un seul homme; mais

les régimens français cédèrent successive

l'impulsion de la révolte.

La capitale était alors abandonnée à elle-
Dès les sept heures du matin, la foule s'ét
tée vers les Tuileries. Bientôt elle avait g
place du Carrousel et couvert les terrass
bordent le palais du côté du jardin. La no
du départ du roi ne tarda pas à circuler de b
en bouche. La foule continua de s'accroître
la matinée; et vers midi une forte rumeur s
entendre. Elle était causée par l'approche d
petite troupe de soldats, portant la cocarde
colore, ainsi que le général qui la conduisait
veut faire ouvrir la grille des Tuileries, et po
le cri de vive l'empereur! La foule l'enveloppe,
presse, lui et sa troupe, et sans le secours de
garde nationale, ils étaient mis en pièces. Mais
peine une heure s'est-elle écoulée, qu'un affre
tumulte règne au milieu du Carrousel. Des c
opposés de *vive le roi!* et de *vive l'empereur!* p
tent du même point. A travers la foule on disti
gue seulement des casques, des sabres et des épé
nues qui s'agitent en l'air. C'était une troupe d'
ficiers à demi-solde qu'on avait eu l'impruden
de rassembler pour défendre le roi. Ils traînaie
plusieurs pièces de canon, escortées par un dé
chement de cuirassiers. Le général Excelmans
rigeait leurs mouvemens. A peine touchent-ils

la grille des Tuileries qu'ils veulent y pénétrer de vive force. La garde nationale s'y oppose. Excelmans annonce à haute voix l'arrivée de Napoléon. On entre en pourparler; et bientôt la cour intérieure et le palais sont envahis par la soldatesque et par la plus vile populace. Alors arrivent de tous côtés les conseillers d'état, les ministres, les chambellans de Buonaparte. Ainsi la maison, la cour, le gouvernement et l'armée de l'usurpateur se trouvaient sur pied avant même qu'il eût paru dans la capitale.

Dès sept heures du matin, les courriers expédiés par Lavalette avaient appris à Buonaparte le départ du roi et des princes. Il pouvait donc se mettre en route sur-le-champ, et faire à Paris son entrée en plein jour; mais sachant qu'aucun magistrat ne viendrait à sa rencontre, qu'il ne serait accompagné que par la lie du peuple et une soldatesque égarée, il voulut dérober à la lumière ce qu'un tel cortége avait d'humiliant pour lui. Enfin il partit de Fontainebleau. A moitié chemin, il rencontra plusieurs de ses officiers généraux et de ses anciens dignitaires, suivis de brillans équipages et de longues files de chevaux de main, qu'ils lui présentèrent. Il les refusa, voulant demeurer dans la même voiture qui l'avait amené depuis Cannes. A neuf heures et demie du soir, un grand bruit de chevaux et de voitures se fait entendre

sur la place du Carrousel. Une troupe de cavaliers, le fer à la main, s'avance précipitamment vers la porte des Tuileries, en jetant des cris effrayans, et renversant tout ce qui se trouve sur son passage. Au même moment, un carrosse s'arrête à la place même d'où était partie la voiture du roi, vingt heures auparavant. La portière s'ouvre, et sur le marche-pied paraît Napoléon, vêtu de sa redingote grise. Ceux de ses ministres et de ses agens qui n'étaient pas allés à sa rencontre, l'attendaient au pied du grand escalier. Tous donnent les signes d'une joie délirante à la vue de l'homme qui vient leur rendre dignités et fortune. Il veut avancer, et ne peut traverser la foule. Pressé, harrassé, gêné, par une cuirasse cachée sous ses habits, il ne répond à tous les transports que par ces mots : « Vous m'étouffez! » A l'instant une troupe de généraux et d'officiers, la plupart l'épée nue à la main, le soulèvent et le portent comme en triomphe jusque dans l'intérieur du palais, en faisant retentir les voûtes du cri de *vive l'empereur!*

Cette conspiration qui, pour notre malheur et surtout pour le sien, a ramené en France Napoléon Buonaparte, a peut-être été plus habilement, plus profondément conçue que l'événement ne le fait croire généralement; mais le plan en était compliqué, ce qui devait en rendre le succès très-

incertain. Ce plan se composait de trois parties distinctes : le retour de Napoléon à Paris, l'enlèvement du roi et de la famille royale, et l'évasion de Marie-Louise et de son fils. La première partie était celle dont l'exécution était la plus facile, quoique les complices de Buonaparte, auxquels il faut joindre beaucoup d'esprits superficiels, tant en France que dans le reste de l'Europe, aient extrêmement vanté cette prétendue conquête du royaume de France avec neuf cents hommes. Comme la défection de presque toutes les troupes qui lui furent opposées était certaine, cette longue marche qui l'a amené de Cannes à Paris, cesse d'avoir rien de surprenant.

L'enlèvement du roi et de la famille royale était de la plus grande difficulté. Il paraît que le projet en avait été conçu peu de tems après la nouvelle organisation de l'armée, c'est-à-dire vers l'automne de 1814. Ce n'était qu'avec un nombre d'hommes très-considérable qu'il était possible de venir fondre sur la capitale pour consommer cet attentat ; et ce nombre eût exclu la possibilité du secret, condition de laquelle cependant dépendait la réussite de l'entreprise.

L'évasion de Marie-Louise et de son fils non-seulement fut tentée, mais aussi sur le point d'être effectuée. Voici en substance ce qu'on sait à ce sujet.

Dès le 16 mars, des émissaires s'étaient in-

troduits, sous des noms supposés, dans deux villages voisins de Schœnbrunn, résidence de l'archiduchesse. Le principal agent avait pris connaissance des localités, et s'était ménagé des intelligences dans l'intérieur du château. On avait commandé des relais sur toute la route jusqu'au Rhin, au nom du duc de Wellington ; et la veille du jour fixé pour l'enlèvement, on avait fait courir le bruit que S. G. partirait la nuit suivante. Tout était prêt pour l'exécution du projet, chaque émissaire avait son cheval sellé et bridé, et une des femmes de Marie-Louise tenait déjà le jeune Napoléon entre ses bras, lorsque tout-à-coup (le 19 mars, à onze heures du soir), les uns et les autres sont arrêtés par ordre de l'empereur d'Autriche. Le complot venait d'être révélé à ce prince par une des femmes du château, qui avait été frappée de certains préparatifs clandestins, et avait aussi recueilli quelques traits d'une conversation suspecte entre deux personnes mises dans le secret. On prit aussitôt toutes les précautions convenables pour prévenir l'évasion. Des gardes furent donnés à l'archiduchesse, et en même tems on lui enleva son fils, qui fut transféré dans le palais de l'empereur.

A l'instant où l'usurpateur entrait aux Tuileries, les murs de Paris étaient couverts de proclamations qu'il avait apportées de l'île d'Elbe,

mais qui étaient datées du golfe Juan. La première était adressée aux français; Buonaparte y disait que, dans son exil, il avait entendu leurs plaintes et leurs vœux. En conséquence il avait traversé les mers au milieu de périls de toute espèce, et il venait reprendre ses droits qui étaient également ceux de la nation. « Tout ce que des » individus ont fait, écrit, ou dit depuis la prise » de Paris, je l'ignorerai toujours, poursuivait-il; » cela n'influera en rien sur le souvenir que je » conserve des services importans qu'ils ont ren» dus. » Ainsi la trahison accordait une amnistie assez équivoque à la loyauté, et le crime absolvait la vertu.

La seconde proclamation était adressée à l'armée. C'était un tissu de calomnies et d'injures contre nos princes. « Nous devons oublier, di» sait ensuite Napoléon, que nous avons été les » maîtres des nations ». Et, comme s'il eût voulu produire l'effet contraire, il rappelait toutes les victoires qu'il avait remportées. En invitant les soldats français à la défection, l'usurpateur poursuivait ainsi : « La victoire marchera au pas de » charge; l'aigle, avec les couleurs nationales, » volera de clocher en clocher jusqu'aux tours » de Notre-Dame ». Ce n'est qu'à la plus inconcevable négligence, jointe à la plus infâme trahison, que cette prophétie a dû de s'être vérifiée.

Pour rendre le scandale plus complet, la soldatesque, à la tête de laquelle Buonaparte avait commencé son invasion, fit aussi une adresse à l'armée. Cette pièce insolente était remarquable par une antithèse, déjà publiée avec audace sous les yeux du roi, par de misérables pamphlétaires, et qui, dans cette occasion, flatta extrêmement les complices de l'usurpateur : « Depuis le peu de mois que les Bourbons règnent, » disaient les soldats de l'île d'Elbe, ils vous » ont convaincus qu'ils n'ont rien oublié ni rien » appris ». La malveillance la plus outrée n'aurait pas dû disconvenir cependant qu'ils avaient appris à oublier les injures. Enfin l'adresse finissait par cette déclaration : « Tout ce qui a été » fait sans le consentement du peuple et le nôtre, » est illégitime ».

Les revues se succédèrent rapidement durant les premiers jours qui suivirent l'entrée de Buonaparte à Paris. Il ne négligea pas d'y haranguer les troupes, et de s'y répandre en injures contre nos princes. Toutefois il ne borna pas à de vains discours les effets de sa colère ; il publia, le 25, un décret portant que les lois des assemblées nationales, qui étaient applicables à la famille des Bourbons, seraient exécutées, et qu'on traduirait devant les tribunaux ceux de ses membres qui seraient trouvés sur le territoire de l'empire. Cette

menace atroce en concernait encore plusieurs, à l'époque où elle fut faite. Par bonheur, du moins, la personne de S. M. était en sûreté. La défection de la garnison de Lille l'avait forcée, ainsi que MONSIEUR, et les ducs de Berri et d'Orléans, de quitter le territoire français.

MADAME et monseigneur le duc d'Angoulême s'étaient rendus à Bordeaux pour y célébrer l'anniversaire du jour où ce prince avait fait son entrée dans la première ville de France qui eût reconnu l'autorité du Roi. Ce fut dans la matinée du 9 mars, qu'ils reçurent la nouvelle du débarquement de Buonaparte. Le prince, auquel S. M. donna mission de lever et d'organiser une armée dans les départemens méridionaux, s'empressa de s'y rendre, laissant MADAME à Bordeaux, avec tous les pouvoirs nécessaires pour disposer de la garde nationale et même des troupes de la garnison. L'héroïque princesse ne perdit pas un seul instant. Elle pressa l'armement des volontaires, qui vinrent en foule se ranger sous ses drapeaux; mais par l'effet, soit de la négligence, soit de la trahison, les armes et les munitions de guerre manquaient partout.

Deux jours après son entrée dans Paris, l'usurpateur chargea le général Clausel d'aller rétablir son autorité à Bordeaux. Clausel se rendit à Angoulême, et y passa huit jours à pratiquer des in-

telligences dans la division dont le gouvernement venait de lui être confié. Ce terme expiré, il se remit en marche, escorté par un fort détachement de gendarmerie, et il s'avança vers Bordeaux. Cinq cents volontaires bordelais prirent position sur la rive gauche de la Dordogne, pour en disputer le passage. Une vive fusillade qui s'engagea d'une rive à l'autre, tourna à l'avantage des royalistes; mais bientôt des traîtres qui s'étaient glissés dans leurs rangs, y mirent la confusion; et un ordre du jour suspect fit retirer les volontaires, et laissa libre le passage du fleuve. En même tems la garnison de Blaye arbora l'étendard de la révolte.

Clausel, encouragé par ce succès, fit aussitôt proposer une capitulation à la ville de Bordeaux. On n'y répondit qu'en demandant des armes. Mais, plus prudens que les citoyens, les magistrats remettent à MADAME la décision de la conduite qu'ils doivent tenir. « Aucun sacrifice ne me » sera impossible pour ma chère ville de Bordeaux, » répond S. A. R. » Le gouverneur annonce alors que la garnison est dans des dispositions inquiétantes. On lui demande de la faire partir pour Bayonne, et il le refuse.

Ne songeant plus qu'à la sûreté de Bordeaux, MADAME prit la douloureuse résolution de s'en éloigner. Un officier fut ensuite dépêché vers Clausel,

et il fut convenu que les troupes qu'il commandait, resteraient jusqu'au lendemain sur la rive droite de la Garonne, pour que la retraite de la princesse pût s'opérer sans trouble. Mais au bruit du prochain départ de MADAME, la plus vive agitation se répand dans la ville. Les citoyens veulent attaquer Clausel, dont, en même tems, les émissaires excitaient sourdement les soldats à la révolte. La plupart des généraux déclarent alors qu'ils ne peuvent répondre de la sûreté de la ville, ni de celle même de MADAME. Dans cet instant critique, l'auguste princesse donne l'ordre d'assembler les troupes dans leurs quartiers. Les généraux obéissent. A deux heures, S. A. R. monte dans une voiture découverte, et se met en marche, environnée d'un grand nombre de cavaliers. Elle passe devant les soldats et les harangue avec noblesse; mais presque tous sont sourds à sa voix. A leur aspect glacé, MADAME, pénétrée de la plus vive douleur, laisse échapper ces paroles touchantes: « O Dieu! après vingt ans d'infortune, il est bien » cruel de s'expatrier encore. Je n'ai cessé de faire » des vœux pour le bonheur de ma patrie; car je » suis française, moi! et vous n'êtes plus français: » allez, retirez-vous. »

S. A. R. se rendit ensuite sur le quai de la Garonne. Elle y trouva la garde nationale qui, voyant la vive douleur répandue sur tous ses traits,

s'efforça de la dissiper par les témoignages de son dévouement. « Promettez-moi de m'obéir, » quel que soit l'ordre que je vais vous donner, » dit la princesse à cette troupe loyale, qui » s'écrie: Nous le jurons! — Il est inutile de » songer à se défendre, reprend MADAME, vous » avez assez fait pour l'honneur. Conservez au » Roi de fidèles sujets pour un tems plus heu- » reux. Je vous ordonne de ne plus combattre.— » Non, non! s'écrie-t-on de toutes parts. » On entoure la voiture de S. A. R., et on lui demande, mais vainement, de permettre aux bordelais de verser tout leur sang pour la cause sacrée des Bourbons.

Clausel, posté avec sa troupe sur la rive gauche de la Garonne, était témoin de cette scène déchirante. Il s'en effraye, et fait braquer ses canons contre la ville. MADAME se tourne alors vers les généraux, qui, par un reste de pudeur, ne l'avaient pas encore abandonnée. Elle leur dit qu'ils doivent lui répondre de la sûreté de Bordeaux. Ils lui jurent qu'ils en répondent. Peu rassurée sans doute par un tel engagement; « Point de serment, » leur dit la princesse, obéissez pour la dernière » fois à la fille de votre Roi. » A peine S. A. R. eut-elle proféré ces mots, qu'un grand tumulte et des coups de fusil se firent entendre. Des citoyens venaient de tourner leurs armes contre des

officiers qu'ils soupçonnaient de trahir les intérêts du Roi. Voulant éviter l'effusion du sang, MADAME se jette, à huit heures du soir, dans une voiture, et s'éloigne, escortée par quelques serviteurs dévoués et par la garde nationale à cheval. Le 2 avril, elle arrive à Pouillac, où l'attendait un navire anglais. A peine est-elle à bord, qu'elle y est suivie par ses gardes fidèles. Profondément émue de ce touchant témoignage de leur dévouement, la seconde Marie-Thérèse détache le panache qui orne sa chevelure, et le jette au milieu d'eux en s'écriant : « Adieu ! Soyez sûrs que je » vous reconnaîtrai tous à mon retour ! oui, je » vous reconnaîtrai ! » Les fidèles bordelais tombent à ses pieds, et ce n'est qu'avec la plus vive douleur qu'ils se séparent d'une princesse si digne de leur respect et de leur amour. Le navire mit bientôt à la voile, et porta MADAME à Saint-Sébastien, d'où elle passa en Angleterre.

Des dangers encore plus grands attendaient Mgr. le duc d'Angoulême, qui apprit en route la défection de Grenoble, et, à Nîmes, celle de Lyon. Mais rien ne le décourage, et les nouvelles les plus alarmantes ne peuvent diminuer l'ardeur des habitans du Midi pour la cause du Roi. L'organisation de la garde nationale et des volontaires royaux avait été ordonnée dans toute l'étendue de son gouvernement. Sisteron, le Pont-St.-Esprit

et Clermont-Ferrand, furent indiqués pour points de réunion. Il fut résolu que l'armée du Midi serait divisée en trois corps, qui agiraient à la hauteur les uns des autres, pour se réunir sous les murs de Lyon. Le 1er. corps, formé dans le département des Bouches-du-Rhône, et fort de quatre mille cinq cents hommes, commandés par le lieutenant-général Ernouf, devait déboucher de Sisteron sur Gap et sur Grenoble. Le 2e. corps, composé de quatre mille hommes au plus, commandés par le prince en personne, devait se porter sur Montélimart, passer la Drôme et occuper Valence. Le 3e. corps, qui était aux ordres du lieutenant-général Compans, et maintenait l'Auvergne, devait soutenir le mouvement sur Lyon. Enfin le lieutenant-général Rey, avec un corps intermédiaire, composé en partie de gardes nationaux, devait marcher à la droite du Rhône, entre les 2e. et 3e. corps.

Ce plan aurait fait triompher la cause du Roi, si la patrie n'avait pas été livrée par ses propres soldats. Les troupes de ligne étaient loin de partager les sentimens des citoyens. Cependant les généraux protestaient d'un zèle et d'un dévouement à toute épreuve ; mais une foule d'agens subalternes contrariaient toutes les opérations, et brisaient tous les ressorts de la volonté publique.

La nouvelle de l'occupation de Paris par Buo-

naparte, vint donner un nouvel essor aux espérances des factieux. Le prince n'en pressa que plus vivement la concentration de ses forces au Pont-St.-Esprit. Aussitôt qu'elle fut opérée, il envoya au général Ernouf l'ordre de marcher en avant. Lui-même, ayant résolu de commencer ses opérations dans la vallée du Rhône, dirigea toutes ses forces vers Montélimart. Le vicomte d'Escars qui, à la tête de l'avant-garde, avait occupé cette ville dès le 29 mars, y avait été attaqué, le 30, par le général Debelle, venu de Valence. Il avait vivement repoussé l'ennemi, et il aurait poursuivi ses avantages, sans la défection de cinquante chasseurs du 14e. qui passèrent du côté des rebelles, ayant leurs officiers à leur tête. Cette trahison ne fit qu'en précéder de plus fâcheuses encore. On apprit bientôt que l'autorité du Roi avait cessé d'être reconnue par les généraux qui commandaient dans la Haute-Loire, dans la Lozère et dans l'Ardèche. Tous, après avoir licencié les gardes nationaux qui arrivaient par détachemens, avaient arboré la cocarde tricolore.

Pour prévenir le résultat de toutes ces défections, on travailla promptement à mettre la citadelle de Montélimart à l'abri d'un coup de main. Le quartier-général du prince arriva le 1er. avril dans cette ville. Le corps d'armée continua le lendemain son mouvement sur Valence, les gardes

nationaux formant le centre, et le 10e. d'infanterie la réserve. L'ardeur extrême des soldats était au comble. A peine la cavalerie des rebelles se fut-elle montrée à une lieue en avant de Loriol, qu'elle fut attaquée avec impétuosité par les volontaires royaux, que le prince fit soutenir par deux compagnies de voltigeurs. Elle fut repoussée et évacua Loriol, qui tomba au pouvoir de l'armée royale.

Poursuivi sans relâche, l'ennemi se retira derrière la Drôme. Ses forces consistaient en un bataillon du 37e. de ligne, un corps de garde nationale, deux pièces de huit, un détachement de gendarmerie et le dépôt du 4e. de hussards. Le prince ne crut pas devoir laisser aux rebelles le tems de respirer. Il se porta donc en avant, pour reconnaître le pont de la Drôme. Dans ce moment même, une charge de cavalerie, exécutée par l'ennemi sur la grande route, vint échouer contre une compagnie de grenadiers du 10e. Ce mouvement fut le signal d'une affaire générale. Le prince fit pointer contre les hauteurs et le pont quatre pièces de canons et deux obusiers, dont quelques volées suffirent pour dissiper les révoltés de la Drôme. L'ennemi avait négligé d'occuper un moulin qui touchait à la culée. Le prince y jeta de suite cent cinquante grenadiers du 10e., tandis que les voltigeurs de ce même régiment, aussi recommandable par sa fidélité que par sa bravoure,

s'emparèrent d'une ferme sur la route, et forcèrent les rebelles à retirer leur artillerie.

L'état des affaires nécessitant une action d'éclat, S. A. R. résolut d'effectuer de vive force le passage de la Drôme. Après avoir donné à un bataillon de garde nationale l'ordre de passer cette rivière à gué au-dessus du pont, et après avoir commandé aux grenadiers du colonel-général d'attaquer, le prince se porte de sa personne près du moulin, point auquel le feu était le plus vif. Vingt-cinq voltigeurs s'élancent sur le pont, les grenadiers les suivent la baïonnette en avant et aux cris de *vive le Roi!* Rien ne résiste à leur impétuosité. L'armée rebelle est mise en déroute sur toute la ligne. Les cris de *vive le Roi! vive la France!* viennent saluer le prince, qui, au milieu de la victoire, ne songe plus qu'à arrêter l'effusion du sang.

Le lendemain, 3 avril, à huit heures du matin, S. A. R. fit, à la tête de toutes ses troupes, son entrée dans Valence. Après avoir traversé cette ville, elle continua sa marche vers Romans, position qui pouvait seule assurer le passage de l'Isère. Malgré les efforts de l'ennemi, le lieutenant-général Monnier jeta sur la rive droite environ quinze cents hommes et deux pièces de quatre. Le prince revint le même jour à Valence. Il n'attendait plus que le résultat des opérations de son 1er. corps d'armée, pour se porter sur Lyon, qui était sans

défense ; mais le général Gardanne, l'un des commandans de ce corps, ayant, malgré des ordres contraires, laissé communiquer ses troupes avec celles des révoltés, elles passèrent toutes de leur côté. Le prince vit alors qu'il fallait renoncer à marcher contre Lyon. Chercher à se maintenir dans le midi devait être l'objet de tous ses efforts, en attendant, pour reprendre l'offensive, l'arrivée des troupes sardes et espagnoles que les ambassadeurs de France près des cours de Turin et de Madrid annonçaient devoir être prochaine. En conséquence, la ville de Romans fut évacuée ; et, dès le 5 avril, toute l'armée fut concentrée dans Valence.

Dans le même tems, un nouvel orage se formait sur les derrières de l'armée royale : un soulèvement général était sur le point d'éclater parmi les troupes restées dans le Languedoc et la Provence. Le général Gilly s'était rendu à Nîmes pour y fomenter la rébellion. Bientôt les troupes y furent en pleine insurrection, ainsi qu'à Montpellier, et le gouvernement de l'usurpateur y fut proclamé par les autorités militaires.

Le danger croissait sur le front de l'armée avec une égale rapidité : le général Piré, qui gardait la rive droite de l'Isère, avait reçu des renforts ; St.-Marcelin était au pouvoir de l'ennemi ; le général Grouchy était sorti de Lyon et s'avançait, à

marches forcées, vers Valence; des paysans de la Bourgogne et du Dauphiné étaient en route pour le soutenir; enfin la colonne, commandée par le lieutenant-général Ernouf, resserrée dans un pays âpre et difficile, ne pouvait passer Grenoble, et ne communiquait que difficilement avec le 2e. corps. Il devenait donc urgent de se replier et de se porter derrière la Durance. Mais le prince voulut différer la retraite, jusqu'à ce qu'il eût fait instruire de l'état des choses le comte de Loverdo, auquel il avait donné l'ordre de venir le joindre avec le 8e. régiment d'infanterie dont on ignorait encore la défection, et avec quelques autres troupes du 1er. corps d'armée.

Le 6, au matin, on reçut des dépêches par lesquelles le général Merle, qui gardait le pont St.-Esprit, annonçait que les rebelles marchaient en toute hâte contre ce poste, et qu'il ne pouvait en répondre. Cette dernière nouvelle décida la retraite, qui fut ordonnée pour la nuit suivante, mais dont les préparatifs furent faits en secret.

Le 7 avril, à deux heures du matin, le corps d'armée se mit en marche. A la pointe du jour, on arriva au pont de la Drôme. On fit une halte de deux heures à Loriol, où le prince eut une conférence avec un ministre du roi de Sardaigne. A une lieue de Montélimart, le colonel du 14e. de chasseurs fit savoir que, malgré tous ses efforts et

ceux de ses officiers, son régiment était sur le point de passer à l'ennemi. L'ordre fut donné à une compagnie de voltigeurs du 10e. de rester à l'arrière-garde pour le contenir. A peine arrivés à Montélimart, les chasseurs exprimèrent, avec des murmures, leur coupable dessein. Le colonel, le cœur navré de douleur, vint en rendre compte au prince, qui lui déclara que son régiment pouvait se retirer.

L'armée royale, fatiguée d'une marche longue et pénible, fut obligée de passer la nuit à Montélimart. A dix heures du soir, S. A. R. reçut l'avis que le général Merle avait abandonné le pont St.-Esprit, qui n'avait plus pour sa défense que cent cinquante hommes de garde nationale et deux pièces de canon dont les canonniers désertèrent peu de tems après. L'ennemi, maître de la navigation du Rhône, pouvait se porter à la fois sur tous les points; le péril devenait imminent, et le salut du prince dépendait d'une résolution prompte. A onze heures du soir, deux officiers entrèrent dans son appartement et lui exposèrent les dangers dont il était environné. Ils lui proposèrent de partir sur-le-champ dans la voiture de l'envoyé de Sardaigne, ou de se jeter dans les montagnes avec une troupe choisie et fidèle qui le conduirait en toute sûreté dans le Piémont. Le prince leur répondit que jamais il n'abandonnerait à la merci

d'un ennemi implacable, sans conventions ni sûretés, des hommes qui s'étaient attachés à son sort. Cédant alors à la plus affreuse nécessité où il pût être réduit, celle de traiter avec la rébellion, il envoya le général d'Aultane au pont St.-Esprit, avec des pleins-pouvoirs pour obtenir de l'ennemi des conditions qui assurassent son passage. Il fut convenu entre l'envoyé du prince et le colonel St.-Laurent, qui commandait l'avant-garde du général Gilly, que S. A. R. irait s'embarquer à Marseille, sous l'escorte du 10ᵉ. de ligne. Une heure plus tard, arriva une lettre de Gilly, qui annançait que, chargé des pouvoirs de Buonaparte, il en trahirait la confiance s'il souscrivait à cette condition. Il exagérait à dessein les dangers de la situation du prince, et affirmait que le drapeau tricolore flottait à Marseille, tandis qu'au contraire le marquis de Rivière avait fait occuper le pont de Tarascon par une colonne de provençaux, pour assurer le passage de S. A. R. Le baron de Damas partit à l'instant pour entrer en explication avec Gilly, et aplanir toutes les difficultés.

L'armée continua sa retraite. Dans une halte qui fut ordonnée à Pierre Latte, pour attendre le retour du négociateur, les soldats ne le voyant pas reparaître, craignirent quelque perfidie de la part de l'ennemi, et déclarèrent qu'ils périraient tous plutôt que d'abandonner un prince qui s'était re-

posé sur leur foi. Enfin le baron de Damas revint, et rapporta une nouvelle convention. Il était stipulé que l'armée royale tout entière serait dissoute, que les gardes nationaux se retireraient dans leurs foyers, et que les troupes de ligne marcheraient vers les garnisons qui leur seraient assignées, mais que leurs officiers pourraient se retirer où bon leur semblerait; que le prince se rendrait en poste à Cette, pour s'y embarquer; que tous les officiers de sa maison et toutes les personnes de sa suite auraient la faculté de le suivre; et qu'enfin aucune troupe de ligne, excepté les escortes pour protéger sa marche, ne se trouverait sur son passage.

Le prince fit, dès le lendemain, exécuter la convention. Chaque colonne de gardes nationaux désarmés, qui retournaient vers leurs foyers, s'arrêtait sous les fenêtres de S. A. R., pour la voir une dernière fois. Des soldats du 10e. de ligne brisèrent leurs armes, et forcèrent à s'éloigner un général de l'armée rebelle qui s'était présenté pour les passer en revue et changer leur colonel.

Le licenciement dura toute la journée. Il se fit au village de La Pallud, où, à la chute du jour, il ne restait plus que le 10e. de ligne. Sur les sept heures du soir, cinquante chasseurs, destinés à l'escorte du prince, vinrent se ranger sous les fenêtres de la maison qu'il habitait. L'attitude mena-

çante des rebelles, leur indiscipline et leurs propos bruyans, faisaient contraste avec la contenance triste, mais fière, des grenadiers du 10e., rangés aussi devant la maison de S. A. R. Ils ne purent retenir leurs larmes en la voyant monter en voiture et s'éloigner sous la garde de ses ennemis. Arrivé au pont St.-Esprit, le prince eut une nouvelle épreuve à soutenir. Le général Grouchy fit venir le baron de Damas, et lui déclara qu'il ne pouvait ratifier une convention conclue sans sa participation, et qu'il se croyait obligé de retenir S. A. R., au pont St.-Esprit, jusqu'à ce que *l'empereur* eût prononcé sur son sort.

La seule crainte que cette violation du traité, conclu avec lui, pût inspirer au prince, fut qu'elle ne portât le roi à faire quelque concession préjudiciable aux intérêts de sa couronne. « Je suis ré» signé à tout, manda-t-il à son auguste père, et » je ne crains ni les fers, ni la mort. » Ayant appris que le colonel Magnier avait refusé de se conformer à la convention, lorsqu'il en avait connu la violation, le prince lui commanda de poser les armes et de tenir la parole donnée.

L'usurpateur témoigna toute sa reconnaissance à Grouchy, en lui conférant le bâton de maréchal, que, dit-on, il ambitionnait depuis longtems. Toutefois il lui manda de faire conduire et

embarquer à Cette le duc d'Angoulême (1). Le prince y arriva le 16 avril, à huit heures du soir, et à neuf, il monta sur un bâtiment suédois, destiné à le recevoir. On prétend que Buonaparte se repentit de l'avoir mis en liberté, et que l'ordre de le retenir prisonnier fut expédié, mais qu'il arriva trop tard. Après une traversée de trente-cinq heures, S. A. R. entra, le 18 avril, dans le port de Barcelone, où elle fut reçue avec tous les honneurs et les égards dus à son rang.

Mgr. le duc de Bourbon ayant, peu de jours après qu'on eut reçu la nouvelle du débarquement de Buonaparte, été nommé gouverneur-général des cinq divisions militaires de l'ouest, s'empressa de se rendre à Angers, où il arriva le 14 mars. Il ne trouva point dans cette Vendée, jadis si renommée par sa fidélité, tout le zèle, ou du moins tout l'accord sur lequel il avait dû compter. Le plus habile des ministres de l'usurpateur était parvenu à y semer la division et à y jeter le découragement. Tout espoir étant perdu, le prince fut obligé de songer à sa sûreté; mais ne voulant pas

(1) « Vous aurez soin de demander au duc d'Angoulême, » disait Buonaparte, dans sa lettre à Grouchy, qu'il s'oblige » à la restitution des diamans de la couronne, qui sont la » propriété de la nation. »

mettre sa personne sous la protection de passeports signés au nom du meurtrier de son fils, il se rendit de ferme en ferme, depuis Beaupréau, où avait été établi son quartier-général, jusqu'au rivage de Nantes, où il s'embarqua le 6 avril, et d'où il fit voile pour la côte d'Espagne.

Buonaparte avait choisi le jour même de Pâques (26 mars) pour recevoir les hommages de ses ministres, [illegible] son conseil d'état, de la cour de cassation, etc., etc. Les ministres, après beaucoup de félicitations, proclamèrent les maximes d'après lesquelles Napoléon voulait que son empire fût régi désormais. Point de guerre au-dehors, à moins que ce ne fût pour repousser une injuste agression; point de réaction au dedans; point d'actes arbitraires; sûreté des personnes, sûreté des propriétés, et libre circulation de la pensée; c'était enfin la condamnation la plus complète de toute sa précédente administration.

Le conseil d'état présenta une sorte de consultation, par laquelle, après avoir rappelé ce principe insensé, que la souveraineté réside dans le peuple, il déclarait nuls les droits de la maison de Bourbon à la couronne, et ne reconnaissait comme valides que ceux de Napoléon, qui répondit : « Les princes sont les premiers citoyens de l'état, » leur autorité est plus ou moins étendue, selon » l'intérêt des nations qu'ils gouvernent. La sou-

» veraineté elle-mêmê n'est héréditaire que parce » que l'intérêt des peuples l'exige ». Il n'est pas facile de dire comment la souveraineté résidant dans le peuple, pourrait être héréditaire dans une famille. Buonaparte craignit sans doute de se trouver trop en contradiction avec lui-même. Il n'y avait pas encore deux ans qu'il avait professé, devant son conseil d'état, des principes tout opposés à ceux dont on venait de l'entretenir.

L'orateur qui parla au nom de la cour de cassation, prit, pour texte de son discours, que les rois sont faits pour les peuples, et non les peuples pour les rois : maxime qui, bien approfondie, n'offre aucun sens. Napoléon poussa cependant la complaisance jusqu'à lui donner sa sanction; mais du moins il en tira la conséquence qu'il était fait pour régner sur le peuple français.

On espéra quelques jours que le premier corps, ou plutôt le seul corps littéraire qui soit constitué en France, se dispenserait de joindre ses hommages à ceux des autorités, et donnerait de la sorte une noble preuve de l'indépendance et du courage qui devraient toujours signaler les hommes voués à la cultures des scienees et des lettres. Mais il est probable que le tems seul avait manqué, le 26, pour la réception de l'Institut. Elle eut donc lieu le dimanche 2 avril. Nous nous abstiendrons de rien extraire du discours prononcé

par le président de ce corps, et de la réponse qu'y fit Napoléon. Il suffira de dire que la vérité ne fut pas plus respectée dans l'un que dans l'autre.

Quelques semaines après son arrivée, Buonaparte vit son autorité reconnue dans toute la France; mais l'Europe entière était de nouveau liguée contre lui. Son débarquement avait produit la plus forte sensation parmi les monarques assemblés à Vienne. *Le congrès est dissous!* s'était-il écrié en prenant terre (1). Le congrès fut ajourné, il est vrai; mais les puissances européennes resserrèrent plus que jamais les nœuds de leur alliance. Pouvaient-elles, avec sûreté et même avec honneur, consentir à laisser régner sur la France l'homme qu'elles avaient précipité du trône un an auparavant, et qui avait été sur le point d'anéantir plusieurs d'entre elles? Non, sans doute. Leurs plénipotentiaires signèrent donc, le 13 mars, une déclaration mémorable que voici :

« Les puissances qui ont signé le traité de Paris, réunies en congrès à Vienne, informées de l'évasion de Napoléon Buonaparte, et de son entrée à main armée en France, doivent à leur

---

(1) Il s'était élevé des contestations entre les diverses puissances qui composaient le congrès de Vienne; on en instruisit Buonaparte; mais elles étaient arrangées lorsque l'avis lui parvint.

propre dignité et à l'intérêt de l'ordre social, une déclaration solennelle des sentimens que cet événement leur a fait éprouver. En rompant ainsi la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Buonaparte a détruit le seul titre légal auquel son existence pouvait se trouver attachée. En reparaissant en France avec des projets de trouble et de bouleversement, il s'est privé lui-même de la protection des lois, et a manifesté, à la face de l'univers, qu'il ne saurait y avoir ni paix ni trève avec lui.

» Les puissances déclarent, en conséquence, que Napoléon Buonaparte s'est placé hors des relations civiles et sociales, et que, comme ennemi et perturbateur du repos du monde, il s'est livré à la vindicte publique.

» Elles déclarent en même tems que, fermement résolues de maintenir intact le traité de Paris du 30 mai 1814, ainsi que les dispositions sanctionnées par ce traité, et celles qu'elles ont arrêtées ou qu'elles arrêteront encore pour le compléter et le consolider, elles emploieront tous leurs moyens et réuniront tous leu rsefforts pour que la paix générale, objet des vœux de l'Europe et but constant de leurs travaux, ne soit pas troublée de nouveau, et pour la garantir de tout attentat qui menacerait de replonger les peuples dans les désordres et les malheurs des révolutions.

» Et quoique intimement persuadés que la France entière, se ralliant autour de son souverain légitime, fera incessamment rentrer dans le néant cette dernière tentative d'un délire criminel et impuissant, tous les souverains de l'Europe, animés des mêmes sentimens et guidés par les mêmes principes, déclarent que si, contre tout calcul, il pouvait résulter de cet événement un danger réel quelconque, ils seraient prêts à donner au Roi de France et à la nation française, ou à tout autre gouvernement attaqué, dès que la demande en serait formée, les secours nécessaires pour rétablir la tranquillité publique, et à faire cause commune contre tous ceux qui entreprendraient de la compromettre. »

Les puissances alliées espéraient que cet acte serait suffisant pour porter les français de tous les partis, sans en excepter les adhérens de Buonaparte eux-mêmes, à séparer leur cause de la sienne, à épargner à leur patrie la douleur de voir fondre de nouveau sur elle toutes les forces de l'Europe. C'était connaître mal les hommes de la révolution. La patrie, dont sans cesse ils invoquent le nom, n'est rien pour eux; tout ce qu'ils veulent, c'est la domination, et tous les moyens leurs conviennent pour l'obtenir.

La déclaration du 13 mars fut apportée à Strasbourg, le 18, par un courrier extraordinaire;

mais un agent, expédié de Vienne par les adhérens de Napoléon, suivit de près ce messager, et affirma que la plus grande désunion régnait entre les souverains; qu'à la vérité, l'entrée de Buonaparte à Lyon étant encore ignorée, le prince de Talleyrand avait surpris aux monarques alliés la déclaration du 13; mais que, mieux instruit, l'empereur Alexandre s'était rétracté le lendemain, que d'autres princes avaient suivi son exemple, et qu'on pouvait s'attendre à une prochaine dissolution du congrès.

Loin de songer à séparer leurs intérêts, la Russie, l'Autriche et la Prusse, conclurent le 25 mars un nouveau traité d'alliance tendant à maintenir dans toute sont intégrité le traité de Paris, et à faire revivre les principes consacrés par celui de Chaumont. Les parties contractantes prirent l'engagement de défendre contre toute attaque, l'ordre établi en Europe, et de mettre chacune sur pied une armée de cent cinquante mille hommes. Il fut stipulé en même tems que l'on agirait en commun contre Buonaparte et ses adhérens; et l'Angleterre, ainsi que les puissances du second ordre, ne tardèrent pas à donner leur adhésion à ce traité.

Les premiers actes diplomatiques du cabinet de l'usurpateur, après le 20 mars, furent une lettre autographe de Napoléon (du 4 avril) à tous

les souverains, et une dépêche de son ministre, M. de Caulaincourt, aux ambassadeurs de France près des cours étrangères. Après avoir prétendu que le vœu des français l'avait rappelé au trône, l'usurpateur disait: « Assez de gloire a illustré » tour à tour les drapeaux des diverses nations; » les vicissitudes du sort ont fait assez succéder » de grands revers à de grands succès. Une plus » belle arène est aujourd'hui ouverte aux souve- » rains, et je suis le premier à y descendre. Après » avoir présenté au monde le spectacle de grands » combats, il sera plus doux de ne connaître dé- » sormais d'autre rivalité que celle des avantages » de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de » la félicité des peuples. La France se plaît à pro- » clamer avec franchise ce noble but de tous ses » vœux. Jalouse de son indépendance, le prin- » cipe invariable de sa politique sera le respect le » plus absolu pour l'indépendance des autres na- » tions. Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse » confiance, les sentimens personnels de Votre » Majesté, le calme général est assuré pour long- » tems; et la justice, assise aux confins des divers » états, suffira seule pour en garder les frontiè- » res. » L'auteur du projet de Paix Universelle, le bon abbé de Saint-Pierre, n'aurait pas mieux dit.

M. de Caulaincourt prétendait, dans sa lettre,

que l'espoir qui avait porté son auguste souverain au plus magnanime des sacrifices, n'avait point été rempli; que la France n'avait pas reçu le prix du dévouement de son monarque ; que ses espérances avaient été douloureusement trompées. Après quelques mois d'une pénible contrainte, poursuivait le ministre, ses sentimens, concentrés à regret, venaient de se manifester avec éclat. Par un mouvement universel et spontanée, elle avait invoqué pour libérateur celui de qui seul elle pouvait attendre la garantie de ses libertés et de son indépendance : l'empereur avait paru ; le trône royal était tombé, et la famille des Bourbons avait quitté le territoire français, sans qu'une goutte de sang eût été versée pour sa défense. C'était sur les bras de ses peuples que Sa Majesté avait traversé la France, depuis le point de la côte où elle avait d'abord touché le sol jusqu'au milieu de la capitale. Aucun obstacle n'avait suspendu sa marche. Au moment où elle avait remis le pied sur le territoire français, elle avait aussi ressaisi les rênes de son empire. A peine son premier règne avait-il été un moment interrompu. Toutes les passions généreuses, toutes les pensées libérales s'étaient ralliées autour d'elle ; jamais aucune nation n'avait présenté le spectacle d'une plus touchante unanimité.

Lorsqu'il fut impossible de se taire plus long-

tems sur les dispositions de l'Europe à l'égard de Napoléon, et qu'on eut acquis la certitude que toute la France lui était soumise, les deux lettres, dont nous venons de rapporter l'une et d'analyser l'autre, furent rendues publiques (le 14 avril), ainsi que la déclaration de Vienne, de l'authenticité de laquelle cependant on feignit de douter. Pour mieux donner le change, elle fut présentée au conseil des ministres par le ministre de la police générale, qui la fit précéder d'un rapport où il disait que cette déclaration, provoquant l'assassinat de l'empereur (ce qui était faux), lui paraissait apocryphe; que si elle pouvait être vraie, elle serait sans exemple dans l'histoire du monde (comme l'événement qui l'a occasionée); que le style de libelle, dans lequel elle était écrite, donnait lieu de penser qu'il fallait la ranger parmi ces pièces fabriquées par l'esprit de parti, et par ces folliculaires qui s'étaient, dans ces derniers tems, ingérés sans mission dans toutes les affaires d'état.

Les puissances ne daignèrent faire aucune réponse ni à la lettre de l'usurpateur, ni aux différens actes de son ministre; et elles pressèrent leurs préparatifs pour venger la foi publique, audacieusement outragée, et prévenir le retour des calamités qui avaient désolé l'Europe durant un si grand nombre d'années.

Buonaparte, qui n'avait pas un seul instant

compté sur le maintien de la paix, s'occupait sans relâche à se mettre en état de soutenir, s'il était possible, la lutte terrible dans laquelle il allait être engagé. N'osant pas encore revenir à la conscription, qui, d'ailleurs, ne lui aurait fourni que des enfans, il rappela sous ses drapeaux tous les militaires retirés qui pouvaient encore porter les armes; il leva des corps de garde nationale, et enrégimenta, sous le nom de fédérés, la plus vile populace. Mais, avant de quitter la capitale, pour se mettre à la tête de son armée, il avait à jouer le rôle de législateur. Le 24 avril, il publia une nouvelle constitution, sous le titre d'*acte additionnel aux constitutions de l'empire*. A l'imitation de la Charte donnée par le roi, cet acte institua deux chambres, l'une des pairs, et l'autre des représentans, auxquelles il permit la discussion des projets de loi (1). Mais Napoléon ne modifia pas

---

(1) M. Benjamin Constant, qui, dans ses *Lettres sur les cent jours*, donne l'analyse de plusieurs conférences qu'il dit avoir eues avec Buonaparte, le représente comme peu favorable à l'institution de la pairie. Voici quelques-unes des réflexions que, selon le même auteur, Napoléon fit sur ce sujet: « La pairie, dit-il, est en désharmonie avec l'état présent des esprits; elle blessera l'orgueil de l'armée; elle trompera l'attente des partisans de l'égalité; elle soulèvera contre moi mille prétentions individuelles. Où voulez-vous que je trouve les élémens d'aristocratie que la pairie exige? Les

autrement son pouvoir; ce qui lui aliéna le parti des révolutionnaires, qui avaient espéré lui enlever jusqu'au titre d'empereur. Aussi, l'alliance formée entre eux et lui fut-elle fortement ébranlée dès ce moment. Par le soixante-septième et dernier article, on faisait déclarer au peuple français que, dans la délégation de ses pouvoirs, il n'entendait pas donner le droit de proposer le rétablissement des Bourbons, ou d'aucun prince de cette famille, sur le trône, même en cas d'extinction de la dynastie impériale (1). Il n'était pas pos-

---

anciennes fortunes sont ennemies; plusieurs des nouvelles sont honteuses. Cinq ou six noms illustres ne suffisent pas; sans souvenirs, sans éclat historique, sans grandes propriétés, sur quoi ma pairie sera-t-elle fondée? Celle de l'Angleterre est tout autre chose; elle est au-dessus du peuple; mais elle n'a pas été contre lui (n'est-ce pas plutôt le peuple en France qui s'est élevé contre la noblesse, que la noblesse contre le peuple?) Ce sont les nobles qui ont donné la liberté à l'Angleterre; la grande Charte vient d'eux; ils ont grandi avec la constitution et ne font qu'un avec elle; mais d'ici à trente ans, mes champignons de pairs ne seront que des soldats ou des chambellans; on ne verra qu'un camp ou une anti-chambre. » Tout cela, quoique vrai, à quelques égards, signifiait au fond qu'un simulacre de sénat et une assemblée de muets étaient les seules institutions qui convinssent à Buonaparte.

(1) Voici le texte de cet article:

« Le peuple français déclare que, dans la délégation qu'il

sible de pousser plus loin la précaution ; et cependant il n'y en eut jamais de plus inutile.

Pour recueillir les votes, on ouvrit des registres aux secrétariats des administrations, aux greffes des tribunaux, chez tous les juges-de-paix et tous les notaires. Le dépouillement et le recensement devaient se faire à l'assemblée du Champ-de-Mai, qui fut convoquée à Paris pour le 26 de ce même mois, et qui, toutefois, fut différée jusqu'au 1er. juin. Elle fut composée de tous les membres des colléges électoraux, qui voulurent bien y assister. A peine y eut-il le dixième de ceux qui les composaient ; et l'on remplit, par les curieux de la capitale, les places qui avaient été destinées aux électeurs absens.

La cérémonie se fit au Champ-de-Mars. Buonaparte se rendit, avec tout l'appareil de son

---

a faite et qu'il fait de ses pouvoirs, il n'entend pas et n'a pas entendu donner le droit de proposer le rétablissement des Bourbons ou d'aucun prince de cette famille sur le trône, même en cas d'extinction de la dynastie impériale, ni le droit de rétablir soit l'ancienne noblesse féodale, soit les droits féodaux et seigneuriaux, soit les dîmes, soit aucun culte privilégié et dominant, ni la faculté de porter aucune atteinte à l'irrévocabilité de la vente des domaines nationaux; il interdit formellement au gouvernement, aux chambres et aux citoyens (c'est-à-dire à lui-même), toute proposition à cet égard. »

ancien cortége impérial, à l'Ecole-Militaire; et, à son arrivée, il se plaça sur une estrade élevée au-devant de cet édifice. Les ministres et les maréchaux occupèrent des tribunes à côté du trône; Napoléon était entre ses trois frères, Joseph, Lucien et Jérôme. En face, était un autel environné de prélats. Après la messe (1), une députation de tous les colléges électoraux fut conduite, non plus au pied, comme autrefois, mais sur les marches du trône. Là, un M. Dubois, député de Maine-et-Loire, à qui sa voix de Stentor avait, dit-on, mérité cet honneur, lut une adresse que

(1) Le système politique de Buonaparte avait du moins l'avantage de ne pas exclure de l'organisation sociale les idées religieuses. Une vile populace qui, depuis son retour, se rassemblait sous les fenêtres de son cabinet, et le saluait des cris de *Vive l'empereur! Vive le père la Violette!* y joignit un jour le cri d'*A bas la calotte*. Buonaparte dit à quelqu'un qui était près de lui : « Il y aura cependant de la calotte au » Champ-de-Mars, » et il tint parole.

Rien ne dut blesser plus cruellement son orgueil que cette humiliation à laquelle il se soumit quelque tems, de se montrer à une fenêtre lorsqu'on faisait entendre les cris que nous venons de rapporter. C'était ce qu'on appelait *la Criée*. Non seulement elle avait lieu à des heures réglées; mais au moyen de quelque argent donné à des misérables, on leur faisait pousser les acclamations d'usage, et bientôt on voyait paraître, comme un histrion, le même homme qui, peu d'années auparavant, s'était vu courtiser par des rois.

les électeurs avaient votée en l'honneur de Napoléon. On se fera facilement une idée de ce chef-d'œuvre d'éloquence, par cette phrase : « Nous » ne voulons point du chef que veulent pour nous » nos ennemis; nous voulons du chef qu'ils ne » veulent pas. » La lecture faite, l'archichancelier déclara que l'acte additionnel était accepté à la presque unanimité des votans (1), et, à l'instant même, le chef des hérauts d'armes en fit la proclamation. Une table, sur laquelle cet acte était déposé, fut mise ensuite devant le trône. Napoléon revêtit de sa signature l'acte de promulgation; puis, assis et couvert, il prononça un discours dont nous rapporterons les passages les plus remarquables.

« Empereur, consul, soldat, je tiens tout du » peuple, dit l'orateur couronné. Dans la prospérité, dans l'adversité, sur les champs de bataille, au conseil, sur le trône, dans l'exil, la » France a été l'objet unique et constant de mes » actions. » La France, si Buonaparte s'était un peu moins occupé d'elle, n'en aurait pas été plus à plaindre.

---

(1) Le recensement fut fait par une assemblée, dite centrale, et composée de cinq membres de chaque collége électoral. On prétendit que le nombre des suffrages *pour*, était de 1,532,457 ; et celui des suffrages *contre*, de 4,802.

« Comme ce roi d'Athènes, je me suis sacrifié
» pour mon peuple, dans l'espoir de voir se réa-
» liser la promesse donnée, de conserver à la
» France son intégrité naturelle (jamais cette pro-
» messe ne fut faite; et, d'ailleurs, qu'est-ce que
» l'intégrité naturelle d'un état?), ses honneurs
» et ses droits.

» L'indignation de voir ces droits sacrés, ac-
» quis par vingt-cinq années de victoires, mécon-
» nus et perdus à jamais (par la faute de qui?),
» le cri de l'honneur français flétri (phrase dé-
» pourvue de sens), les vœux de la nation m'ont
» ramené sur ce trône qui m'est cher, parce qu'il
» est le *palladium* de l'indépendance, de l'hon-
» neur et des droits du peuple. »

Lorsque Buonaparte eut fini son discours, l'archevêque de Tours, M. de Barral, faisant les fonctions de grand aumônier, s'approcha du trône, se mit à genoux, présenta le saint Evangile à l'usurpateur, qui prêta serment en ces termes: « Je jure
» d'observer et de faire observer les constitutions
» de l'empire. » Enfin, pour ajouter le ridicule à la profanation, M. Cambacérès prêta le serment d'obéissance aux constitutions de l'empire et de fidélité à l'empereur. Toute l'assemblée s'écria: « Nous le jurons! » Buonaparte remit ensuite aux présidens des colléges électoraux des aigles destinées à orner les drapeaux des gardes nationales

de leurs départemens respectifs. Quant aux aigles de la garde nationale de Paris, et de la garde, dite impériale, il en fit la remise en personne à ces deux corps; puis les troupes défilèrent devant lui.

Telle fut cette réunion, qui avait été annoncée avec emphase comme le renouvellement de ces assemblées où les français réglaient jadis les affaires d'état de la plus haute importance, et qui ne fut qu'une représentation théâtrale, dont, si l'on doit en croire beaucoup de spectateurs, l'acteur principal joua fort mal son rôle.

La veille ou l'avant-veille de cette cérémonie, Buonaparte avait reçu une nouvelle qui avait dû lui paraître d'un funeste augure. Joachim Murat, son beau-frère, avait débarqué, le 25 mai, à ce golfe Juan, où lui-même avait pris terre deux mois auparavant. Cet aventurier, ayant voulu conserver la couronne de Naples, malgré les souverains de l'Europe, n'avait pas craint de déclarer la guerre à l'Autriche; mais un simulacre de bataille avait décidé de son sort. Son armée s'étant dissoute, il avait pris la fuite. Le 19 mai, à la chute du jour, il était arrivé à Naples, escorté seulement par quatre lanciers. La terreur était dans le palais, et le tumulte dans la ville. Murat, pâle et défait, s'était présenté devant sa femme, et lui avait dit, comme un héros de théâtre : *Madame, je n'ai pu*

mourir. L'ennemi, vainqueur, arrivait aux portes de Naples, et refusait de comprendre la personne de Joachim dans les négociations qui étaient entamées pour la reddition de tout le royaume au souverain légitime. Le lendemain, 20 mai, Murat se déguise et gagne furtivement le rivage. Une barque de pêcheur le transporte à l'île d'Ischia, où il se rembarque pour parvenir jusqu'à un vaisseau marchand qui l'attendait à quelques lieues en mer. De son côté, sa femme, pour sauver ses richesses, se met sous la protection de la flotte anglaise, et obtient de s'embarquer avec toute sa suite, à condition qu'elle livrera l'arsenal et les bâtimens de guerre. Du haut de son vaisseau, encore à l'ancre, cette reine déchue put voir les feux de joie qui signalèrent l'anéantissement de sa puissance.

A peine Murat eut-il touché le sol de la France avec une suite de trente personnes, qu'il se hâta d'expédier un courrier à Paris. Napoléon, ne voulant pas présenter à la capitale le spectacle de ce roi détrôné, lui en interdit l'approche. Il demeura donc en Provence, jusqu'à ce que la chute de l'usurpateur l'eût forcé de chercher un asile ailleurs.

Les membres des deux chambres instituées par l'acte additionnel, ayant été nommés, les uns, par les colléges électoraux, et les autres par Buonaparte, il fit, le 7 juin, l'ouverture de leur ses-

sion. Voici les traits les plus saillans du discours qu'il prononça en cette occasion qui ne devait plus revenir pour lui.

« Messieurs de la chambre des pairs,

» Messieurs de la chambre des représentans,

» Depuis trois mois, les circonstances et la » confiance du peuple m'ont revêtu d'un pouvoir » illimité. » Jamais assertion ne fut plus fausse. Buonaparte n'a dû qu'à ses complices, qu'à une armée égarée, et qu'à une vile populace, soulevée à prix d'argent, le pouvoir dont il a joui après le 20 mars, pouvoir qui toutefois a été moins illimité qu'il ne l'aurait désiré. « Aujourd'hui s'accom» plit le désir le plus pressant de mon cœur: » je viens commencer la monarchie constitution» nelle. Les hommes sont impuissans pour assu» rer l'avenir; les institutions seules fixent les » destinées des nations; la monarchie est néces» saire en France pour garantir la liberté, l'in» dépendance et les droits du peuple.

» Nos constitutions sont éparses: une de nos » plus importantes occupations sera de les réunir » dans un seul cadre et de les coordonner dans » une seule pensée. » Cette promesse avait pour but de calmer les révolutionnaires, dont l'acte additionnel n'avait pas rempli les espérances; mais il est permis de supposer que Napoléon se serait bien gardé de la tenir, s'il avait été vainqueur dans

la lutte qui était sur le point de commencer. « Ce » travail recommandera l'époque actuelle aux gé» nérations futures.

» J'ambitionne de voir la France jouir de toute » la liberté possible ; je dis possible, parce que » l'anarchie ramène toujours au gouvernement » absolu.

» Une coalition formidable de rois en veut à » notre indépendance ; ses armées arrivent sur » nos frontières.

» La frégate *la Melpomène* a été attaquée et » prise dans la Méditerranée, après un combat » sanglant contre un vaisseau anglais de 74. Le » sang a coulé pendant la paix.

» Nos ennemis comptent sur nos divisions in» testines ; ils excitent et fomentent la guerre civile. » Des rassemblemens ont lieu ; on communique » avec Gand, comme en 1792, avec Coblentz. » Des mesures législatives sont indispensables : » c'est à votre patriotisme, à vos lumières et à » votre attachement à ma personne que je me » confie sans réserve.

» La liberté de la presse est inhérente à la cons» titution actuelle ; on n'y peut rien changer sans » altérer tout notre système politique ; mais il faut » des lois répressives, surtout dans l'état actuel de » la nation. » C'est-à-dire qu'il fallait la liberté de

droit, et la servitude de fait. « Je recommande à
» vos méditations cet objet important . . .

. . . .

» Il est possible que le premier devoir du prince
» m'appelle bientôt à la tête des enfans de la na-
» tion pour combattre pour la patrie. L'armée et
» moi nous ferons notre devoir. » Ce n'était plus son armée, et il n'était plus lui-même qu'un fonctionnaire public. Dans le fait, ce n'était plus Buonaparte, ce n'était que son ombre.

« Vous, pairs et représentans, donnez à la na-
» tion l'exemple de la confiance, de l'énergie et
» du patriotisme; et comme le sénat du grand
» peuple de l'antiquité, soyez décidés à mourir
» plutôt que de survivre au déshonneur et à la
» dégradation de la France; la cause sainte de la
» patrie triomphera! » Elle a triomphé, cette cause, par le renversement de l'usurpateur et le rétablissement du souverain légitime.

Dans la séance que les représentans tinrent le 8 juin, on proposa de nommer une commission, qui serait chargée de rédiger une adresse en réponse au discours de Napoléon. Félix Lepelletier, frère du régicide de ce nom, invita l'assemblée à décerner à Buonaparte le titre de sauveur de la patrie. Cette proposition extravagante devint une injure pour celui même en faveur de qui elle

était faite. L'assemblée la rejeta sur-le-champ.

Les deux chambres firent présenter, le 11, leurs adresses à Napoléon. « L'intérêt de la France est » inséparable du vôtre, lui dirent les pairs. Si la » fortune trompait vos efforts, des revers, sire, » n'affaibliraient pas notre persévérance, et ils » redoubleraient notre attachement pour vous. » Buonaparte répondit : « La lutte dans laquelle » nous sommes engagés est sérieuse ; l'entraî- » nement de la prospérité n'est pas le danger » qui nous menace aujourd'hui : c'est sous les » Fourches Caudines que les étrangers veulent » nous faire passer. » Les étrangers voulaient rétablir l'ordre et faire respecter la foi publique, et s'ils nous ont traités avec rigueur, à qui doit-on l'imputer? « C'est dans les tems difficiles, pour- » suivit Napoléon, que les grandes nations, com- » me les grands hommes, déploient toute l'éner- » gie de leur caractère, et deviennent un objet » d'admiration pour la postérité. » Dans cette grande crise, la partie saine et la plus nombreuse de la nation française s'est montrée digne d'elle-même, c'est-à-dire fidèle à son roi; et sa force d'inertie a sauvé l'état pour la seconde fois.

La chambre, dite des représentans, qui, dans sa courte existence, parut constamment animée du désir de se transformer en assemblée constituante, ou même en convention nationale, com-

mença de signaler son ambition dans l'adresse qui fut présentée en son nom. Elle rappela la promesse que Napoléon avait faite de réunir dans un seul corps les constitutions de son empire, c'est-à-dire de former une nouvelle constitution, et elle demanda de s'en occuper elle-même sur-le-champ. Buonaparte, pour parer le coup qu'on voulait lui porter, répondit : « La constitution est notre point » de ralliement ; elle doit être notre étoile polaire » dans les momens d'orage. Toute discussion pu- » blique qui tendrait à diminuer directement ou » indirectement la confiance qu'on doit avoir » dans ses dispositions, serait un malheur pour » l'état ; nous nous trouverions au milieu des » écueils, sans boussole et sans direction. La crise » où nous sommes engagés est forte. Ne suivons » pas l'exemple du Bas-Empire qui, pressé de » de tous côtés par les barbares, se rendit la risée » de la postérité, en s'occupant de discussions » abstraites au moment où le bélier brisait les » portes de la ville (Constantinople). » Jamais leçon n'a moins profité.

LIVRE XXVIII.

1815.

Distribution des forces de Buonaparte à l'ouverture de la campagne de 1815.—Subsides votés par la Grande-Bretagne.—Forces immenses des alliés et répartition de leurs troupes.—Buonaparte prend le commandement de l'armée du Nord.—Commencement des hostilités.—Combat dès Quatre-Bras.—Bataille de Ligny.—Bataille du Mont-Saint-Jean ou de Waterloo.—Déroute totale de l'armée française et fuite de Buonaparte.

JAMAIS campagne ne fut plus courte, jamais campagne ne fut plus décisive, n'eut des résultats plus importans, que celle dont nous allons retracer brièvement les opérations.

Buonaparte, malgré tous ses efforts et malgré tous les soins que les ministres du roi avaient mis à organiser une armée qui devait le trahir, ne put guère réunir, vers la mi-juin, et pour faire face à toute l'Europe armée contre lui, qu'environ cent quatre-vingt mille hommes de troupes de ligne, auxquels il joignit, il est vrai, près de cent cinquante mille hommes de garde nationale, mais dont la plupart devaient former les garnisons des

places-fortes. Il composa quatre armées actives et quatre corps d'observation. La première, que, comme de coutume, il désigna sous le nom de grande armée, et qui devait être sous son commandement suprême, était divisée en cinq corps principaux, qui avaient pour chefs immédiats les généraux Drouet, Reille, Vandamme, Gérard et Mouton (Lobau). Le général Grouchy commandait la cavalerie de réserve. Cette armée, non comprise la garde impériale, forte de quatre mille et quelques chevaux et de quatorze mille fantassins et artilleurs, s'élevait à cent dix mille combattans, dont seize à dix-sept mille de cavalerie. Le maréchal Soult en était major général. Quant à l'artillerie, elle se composait de trois cents bouches à feu; et celle de la garde se faisait remarquer particulièrement en ce que presque toutes les pièces étaient neuves.

La seconde armée était forte de quinze mille hommes, et commandée par le maréchal Suchet. Devant occuper les débouchés de l'Italie et la lisière de l'état de Gênes, elle prenait le nom d'armée des Alpes.

La troisième, ou l'armée du Rhin, que commandait le général Rapp, et dont on a porté le nombre à dix-huit mille hommes, était chargée de protéger les frontières de l'Alsace.

La quatrième, ou l'armée de l'Ouest, agissait

dans la Vendée qui s'était ranimée; et elle devait, après la pacification, se réunir à la grande armée. Elle était forte de près de dix-sept mille hommes, et commandée par le général M. Lamarque. Le premier corps d'observation, qui avait pour commandant le général Lecourbe (1), était à Béfort. Il ne comptait guère que quatre mille hommes; mais il devait être renforcé par des bataillons de garde nationale.

Le deuxième corps, dit du Var, avait pour chef le maréchal Brune, dont le quartier-général était à Marseille. La force de ce corps était de cinq mille cinq cents hommes de troupes de ligne; et seize bataillons de garde nationale devaient le porter à dix-sept mille hommes.

Le troisième corps, celui des Pyrénées-Orientales, était aux ordres du général Decaen. Il n'avait que deux mille sept cents hommes de troupes de ligne; mais trente-deux bataillons de garde nationale devaient le faire monter à vingt-trois mille hommes.

---

(1) D'après ce que nous avons rapporté précédemment, on ne devait pas s'attendre à voir Lecourbe figurer parmi ceux qui soutinrent la seconde usurpation de Buonaparte; mais il paraît qu'il avait adopté la doctrine du gouvernement de fait, avec laquelle, cependant, il ne peut exister de gouvernement.

Le quatrième corps d'observation, dit de la Gironde, et commandé par le général Clausel, devait être de la même force que le troisième.

Les puissances alliées se disposèrent également, avec promptitude, à soutenir, par des forces encore plus imposantes que celles qu'elles avaient rassemblées pour opérer la première invasion, l'espèce d'excommunication politique qu'elles venaient de fulminer contre Buonaparte. Le traité du 25 mars fut donc suivi d'une convention, en date du 30 avril, par laquelle la Grande-Bretagne prit l'engagement de fournir, jusqu'au 1er. avril 1816, un subside de cinq millions de livres sterling, à répartir, en portions égales, entre l'Autriche, la Prusse et la Russie. Ces puissances ne furent pas les seules auxquelles le gouvernement britannique accorda des secours de ce genre. Tous les états de l'Europe, à l'exception du royaume de Naples et de la Suède (1), en reçurent; et les

(1) Le royaume de Naples était, mais pour peu de tems encore, en la puissance de Murat; et l'on donne pour motif de la non-accession de la Suède au traité du 25 mars, qu'elle était occupée à consolider la réunion de la Norwège, motif dont nous avouerons avoir quelque peine à comprendre la force.

D'un autre côté, l'Espagne n'adhéra pas formellement au même traité; mais elle déclara qu'elle concourrait avec les autres puissances pour les opérations militaires.

subsides furent réglés sur le taux de onze livres deux schellings sterling par homme (1).

Trois armées s'étaient formées, dans les Pays-Bas, sur le Bas-Rhin et sur le Haut-Rhin. La première, forte de près de cent mille hommes, anglais, belges, hanovriens et autres allemands, était commandée par le feld-maréchal duc de Wellington. Elle se divisait en deux corps sous le commandement, l'un, du prince d'Orange, et l'autre, de Hill. La réserve était immédiatement aux ordres du feld-maréchal, et la cavalerie à ceux du comte d'Uxbridge. Cette armée s'étendait le long des frontières de France, depuis la côte de la mer jusqu'à la Dyle.

---

(1) Voici le nombre d'hommes que l'Angleterre prit l'engagement de payer :

Autrichiens.........	300,000
Russes..............	375,000
Prussiens...........	275,000
Bavarois............	60,000
Autres états allemands.	150,000
Pays-Bas............	50,000
Anglais.............	50,000
Espagnols...........	40,000
Sardes..............	20,000
Suisses.............	30,000
Portugais...........	15,000
Total........	1,365,000

L'armée du Bas-Rhin, entièrement composée de prussiens, était divisée en quatre corps de vingt-cinq mille hommes chacun, et commandée par les généraux Zieten, Pirch, Thielmann et Bulow, sous le feld-maréchal prince de Blucher. Cette armée était postée le long de la Meuse, depuis la Dyle jusqu'aux frontières du grand duché du Luxembourg.

L'armée du Haut-Rhin était sous le commandement du prince de Schwartzenberg. Elle se composait de plus de cent cinquante mille autrichiens, et de cent vingt-quatre mille hommes d'autres troupes allemandes; et elle était divisée en quatre corps d'armée, en un corps de réserve et un corps de blocus.

Près de cent soixante et dix mille russes, qui s'avançaient à marches forcées, devaient composer, sous le commandement du feld-maréchal Barclay de Tolly, une armée du Moyen-Rhin. En attendant qu'elle fût parvenue à son poste, la communication était maintenue par un corps de vingt-six mille allemands, placé sur la Moselle, et commandé par le général Kleist.

Indépendamment de l'armée autrichienne qui, lors de l'ouverture de la campagne, venait de rétablir Ferdinand IV sur le trône de Naples, il y avait, dans la Haute-Italie, sous le commandement du général baron de Frimont, une armée de

soixante mille hommes, dont douze mille sardes.

Enfin les cantons helvétiques avaient réuni, pour le maintien de leur neutralité, une armée de trente-six mille hommes.

Ainsi qu'en 1814, les différentes armées des alliés devaient pénétrer en France indépendamment l'une de l'autre, et faire leur jonction à Paris. On avait cru d'abord que Buonaparte, profitant de la diversion faite par Murat, transporterait le théâtre de la guerre en Italie; mais lorsqu'on eut reconnu que son plan était de tomber avec la plus grande partie de ses forces sur les Pays-Bas, Wellington demanda que Blucher se rapprochât de son flanc gauche. La lacune entre les deux armées du Bas-Rhin et du Haut-Rhin en devint d'autant plus grande; mais déjà les russes destinés à la remplir approchaient du Rhin.

Du côté du midi, une armée espagnole s'était mise en mouvement pour passer les Pyrénées; mais lorsquelle entra en France, la lutte était terminée.

Deux plans de campagne, dit-on, furent balancés par Buonaparte. Le premier consistait à se tenir sur la défensive, en laissant pénétrer les alliés jusqu'à Paris et Lyon, puis à faire ensuite une guerre vive en manœuvrant sur les rives de la Seine et de la Marne, du Rhône et de la Saône. Le second plan était de commencer les opérations

militaires avant que les armées russes, autrichiennes et allemandes fussent arrivées sur le Rhin, et de faire les plus grands efforts pour battre les deux armées qui occupaient les Pays-Bas. Buonaparte se flattait, en cas de succès, de faire soulever la Belgique, dont les troupes renforceraient l'armée française, et d'occasioner en Angleterre une révolution, ou du moins la formation d'un ministère composé de membres de l'opposition. Il choisit le dernier plan comme plus conforme au caractère des français, ou plutôt à son propre caractère, qui le portait à aller toujours en avant, et surtout à la nature si hasardeuse de son entreprise. Ce plan reposait cependant sur deux bases peu solides. Le ministère britannique s'était tiré de positions plus difficiles que celle où il se serait trouvé si les alliés avaient été expulsés des Pays-Bas; et loin que Buonaparte eût dû compter sur l'appui de l'opposition, une grande partie des membres dont elle se composait venaient de concourir, par leurs votes, aux mésures qui avaient été proposées pour achever la délivrance de l'Europe. Quant aux troupes belges, la bravoure qu'elles ont montrée dans le terrible combat que nous ne tarderons pas à décrire, peut faire présumer qu'elles n'étaient aucunement disposées à suivre l'exemple déplorable que les troupes françaises leur avaient donné; et d'ailleurs on n'avait

pas travaillé, durant dix mois consécutifs, à les exciter à la trahison.

Parti de Paris le 12 juin, à quatre heures du matin, Buonaparte arriva, le 13, à Avesnes, d'où il se rendit aussitôt à Beaumont. Le lendemain il passa en revue les divers corps de son armée, à laquelle il adressa l'ordre du jour suivant :

« Soldats !

» C'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo » et de Friedland, qui décida deux fois du destin » de l'Europe. Alors, comme après Austerlitz, » comme après Wagram, nous fûmes trop généreux. Nous crûmes aux protestations et aux sermens des princes que nous laissâmes sur le » trône. Aujourd'hui, cependant, coalisés entre » eux, ils en veulent à l'indépendance et aux droits » les plus sacrés de la France. Ils ont commencé » la plus injuste des agressions. Marchons donc » à leur rencontre. Eux et nous, ne sommes-» nous plus les mêmes hommes ?

» Soldats ! à Iéna, contre ces mêmes prussiens, » aujourd'hui si arrogans, vous étiez un contre » trois, et, à Montmirail, un contre six.

» Que ceux d'entre vous qui ont été prisonniers » des anglais vous fassent le récit de leurs pon-» tons et des maux affreux qu'ils y ont soufferts.

» Les saxons, les belges, les hanovriens, les » soldats de la confédération du Rhin, gémissent » d'être obligés de prêter leurs bras à la cause » de princes ennemis de la justice et des droits » de tous les peuples. Ils savent que cette coali- » tion est insatiable. Après avoir dévoré douze » millions de polonais, douze millions d'Italiens, » un million de saxons et six millions de belges, » elle devra dévorer les états du second ordre » de l'Allemagne.

» Les insensés! un moment de prospérité les » aveugle. L'oppression et l'humiliation du peu- » ple français sont hors de leur pouvoir : s'ils » entrent en France, ils y trouveront leur tom- » beau.

» Soldats! nous avons des marches forcées à » faire, des batailles à livrer, des périls à courir; » mais, avec de la constance, la victoire sera à » nous; les droits, l'honneur et le bonheur de la » patrie seront reconquis.

» Pour tout français qui a du cœur, le mo- » ment est arrivé de vaincre ou de mourir! »

Cette proclamation vraiment extravagante, où règnent, d'une manière si ridicule, le ton prophétique et l'emphase qui caractérisent tous les actes émanés de Buonaparte, fut cependant reçue avec de vives acclamations et des transport de joie par son armée. Au lieu de l'intimider en lui dévoi-

lant toute l'étendue des périls auxquels elle allait être exposée, elle en accrut encore l'enthousiasme. On rapporte, toutefois, qu'elle fut loin de produire le même effet sur un grand nombre d'officiers, à qui elle révéla sans réserve la déplorable extrémité où leur chef était réduit.

Au 14 juin, la grande armée, qui avait marché vers les frontières du Nord, campait sur trois directions. La gauche, forte de plus de quarante mille hommes, et composée des premier et deuxième corps, était sur la rive droite de la Sambre, à Ham-sur-Heure, et à Solre-sur-Sambre. Le centre, qui était de plus de soixante mille hommes, et formé par les troisième et sixième corps, par la garde impériale et les réserves de cavalerie, se trouvait à Beaumont, où fut placé le quartier-général. La droite, qui était de quinze mille hommes, et que composaient le quatrième corps et une division de grosse cavalerie, se trouvait en avant de Philippeville. Les camps furent établis derrière des monticules, à une lieue de la frontière, pour que les feux ne fussent point aperçus par l'ennemi.

La Sambre et la Meuse, qui se réunissent à Namur, séparaient les français des prussiens, lorsque, le 15 juillet, avant le jour, Reille et Drouet passèrent la première de ces rivières et attaquèrent le général Zieten, tandis que Vandamme forçait

Charleroy. Cédant à des forces supérieures, les prussiens se retirèrent à Ligny et à St.-Amand.

Averti, à midi, de ce qui se passait à son avant-garde, et décidé à livrer bataille le lendemain, Blucher ordonna au deuxième corps de son armée de se porter à Sombref. Wellington se trouvait alors à Bruxelles. Instruit, à quatre heures du soir, du commencement des hostilités, il donna sur-le-champ l'ordre à son armée de se tenir prête à marcher; mais comme il craignit que les français n'eussent en même tems fait un mouvement du côté de Mons, il attendit, pour faire partir ses troupes, dont quelques-unes occupaient des cantonnemens éloignés, qu'il eût reçu des renseignemens à ce sujet (1). Sa réserve ne se mit donc

---

(1) Les adhérens de Buonaparte n'ont pas manqué de reprocher à Wellington de s'être laissé surprendre. Le reproche semble juste; mais il faut observer que le général anglais, trompé par de faux rapports, croyait pouvoir retarder l'ouverture de la campagne jusqu'au 1er. juillet. Cela paraît expliquer également la distance qui se trouvait entre les deux armées anglaise et prussienne, dont on donne aussi pour motif la facilité de leur procurer des vivres.

Pour agraver le premier reproche, on a prétendu que Wellington était au bal lorsqu'il apprit le commencement des hostilités. L'auteur de l'*Histoire abrégée des traités de paix*, M. Schoell, assure que le duc reçut cette nouvelle à l'heure que nous indiquons dans le texte, et qu'une demi-

en marche que le 16, à dix heures du matin. Il donna rendez-vous aux divers corps de son armée à Nivelles et aux Quatre-Bras, groupe de maisons placé sur les hauteurs où se croisent les routes de Bruxelles à Charleroy, et de Nivelles à Namur. Lui-même se rendit auprès de Blucher, qu'il trouva entre Ligny et Bry, et il convint avec lui du mouvement qu'il exécuterait pour soutenir l'armée prussienne, à laquelle il croyait pouvoir envoyer sur le soir un secours de vingt mille hommes.

De retour aux Quatre-Bras, sur les quatre heures après midi, Wellington se trouva en face de Ney, qui était à Frasnes, avec des forces supérieures, ayant ordre de rompre la communication entre les deux armées des alliés. L'arrivée de la réserve de Wellington y mit obstacle (2); mais la

---

heure après, Wellington transmit à un général, de la bouche duquel le même auteur dit tenir le fait, les dispositions qu'il avait ordonnées, lui annonçant en même tems que pour ne pas causer de l'inquiétude, il se rendrait à la fête qu'une dame anglaise devait donner en son honneur.

(2) On reproche au maréchal Ney d'avoir mis de l'indécision et beaucoup de lenteur dans son mouvement sur les Quatre-Bras. Dans les premiers momens on l'a accusé de trahison à ce sujet, ce qui lui fit adresser à Fouché une lettre où il dit qu'à l'instant où il allait faire avancer le premier corps d'infanterie, resté jusqu'alors en réserve à Frasnes, il apprit que Buonaparte en avait disposé, ainsi que d'une di-

brusque attaque de l'ennemi fut cause que le feld-maréchal ne put exécuter le mouvement concerté avec Blucher. Les anglais perdirent, dans cette action sanglante, quatre à cinq mille hommes, et les français trois mille. Les prussiens eurent à déplorer la perte du jeune duc de Brunswick, qui s'était extrêmement signalé dans les campagnes précédentes

Quoique le même jour, à neuf heures du matin, Blucher n'eût pu réunir que les trois quarts de son armée, qui s'élevaient à quatre-vingt mille hommes, il résolut d'accepter la bataille, afin de fournir à Wellington le temps nécessaire pour réunir ses forces. L'action commença à trois heures après midi, et dura jusqu'à neuf. Blucher n'ayant reçu aucun secours, et Buonaparte ayant forcé les positions de Ligny, le feld-maréchal fut obligé d'abandonner le champ de bataille, où il laissa quinze pièces de canon et quatorze mille hommes, les uns morts, les autres blessés (1). Lui-même courut

---

vision du deuxième corps, pour les diriger sur St.-Amand, et appuyer son aile gauche, fortement engagée contre les prussiens, et il ajoute qu'à neuf heures du soir seulement ce corps lui avait été renvoyé sans avoir été d'aucune utilité.

(1) Le rapport officiel parle de huit mille prisonniers. La vérité est qu'on n'en fit pas un seul, à l'exception des blessés qu'on trouva sur le champ de bataille.

On prétend que, dans la fureur qui les transportait, les

le plus grand danger. S'étant mis sur le soir à la tête d'un corps de cavalerie pour reprendre Ligny, son cheval fut tué sous lui. Deux fois les français le virent couché à terre, mais sans le reconnaître ; et ce fut, dit-on, la présence d'esprit de son aide-de-camp qui le sauva. Blucher se retira dans la nuit à Wavres, pour s'y réunir au corps de Bulow qu'il attendait.

L'aide-de-camp chargé d'apprendre à Wellington l'échec reçu par les prussiens, ayant été tué, le général anglais ne connut que le 17, à sept heures du matin, la position que Blucher avait prise. Jugeant qu'il ne tarderait pas à être attaqué lui-même, s'il demeurait dans celle où il se trouvait, il se replia par Genappe sur Waterloo, c'est-à-dire d'environ deux lieues, pour être à portée d'établir sa communication avec l'armée prussienne. Une colonne de près de dix mille hommes, sous le commandement du prince Frédéric, second fils du roi des Pays-Bas, fut détachée sur Hall, pour couvrir momentanément Bruxelles. Cependant il fallait opter entre sacrifier cette ville en prenant une position où l'on pût attendre les armées qui arrivaient sur le

---

combattans des deux nations, après s'être désarmés, luttaient corps à corps pour se terrasser. On dit même, ce qui paraît peu vraisemblable, que des blessés, tombés à côté les uns des autres, se sont entr'égorgés.

Rhin, ou livrer bataille avec des forces bien inférieures à ce qu'elles auraient été dans ce cas. Wellington prit le dernier parti, après avoir occupé la hauteur du Mont-Saint-Jean, et consulté Blucher, auquel il demanda s'il pouvait faire approcher deux corps pour le soutenir. Le général prussien répondit que, le 18, il marcherait avec toute son armée à son secours, par Chapelle-Saint-Lambert, lieu situé entre Wavres et Mont-Saint-Jean. En effet, dès le 17, l'armée prussienne se mit en mouvement. La tête de l'armée française arriva vers le soir de ce même jour à la ferme de la Belle-Alliance. Une pluie abondante qui tomba durant toute la journée, abîma tous les chemins.

Buonaparte avait détaché trente-quatre mille hommes, sous le commandement de Grouchy et de Vandamme, pour aller, par Gembloux, sur la droite de la Dyle, attaquer les prussiens à Wavres, et après les avoir battus, venir soutenir sa droite et décider ainsi la bataille qu'il se proposait de livrer à Wellington. Il ignorait que déjà trois corps de l'armée prussienne étaient près de lui en embuscade, et qu'il n'y avait plus à Wavres que le corps de Thielmann. Cette erreur causa sa perte (1).

(1) *Histoire abrégée des traités de paix, précis de la campagne de* 1815, tom. XI, pag. 423.

Le 18, au point du jour, l'armée française prit les armes. Buonaparte, qui avait paru craindre que les anglais ne s'échappassent pendant la nuit, fut enchanté de les retrouver au matin. Ne pouvant contenir la joie qu'il ressent, il s'écrie : « Je » les tiens donc! » Il presse aussitôt la marche des colonnes restées en arrière, et sans prendre aucune autre information, sans s'assurer si l'armée prussienne est bien contenue par le corps de Grouchy, il prend la résolution d'attaquer sur-le-champ.

L'armée française, qui, ce jour, consistait en quatre corps d'infanterie, y comprise la garde, et en trois corps de cavalerie, était forte d'environ soixante et dix mille combattans. Elle se trouva rassemblée, vers les dix heures, en avant de Planchenois, sur des hauteurs parallèles à celles qu'occupait l'armée anglaise. Celle-ci, dont la force paraît avoir été de près de quatre-vingt mille combattans, était postée sur les plateaux situés en avant de la forêt de Soignies, contre laquelle elle s'appuyait. Elle couvrait de la sorte les approches de Bruxelles, et était à cheval sur les routes de Nivelles et de Charleroi, un peu en avant du village de Mont-Saint-Jean, point où elles se réunissent pour pénétrer dans la forêt que nous venons de désigner et à l'entrée de laquelle se trouve le village de Waterloo, où le duc de

Wellington avait établi son quartier-général.

Tout l'espace compris entre le sommet du Mont-Saint-Jean, qui présente un plateau d'une assez vaste étendue, et la ferme de la Haie-Sainte, qui est au pied et un peu en avant de ce mont, était couvert d'infanterie, formant des masses serrées. C'était là le centre de l'armée anglaise, auquel la Haie-Sainte servait d'appui, en même temps qu'elle était en quelque sorte la clé de la position.

Le grand plateau du Mont-Saint-Jean, qui toutefois diminue considérablement de largeur le long de la forêt de Soignies, s'étendait des deux côtés. Toutes les hauteurs qui dominent la plaine et les deux routes, étaient garnies de troupes et d'un grand nombre de batteries. Elles masquaient entièrement le terrain situé entre elles et la forêt, terrain qui était occupé par de fortes réserves de cavalerie.

La droite des anglais était à cheval sur la chaussée de Nivelles, comme leur centre l'était sur celle de Charleroi. Elle s'étendait jusqu'au village de Merke-Braine, dans la direction de Braine-la-Leude, ayant devant elle la ferme et le château de Goumont, qu'environnait un bois coupé par des ravins, et qui se trouvant placés un peu à droite de la chaussée de Nivelles, étaient, pour cette aile, ce que la Haie-Sainte était pour le centre.

De fortes colonnes avaient été mises en échelons sur tout l'espace compris entre Goumont et le plateau.

La gauche, qui était couverte également par un ravin et par la ferme de Ter-la-Haie, se prolongeait obliquement vers Frischemont et s'étendait jusque derrière Smohain, où étaient les troupes brunswickoises.

Buonaparte attendait avec impatience que toutes ses forces fussent réunies. Retardées dans leur marche par les mauvais chemins, ses troupes arrivèrent enfin. A l'instant même, elles furent distribuées de façon à présenter un front parallèle à celui des anglais.

Le deuxième corps se forma sur les hauteurs, en avant d'un observatoire, situé en face et à peu de distance de Goumont. Ce corps, qui touchait par sa droite à la route de Bruxelles, et par sa gauche à celle de Nivelles, devait marcher contre la droite des anglais. Le premier corps, qui constituait le centre, s'appuyait, à gauche, sur le chemin de Bruxelles, et s'étendait jusque vis-à-vis de Ter-la-Haie. Le sixième corps terminait la ligne sur la droite. La garde était en réserve sur les hauteurs de Planchenois, et la cavalerie, répartie sur les divers points, garnissait plus particulièrement les deux ailes et surtout la droite.

Toutes ses positions prises, Buonaparte alla se

placer sur un mamelon situé à la droite de la route de Bruxelles, près de la ferme de la Belle-Alliance, point d'où il pouvait découvrir tous les mouvemens des deux armées. Il paraissait alors extrêmement agité. Le ciel était orageux ; et il tombait par intervalle des averses qui n'étaient pas de longue durée. Ce tems se soutint toute la journée.

L'ordre de commencer le feu fut donné sur les dix heures. La division de Jérôme Buonaparte, qui faisait partie du deuxième corps, se porta la première en avant. Elle attaqua avec vivacité la ferme de Goumont, dont les bâtimens avaient été percés de meurtrières. Des bataillons et des escadrons furent en même tems dirigés contre les masses postées derrière cette ferme, où elles envoyaient continuellement des renforts. L'action s'engagea bientôt sur la droite avec la même ardeur, et le centre s'avançant par degrés pour suivre le mouvement des deux ailes, le feu devint général. Après une heure d'un combat très-vif, les anglais parurent se replier, et l'armée française resserra ses approches. L'artillerie se porta en avant sur toute la ligne, et les colonnes la suivirent.

La ferme de Goumont opposant la plus forte résistance, Buonaparte, pour ne pas perdre des momens précieux, résolut, au bout de deux heures, de porter sur un autre point des coups plus décisifs. Une nombreuse colonne de cavalerie

passa de la gauche à la droite, et des forces considérables furent mises en mouvement pour attaquer la ferme de la Haie-Sainte en la tournant. Cette attaque ne tarda pas à s'effectuer. Une artillerie formidable faisait d'affreux ravages de l'un et de l'autre côté. Les français s'avancèrent avec une audace toujours croissante, et les anglais les reçurent avec le plus grand sang-froid.

Quoique la position du centre et de l'aile droite fût alors le théâtre principal de l'action, le feu était loin d'avoir diminué sur les autres points, et principalement vers la ferme de Goumont, où la lutte devenait, au contraire, toujours plus opiniâtre. Les français, sans être rebutés par les pertes énormes qu'ils essuyaient, revenaient sans cesse à la charge sur un terrain inégal et coupé, où, à chaque pas, ils étaient arrêtés par de nouvelles masses qui, cachées derrière les exhaussemens du sol, n'étaient aperçues que lorsqu'on les abordait. On se disputait le terrain pied à pied, et l'on ne cédait, de part et d'autre, qu'après avoir épuisé tous les moyens de résistance. Les moindres mamelons étaient souvent pris et repris plusieurs fois. Les charges de cavalerie se renouvelaient sans cesse, et le champ de bataille se jonchait de morts. Enfin on montrait de part et d'autre une égale furie, et la défense était tout aussi opiniâtre que l'attaque était impétueuse.

Dans cet état des choses, Buonaparte disposa tout pour faire marcher contre le Mont-Saint-Jean de fortes colonnes, la baïonnette en avant, tandis que la cavalerie des ailes chargerait les points qui paraissaient peu soutenus ; mais ce mouvement ne pouvait s'exécuter tant que les deux fermes qui couvraient les lignes de l'armée anglaise continueraient à tenir. En conséquence, on redoubla d'efforts pour s'en emparer : et les ennemis, après avoir épuisé toutes les ressources d'une défense dirigée avec habileté et soutenue avec courage, furent forcés d'abandonner la Haie-Sainte, à moitié démolie par les coups de canon qui l'avaient criblée.

Cependant la ferme de Goumont résistait toujours. Plusieurs fois les français pénétrèrent dans les vastes cours qui l'environnaient ; mais ils ne purent s'y établir. Dans l'impossibilité d'en débusquer autrement l'ennemi, ils y mirent le feu. L'incendie fit en peu de tems des progrès si rapides, que les anglais furent réduits à évacuer ce poste, en y laissant un assez grand nombre de blessés, qui périrent au milieu des flammes.

Les deux points d'appui de la ligne anglaise enlevés, l'armée française, bravant tous les obstacles avec la plus incroyable intrépidité, gagna sensiblement du terrain. On ne tarda pas à passer le ravin qui couvrait la gauche de l'ennemi, et ce

fut seulement alors que purent s'effectuer les grandes charges qui avaient été ordonnées, et dont l'objet était d'enfoncer le centre des anglais, pour pénétrer jusqu'au défilé de la forêt de Soignies. Une première colonne d'attaque s'avança vers le Mont-Saint-Jean, où le combat le plus épouvantable s'engagea. La cavalerie française s'élança en même tems vers les plateaux pour les enlever; mais elle fut à son tour assaillie par la cavalerie ennemie, qui sortit des sinuosités où elle était cachée. Des charges successives s'opèrent, et n'ont pour résultat qu'un horrible carnage. Trois fois la position est sur le point d'être forcée, et trois fois, après des prodiges de valeur, les français sont arrêtés. Jamais spectacle plus affreux ne frappa les yeux, que celui qu'offrirent ces assauts réitérés donnés par la cavalerie. Continuellement on voyait, de chaque côté, se détacher de nouvelles masses qui, tombant les unes sur les autres, cherchaient respectivement à s'écraser. Durant plus de trois heures, les divers corps de cavalerie française se firent anéantir de la sorte sans aucun fruit. Ce ne fut pas toutefois sans éprouver une perte énorme que les anglais repoussèrent ces trois assauts. Wellington se porta, à diverses reprises, au milieu du feu pour se montrer aux soldats et les rassurer par sa présence. Le prince d'Orange, qui se trouvait à l'aile droite,

fut blessé à la tête de ses troupes (1). Peu s'en fallut, dit-on, que les anglais ne fussent enfoncés. On prétend même que, durant un long espace de temps, le plus grand désordre régna sur les derrières, et qu'ils firent rétrograder leurs équipages, qui filèrent avec une extrême confusion sur la route de Bruxelles.

Il était près de sept heures du soir; Buonaparte, qui était toujours resté sur le plateau où il s'était placé au commencement de la bataille, contemplait le carnage d'un œil féroce. Loin de craindre de pousser à bout une armée dont la confiance en lui était sans bornes, il ne cessait d'envoyer des troupes fraîches, de donner l'ordre de charger à la baïonnette, ou d'enlever les positions. Plusieurs fois on lui annonça que les troupes paraissaient ébranlées. « En avant! répondit-il, en avant! »

---

(1) Ce jeune prince fut atteint, au bras gauche, d'une balle qui alla ensuite se loger dans l'épaule. Quelques instans auparavant, entraîné trop loin par son ardeur, il avait été enveloppé et pris par les français. Un bataillon, qui courut à son secours, parvint à le délivrer. Le prince détache alors la décoration de son ordre, et la jette au milieu du bataillon, en s'écriant : « Mes enfans, vous l'avez tous méritée ! » Elle fut aussitôt attachée au drapeau, aux cris répétés de *Vive le prince héréditaire!* Tous les soldats jurèrent de la défendre jusqu'à la mort, et, dans le jour même, plusieurs scellèrent ce serment de tout leur sang.

Un général lui fit demander comment il pourrait soustraire ses troupes à l'effet d'une batterie qui les foudroyait. « S'en emparer ! » dit-il, et il tourna le dos à l'aide-de-camp.

Cependant toutes les tentatives contre le centre de l'armée anglaise avaient échoué ; mais Buonaparte n'avait pas oublié son axiome favori, que la victoire appartient au plus opiniâtre. Sa garde n'avait pas encore donné, et il comptait sur elle pour arracher une victoire disputée si long-temps. Déjà même il s'apprêtait à la faire marcher, lorsque des décharges de tirailleurs se firent entendre à l'extrémité de la droite, et répandirent l'inquiétude dans toute l'armée. Le bruit que des colonnes prussiennes s'avançaient sur les derrières, circula de rang en rang. Des aides-de-camp vinrent successivement apporter cette nouvelle à Buonaparte. « Allez, leur dit-il, » vous avez peur. Approchez sans crainte des co- » lonnes qui débouchent, et vous verrez que ce » sont celles de Grouchy (1). » Mais il fallut se

(1) Selon la relation, celle du célèbre sir Walter Scott, qui a visité le champ de Waterloo, très-peu de tems après la bataille, et s'est entretenu avec plusieurs officiers de l'armée de Wellington, il n'était pas possible que Buonaparte prît les prussiens pour le corps d'armée de Grouchy ; mais il s'imaginait qu'à mettre la chose au pire, ce

rendre à l'évidence, lorsque les colonnes, qui se déployèrent à mesure qu'elles arrivèrent, assaillirent la droite des français. Le sixième corps, qui était à l'extrémité de la ligne, se forma en potence pour soutenir le choc, et recevoir ces nouveaux ennemis dont l'arrivée changea totalement l'état des choses.

Buonaparte, soit qu'il crût, soit qu'il ne crût pas au danger, parut ne penser qu'à poursuivre l'exécution de son premier plan. Tandis que le sixième corps s'oppose aux progrès des prussiens, il forme une quatrième colonne d'attaque, presque entièrement composée de sa garde, et il la dirige, au pas de charge, sur le Mont-Saint-Jean. Ces vieilles bandes s'ébranlent et s'avancent vers le plateau avec l'intrépidité qu'on pouvait attendre d'elles. Disposés par échelons, leurs bataillons se suivent de près, et présentent une formidable colonne, à la tête de laquelle marche la jeune garde, conduite par le maréchal Ney. La vieille la soutient, commandée par Buonaparte en personne. Cette élite se trouve bientôt en présence des carrés ennemis. Elle les aborde avec audace, et les charge

---

dernier général avait fait un mouvement correspondant à celui de Blücher, et était à portée de le secourir aussitôt que le général prussien l'aurait attaqué. *Lettres de Paul à sa famille*, tom. I, pag. 202.

à plusieurs reprises; mais partout elle rencontre un mur d'airain et de feu. Ces redoutables grenadiers veulent en vain serrer leurs rangs, éclaircis sans interruption par de nouveaux et inévitables coups. Frappés de toutes parts, ils hésitent, ils s'arrêtent et sont sur le point de plier. Le carnage est horrible; la surface peu étendue, qui sert de théâtre à cet affreux combat, se couvre de morts; et une foule de blessés, se retirant sur les derrières, font passer dans toutes les âmes l'abattement et la désolation.

Alors les masses ennemies, jusque-là immobiles, se portent à leur tour en avant. Soutenues par une cavalerie immense, elles fondent sur les français qui ne peuvent plus leur en opposer aucune, la leur étant anéantie. Les rangs se rompent, et ceux que la mort n'a pas atteints, refluent en désordre vers les premières positions, dans l'espoir de s'y rallier.

Ce mouvement offensif des anglais fut pour eux le signal de la victoire. Il s'effectua en même tems sur tout leur front, et partout ils trouvèrent les français hors d'état de repousser une attaque aussi vive qu'inattendue. Vainement les généraux qui possèdent le plus la confiance des soldats, s'efforcent-ils de les porter à se tenir du moins sur la défensive; vainement Buonaparte réunit-il, pour faire une dernière tentative, quelques bataillons

de la vieille et de la jeune garde, qui n'ont point encore donné, et les conduit-il lui-même à l'ennemi. Intimidée par tout ce qui se passe autour d'elle, et d'ailleurs écrasée par le nombre, cette faible réserve est bientôt culbutée, et entraîne dans sa fuite tout ce qui soutenait encore un combat désespéré.

Cependant les colonnes prussiennes, arrivées sur la droite, continuaient à s'avancer avec ardeur. Les troupes françaises qui se trouvaient sur ce point, retardaient, autant qu'elles le pouvaient, la marche des ennemis; mais elles perdaient insensiblement du terrain. Enfin, les prussiens étaient près de gagner la route, lorsqu'on vit la garde, repoussée, éparse et réduite à un petit nombre d'hommes, se retirer précipitamment. Il ne fut plus possible alors de contenir l'épouvante générale. L'armée en un instant se déborde comme un torrent. Les canonniers abandonnent leurs pièces; et l'artillerie, l'infanterie et la cavalerie, entièrement confondues, ne présentent plus qu'une masse informe qui se sauve à travers champs, et que rien ne peut arrêter.

L'ennemi, s'apercevant du bouleversement de l'armée française, détache sur-le-champ une nombreuse cavalerie pour la poursuivre. Les équipages de la maison de Buonaparte, arrêtés aux environs de la ferme où il avait logé, deviennent en grande

artie la proie des prussiens (1). Tous les canons ui avaient été mis en batterie et qui étaient restés

(1). Plusieurs papiers importans furent trouvés dans le orte-feuille de Buonaparte. Le plus remarquable de tous est la proclamation suivante, qu'il avait composée d'avance, omme s'il eût été sûr de la victoire.

Proclamation aux belges et aux habitans de la rive gauche du Rhin.

« Quelques succès éphémères de mes ennemis vous ont » détachés un moment de mon empire. Dans mon exil, sur » un rocher battu par la mer, j'ai entendu vos plaintes. Le » Dieu des armées a décidé du sort de vos belles provinces. » Napoléon est au milieu de vous; vous êtes dignes d'être » français. Levez-vous en masse; réunissez-vous à mes pha- » langes invincibles pour exterminer les débris de ces bar- » bares, vos ennemis et les miens. Ils fuient, la rage et le » désespoir dans le cœur.

» Au palais impérial de Lacken, le 19 juin 1815,

» *Signé* NAPOLÉON. »

Le même porte-feuille renfermait aussi, outre l'état détaillé des troupes françaises qui avaient combattu à Waterloo, un état de recette et de dépense, écrit de la propre main de Buonaparte. Voici cette pièce :

Premier quartier de la liste civile, non payé.

En 1814......................	6,250,000 fr.
Honoraires, comme membre de l'Institut......................	300.

sur le terrain où ils avaient manœuvré, tombèrent en même tems au pouvoir de l'ennemi. Enfin, en moins d'une demi-heure, tout le matériel disparut.

Les anglais et les prussiens ayant opéré complètement leur jonction, Wellington et Blücher se rencontrèrent à la ferme de la Belle-Alliance. Les deux généraux s'embrassèrent en présence des officiers de leur état-major, attendris jusqu'aux larmes. « Mes soldats, dit Wellington, ont soutenu, depuis dix heures du matin, un rude » combat; je voudrais les épargner, ce sont mes » enfans; ils ont fait des miracles. » Prenant la main du général anglais, Blücher répond qu'il va lui-même poursuivre les français, et commander jusqu'au dernier homme et au dernier cheval. La cavalerie prussienne, étant fraîche, se hâte de prendre le devant, et ne donne pas un instant de relâche aux fuyards, dont la foule, ainsi pressée,

---

A-compte de l'arriéré dû en 1815...	2,992,622. 64 c.
Le montant du trésor de la couronne, au premier juin 1815, était de.......	128,300,857.
Dettes à payer à la reine Hortense...	312,163.
Au prince Joseph................	1,000,000.
Au maire du Hâvre..............	100,000.
Payé au grand-aumônier..........	34,652.
Au maréchal Bertrand............	783,986.
Pour l'illumination du Champ-de-Mai..............................	83,000.

ranchit avec rapidité les deux lieues qui séparaient lu champ de bataille la ville de Genappe. On royait pouvoir y passer la nuit. Pour opposer queljues obstacles à l'ennemi, on s'empresse d'accumuler des voitures et de barricader l'entrée de la ue principale. Quelques pièces sont aussi mises n batterie ; des bivouacs s'établissent dans la ville et aux environs, et les soldats se répandent dans les maisons pour y chercher des vivres. A peine ces dispositions sont-elles faites, que l'ennemi se présente ; quelques coups de canon, tirés sur la cavalerie qui débouche, jettent partout l'épouvante ; le camp se lève, et la retraite, ou plutôt la déroute, recommence avec plus de confusion que jamais. Elle dura toute la nuit. A chaque instant la cavalerie prussienne atteignait les fuyards. La terreur était si grande parmi eux, que, sans songer à se défendre, des groupes nombreux de cavaliers et de fantassins, bien armés, se laissaient frapper par de misérables lanciers qu'ils auraient mis eux-mêmes en fuite, uniquement en faisant volte-face.

Le 19, à la pointe du jour, les tristes débris de l'armée française arrivèrent, partie à Charleroi, partie à Marchiennes, où ils s'empressèrent de repasser la Sambre. Cette armée, naguère si brillante, offrait un aspect d'autant plus affreux, qu'un grand nombre de blessés l'avaient suivie,

soit à pied, soit montés sur des chevaux de trait. Pâles, défaits, couverts de lambeaux ensanglantés, ils retraçaient vivement à la mémoire les scènes de carnage qui venaient de se passer.

Telle fut la bataille du Mont-Saint-Jean ou de Waterloo (1), l'une des plus meurtrières qui aient jamais été livrées. Vingt mille français y périrent, horriblement mutilés par la mitraille. Aussi rapporte-t-on que le champ de bataille était effroyable après l'action. Toutes les eaux étaient rougies par le sang qui avait coulé à grands flots. De toutes parts on voyait des membres épars, des corps sans tête, des têtes sans tronc, mais dont les traits exprimaient encore la rage et la férocité. D'autres têtes étaient percées de balles, et avaient été foulées aux pieds. La mort enfin se présentait sous mille formes. En une foule d'endroits, les charges de cavalerie avaient comme labouré la terre, et les pas des chevaux, profondément imprimés dans le sol, indiquaient les lieux où les rencontres avaient été le plus meurtrières.

Le nombre des prisonniers français (il n'y en

---

(1) Le nom de Mont-Saint-Jean a été donné à cette bataille par les français; le nom de Waterloo, par les anglais; et celui de la Belle-Alliance, par les allemands. Le second paraît avoir prévalu.

eut pas d'autres) s'éleva probablement à plus de dix mille. On prétendit cependant qu'il était peu considérable ; et, comme pour le persuader, on prêta au général Cambronne ce mot si fameux : « La garde meurt et ne se rend pas. » Peu de tems après, on apprit, non sans quelque surprise, que Cambronne, dont toutefois on ne peut contester l'extrême bravoure, était prisonnier en Angleterre. Quoique l'armée alliée eût l'avantage de la position, on évalua à vingt mille hommes le nombre de ses morts, parmi lesquels on compta plusieurs officiers de marque, et notamment sir Thomas Picton, qui s'était rendu fameux dans la guerre de la péninsule, et était connu par le surnom de *bras droit de Wellington* (1).

Buonaparte, à l'instant où les derniers bataillons de la garde furent culbutés, se jeta, dit-on, dans un verger attenant à la ferme de la Belle-

(1) Sir Thomas Picton était retiré du service, comblé de gloire, d'honneurs et de richesses, lorsque le duc de Wellington lui manda de se rendre près de lui, et que ce serait la dernière campagne qu'ils feraient ensemble. Il eut une sorte de pressentiment de sa mort, et fit son testament avant de partir, disant qu'il ne retournerait pas vivant en Angleterre. Il avait quitté Londres le 11 juin, et ses restes furent débarqués à Deale, le 25 du même mois.

Alliance. Il fut trouvé là par deux grenadiers qui le conduisirent à travers les partis prussiens répandus dans les campagnes, et occupés la plupart à piller les équipages. Buonaparte fut reconnu plusieurs fois par des soldats français qui disaient à voix basse : Voilà l'empereur. Il paraît qu'il passa une heure à Charleroi ; ensuite il gagna Philippeville, où il s'arrêta quatre heures, et fit expédier aux généraux Rapp, Lecourbe et Lamarque, l'ordre de s'avancer à marches forcées vers Paris. Il prit la poste pour se rendre à Laon, où il arriva le 20, après midi. Il y tint un conseil dans lequel on discuta le parti qu'il convenait de prendre. On prétend que Buonaparte voulait demeurer à Laon jusqu'à ce que l'armée fût ralliée, mais que la plupart des opinans, et notamment M. Maret, soutinrent qu'il fallait qu'il se rendît à Paris sans perdre de temps, avis auquel il se soumit, et que nous croyons avoir été réellement le sien (1). Il nous paraît très-probable qu'il voulait prévenir les intrigues qu'il avait lieu d'appréhender, et obtenir de nouvelles levées pour exécuter le plan de défense qu'il avait d'abord rejeté. S'il s'était proposé de rallier lui-même son armée, il ne se serait pas retiré jusqu'à Laon.

---

(1) N'avait-il pas, pour ainsi dire, apporté la nouvelle de la déroute de Moscou et du désastre de Leipsick ?

LIVRE XXIX.

1815.

Retour de Buonaparte à Paris. — Conseil qu'il tient à son arrivée. — La chambre des représentans se constitue en permanence et mande les ministres. — Imprudence de Lucien Buonaparte et vive sortie de M. de Lafayette. — Nomination d'une commission extraordinaire. — La chambre des pairs prend les mêmes mesures que la chambre des représentans. — Indignation de Buonaparte à la proposition qui lui est faite d'abdiquer. — Il s'y détermine cependant, et signe un acte d'abdication en faveur de son fils. — Débats violens à la chambre des pairs et fureur de Labédoyère. — Nomination d'une commission de gouvernement. — Ordre du jour adopté par la chambre des représentans, sur la proposition de proclamer empereur le fils de Buonaparte. — La chambre des pairs en fait autant. — Buonaparte se retire à Malmaison. — Il demande à se mettre à la tête des troupes françaises, pour combattre les alliés qui s'approchaient de Paris. — On le lui refuse. — Il part pour Rochefort. — Séjour qu'il fait dans cette ville. — Il hésite sur le parti qu'il doit prendre. — Il se rend à bord du vaisseau anglais le Bellérophon. — Lettre qu'il adresse au prince de Galles. — Le Bellérophon arrive à Torbay, puis va mouiller à une certaine distance de Plymouth. — On notifie à Buonaparte la résolution de le transporter à

l'île de Sainte-Hélène.—Protestation qu'il fait à ce sujet. —Il est transféré sur le Northumberland.—Traversée et arrivée à Sainte-Hélène.

C'ÉTAIT à condition que Buonaparte serait vainqueur dans la lutte que devait entraîner sa nouvelle usurpation, que la faction jacobine avait consenti à lui prêter son appui; et cette condition n'étant pas remplie, elle jugea que le pacte était dissous.

La joie qu'avait excité parmi les hommes de la révolution le succès obtenu à Ligny, était encore dans toute sa vivacité, lorsque l'arrivée subite de Napoléon au palais de l'Élysée, le 21 juin, à quatre heures du matin, fit pressentir qu'au lieu de poursuivre ses avantages, il venait d'éprouver un grand revers. Ses frères et ses confidens les plus dévoués étant accourus, remplis d'effroi, il leur fit un récit peu propre à les rassurer, et leur déclara que son intention était de réunir les deux chambres en séance impériale : « Je leur peindrai, dit-il, le » malheur de l'armée, je leur demanderai les » moyens de sauver la patrie, puis je repartirai. »

Le conseil des ministres ayant été promptement assemblé, Buonaparte fit lire, par M. Maret, le bulletin de la bataille de Waterloo, et dit : « Si » nos malheurs sont grands, je viens pour les ré-

» parer, pour imprimer à la nation, à l'armée, » un grand et noble dévouement. Si la nation se » lève, l'ennemi sera écrasé; si, au lieu de levées, » de mesures extraordinaires, on dispute, tout » est perdu! L'ennemi est en France; j'ai besoin » pour sauver la patrie d'être revêtu d'un grand » pouvoir, d'une dictature temporaire. Dans l'in» térêt de la patrie, je pourrais m'emparer de » ce pouvoir; mais il serait plus utile et plus na» tional qu'il me fût donné par les chambres. » Les ministres, qui connaissaient les dispositions des représentans, combattirent cette proposition. Buonaparte ayant repris la parole, dit qu'il croyait que la présence de l'ennemi sur le sol national rendrait aux députés le sentiment de leur devoir; que la nation les avait envoyés non pour renverser le trône impérial, mais pour le soutenir; qu'au surplus il ne les craignait pas, et que d'un seul mot il pouvait les faire *assommer*.

Quelle que fût la possibilité d'effectuer cette menace, la chambre des représentans, dans laquelle le parti jacobin dominait, ne se montra pas disposée à céder à la terreur. Ses membres ne furent pas plutôt instruits du retour de Napoléon, qu'ils se rassemblèrent; et sur la motion de M. de Lafayette, ils se déclarèrent en permanence, et mandèrent les ministres, comme avait coutume de faire l'assemblée dite constituante.

Buonaparte fut d'abord atterré par cet acte qu'il considéra comme une usurpation sur son autorité. « J'avais pensé, dit-il, à congédier ces gens-» là avant mon départ. » Il donna mission à Regnault de Saint-Jean-d'Angély, d'aller annoncer aux représentans que la défaite de l'armée n'était due qu'à des malveillans qui avaient causé une terreur panique; que les troupes se ralliaient; que l'intention du chef du gouvernement en accourant à Paris, était de se concerter avec les chambres, et qu'il s'occupait des mesures de salut public exigées par les circonstances. Le ministre de l'intérieur, Carnot, fut chargé de faire une semblable communication à la chambre des pairs.

Il fut impossible à Regnault de modérer l'impatience des représentans, qui persistèrent à exiger que les ministres se rendissent à la chambre. Buonaparte, qui d'abord le leur avait défendu, finit par les y autoriser ; mais n'ayant pas trouvé en eux toute l'ardeur qu'il aurait désirée, il leur adjoignit Lucien, en qualité de commissaire extraordinaire, mesure dont il n'eut pas lieu de s'applaudir.

Lucien remit un message qui contenait l'exposé succinct du revers essuyé au Mont-Saint-Jean, et portait qu'il était convenable que les deux chambres nommassent une commission de cinq membres,

pour se concerter avec les ministres sur les mesures de salut public et sur les moyens de traiter de la paix avec les alliés.

La lecture de cette pièce était à peine achevée, que les ministres furent interpellés de toutes parts. Le président, M. Lanjuinais, ayant rétabli le calme, le député Henri Lacoste démontra l'insuffisance de la mesure proposée par Napoléon; s'adressant ensuite au ministre des affaires étrangères, M. de Caulaincourt, qui depuis trois mois s'efforçait d'abuser la France: « Vous parlez de paix, lui dit-il; quel nouveau moyen avez-vous de communiquer avec les alliés? L'Europe a déclaré la guerre à Napoléon: le séparez-vous de la nation? Pour moi, je le déclare, je n'entends plus que la voix de la patrie en pleurs. Je ne vois plus qu'un homme entre nous et la paix. Au nom du salut public, dévoilez-nous vos ressources, ou montrez-nous toute la profondeur de l'abîme. Peut-être trouverons-nous dans notre courage les moyens de sauver notre patrie! » Les nombreux applaudissemens qui suivirent ce discours, prouvèrent que la chambre partageait les sentimens de l'orateur.

Lucien ayant repris la parole, représenta le mal moins grand qu'on ne le faisait, et comme pouvant être réparé. Interrompu par des murmu-

res, il invoque la générosité nationale, la foi due aux sermens; et il insiste pour qu'on évite le reproche de légèreté adressé si souvent aux français. L'indignation de l'assemblée éclate à ces mots. M. de Lafayette monte à la tribune et dit : « Il est bien étrange qu'on vienne accuser ici la nation française d'inconstance et de légèreté. » Et s'adressant à Lucien : « Nos enfans, poursuit-il, n'ont-ils pas suivi votre frère à travers les sables de l'Afrique et dans les déserts de la Russie, sur les rives du Danube, du Guadalquivir et du Tage? Leurs ossemens, qui blanchissent les plaines de toute l'Europe, sont des témoins authentiques de notre constance et de notre fidélité. Si nous avons quelque reproche à nous faire, c'est d'avoir montré trop de persévérance; c'est d'avoir sacrifié vainement trois millions de français. Allez dire à votre frère que la nation ne veut plus, ne peut plus avoir confiance en lui, et que nous entreprendrons nous-mêmes de sauver la patrie. »

M. de Lafayette, dont nous désirerions pouvoir approuver les motifs, fut secondé par divers orateurs. La chambre ordonna qu'une commission de cinq de ses membres se concerterait avec une commission de la chambre des pairs, pour arrêter les mesures qu'exigeaient les circonstances. Elle nomma pour ses commissaires, messieurs Lanjui-

nais, Grenier, Lafayette, Flaugergues et Dupont.

La chambre des pairs qui était presque entièrement composée de courtisans de Napoléon, fut loin de montrer la même ardeur pour sa ruine que la chambre des représentans. Toutefois, entraînée par les circonstances et par les discours de MM. de Pontécoulant et Boissy-d'Anglas, elle se déclara aussi en permanence et nomma une commission de salut public.

Instruit de ce qui s'était passé à la chambre des représentans, Napoléon sentit qu'il fallait ou la dissoudre ou abdiquer; mais espérant sans doute qu'il surviendrait quelque événement qu'il pourrait mettre à profit, il ne prit aucun parti.

L'irritation des esprits dans la chambre des représentans fut loin d'être calmée par les rapports que ses commissaires lui firent sur la conférence qu'ils avaient tenue avec la commission de la chambre des pairs et les ministres. Regnault de Saint-Jean-d'Angely, craignant qu'on ne prît une résolution violente, courut annoncer à Buonaparte qu'on allait peut-être prononcer sa déchéance, s'il n'abdiquait à l'instant même. Napoléon, indigné de la violence qu'on veut lui faire : « Puisqu'il en est ainsi, dit-il, je n'abdi» querai point. La chambre est composée de » jacobins, de cerveaux brûlés et d'ambitieux qui

» veulent des places et du désordre. J'aurais dû » les dénoncer à la nation et les chasser. » Il délibérait sur sa triste position, lorsque le général Solignac et quelques autres députés vinrent lui déclarer sans aucun ménagement, qu'il n'avait plus d'autre parti à prendre que de se soumettre à la décision des représentans. Joseph et Lucien furent également d'avis, dit-on, que toute résistance serait vaine. « Écrivez donc à ces messieurs, dit avec un sourire ironique Buonaparte à Fouché, de se tenir tranquilles ; ils seront satifaits. » Lucien prit alors la plume, et écrivit, sous la dictée de Napoléon, l'acte suivant :

Déclaration au peuple français.

« Français, au commencement de la guerre » pour l'indépendance nationale (qui l'avait compromise ?), je comptais sur la réunion de tous » les efforts, de toutes les volontés et le concours » de toutes les autorités nationales. J'étais fondé » à en espérer le succès, et j'avais bravé toutes » les déclarations des puissances contre moi. Les » circonstances paraissent changées. Je m'offre » en sacrifice à la haine des ennemis de la France : » puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, » et n'en avoir jamais voulu qu'à ma personne !

» Ma vie politique est terminée, et je proclame
» mon fils, sous le nom de Napoléon II, empereur
» des Français. Les ministres actuels formeront
» provisoirement le conseil de gouvernement.
» L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à
» inviter les chambres à organiser promptement
» la régence par une loi. Unissez-vous tous pour
» le salut public et pour rester une nation indé-
» pendante.

» Donné au palais de l'Élysée, le 22 juin 1815.

» *Signé* NAPOLÉON. »

Les représentans, après avoir arraché cet acte à Buonaparte, arrêtèrent, comme par une sorte de dérision, qu'une députation solennelle irait lui exprimer « le respect et la reconnaissance avec lesquels la chambre acceptait le noble sacrifice qu'il avait fait à l'indépendance et au bonheur de la nation. »

La députation, comme elle devait s'y attendre, fut reçue froidement. Buonaparte dit aux députés : « Je vous remercie des sentimens que vous m'ex-
» primez. Je désire que mon abdication puissse
» faire le bonheur de la France; mais je ne l'es-
» père pas. Elle laisse l'état sans chef, sans exis-
» tence politique. Le temps perdu à renverser la

» monarchie aurait pu être employé à mettre la
» France en état d'écraser l'ennemi (1), (et l'en-
» nemi pénétrait en France de toutes parts). Je
» recommande à la chambre de renforcer promp-
» tement les armées : qui veut la paix doit se
» préparer à la guerre. Ne mettez pas cette grande
» nation à la merci des étrangers (2). Craignez
» d'être déçus dans vos espérances. C'est là qu'est
» le danger! Dans quelque position que je me
» trouve, je serai toujours bien, si la France est
» heureuse. Je lui recommande mon fils; j'espère
» qu'elle n'oubliera pas que je n'ai abdiqué que
» pour lui. J'ai fait aussi ce grand sacrifice pour
» le bien de la nation. Ce n'est qu'avec ma dy-
» nastie qu'elle peut espérer d'être libre, heureuse
» et indépendante (3). »

L'acte d'abdication fut présenté par Carnot à la chambre des pairs, et renvoyé par elle à la commission qui avait été nommée la veille. Ce

---

(1) Comment Buonaparte osait-il parler d'écraser plus de treize cent mille hommes mis en mouvement contre lui?

(2) Elle y était dès lors ; et n'était-ce pas lui, Buonaparte, qui l'y avait mise ?

(3) Les événemens ont pleinement démenti cette ridicule assertion.

ministre donna ensuite communication d'une lettre de deux officiers, datée de Rocroi, et du 20 juin, lettre qui contenait des nouvelles rassurantes, que le maréchal Ney démentit formellement. « L'ennemi est à Nivelles avec quatre-vingt mille hommes, dit-il...... Dans cinq ou six jours il peut être à Paris. Il n'y a plus d'autre moyen de salut public que de faire des propositions aux alliés. »

Lorsque le débat élevé sur cet incident fut terminé, on suspendit la séance; mais bientôt elle fut reprise pour entendre la lecture de deux messages de la chambre des représentans, qui annonçaient qu'elle avait résolu de nommer une commission de gouvernement, et que la guerre était déclarée nationale. Les pairs donnèrent leur adhésion à l'une et à l'autre proposition. A neuf heures du soir, on reçut un troisième message dont l'objet était de faire part de la nomination de Fouché et Carnot, comme membres du nouveau gouvernement.

La chambre des représentans avait accepté l'abdication de Buonaparte, sans faire aucune mention de la clause qu'elle renfermait. Lucien craignant que la chambre des pairs n'en fît autant, y courut, et montant à la tribune, il dit : « L'empereur Napoléon a abdiqué en faveur de son fils; politiquement *l'empereur est mort : vive l'empe-*

reur! » Puis il conclut à ce que les chambres prêtent d'enthousiasme serment à Napoléon II; enfin il pousse l'impudence jusqu'au point d'en donner l'exemple. M. de Pontécoulant lui demande alors de quel droit il vient proposer un souverain à la nation française. « Le prince de Canino est-il français? poursuit l'orateur; il n'a de titre réel que celui de prince romain. » M. de Pontécoulant représente ensuite que la délibération est le premier acte par lequel une assemblée doit procéder, et il déclare qu'il ne reconnaîtra jamais pour son souverain un enfant qui ne réside point en France. Lucien répondit qu'il était français, du moins par les sentimens, ce dont il faudrait d'autres preuves que celles qu'il en a données. Raisonnant ensuite selon le droit établi par l'usurpation, si elle pouvait en fonder un, il dit : « Nous sommes tous ici par les constitutions de l'empire, ainsi notre serment à Napoléon II ne doit pas être l'objet d'une délibération, mais d'une déclaration qui ne saurait être trop prompte pour empêcher la guerre civile. » M. Boissy-d'Anglas, indigné de tant d'audace, s'écrie : « On nous menace de la guerre civile! N'est-ce pas assez de la guerre étrangère qu'on nous a amenée? Je m'oppose à ce qu'on préjuge rien à la question, à ce qu'on nous enlève ainsi une résolution. »

Cette vive opposition excite la rage d'un jeune homme qui, pour son malheur, avait uni son sort à celui de Buonaparte. C'est nommer Labédoyère, qui, s'étant levé avec précipitation, prononça un discours où il ne dévoila pas moins le trouble de son ame que son attachement à la cause de l'usurpateur. « L'empereur a abdiqué en faveur de Napoléon II, dit-il ; je regarde son abdication comme nulle, si on ne proclame à l'instant Napoléon II, son successeur. Eh ! qui s'oppose à cette résolution généreuse ? ces hommes qui toujours ont été aux pieds du souverain, tant qu'il fut heureux et triomphant. Ces hommes qui se sont éloignés de lui dans son malheur, veulent repousser aussi Napoléon II ; ils sont déjà pressés de recevoir la loi de l'étranger. Napoléon a abdiqué pour son fils, poursuit l'orateur en délire ; si l'on refuse de reconnaître le prince impérial, je le déclare, Napoléon doit encore tirer l'épée ; il doit encore verser du sang...... Malheur à ces vils généraux (1) qui méditent peut-être de nouvelles trahisons ! Je demande qu'ils soient traduits devant les chambres, qu'ils soient jugés et punis de manière

(1) Il n'est pas douteux que ce ne fût Ney que Labédoyère avait en vue.

à effrayer ceux qui voudront déserter nos drapeaux; que leur nom soit livré à l'infamie; que leur famille soit proscrite; que leur maison soit rasée; que jamais leur famille ne puisse mettre le pied sur le territoire français. Nous ne voulons point de traîtres parmi nous. » Qu'était donc Labédoyère? et le nom de traître devait-il jamais sortir de sa bouche?

« Napoléon, en abdiquant sa puissance pour sauver la patrie, poursuivit-il, a fait ce qu'il doit à lui-même, mais non ce qu'il doit à la nation, car la nation n'est pas digne de lui. » Si la nation avait besoin de justification, elle ne pourrait en trouver de plus complète que cette injure. « N'est-ce pas elle qui, pour la seconde fois, le force à l'abdication, elle qui a juré de le défendre dans les revers. » La nation n'avait rien promis à Napoléon. « Je sais, poursuivit Labédoyère, dont la voix retentissante couvrait les murmures de l'assemblée, je sais que les amis du patriotisme paraissent étrangers dans cette enceinte, où, depuis dix ans, il ne s'est fait entendre que des voix basses. » A l'ordre! A l'ordre! s'écrie-t-on de toutes parts. L'assemblée entière se lève, révoltée d'un tel emportement. Les vociférations de Labédoyère n'en redoublèrent pas moins. Ses mots entrecoupés, son regard, ses gestes étaient effrayans. A

l'ordre ! A l'ordre ! lui crie-t-on de nouveau. Il veut poursuivre ; mais l'indignation est à son comble, et le force à mettre fin à cette scène scandaleuse.

La discussion fut continuée, mais avec calme. MM. de Ségur, Rœderer, de Flahaut et Maret, demandèrent que Napoléon II fût proclamé. M. Decrès fit cesser les débats en disant avec véhémence : « Est-ce le moment de s'occuper des personnes ? Avant tout la patrie ! elle est en danger ; ne perdons pas un moment pour prendre les mesures que son salut exige ! » La proposition de Lucien fut ajournée.

Un message des représentans ayant annoncé qu'ils avaient nommé le général Grenier, membre de la commission de gouvernement, les pairs se décidèrent à élire au scrutin les deux membres qui, selon la résolution, étaient à leur nomination. La pluralité des voix se réunit en faveur de MM. de Caulaincourt et Quinette.

Dans la nuit même du 22, les partisans de l'empereur déchu se concertèrent pour tenter un dernier effort. Le lendemain on doubla les postes de la garde nationale, à laquelle on adjoignit des fédérés. Des piquets de cavalerie furent placés sur le pont Louis XVI, et les casernes voisines du palais Bourbon, où siégeaient les représentans, étaient remplies de soldats qui continuellement faisaient

retentir l'air du cri de *vive l'empereur!* C'était là le prélude d'une séance des plus animées. Lorsqu'elle fut ouverte, le député Bérenger demanda que les membres de la commission de gouvernement fussent responsables collectivement. Cette proposition avait évidemment pour objet de porter chacun d'eux à surveiller Fouché qui, à juste titre, excitait la défiance de la faction buonapartiste. M. Dupin proposa que ces mêmes membres prêtassent serment d'obéissance aux loix, et de fidélité à la nation. Le ministre d'état, Defermon, trouvant un tel serment trop vague : « N'avons-nous pas, dit-il, un empereur dans Napoléon II? » Plusieurs voix s'écrient : — « Oui! oui! L'abdication de Napoléon Ier., poursuit l'orateur, appelle à lui succéder celui qui, dans l'ordre constitutionnel, est considéré comme son héritier. Est-il dans les convenances du moment de laisser voir la plus légère hésitation? Qu'elle cesse à l'instant, et l'on n'ira plus persuader à la garde nationale de Paris que vous attendez Louis XVIII. » Pour prouver le contraire, un grand nombre de membres se lèvent en criant *vive l'empereur! vive Napoléon II!* On demande qu'il soit proclamé à l'instant même, et de nouvelles acclamations se font entendre. M. Bérenger, reparaissant à la tribune, dit qu'une question de cette importance ne

doit pas être décidée par un mouvement d'enthousiasme, puis il revient à sa proposition de responsabilité. Il assure qu'il n'en partage pas moins l'opinion de M. Defermon, et que c'est par cette raison qu'il veut que les membres de la commission de gouvernement soient responsables. Enfin, comme s'il n'en avait pas dit assez pour se faire comprendre, il ajoute : « Si ces hommes étaient inviolables, en supposant que l'un d'eux vînt à trahir ses devoirs, vous n'auriez aucun moyen de le faire punir. » Boulay, dit de la Meurthe, soutient la proposition de M. Defermon. « Il existe, dit-il, une faction qui voudrait persuader que nous avons déclaré le trône vacant, dans l'espérance de le voir remplir bientôt par les Bourbons. — Non! non! Jamais! » s'écrient plusieurs membres. « Je veux aller plus loin, poursuit Boulay; je veux mettre le doigt sur la plaie. Il existe encore une faction d'Orléans. Elle a entraîné quelques patriotes peu intelligens, qui n'ont pas l'esprit de voir que le duc d'Orléans n'accepterait la couronne que pour la résigner à Louis XVIII. » M. Pénières témoigne le désir qu'on écoute tous ceux qui voudront parler pour ou contre la proposition, et qu'ensuite elle soit examinée dans les bureaux. « On n'y renvoie pas la constitution! » s'écrient plusieurs membres. Un homme dont le nom se rattache à l'épo-

que la plus douloureuse de la révolution, M. Garat, demande que le fils de Napoléon soit réclamé près des puissances étrangères. M. Pénières renouvelle encore sa proposition. Regnault de Saint-Jean-d'Angély s'écrie : « On demande l'ajournement jusqu'à ce que Wellington soit à nos portes. » Mouton-Duvernet dit que les armées ennemies marchent contre Paris, et que pour leur opposer des armées, il faut proclamer Napoléon II. M. Malleville n'en demande pas moins l'ajournement, et Regnault lui répond en renouvelant la proposition de faire prêter serment de fidélité à Napoléon II, par la commission de gouvernement. « Hier et avant-hier, nous avons délibéré avec calme, quoique le danger nous parût plus grand, plus imminent qu'aujourd'hui, dit M. Dupin; c'est que nous étions venus sans dessein formé !..... Pourquoi Napoléon a-t-il abdiqué ?..... parce que nous avons reconnu et qu'il a reconnu lui-même qu'il ne peut plus sauver la France : s'il le pouvait, nous serions les plus insensés des hommes d'abandonner les rênes de l'état aux mains d'un enfant.

» Je demande si Napoléon II pourra faire ce qui a été impossible à Napoléon Ier. ?..... On vous a proposé de demander l'enfant et son auguste mère. A-t-on prévu les conséquences d'un refus ? »

Plusieurs orateurs parlent ensuite dans le même sens ; mais sans aucun succès. Il était réservé à M. Manuel de déterminer l'assemblée. L'orateur dit qu'il fallait un point fixe auquel l'opinion pût se rallier, et que par cela seul qu'on l'avait mis en question, Napoléon II devait être reconnu. M. Manuel donna cependant à entendre qu'on le détrônerait à son tour, si le salut public l'exigeait. Il s'opposa en conséquence à ce qu'aucun membre de la famille de Buonaparte fût appelé à la régence, et il fit la proposition suivante, qui fut adoptée :

« L'assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que Napoléon II se trouve proclamé empereur des Français, par le fait de l'abdication de Napoléon Ier. et la force des constitutions de l'empire.

» Les deux chambres déclarent qu'elles ont entendu, par l'établissement d'un gouvernement provisoire, procurer à la nation la garantie dont elle a besoin pour sa liberté et son repos, dans les circonstances extraordinaires où elle se trouve. »

Cette résolution, qui ne faisait qu'éluder la question, fut, à l'instant même, portée à la chambre des pairs qui, subjuguée par la force des circonstances, l'approuva presque sans discussion.

Le premier soin de la commission de gouvernement, qui s'installa le 23 juin, et dont Fouché fut nommé président, fut de charger cinq pléni-

potentiaires, qui furent MM. de Lafayette, Laforêt, de Pontécoulant, d'Argenson et Sébastiani, d'aller solliciter la paix au quartier-général des monarques alliés. Il leur fut répondu que ces monarques considéraient comme condition préalable que Buonaparte fût remis entre leurs mains. La négociation en demeura là.

Cependant l'empereur déchu était toujours au palais de l'Élysée, autour duquel se rassemblait une foule tumultueuse et soldée, qui, soit qu'elle le vît, soit qu'elle ne le vît pas, le saluait de ses violentes acclamations. Comme il y avait à craindre quelque sédition en sa faveur, on le pria de s'éloigner. Il se rendit, le 24, à Malmaison où il avait tenu naguère une cour si brillante. Il y fut reçu par les enfans de Joséphine, que la mort avait enlevée peu de tems après la première abdication de l'ingrat qui l'avait abandonnée. Buonaparte retourna le soir même à Paris; mais il en repartit le lendemain pour ne plus y rentrer. Revenu à Malmaison, il conçut, dit-on, l'idée de se rendre en Angleterre, et de s'y mettre sous la protection des lois. On lui conseilla de choisir de preférence, les États-Unis; et le minisre de la marine, M. Decrès, le pressa de partir pour le Hâvre, et de s'y embarquer sur un navire américain, prêt à mettre à la voile; mais Buonaparte changea brusquement de dessein, dans l'espoir

sans doute de profiter, pour se ressaisir du pouvoir, des événemens que tout annonçait. La commission de gouvernement, persuadée que sa présence serait un obstacle aux négociations qu'elle tentait d'entamer avec les puissances alliées, lui fit insinuer qu'il fallait qu'il prît un parti. Alors il déclara qu'il était prêt à se rendre avec sa famille aux États-Unis, et qu'il s'embarquerait aussitôt qu'on aurait mis deux frégates à sa disposition. M. Decrès fut autorisé à faire armer deux bâtimens de cette sorte, et M. Bignon, qui avait le portefeuille des affaires étrangères, reçut l'ordre de demander au duc de Wellington les passe-ports et sauf-conduits nécessaires. Il fut en même tems résolu de mettre Buonaparte sous la garde du général Becker qui se rendit à Malmaison, pour veiller, portait l'arrêté, à la conservation de l'empereur Napoléon et au respect qui lui était dû, et empêcher les malveillans de se servir de son nom pour occasioner des troubles.

Cependant Grouchy, que Buonaparte et ses adhérens, pour entretenir l'idée de son infaillibilité, ont accusé d'avoir causé la perte de la bataille de Waterloo, en mettant trop de lenteur dans le mouvement qui lui avait été prescrit, avait effectué sa retraite par Namur, Dinant, Givet, Laon et Soissons, et ramené intact son corps d'armée, auquel s'étaient successivement ralliés les débris

de la Grande-Armée. Soixante mille hommes, auxquels on réunit environ dix-sept mille fédérés, se trouvèrent alors sous les murs de Paris. C'était là le sujet d'une grande tentation pour Buonaparte, et il est presque inconcevable qu'il n'y ait pas succombé. Dans cet état de choses, le ministre de la marine vint lui annoncer que les ennemis approchaient, qu'on le dispensait d'attendre le sauf-conduit et qu'on désirait qu'il s'éloignât incognito. Il y consentit d'abord; mais après avoir réfléchi quelque tems, il fit appeler le général Becker. « L'ennemi est à Compiègne, à Senlis, » lui dit-il; il faut être insensé ou traître à la » patrie, pour douter de la mauvaise foi de l'é- » tranger (en quoi consistait-elle?). Ces gens là » n'entendent rien à leur affaire. » Le général fit un mouvement de tête que Buonaparte interpréta pour acquiescement, et il continua ainsi: « Tout est perdu, n'est-ce pas? Dans ce cas, » qu'on me fasse général; je commanderai l'ar- » mée; je vais en faire la demande. » Puis prenant un ton d'autorité. « Général, dit-il, vous » porterez ma lettre; partez de suite; expli- » quez-leur que mon intention n'est pas de ressai- » sir le pouvoir; je veux battre l'ennemi, l'écraser, » le forcer par la victoire à donner un cours » favorable aux négociations; ce grand point ob- » tenu, je me mettrai en chemin. Allez, général;

» je compte sur vous, vous ne me quitterez plus. » Le général partit sur-le-champ (1). « Est-ce qu'il se moque de nous? » dit Fouché, après avoir lu la lettre de Buonaparte. Quant à Carnot, il ouvrit l'avis que Napoléon fût remis à la tête de l'armée. Fouché lui répondit que le caractère de l'empereur déchu ne permettait pas qu'on eût la moindre confiance en ses promesses, et que d'ailleurs son rappel détruirait tout espoir de négociations avec les alliés. Ces observations déterminèrent la commission, qui répondit à Buonaparte que les engagemens qu'on avait contractés ne laissaient pas la faculté d'accepter son offre; et Carnot fut envoyé à Malmaison, pour le conjurer de ne pas attirer les plus grandes calamités sur la France et sur lui. Buonaparte, lorsqu'il eut reçu la réponse de la commission, réponse que le général Becker s'empressa de lui porter, envoya son aide-de-camp, M. de Flahaut, à Paris, pour faire toutes les dispositions relatives à son départ (2). Ayant appris que Blu-

(1) Aussitôt après le départ de ce général, Buonaparte fit seller ses chevaux de bataille; et durant trois heures consécutives, les gens de sa maison crurent qu'il allait se rendre à l'armée.

(2) On rapporte que M. de Flahaut fut mal reçu du prince d'Eckmuhl, ministre de la guerre, qui en le voyant, lui

cher, donc les colonnes se portaient alors sur Saint-Germain, se proposait de l'enlever à Malmaison, il prit quelques mesures pour se mettre à l'abri d'une surprise; mais les généraux français, dont les troupes étaient placées dans cette direction, le firent assurer qu'ils veilleraient à sa sûreté. Dans cette conjoncture, on reçut une lettre par laquelle Wellington déclarait qu'il n'avait aucune autorisation pour faire une réponse quelconque à la demande d'un passe-port ou sauf-conduit pour Buonaparte. Le ministre de la marine et M. Boulay de la Meurthe, furent envoyés immédiatement (le 29, à trois heures et demie du matin,) pour lui communiquer cette réponse, et lui notifier qu'il eût à partir sur-le-champ. Toutefois les préparatifs ne furent achevés qu'à cinq heures du

---

dit : « Votre Buonaparte ne veut pas partir ?...... S'il espère que nous le reprendrons, il se trompe; nous n'en voulons plus. Déclarez-lui de ma part qu'il faut qu'il s'en aille, et que s'il ne part pas à l'instant, je le ferai arrêter, que je l'arrêterai moi-même. » En apprenant cette réception, Buonaparte fut tenté, dit-on, d'aller se mettre à la tête de l'armée, malgré le gouvernement provisoire; mais il céda aux représentations de M. Maret : « Vous avez raison, lui » dit Napoléon; je ne dois pas prendre sur moi la responsa- » bilité d'un si grand événement; je dois attendre que la » voix du peuple, des soldats et des chambres me rappelle. » *Mémoires de F.*

soir. Buonaparte alors monta en voiture, sous la garde du général Becker et accompagné de plusieurs de ses officiers. Il se rendit par Rambouillet, Poitiers et Niort, à Rochefort, où il arriva le 3 juillet. Il fut logé à l'hôtel de la préfecture maritime; et les cinq jours qu'il y passa, furent employés à chercher les moyens d'échapper à la flotte anglaise qui bloquait ce port. Le 8, il s'embarqua dans un canot et se rendit à bord de *la Saale*. Il débarqua le lendemain à l'île d'Aix, et en visita les fortifications comme s'il avait eu le projet de s'y défendre. Le 10, les vents étaient favorables et invitaient à prendre le large; mais la croisière anglaise et le clair de lune ne lui laissaient aucun espoir de s'échapper. Buonaparte envoya le même jour, à bord du vaisseau *le Bellérophon*, MM. Savary et Las-Casas, demander s'il pourrait sortir, avec pavillon parlementaire, sur les deux frégates *la Méduse* et *la Saale;* on répondit qu'elles seraient attaquées : s'il pourrait passer sur un vaisseau neutre (1); on déclara que le vaisseau serait visité et peut-être conduit dans un port anglais. Le 11, arriva Joseph Buonaparte qui avait été témoin de la dissolution des chambres et de la rentrée du roi

(1) Un français qui commandait un vaisseau danois, avait proposé à Buonaparte de le transporter aux États-Unis.

à Paris. Il paraît qu'à cette nouvelle, qui ne lui laissait plus aucune espérance du côté de terre, Napoléon fut tenté de se jeter dans un chasse-marée. Le 12, il descendit de nouveau, avec sa suite et ses bagages, sur l'île d'Aix. Dans la nuit du 13 au 14, il se rendit à bord du brick *l'Épervier*. Le 14, il envoya M. de Las-Casas et le général Lallemand vers le *Bellérophon*, pour en prier le capitaine, M. Maitland, de le recevoir à son bord. Cet officier y consentit ; mais il déclara positivement qu'il n'avait pas la faculté d'accorder des conditions d'aucune espèce, et que tout ce qu'il pouvait faire, était de transporter Buonaparte et sa suite en Angleterre, où ils seraient reçus de la manière que le prince régent jugerait convenable (1). N'ayant plus d'autre ressource, Buonaparte se soumit à ces conditions ; et le 15 au matin, l'*Épervier* fit voile en parlementaire vers le *Bellérophon*. L'état de la mer ne lui permettant pas de s'en approcher rapidement, les embarcations anglaises vinrent à sa rencontre, et reçurent Napoléon et sa suite. « Le sort des armes m'amène chez » mon plus cruel ennemi, dit Buonaparte, en ar- » rivant sur le *Bellérophon*; mais je compte sur sa

(1) *Dépêche du capitaine Maitland aux lords de l'amirauté.*

» loyauté. » Après ces paroles, et sans doute pour se montrer supérieur à tous les événemens, il questionna l'état-major sur la force et l'armement du vaisseau, et il en examina toutes les batteries.

Ce même jour, une corvette de la station fit voile pour l'Angleterre, où elle porta la nouvelle de la prochaine arrivée de Buonaparte, qui s'annonça personnellement par la lettre suivante, adressée au prince régent : (1)

« ALTESSE ROYALE,

» En butte aux factions qui divisent mon pays
» et à l'inimitié des plus grandes puissances de
» l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et
» je viens, comme Thémistocle, m'asseoir sur
» les foyers du peuple britannique. Je me mets
» sous la protection de ses lois, que je réclame
» de votre altesse royale, comme le plus puis-
» sant, le plus constant et le plus généreux de
» mes ennemis.

» *Signé* NAPOLÉON. »

Le *Bellérophon*, qui, le 16 juillet, appareilla de la rade des Basques, entra, le 23 ou le 24, à

(1) Le général Gourgaud en était porteur; mais ni lui ni la lettre ne furent reçus.

Torbay. Le capitaine Maitland, à son arrivée, demanda, par la voie du télégraphe, les ordres du gouvernement. On lui répondit d'empêcher toute communication avec la côte, de s'en éloigner de trois lieues, et d'attendre les nouveaux ordres qui lui seraient transmis.

La nouvelle de l'arrivée de Buonaparte sur la côte d'Angleterre, fut publique à Londres le 25. Jamais le peuple anglais n'avait joui d'un tel triomphe : il voyait en sa puissance l'homme qui s'était montré son ennemi le plus redoutable. Napoléon dut se féliciter du changement que les siècles ont apporté dans les mœurs des nations ; il eût, dans l'ancienne Rome, subi le sort de Jugurtha ; comme ce roi numide, il eût suivi le char de son vainqueur, et la faim eût terminé ses jours dans le fond d'un cachot. Mais si les anglais furent privés de cette odieuse jouissance, ils cherchèrent à s'en dédommager en se portant de toutes parts vers la côte, pour tenter d'apercevoir le trop célèbre passager. L'empressement fut tel, qu'un grand nombre de personnes qui s'étaient entassées sur de frêles embarcations, furent submergées et périrent victimes de leur curiosité. Pour prévenir de nouveaux malheurs, le gouvernement envoya l'ordre au *Bellérophon* de se porter vers Plymouth, et d'y mouiller aussi à trois lieues de la côte.

Cependant Buonaparte, en attendant qu'on ût décidé de son sort, se tenait habituellement ur le pont du vaisseau. Tantôt il observait avec ne lorgnette les côtes ou le mouvement des naires; tantôt il se promenait à pas précipités, les nains derrière le dos et se parlant à lui-même. Quelque désagréable qu'elle dût être pour lui, il e faisait donner lecture des journaux anglais et rançais : les uns ne le ménageaient pas plus que es autres. Ce furent les journaux anglais qui l'instruisirent de la résolution prise par le gouvernement britannique de le faire tranférer, comme prisonnier, à Sainte-Hélène. Le lendemain, 31 juillet, cette détermination lui fut notifiée officiellement par le major général Bunbury et par lord Keith, amiral de la flotte du canal. Après avoir entendu la lecture de l'ordre, et avoir médité quelque tems, il s'exprima à peu près en ces termes :

« J'offre au prince régent la plus belle page de » son histoire. . . .

» Je ne suis point un Hercule, mais on ne » pourra me faire sortir vivant du *Bellerophon*.

» J'avais l'intention de m'établir en Angleterre; » je désirais une résidence à trente lieues de la » mer. Qu'on me donne un commissaire. Je veux » me faire naturaliser ici. Je sais qu'il faut plusieurs » années de résidence pour y parvenir; mais je

» prouverai par ma conduite que je suis digne de » devenir anglais, et alors je donnerai *peut-être* » ma parole de ne plus me mêler des affaires po» litiques.

» Si les anglais ne veulent pas me recevoir, » j'irai chez mon beau-père ou chez Alexandre.

» L'Angleterre pourrait tout au plus me traiter » comme prisonnier de guerre, puisque le dra» peau tricolore flottait encore à Bordeaux, à » Nîmes, etc., lorsque je me suis rendu.

» Je ne consentirai jamais à passer à l'île de » Sainte-Hélène, parce que le climat m'en est » contraire, et que j'ai l'habitude, pour ma santé, » de faire vingt lieues par jour.

» S'y l'on me force d'y passer, je périrai avant » trois mois, et alors l'Angleterre sera responsa» ble de cet assassinat.

» J'aurais pu faire en France une guerre de » partisan, puisque avec six cents hommes j'ai » *détrônisé* le roi de France, qui avait une armée » de trois cent mille hommes. »

Ce discours n'ayant produit aucun effet, Napoléon remit aux commissaires, le 4 du mois d'août, un écrit ainsi conçu :

« Je proteste solennellement, *à la face du ciel* » *et des hommes*, contre la violation de mes » droits les plus sacrés, puisque l'on dispose par

» la force de ma personne et de ma liberté. Je me
» suis rendu librement à bord du *Bellérophon* (1);
» je ne suis point prisonnier, je suis l'hôte de
» l'Angleterre, comme Thémistocle celui du grand
» roi.

» Une fois placé à bord du *Bellérophon, je suis*
» *sur le foyer* du peuple anglais. Si le gouverne-
» ment, en donnant l'ordre au capitaine de me
» recevoir avec toute ma suite, n'a voulu que me
» tendre un piége, il a forfait à l'honneur et souillé
» son pavillon.

» Si cet acte doit être consommé, ce sera en
» vain que les anglais parleront encore à l'Europe
» de leur justice, de leurs lois et de leur liberté.
» L'hospitalité violée sur le *Bellérophon* compro-
» mettra à jamais la foi anglaise.

» J'en appelle donc à l'histoire. Elle dira qu'un
» ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple
» anglais, est venu librement dans son malheur
» chercher un asile sous les lois de ce peuple.
» Quelle preuve plus éclatante aurait-il pu donner
» de son estime et de sa confiance? Mais com-
» ment les anglais y ont-ils répondu? Ils ont
» tendu une main hospitalière à cet ennemi; et

(1) Nous venons de rapporter à quelle condition il y a été reçu.

» lorsque dans sa bonne foi il s'est livré lui-même,
» ils l'ont sacrifié.

» A bord du *Bellérophon*, en mer, le 4 août
» 1815.

» *Signé* NAPOLÉON. »

Deux jours avant la remise de cette inutile protestation, les quatre grandes puissances alliées avaient conclu à Paris une convention parlaquelle Napoléon Buonaparte devait être considéré comme leur prisonnier. La garde en fut spécialement confiée au gouvernement britannique, auquel on abandonna le choix du lieu et les mesures de sûreté nécessaires. Les trois autres cours devaient nommer des commissaires qui résideraient au lieu que ce même gouvernement aurait désigné pour le séjour de Napoléon, et, qui, sans être chargés de la responsabilité de sa garde, s'assureraient de sa présence. Le roi de France était invité d'y envoyer également un commissaire.

Le *Bellérophon* et le *Tonnant* appareillèrent de la rade de Plymouth, le 4 août. En même tems le 53e. régiment fut embarqué sur le *Northumberland*, vaisseau de 74, qui reçut l'ordre de se diriger vers Torbay, et d'arborer le pavillon de l'amiral sir George Cockburn, nommé comman-

dant du cap de Bonne-Espérance. Le 6, en approchant de la baie où il se rendait, il aperçut deux vaisseaux de guerre qui venaient à lui. C'étaient le *Bellérophon*, qui portait Buonaparte, et le *Tonnant*, qui était monté par lord Keith. Quelques heures après, le *Northumberland* les héla et demanda Buonaparte, qui, depuis plusieurs jours, n'était pas sorti de sa cabane. Les trois vaisseaux jetèrent l'ancre en avant de Torbay.

Bertrand se rendit à bord du *Tonnant*, où il dîna avec lord Keith et sir George Cockburn, qui lui fit part de ses instructions. Il se récria fort contre la résolution d'envoyer l'*Empereur* à Sainte-Hélène, lorsque son désir et son attente étaient de vivre tranquillement en Angleterre. Après le dîner, lord Keith, sir Georges Cockburn et Bertrand se rendirent à bord du *Bellérophon*. Avant leur arrivée, les armes de Buonaparte avaient été enlevées, non sans de nombreuses objections de la part des officiers français. Ceux qui ne devaient pas suivre Napoléon furent mis à bord de la frégate l'*Eurotas*, séparation qui parut leur être fort sensible à tous. Buonaparte prit congé de chacun d'eux. Savary et Lallemand, qui ne faisaient point partie de ceux qu'on transféra sur l'*Eurotas*, furent laissés sur le *Bellérophon*. Ils

craignaient vivement l'un et l'autre qu'on ne les jetât sur les côtes de France.

Lorsque lord Keith et sir George Cockburn montèrent sur le vaisseau, Buonaparte était sur le pont pour les recevoir. Après les saluts d'usage, le lord lui annonça qu'il devait être transféré du *Bellérophon* sur le *Northumberland*. Napoléon protesta de nouveau, et avec véhémence, contre cette disposition. « Je ne m'attendais pas à cela ! » s'écria-t-il. Je ne conçois pas qu'on puisse faire » d'objection raisonnable contre ma résidence » paisible en Angleterre pour le reste de ma » vie. »

Sir George Cockburn lui dit pour toute réponse : « A quelle heure, général, viendrai-je demain » matin, et pourrai-je vous recevoir à bord du » *Northumberland?* » Buonaparte, un peu surpris du titre de général, que probablement on lui donnait pour la première fois depuis sa chute, répondit : « A dix heures. » Sir George lui demanda ensuite s'il avait besoin de quelque chose avant de se mettre en mer: Bertrand répondit : « Vingt jeux de cartes, un trictrac et un jeu de domino. » Ainsi Buonaparte allait passer le tems à de frivoles amusemens, tandis que les hommes qui avaient favorisé son invasion étaient devant leurs juges ou en fuite, et que le sol de la

France, dont il s'était prétendu le libérateur, était foulé par cinq cent mille soldats (1) accourus de toutes les parties de l'Europe pour l'expulser une seconde fois !

Napoléon ayant exprimé le désir d'avoir un nouvel entretien avec lord Keith, sa seigneurie le refusa. « Cet entretien ne pourrait vous être » d'aucune utilité, lui répondit-elle ; mes pouvoirs » ne laissent rien à ma discrétion ; » et elle ajouta ces mots terribles, cet arrêt du destin même : « Désormais votre sort ne peut plus changer. »

Un officier qui était près de Buonaparte, lui dit : « Si vous étiez resté à Rochefort une heure de » plus, vous auriez été pris et envoyé à Paris. » Napoléon regarda l'officier d'un œil fixe et ne répondit pas un mot. Pour témoigner sans doute que l'observation ne l'avait pas ému, il fit à sir George Cockburn plusieurs questions sur Sainte-Hélène. « Y a-t-il de la chasse au courre ou au » tir? Où dois-je demeurer? » Puis, tout-à-coup, il changea de conversation, et se répandit, contre le gouvernement anglais, en injures auxquelles per-

(1) Il n'en est entré que ce nombre durant la seconde invasion, quoique les alliés, ainsi que nous l'avons dit, en eussent près de quatorze cent mille sur pied.

sonne ne répondit. Il aurait fort désiré d'aller à terre. On ne sait si c'était dans l'espoir de jouir du bénéfice de *l'habeas corpus;* mais les prisonniers de guerre n'ont pas le droit de le réclamer. Buonaparte témoigna aussi beaucoup de mécontentement de ce qu'on ne le traitait que de général. « Vous m'avez, dit-il, envoyé des ambassadeurs » comme à un souverain. Vous m'avez reconnu » premier consul. » Il paraît qu'on ne répondit rien non plus à cette observation. Après avoir rappelé à Buonaparte que la chaloupe du *Tonnant* viendrait le prendre le lendemain à dix heures du matin, lord Keith et sir George Cockburn se retirèrent.

Ce jour (7 août), sir George alla de bonne heure à bord du *Bellérophon* pour faire l'inspection du bagage du prisonnier, qui consistait en deux services de vaisselle plate, dont plusieurs articles en or, en une superbe toilette en argent, et en différens meubles de prix (1). Le tout fut transporté sur le *Northumberland*. A onze heures et demie, lord Keith se rendit sur ce vaisseau pour recevoir Buonaparte et ceux qui devaient l'accompagner.

---

(1) Buonaparte devait avoir aussi beaucoup d'argent; il

Avant de se séparer du capitaine Maitland et des autres officiers du *Bellérophon*, Napoléon leur adressa plusieurs fois la parole, et lorsqu'il fut dans la chaloupe, il les salua. Les personnes de sa suite qui entrèrent dans cette embarcation;

---

avait tiré du trésor de la liste civile plus de douze millions, fait qui est prouvé par le reçu suivant :

M. le baron Peyrusse, mon trésorier, j'ai reçu :

1°. Trois millions en or, que vous m'avez remis, ci.	3,000,000 fr.
2°. En traites des adjudicataires des coupes de bois et forêts de la couronne, à échéances diverses.	710,830
3°. En délégations et déclarations admissibles en paiement du prix des bois de l'état. .	8,680,622
	12,391,452 fr.

Le trésor de la couronne en demeure déchargé.

Paris, 21 juin 1815.

Signé NAPOLÉON.

Une lettre de M. Peyrusse à M. de la Bouillerie, constate que ce fut à *huit heures du soir*, à l'instant même où l'abdication de Napoléon était provoquée à la chambre dite des représentans, qu'eut lieu cette soustraction. (Voyez le procès des traites de la liste civile et les journaux du 3 mai 1816.)

On sait que Buonaparte à l'instant de son départ, remit en dépôt à M. Lafitte, cinq millions, qui peut-être faisaient partie des sommes ci-dessus spécifiées.

furent M. et Mme. Bertrand et leurs trois enfans, M. et Mme. de Montholon et un enfant, le comte de Las-Cases et son fils, le maréchal-de-camp Gourgaud, neuf domestiques mâles, trois femmes et le chirurgien du *Bellérophon*, M. O'Méara, en remplacement de M. Maingault, qui ne voulut pas aller à Sainte-Hélène (1).

A midi, tout fut prêt sur le *Northumberland* pour recevoir Buonaparte. Une garde marine était à la poupe du vaisseau, avec ordre de lui présenter les armes, et le tambour devait battre trois roulemens, salut ordinaire pour un officier-général au service de S. M. britannique. Le pont était couvert d'officiers. Il s'y trouvait aussi plusieurs personnes de haut rang, venues pour jouir d'un spectacle si extraordinaire. Un silence universel régna à l'instant où la chaloupe aborda le *Northumberland*. Ce même homme qui avait vu sous ses lois le plus bel empire de l'univers, qui avait bouleversé, réduit ou anéanti un grand nombre d'états, qui avait distribué des couronnes et dominé sur tout le continent européen, ce foudre de guerre qui avait remporté d'innombrables victoi-

(1) Buonaparte avait amené de France quarante domestiques, dont plus de moitié furent renvoyés à bord de l'*Eurotas*.

res, allait, vaincu et prisonnier, monter sur le vaisseau prêt à le transporter dans une île lointaine, tombeau d'où jamais il ne devait sortir. Aucun événement plus mémorable n'avait, sans doute, frappé les yeux, depuis le jour où César, maître du monde, était tombé, percé de coups, au pied de la statue de Pompée.

Le général Bertrand, remplissant toujours les fonctions de grand maréchal du palais, parut le premier sur le vaisseau. Après s'être incliné, il se rangea pour faire place à Buonaparte, qui monta lentement l'échelle et qui, arrivé sur le gaillard, se découvrit la tête, tandis que les gardes présentaient les armes et que le tambour battait. Les officiers du *Northumberland*, le chapeau à la main, s'avancèrent ensuite. Buonaparte les salua avec politesse. Il dit à un officier : « Dans quel corps » servez-vous ? » L'officier répondit : « Dans l'ar- » tillerie. » Buonaparte reprit sur-le-champ : « Je » sors de ce service-là moi-même. » Après avoir pris congé des officiers du *Bellérophon*, qui l'avaient suivi, il se rendit dans l'arrière-cabane où étaient alors réunis lord Keith, sir George Cockburn, etc. Lord Keith prit congé de Buonaparte dans l'après-midi.

Le 11 août, le *Northumberland* mit à la voile pour Sainte-Hélène. Buonaparte passa la soirée sur le gaillard, et la musique du 53e. régiment

lui joua des airs. Il demanda lui-même le *God save the king* (1) et le *Rule Britannia* (2). Par intervalle il causait avec les officiers.

La navigation n'eut rien d'extraordinaire. Buonaparte la passa à dormir, à manger et à jouer. Ses repas étaient silencieux. Cependant il adressait quelquefois la parole à sir George.

Le 23 septembre, on passa la ligne. Tous les passagers, à l'exception des dames et de Buonaparte, furent amenés devant le Neptune des matelots; mais ils ne furent point inondés d'eau de mer, comme le furent les officiers anglais.

Le 15 octobre, on toucha l'île de Ste.-Hélène, que de toutes parts entourent de noirs rochers d'une hauteur prodigieuse, qui lui donnent l'aspect d'une forteresse immense, sortie du sein des flots.

---

(1) Que Dieu conserve le roi!

(2) Domine, Grande-Bretagne!

LIVRE XXX.

ET DERNIER.

1815.—1821.

Notice sur Sainte-Hélène.—Débarquement de Buonaparte. —Logement provisoire qu'il occupe.—Son établissement à Longwood.—Précautions qui furent prises pour empêcher son évasion.—Ses occupations, et mésintelligence dans laquelle il vivait avec le gouverneur.—Sa mort et ses funérailles.—Considérations generales.

L'ILE de Sainte-Hélène est située dans l'Océan atlantique austral, par les 8° 50′ de longitude occidentale du méridien de Paris, et les 15° 55′ de latitude méridionale. Elle se trouve à quatre cent vingt lieues marines (1) du cap des Palmes, à trois cent vingt du cap Negro, et à cinq cent quatre-vingts du cap de Bonne-Espérance. A l'exception de la petite île déserte de l'Ascension, qui est située dans la même mer, et dont l'éloigne-

(1) De vingt au degré.

ment est de deux cent quarante lieues, ces caps sont les terres les plus voisines de Sainte-Hélène.

Cette île est plus longue que large et a environ huit lieues de circonférence. A une certaine distance, elle n'offre aux regards du navigateur que l'aspect d'un rocher escarpé, aride et nu ; mais, en approchant davantage, on aperçoit les montagnes de l'intérieur, dont les contours sont plus arrondis, et dont une riche verdure tapisse les sommets, qui semblent monter jusqu'aux cieux. Bientôt l'aspect change une seconde fois. Les cimes verdoyantes sont de nouveau cachées par les rochers menaçans qui s'élèvent de huit cents à quatorze cents pieds de hauteur, et semblent prêts à s'écrouler dans la mer. Mais aussitôt qu'on a doublé la pointe occidentale, la vue se repose agréablement sur James's-Town, ville bâtie dans un étroit vallon, et située sur la côte nord-ouest et sous le vent de l'île.

Sainte-Hélène est divisée en deux parties inégales par une chaîne de montagnes qui se dirige de l'est à l'ouest, et de laquelle partent des chaînes latérales qui s'étendent en diverses directions. Le pic de Diane, qui se trouve à l'extrémité orientale de la grande chaîne, a deux mille quatre cent soixante-seize pieds de hauteur. C'est le point le plus élevé de l'île. Du haut de ce mont la vue plonge sur un horison immense, et la

transparence de l'air est telle, qu'on peut de là distinguer les vaisseaux à près de trente lieues de distance.

Le climat de Sainte-Hélène passait jusqu'à ces derniers tems pour être des plus sains; mais les compagnons de l'exil de Buonaparte prétendent le contraire. C'est ce que nous ne sommes pas à portée de décider; mais il paraît que la grande élévation du lieu où fut fixée la résidence de Napoléon, l'expose à de fréquens brouillards, à des vents très-violens et à une grande raréfaction de l'air. A James's-Town, en été, le thermomètre ne s'élève guère au-dessus de vingt degrés; et en hiver, il se soutient à dix (1). Les pluies n'ont pas la régularité qu'elles ont ordinairement entre les tropiques; et c'est dans le mois de février qu'elles tombent avec le plus d'abondance. L'île est sujette à de longues sécheresses. Celle qui commença en 1790, a duré trois ans.

Le débarquement de Buonaparte eut lieu le 16 octobre à huit heures du soir. Il fut logé dans une des maisons les plus apparentes de James's-Town; mais il s'y trouva trop exposé aux regards des

(1) Le docteur O'Méara prétend qu'il y a une différence de dix degrés entre la température de Longwood et celle de James's-Town.

curieux. Accompagné de l'amiral sir George Cockburn et du général Bertrand, il alla, le lendemain, visiter Longwood, maison de campagne du vice-gouverneur, qui est située sur un plateau élevé de près de mille six cent soixante pieds au-dessus du niveau de la mer, et contenant de quatorze à quinze mille acres de terre, pour la plus grande partie plantés de gommiers. Il paraît que l'habitation plut d'abord à Napoléon; mais comme la maison ne consistait qu'en un rez-de-chaussée, composé de cinq chambres, il était nécessaire d'y faire des augmentations qui ne pouvaient être terminées qu'après un espace de plusieurs semaines. En allant à cette résidence, Buonaparte remarqua l'agréable situation d'une maison, dite les *Briars* (les roncès), qui appartenait à un habitant de l'île, M Balcombe, et de laquelle dépendait un petit pavillon qui ne se composait que d'une salle au rez-de-chaussée et de deux pièces au-dessus. Napoléon résolut de s'y établir provisoirement. Il en occupa le rez-de-chaussée; MM. de Las Cases père et fils furent logés dans une des pièces supérieures; et le premier valet de chambre et quelques domestiques le furent dans l'autre. Les autres personnes de la suite de Buonaparte demeurèrent à James's-Town.

Longwood fut, le 9 décembre, en état de recevoir ses nouveaux habitans, et Napoléon s'y

rendit le lendemain. Les pièces destinées à son usage particulier consistaient en une antichambre, un salon, une salle à manger, ouvrant d'un côté sur une bibliothèque, et de l'autre sur un cabinet de travail, à la suite duquel était la chambre à coucher. Ce n'était pas là les palais que Buonaparte avait habités depuis vingt ans; mais ce n'était pas non plus la tour du Temple, le donjon de Vincennes, ni les cachots de la Conciergerie!

M. et Me. Bertrand occupaient une petite maison appelée *Hut's-Gate*, et située à environ trois quarts de lieues de Longwood, dont ils se rapprochèrent plus tard.

Les plus grandes précautions furent prises pour prévenir l'évasion du prisonnier, qui, toutefois, pouvait parcourir une espace de douze milles de circonférence sans être accompagné d'un officier anglais. Deux régimens étaient campés, l'un à l'extrémité de cet espace, à environ un mille de Longwood, et l'autre vis-à-vis de Hut's-Gate. On ne pouvait, sans une permission du gouverneur, entrer chez le général Bertrand, dont le *laissez-passer* était nécessaire pour pénétrer dans l'enceinte de Longwood, enceinte sur les limites de laquelle furent établis un cordon de sentinelles et des piquets. A neuf heures du soir, ils se rapprochaient et étaient mis en communication

les uns avec les autres. La maison était alors entourée de telle sorte, qu'on ne pouvait entrer ni sortir sans être vu. Deux factionnaires étaient placés en face de la principale entrée, et des patrouilles se croisaient sans cesse. Après neuf heures Buonaparte ne pouvait sortir qu'accompagné d'un officier d'état-major, et personne ne pénétrait dans la maison sans avoir le mot d'ordre. Cela durait jusqu'au matin. Enfin, l'officier d'ordonnance avait ordre de s'assurer, deux fois par jour, de la présence du prisonnier.

Quant à la défense extérieure, tous les points par lesquels on aurait pu aborder étaient garnis de piquets, et des sentinelles étaient placées sur chaque sentier qui conduisait à la mer. Deux vaisseaux de guerre croisaient sans cesse, l'un au vent, et l'autre sous le vent de l'île, dont les postes élevés leur faisaient des signaux dès qu'on apercevait un navire. Tous les bâtimens, excepté les vaisseaux de guerre anglais, étaient accompagnés par un croiseur qui ne les quittait que lorsqu'il leur avait été permis de jeter l'ancre. Aucun navire étranger ne pouvait aborder, à moins que ce ne fût en cas de grande détresse; même alors personne ne débarquait, et l'on envoyait à bord un détachement de troupes pour surveiller l'équipage. Tous les bateaux pêcheurs étaient comptés et amarrés au rivage le soir au coucher du soleil,

après lequel il ne pouvait sortir que les bateaux de garde des vaisseaux de guerre, qui tournaient autour de l'île durant la nuit.

Il paraît que Buonaparte, dans son exil, employa la plus grande partie du tems (1) à lire et à

(1) Voici selon M. O'Méara, la manière dont Buonaparte vivait à Sainte-Hélène.

« L'heure du lever de Napoléon, dit-il, n'était pas régulière. Elle dépendait du repos dont il avait joui pendant la nuit. Généralement il dormait peu. » (M. de Las Cases nous dit cependant que Buonaparte dormait à volonté, quels que fussent l'heure et le lieu. Peut-être cela ne doit-il s'entendre que du tems où il était en parfaite santé.)

« Souvent il se levait à trois ou quatre heures. Il lisait alors ou écrivait jusqu'à six ou sept; et lorsque le tems était beau, il sortait quelquefois à cheval, suivi d'un de ses généraux, ou il se recouchait pour une heure ou deux. Lorsqu'il était au lit, il ne pouvait dormir à moins qu'il ne fût dans l'obscurité la plus profonde. Il déjeûnait tantôt en particulier, tantôt dans la salle à manger avec tout le monde, et toujours à la fourchette. Après le déjeûner, il dictait ordinairement plusieurs heures consécutives à quelqu'un de sa suite; et sur les trois heures il admettait les personnes qu'il avait consenti de recevoir. Entre quatre et cinq heures, lorsque le tems le permettait, il montait à cheval ou en voiture, et se promenait une heure ou deux avec toutes les personnes de sa suite. A son retour, il dictait ou lisait jusqu'à huit heures, ou faisait une partie d'échecs. Alors on servait le dîner, qui rarement durait plus de vingt minutes ou d'une demi-

dicter ses mémoires à MM. de Las Cases, Montholon et Gourgaud, occupation à laquelle il commença à se livrer durant la traversée. Tous les passagers qui touchaient Sainte-Hélène s'empressaient de le visiter; mais auparavant il fallait se soumettre à la formalité de lui faire demander son agrément par le général Bertrand, comme grand maréchal de son palais. D'après ce motif, il se montra d'abord disposé à ne pas recevoir lord Amherst, à son retour de la Chine, où il s'était rendu en qualité d'ambassadeur de S. M. B. Il

---

heure. Il mangeait avec appétit et très-vite, et il ne paraissait pas avoir de goût pour les mets fortement épicés ou recherchés. Ce qu'il préférait était un gigot de mouton rôti.» (M. O'Méara dit qu'il l'a vu souvent en consommer toute la partie brune.) « Il aimait aussi beaucoup les cotelettes de mouton. Rarement buvait-il plus d'une demi-bouteille de vin à son dîner, encore le mouillait-il beaucoup. Après dîner, lorsque les domestiques étaient retirés et qu'il ne recevait point de visite, il jouait quelquefois aux échecs ou au whist; mais le plus ordinairement il s'entretenait avec ses convives, ou envoyait chercher un volume de Corneille ou de quelque autre auteur estimé, et lisait haut pendant une heure. Ordinairement il se retirait à dix ou onze heures, et se mettait aussitôt au lit. Lorsqu'il déjeûnait ou dînait seul, il envoyait chercher quelqu'un pour s'entretenir avec lui. Il ne faisait par jour que deux repas, et à la fin de l'un et de l'autre, il ne prenait qu'une très-petite tasse de café.»

paraît qu'il y eut un arrangement. Le général Bertrand ayant fait visite au lord, lui dit que Napoléon était malade, mais qu'aussitôt qu'il serait mieux il recevrait S. S., ce qu'il fit.

Buonaparte avait surtout insisté pour que l'ambassadeur ne fût pas présenté par le gouverneur sir Hudson Lowe, avec lequel le prisonnier et ses compagnons vécurent dans la plus grande mésintelligence. Napoléon voulant toujours être traité d'empereur, et sir Hudson ne pouvant lui donner que le titre de général, sous lequel il était désigné par la convention qui en avait remis la garde au gouvernement britannique, il en résulta naturellement de la défiance, de l'aigreur et de grands désagrémens pour Buonaparte (1) et pour ses compagnons, dont plusieurs lui furent enlevés. Le principal d'entre eux fut M. de Las Cases qui, au mépris du réglement auquel les habitans de Longwood étaient soumis (2), avait remis, à un

(1) Il paraît qu'il eut quelquefois la pensée de s'ôter la vie, ou qu'il en parla du moins. En commettant ce crime il se serait mis en contradiction avec lui-même; car il l'avait condamné fortement dans un ordre du jour du 12 mai 1802, au sujet d'un grenadier de sa garde qui s'était tué par un désespoir d'amour.

(2) Toute la correspondance devait passer par le canal du gouverneur. Voyez le n°. III des *Pièces justificatives* jointes au présent volume.

domestique que le gouverneur l'avait forcé de renvoyer et qui se proposait de passer en Angleterre, une lettre écrite sur de la soie. Son départ eut lieu le 29 décembre 1816.

Le docteur O'Méara qui, avons-nous dit, avait consenti à suivre, en qualité de médecin, Napoléon à Sainte-Hélène, ayant aussi encouru la disgrâce de sir Hudson, et par suite celle du gouvernement britannique, reçut sa démission le 25 juillet 1818, après une résidence de plus de trois ans dans l'île. Cette perte, qui dut être sensible pour Buonaparte, dont la santé était déjà fort altérée, fut réparée par l'arrivée du docteur Antomarchi, qui lui fut envoyé par sa famille, et vint accompagné d'un aumônier.

Manquant de détails authentiques sur les trois dernières années de la vie de Napoléon, qui, très-probablement, se seront écoulées comme les premières de sa captivité, nous nous bornerons à transcrire ici la lettre par laquelle sir Hudson Lowe manda au ministre de la guerre, lord Bathurst, que le trop célèbre prisonnier avait cessé de vivre.

« Milord,

» Il est de mon devoir d'annoncer à V. S. que Napoléon Buonaparte est mort à environ six heures moins dix minutes

du soir, le 5 mai courant 1821 (1). Il a été soigné, dès le commencement, c'est-à-dire depuis le 17 mars jusqu'au 31, par son propre médecin, le docteur Antomarchi seul; et depuis le 1er. avril jusqu'au 5 mai, il a reçu journellement les visites du docteur Arnott, du 20e. régiment de S. M., conjointement avec le professeur Antomarchi. Le docteur Shortt, médecin en chef, et le docteur Mitchell, premier médecin des forces navales de station, dont on avait offert les services, ainsi que ceux des autres médecins de l'île, ont été appelés en consultation par le docteur Antomarchi, le 3 mai; mais on ne les a pas invités à voir le malade. Le docteur Arnott était près de lui au moment de la mort. Le capitaine Crokat et les docteurs Shortt et Mitchell le virent immédiatement après. Le docteur Arnott resta près du corps pendant la nuit.

---

(1) Buonaparte, en mourant, était donc âgé de cinquante et un ans, huit mois et vingt jours, si, comme le portaient les almanachs impériaux, il était né le 15 août 1769; ou de cinquante-trois ans et trois mois, s'il a pris naissance le 5 février 1768, comme l'indique l'acte de célébration de son mariage, acte qui est inscrit sur les registres de l'état civil du deuxième arrondissement de Paris, et à la date du 19 (et non du 18) ventôse an IV (9 mars 1796). La question devrait être décidée clairement par l'acte de naissance de Buonaparte. Conformément à la loi, ce dernier acte était déposé aux archives de la mairie; mais il paraît en avoir été retiré par ordre de Napoléon à l'époque où il se disposait à s'emparer du trône. Non-seulement la tradition s'en est conservée dans les bureaux, mais le chef de celui de l'état civil (M. Duclos, qui est mort en 1813), ne pouvant s'exprimer plus librement, a écrit sur une des pièces de la liasse de Buonaparte : « Son acte de naissance lui a été remis, ne pouvant, à l'instant de sa demande, lui en délivrer copie. »

Ces renseignemens sont dus à un littérateur connu par plusieurs ouvrages, M. Eckard, qui a eu l'extrême complaisance de nous communiquer le résultat de ses recherches à ce sujet.

» Ce matin (6 mai), à environ sept heures, accompagné du contre-amiral Lambert, commandant en chef de la station, du marquis de Montchenu, commissaire de S. M. le roi de France, et chargé des mêmes fonctions de la part de S. M. l'empereur d'Autriche, du brigadier-général Coffin, commandant en second des troupes; de Thomas Broke et de Thomas Greentrel, membres du conseil du gouvernement de l'île, et des capitaines Brownt, Hudry et Marval, de la marine royale, je me suis rendu à Longwood. Après avoir vu la personne de Napoléon Buonaparte qui avait la figure découverte, nous nous sommes retirés. Ensuite, avec le consentement des personnes qui avaient composé la maison de Buonaparte, on a permis aux officiers de terre et de mer qui le désiraient, aux officiers et employés civils de l'honorable compagnie des Indes orientales, et à plusieurs autres habitans de l'île, d'entrer dans la chambre où était le défunt et de le considérer (1). »

Sir Hudson Lowe annonçait ensuite que le corps avait été ouvert, le 6, à deux heures après-midi, en présence du général Bertrand et du comte de Montholon. Il résulte du rapport d'ouverture (2), qu'ainsi que son père, Buonaparte est

---

(1) Le corps de Buonaparte était étendu sur le lit de camp qui l'avait toujours suivi dans ses campagnes. On l'avait revêtu de l'uniforme de dragons à paremens rouges, qu'il portait habituellement ; et il était couvert d'un manteau de drap bleu brodé d'argent, qu'il avait, dit-on, à la bataille de Marengo. Un crucifix d'argent était posé sur sa poitrine, et son aumônier récitait des prières auprès du lit.

(2) Voyez le n°. IV des *Pièces justificatives*. On rapporte

mort d'une affection cancéreuse à l'estomac, et non d'une maladie du foie, maladie qui, toutefois, est endémique à Sainte-Hélène. La décomposition s'annonçant déjà, le corps ne fut point embaumé, et on s'empressa de le déposer dans un premier cercueil qui était de plomb, et qui fut renfermé dans deux autres cercueils, l'un de chêne, et l'autre de bois d'acajou. L'inhumation eut lieu le 9 mai. Le corps fut placé dans une voiture attelée de quatre chevaux, et derrière laquelle deux domestiques conduisaient un cheval de main. Elle était précédée de l'aumônier, accompagné du fils du général Bertrand. Ce même général et le comte de Montholon tenaient les coins du poële. Les domestiques marchaient de chaque côté et en arrière du corbillard. Venaient ensuite le marquis de Montchenu, l'amiral, le gouverneur et divers officiers généraux, et, dans des voitures découvertes, madame Bertrand et lady Lowe, chacune avec leur fille, et toutes quatre en grand deuil.

Trois mille hommes, qui lui rendirent les honneurs militaires, reçurent le corps à la sortie de Longwood et le suivirent jusqu'au caveau où il fut

---

que l'inspection du corps fit reconnaître trois blessures légères que Buonaparte avait reçues, la première à la tête, la seconde au genou, et la troisième à la cheville du pied.

descendu par vingt-quatre grenadiers. Le cœur et l'estomac, contenus chacun dans une coupe d'argent remplie d'esprit-de-vin, y furent également déposés (1). Enfin, l'aumônier ayant achevé les obsèques, le caveau fut muré sur-le-champ, et, nous l'espérons, pour jamais (2).

L'ensemble des faits dont se compose cette histoire nous semble suffire pour donner une juste idée du caractère de Buonaparte (3), il est donc

---

(1) Selon les instructions, qui forment le n°. II de nos *Pièces justificatives*, le corps de Buonaparte devait être rapporté en Europe. Il est facile de deviner les raisons de convenance qui ont fait changer cette disposition. Le général Bertrand et le docteur Antomarchi demandèrent l'un le cœur, et l'autre l'estomac de Napoléon. Ce furent les mêmes raisons, sans doute, qui firent rejeter ces demandes.

(2) Il paraît que ce caveau est près de la maison de Hut's-Gate, qu'avait habitée le général Bertrand.

(3) La baronne de Staël a, dans ses *Considérations sur les principaux événemens de la révolution française*, consacré près de la moitié d'un volume à retracer ce caractère. Nous y renverrons le lecteur. Il n'en sera pas de même pour un morceau tiré de l'analyse de la tragédie d'*Attila*, par Werner, morceau qui a fait la plus grande sensation lors de la publication de l'ouvrage qui le contient. Le voici :

« Enfin, il paraît le terrible Attila, au milieu des flammes qui ont consumé la ville d'Aquilée ; il s'assied sur les ruines des palais qu'il vient de renverser, et semble à lui seul chargé d'accomplir en un jour l'œuvre des siècles. Il a comme

presque superflu d'ajouter qu'il joignait l'astuce à l'audace ; que toutes ses actions n'avaient pour objet que son intérêt personnel, bien ou mal entendu ; qu'il avait un profond mépris pour l'espèce humaine, la jugeant sans doute d'après la connaissance qu'il avait de lui-même ; qu'il fut despote, après avoir été républicain, ce qui de nos jours n'est pas très-surprenant, il est vrai ; que sous le rapport de la politique, la plupart de ses projets furent insensés ; qu'il voulut faire en dix ans ce que les romains n'avaient fait qu'en six siècles ; qu'en conséquence, l'empire qu'il avait fondé n'était qu'une agrégation de peuples, dont plusieurs

---

une sorte de superstition envers lui-même ; il est l'objet de son culte ; il croit en lui ; il se regarde comme l'instrument des arrêts du ciel, et cette conviction met un certain système d'équité à ses crimes. Il reproche à ses ennemis leurs fautes comme s'il n'en avait pas commis plus qu'eux tous ; il est féroce, et néanmoins c'est un barbare généreux. Il est despote et se montre pourtant fidèle à sa promesse ; enfin, au milieu des richesses du monde, il vit comme un soldat et ne demande à la terre que la puissance de la conquérir. » *De l'Allemagne*, par madame de Staël, tom. III.

Les agens de Buonaparte et lui-même ayant pris ce portrait pour le sien, l'ouvrage entier fut supprimé, et la femme célèbre qui en était l'auteur, fut bannie jusqu'à la chute de l'homme dont elle avait, involontairement peut-être, esquissé quelques traits.

n'attendaient que l'occasion de s'en détacher, et pouvaient la trouver durant la paix comme pendant la guerre; qu'il y eut de l'extravagance à lui de vouloir soumettre l'Angleterre, qu'il ne pouvait atteindre, et, sous prétexte de détruire le commerce de cette puissance, de faire peser sur les nations, dont il aurait dû se concilier l'amitié, les effets d'une tyrannie qui s'accroissait sans cesse; que, comme homme de guerre, si on lui accorde d'avoir su conduire de grandes masses de troupes, ce qui, toutefois, à en juger par les faits des plus fameux capitaines de l'antiquité et des généraux qui se sont signalés en Europe durant les dix-septième et dix-huitième siècle, pourrait bien ne pas être la perfection de l'art militaire (1), on lui reproche de n'avoir su ni faire une retraite, ni conduire un siége; qu'on doit observer, quant aux nombreuses victoires qu'il a remportées, que quelque signalées qu'elles aient été, il n'en a pas été plus redevable à ses propres combinaisons qu'aux fautes des généraux qu'il a eus en tête, et surtout qu'à la bravoure de trois millions (2) de français

(1) Les campagnes d'Italie de Buonaparte, et sa campagne de 1814 sur les rives de la Seine et de la Marne, campagnes qui passent pour les plus savantes qu'il ait faites, peuvent être citées à l'appui de cette assertion.

(2) Il résulte de renseignemens authentiques, pris sur les

qu'il a impitoyablement immolés à son insatiable ambition; et qu'enfin, sa manie de pousser toujours en avant, sans avoir pris toutes les précautions que doit suggérer la prudence, était contraire aux principes de l'art de la guerre, et que sa propre ruine en a été le résultat.

Quant à l'administration intérieure, nous ne nierons pas que Buonaparte n'ait fait quelque bien. On lui doit la publication des codes qui régissent la France d'une manière uniforme; il a concouru à ramener les esprits aux idées religieuses et aux idées monarchiques; il a fait exécuter de grands embellissemens dans la capitale et d'immenses travaux en diverses parties de son empire; nous ne disconviendrons pas non plus, qu'il n'ait été, sous le rapport de la sagacité, de l'activité surtout et de l'aptitude à s'appliquer à différens objets, un homme extraordinaire; mais, d'après toutes les raisons qui viennent d'être exposées, nous n'en formerons pas moins le vœu que, pour le bonheur de l'espèce humaine, un semblable phénomène ne se reproduise plus.

---

comptes du payeur général de la guerre, que depuis l'année 1800 (an VIII), jusqu'au 1er. avril 1813, c'est-à-dire, durant treize ans et trois mois, les dépenses de la guerre ont été portées, en France, à sept milliards, et que dans le même espace de tems, on y a levé, par la conscription, trois millions d'hommes.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N°. I.

Traité conclu à Paris, le 11 avril 1814, entre les puissances alliées et S. M. l'empereur Napoléon.

Art. Ier. S. M. l'empereur Napoléon renonce pour lui, ses successeurs et descendans, ainsi que pour tous les membres de sa famille, à tous droits de souveraineté et de pouvoir, non-seulement sur l'empire français et le royaume d'Italie, mais sur tout autre pays.

II. LL. MM. l'empereur Napoléon et Marie-Louise conserveront leurs titres et leurs rang pendant leur vie entière. La mère, les frères, sœurs, neveux et nièces de l'empereur, conserveront aussi les titres de princes de sa famille, quels que soient les lieux où ils résident.

III. L'île d'Elbe, choisie par S. M. l'empereur comme le lieu de sa résidence, formera durant sa vie une principauté séparée, qu'il possédera en toute souveraineté et propriété. Il sera, en outre, accordé en toute propriété à l'empereur Napoléon, un revenu de deux millions de francs en rentes sur le grand-livre de France, desquels un million sera reversible sur l'impératrice.

IV. Les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla seront accordés en toute propriété et souveraineté à S. M. l'impératrice Marie-Louise. Ils passeront à son fils et à ses descendants

n ligne directe. Le prince, son fils, prendra en conséquence e titre de prince de Parme, Plaisance et Guastalla.

V. Toutes les puissances s'engagent à employer leurs bons offices pour que le pavillon et le territoire de l'île d'Elbe soient respectés par les puissances barbaresques. A cet effet, les relations avec les puissances barbaresques seront assimilées à celles de France.

VI. Dans les territoires auxquels il est renoncé ci-dessus, il sera réservé pour S. M. l'empereur Napoléon et sa famille, en domaines ou en rentes sur le grand-livre, un revenu libre de toutes déductions et charges de 2,500,000 francs. Ces domaines ou rentes appartiendront en toute propriété et pour en être disposé comme ils le jugeront à propos, aux princes et princesses de sa famille, et seront divisés entre eux, de telle manière que le revenu de chacun d'eux soit dans les proportions suivantes ; savoir : à Madame mère, 300,000 francs; au roi Joseph et à la reine, 500,000; au roi Louis, 200,000; à la reine Hortense et ses enfans, 400,000 ; au roi Jérôme et à la reine, 500,000; à la princesse Élisa, 300,000 ; à la princesse Pauline, 300,000 ; total, 2,500,000 fr.

Les princes et princesses de la maison de l'empereur Napoléon conserveront, en outre, les propriétés en meubles et immeubles, de quelque nature qu'ils puissent être, qu'ils se trouvent posséder par droit public et individuel, et les rentes dont ils jouissent aussi comme individus.

VII. La pension de l'impératrice Joséphine sera réduite à un million en domaines ou en inscriptions sur le grand-livre de France; elle continuera de jouir en toute propriété de toutes ses propriétés particulières en meubles et immeubles, avec le droit d'en disposer conformément aux lois françaises.

VIII. Il sera accordé au prince Eugène, vice-roi d'Italie, un établissement convenable hors de France.

IX. Sur les propriétés que S. M. l'empereur Napoléon possède en France, soit comme domaine extraordinaire ou privé, attaché à la couronne, et les fonds placés par l'empereur, soit sur le grand-livre de France, dans la banque de France, dans les actions des forêts ou de toute autre manière, et que S. M. abandonne à la couronne, il sera réservé un capital qui n'excédera pas deux millions de francs, pour être distribué comme gratifications, en faveur de telles personnes dont les noms seront contenus dans une liste qui sera signée par l'empereur Napoléon, et qui sera transmise au gouvernement français.

X. Tous les diamans de la couronne resteront en France.

XI. S. M. l'empereur Napoléon fera rentrer au trésor et dans toutes les autres caisses publiques, toutes les sommes et effets qui en auront été distraits d'après ses ordres, à l'exception de ce qui a été approprié pour la liste civile.

XII. Les dettes de la maison de S. M. l'empereur Napoléon, telles qu'elles étaient à la signature du présent traité, seront immédiatement payées sur l'arriéré dû par le trésor public à la liste civile, suivant un état qui sera signé par un commissaire nommé pour cet effet.

XIII. Les obligations du Mont-Napoléon de Milan, envers tous les créanciers, soit français, soit étrangers, seront exactement remplies, à moins qu'il n'y ait quelques changemens de faits à cet égard.

XIV. Il sera délivré tous les passe-ports nécessaires pour le libre passage de S. M. l'empereur Napoléon et pour celui de l'impératrice, des princes et princesses, et de toutes les personnes de leur suite qui désireront les accompagner ou s'établir hors de France, aussi bien que pour le passage de tous les équipages, chevaux et effets leur appartenant. Les puis-

sances alliées fourniront en conséquence des officiers et soldats pour escorte.

XV. La garde impériale française fournira un détachement de 1200 à 1500 hommes de toute arme, pour servir d'escorte à l'empereur Napoléon jusqu'à Saint-Tropez, lieu de son embarquement. (Ce lieu a été changé.)

XVI. Il sera fourni une corvette et les bâtimens de transport nécessaires pour conduire au lieu de sa destination S. M. l'empereur Napoléon et sa maison, et cette corvette appartiendra en toute propriété à S. M. l'empereur Napoléon.

XVII. Il sera permis à l'empereur Napoléon de prendre avec lui et de retenir, comme sa garde, quatre cents hommes volontaires, officiers, sous-officiers et soldats.

XVIII. Les français qui auront suivi l'empereur Napoléon ou sa famille, ne pourront être considérés comme ayant perdu leurs droits de français en ne retournant pas en France dans l'espace de trois ans; mais au moins ils pourront n'être pas compris dans les exceptions que le gouvernement français se réserve d'accorder après l'expiration du présent terme.

XIX. Les troupes polonaises de toute arme au service de France seront libres de retourner dans leur patrie, et conserveront leurs armes et bagages comme un témoignage de leurs honorables services. Les officiers, sous-officiers et soldats conserveront les décorations qui leur auront été accordées et les pensions attachées à ces décorations.

XX. Les hautes puissances alliées garantissent l'exécution de tous les articles du présent traité, et s'engagent à obtenir qu'il soit accepté et garanti par la France.

XXI. Le présent acte sera ratifié et les ratifications échan-

gées à Paris sous deux jours, ou plutôt s'il est possible.

Fait à Paris, le 11 avril 1814.

Signés le prince DE METTERNICH; S. S. comte de STADION; Lord CASTLEREAGH; ANDRÉ, comte DE RASOUMOFFSKY; CHARLES-ROBERT, comte DE NESSELRODE; CHARLES-AUGUSTE, baron DE HARDENBERG; maréchal NEY; CAULAINCOURT.

N°. II.

Instruction sur la manière dont sera traité le général Buonaparte.

Lorsque le général Buonaparte quittera le *Bellérophon* pour se rendre à bord du *Northumberland*, ce sera pour l'amiral Cockburn le moment convenable pour faire visiter les effets que le général pourrait avoir avec lui.

L'amiral permettra que tout le bagage, les vins et les vivres que le général aura pris avec lui, soient transportés à bord du *Northumberland*.

Parmi ce bagage est compris sa vaisselle, à moins qu'elle ne soit si considérable qu'on ne puisse la regarder plutôt comme un article destiné à être converti en argent comptant que comme un meuble destiné à son usage.

Son argent, ses pierreries, ses effets susceptibles d'être vendus, de quelque genre qu'ils soient (par conséquent ses lettres de change), seront livrés. L'amiral déclarera au général que le gouvernement britannique n'a nullement l'intention de s'emparer de sa propriété, mais seulement d'en prendre l'administration pour l'empêcher de s'en servir comme de moyens propres à favoriser sa fuite.

L'examen de ces effets se fera en présence d'une personne nommée par Buonaparte ; l'état de ceux qu'il gardera sera signé par cette personne et par le contre-amiral, ou par celui qu'il aura chargé de dresser cet état.

On emploiera à son entretien les intérêts ou le capital de sa propriété, suivant que le produit en sera plus ou moins considérable, et on lui en laissera à cet égard la principale disposition.

Il pourra, de tems en tems, faire connaître ses désirs à ce sujet à l'amiral jusqu'à l'arrivée du nouveau gouverneur à Sainte-Hélène, et ensuite à ce dernier ; s'il n'y a rien à objecter contre ses propositions, l'amiral ou le gouverneur donnera les ordres nécessaires, et la dépense en sera payée en traites sur le trésor de S. M.

Le général Buonaparte peut, en cas de mort, disposer par testament de sa propriété, et être certain que ses dernières volontés seront exécutées ponctuellement.

Comme on pourrait chercher à faire passer une partie de sa fortune pour la propriété des personnes de sa suite, on doit déclarer que la propriété de ceux qui l'accompagnent est soumise aux mêmes dispositions.

Le commandement des troupes destinées à le garder doit être laissé au gouverneur ; mais, d'après les instructions que le gouverneur a reçues, il doit se conformer aux demandes de l'amiral, dans le cas dont il sera question ci-après.

Le général doit être constamment accompagné par un officier nommé par l'amiral, ou, suivant l'occurrence, par le gouverneur ; lorsque l'on permettra au général de sortir de l'enceinte où les factionnaires sont placés, l'officier doit être accompagné au moins d'un militaire d'ordonnance.

Lorsque des vaisseaux arrivent, et aussi long-tems qu'ils sont en vue, le général ne peut sortir de l'enceinte gardée par

des factionnaires. Pendant ce tems, toute communication est interdite avec les habitans. Ceux qui l'accompagnent à Sainte-Hélène sont alors soumis aux mêmes règles, et doivent rester près de lui. Dans d'autres tems, on laisse à la prudence de l'amiral ou du gouverneur d'ordonner, par rapport à eux, les mesures jugées nécessaires.

On doit notifier au général que, dans le cas où il ferait quelque tentative pour s'échapper, il sera alors resserré plus étroitement, et faire connaître aux personnes qui l'accompagnent, que si l'on découvre quelques trames ourdies par elles pour faciliter l'évasion du général, elles en seront séparées et gardées plus étroitement.

Toutes les lettres adressées au général ou aux personnes de sa suite, seront remises à l'amiral ou au gouverneur, qui les lira avant de les laisser parvenir à leur adresse; la même précaution aura lieu pour les lettres du général ou des personnes de sa suite.

Toute lettre qui ne sera point parvenue à Sainte-Hélène par le secrétaire d'état, ne pourra être remise au général ou à quelqu'un de sa suite, si elle est écrite par quelqu'un qui n'habite point l'île; toutes les lettres adressées à des personnes non domiciliées dans l'île, seront expédiées sous le couvert du secrétaire d'état.

On déclarera formellement au général que le gouverneur et l'amiral ont l'ordre précis de faire parvenir au gouvernement de S. M., toutes les demandes et les représentations que le général désirerait lui adresser; ils n'ont aucune précaution à observer à cet égard; mais les feuilles sur lesquelles seront écrites ces demandes ou ces représentations, doivent leur être communiquées ouvertes, afin qu'ils puissent en prendre lecture, et y joindre les observations qu'ils jugeront nécessaires.

Jusqu'à l'arrivée du nouveau gouverneur, l'amiral sera

regardé comme entièrement responsable de la personne du général Buonaparte; et le gouvernement de S. M. ne doute nullement de la disposition du gouverneur actuel à faire, à cet égard, cause commune avec l'amiral.

Celui-ci est autorisé à garder le général à bord, ou à le faire rembarquer, s'il juge qu'il n'a pas d'autres moyens de s'assurer suffisamment de sa personne.

Quand l'amiral arrivera à Sainte-Hélène, le gouverneur prendra, sur ses représentations, des mesures pour que les officiers ou d'autres personnes faisant partie du corps militaire de Sainte-Hélène, que l'amiral jugera à propos de destituer parce qu'ils sont étrangers, ou à cause de leur caractère ou de leurs dispositions, soient envoyés sur-le-champ en Angleterre ou aux Indes-Orientales, suivant les circonstances.

S'il se trouve dans l'île des étrangers dont le séjour paraîtrait avoir pour but d'être les instrumens de la fuite du général, le gouvernement s'occupera de les éloigner de l'île.

Toute la côte de l'île, tous les bâtimens et les chaloupes qui la fréquentent, sont mis sous la surveillance de l'amiral; il déterminera les endroits où les chaloupes peuvent aborder, et le gouverneur enverra une garde suffisante sur les points où l'amiral jugera cette précaution nécessaire.

L'amiral prendra les mesures les plus efficaces pour veiller sur le départ et l'arrivée de chaque bâtiment, et pour empêcher avec la côte toute autre communication que celle qu'il autorisera.

On rendra un ordre pour empêcher qu'après un certain terme jugé nécessaire, aucun navire étranger ou marchand ne puisse faire voile pour Sainte-Hélène.

Si le général venait à tomber sérieusement malade, l'amiral et le gouverneur nommeront chacun un médecin qui ait leur confiance, pour traiter le général conjointement avec son

propre médecin ; ils leur enjoindront strictement de leur faire tous les jours leurs rapports sur l'état de sa santé.

En cas de décès, l'amiral donnera ordre que son corps soit transporté en Angleterre.

Donné au département de la guerre, le 30 juillet 1815.

N°. III.

Discours du ministre de la guerre, lord Bathurst, servant de réponse à une lettre contenant les griefs de Buonaparte, et adressée par le comte de Montholon à sir Hudson Lowe (1), *discours qui a été prononcé à la chambre des pairs du parlement britannique, le* 18 *mars* 1817.

Lord Holland fit la motion qu'il avait annoncée quelques jours auparavant, pour demander qu'on remît à la chambre copie des instructions données au gouvernement de Sainte-Hélène, relativement au traitement de Buonaparte, et des communications faites par le gouverneur. « Je n'examinerai point ici, dit-il, si la détention de Buonaparte en cette île est juste ou injuste ; mais ce qu'il importe de prouver à l'univers, c'est que le caractère anglais ne s'est pas dégradé en

(1) Nous nous dispensons de donner la lettre de M. de Montholon, parce que toutes les convenances ne nous y paraissent pas respectées, et parce que les griefs qu'elle renferme sont rapportés avec exactitude dans le discours du lord Bathurst, qui réfute en même tems beaucoup d'allégations qu'on a renouvelées récemment.

usant, envers un individu détenu, d'une rigueur non justifiée par la nécessité. Personne ne doute aujourd'hui que Marie, reine d'Écosse, ne fût coupable; mais chacun regrette que le traitement qu'elle a éprouvé ait souillé le règne glorieux d'Élisabeth. » Il entra alors dans le détail des différentes plaintes faites au nom de Buonaparte dans une lettre écrite en son nom, par le comte de Montholon à sir Hudson Lowe; enfin, il témoigna le désir d'entendre le ministère se justifier complètement des graves imputations qui lui étaient faites dans cet acte authentique.

Le comte de Bathurst : Je ne répondrai pas aux allégations contenues dans un pamphet publié par un nommé Santini, et auquel on ne doit accorder aucun crédit. Mais l'écrit signé du comte de Montholon est certainement authentique, et il est aisé de réfuter les plaintes qu'il renferme. Le principe général des instructions données au gouverneur, est que Buonaparte doit être considéré comme prisonnier de guerre, et qu'en conséquence il doit être soumis à toutes les restrictions nécessaires, et seulement à celles qui le sont. Ces instructions ont déjà été mises sous les yeux de la chambre, et ont été approuvées par elle. Les changemens qu'elles ont pu subir, ont tous été en faveur du prisonnier. Examinons quelles sont ses plaintes :

1°. De ne pouvoir écrire à sa famille ou aux personnes à qui il pourrait demander des fonds pour pourvoir à ses dépenses personnelles.—Cette imputation n'est nullement fondée. Il peut écrire à qui bon lui semble; mais ses lettres doivent, avant de partir, être lues par le gouverneur. Il est certain que la nécessité de n'envoyer que des lettres ouvertes à ses amis, est une restriction sévère, en ce qu'on ne peut confier au papier les effusions du cœur, quand on sait qu'elles passeront sous les yeux de glace d'un inspecteur; mais cela

ne peut s'appliquer à des correspondances avec un banquier. Qui a jamais entendu parler d'une traite affectueuse sur un banquier, ou d'un ordre passionné pour la vente de quelques effets publics?

2°. De ne pas recevoir de nouvelles de ses amis d'Europe. —Rien ne les empêche de lui écrire; mais il faut aussi qu'ils en aient la volonté. Ils n'ont qu'à adresser leurs lettres au secrétaire d'état. Or, le secrétaire d'état n'a encore reçu qu'une seule lettre pour Buonaparte; elle était de son frère Joseph, et elle a été immédiatement transmise à son adresse.

3°. De ne pouvoir adresser une lettre close à S. A. R. le prince régent.—Cela est contraire à tous les usages. La responsabilité du ministre l'obligerait d'ailleurs à ouvrir la lettre et à en prendre connaissance avant de la présenter au prince.

4°. De ne pouvoir se procurer les livres qu'il désire.—Il en a demandé pour 1,400 liv. sterl. (38,400 fr.); ils lui ont été fournis, à l'exception de quelques-uns qu'on n'a pu se procurer ni à Londres, ni à Paris.

5°. De ne pas recevoir les journaux.—Il est vrai qu'on ne peut lui donner tous ceux qu'il désire, parce qu'il est connu qu'on a essayé d'ouvrir une correspondance avec lui par le moyen de certains journaux.

6°. L'accusation la plus grave porte sur ce que les lettres envoyées par le général Buonaparte ou les personnes de sa suite, sont lues par des officiers subalternes. C'est une pure calomnie; sir Hudson Lowe a mis la plus grande délicatesse dans l'exercice de ces pénibles fonctions. Lorsque des lettres ont passé par ses mains, il n'a jamais permis à aucun individu, quelque confiance qu'il eût en lui, de les voir, soit qu'elles fussent adressées à des personnes demeurant à Sainte-Hélène, ou à d'autres. Il ignore ce qui a donné lieu à des plain-

tes sur ce point; mais voici la seule chose qui ait pu y avoir rapport.

Quand Napoléon et sa suite furent envoyés à Sainte-Hélène, les vaisseaux partirent avec tant de précipitation qu'ils ne purent avoir beaucoup d'objets nécessaires, tels que du linge et d'autres provisions. On jugea qu'il serait très-incommode pour eux d'attendre qu'ils pussent les recevoir d'Europe; en conséquence on leur en envoya d'avance. Lorsque ces articles furent arrivés, Las Cases écrivit une lettre en Europe. Elle passa sous l'inspection de sir Hudson Lowe, qui vit qu'elle contenait la demande des articles mêmes qui avaient été envoyés d'ici. Sir Hudson Lowe écrivit à Las Cases pour lui annoncer qu'il avait ces articles, et qu'ils étaient fort à son service, en lui observant qu'ainsi il serait peut-être inutile d'envoyer la lettre, ou qu'il pourrait en retrancher la demande qu'elle contenait. Las Cases, dans sa réponse, fit des reproches à sir Hudson Lowe d'avoir osé lire une lettre adressée à une dame. Voilà le seul fondement sur lequel repose une telle accusation.

7°. Buonaparte prétend que des lettres étant arrivées d'Europe pour lui et les gens de sa suite, on les renvoya en Angleterre, parce qu'elles n'étaient pas venues par le canal du ministère. — Sir Hudson Lowe ayant vu ce passage, a écrit au comte de Montholon pour lui demander sur quoi il fondait cette assertion : il n'en a reçu aucune réponse. Ce fait n'a jamais existé.

8°. Il se plaint d'être gêné dans ses communications personnelles. On a toujours accordé la permission de le voir à tous ceux qui l'on demandée; on a même porté la délicatesse jusqu'à exiger qu'ils eussent préalablement obtenu l'autorisation du comte Bertrand, afin d'épargner au prisonnier les visites qui auraient pu lui être désagréables. Il n'y a pas d'exemple qu'une

telle permission ait été refusée, ni qu'on ait empêché aucune personne de l'approcher, si ce n'est celles qui ont été surprises en essayant d'arriver auprès de lui sous des déguisemens ou de faux noms. Il se plaignit un jour à un officier du 53e. régiment que toute communication lui fût interdite avec les officiers de ce corps. L'officier lui répondit que cette interdiction n'existait pas, et depuis ce tems il ne manifesta pas une seule fois le désir de les voir.

Dans le commencement de sa détention, il avait un cercle d'au moins douze milles (quatre lieues de France), dans lequel il pouvait se promener à pied ou à cheval sans être accompagné d'aucun officier, et ce cercle n'a été rétréci qu'après qu'on a su qu'il avait abusé de la confiance qu'on lui témoignait, en cherchant à gagner les habitans; mais il lui reste une étendue de huit milles (environ trois lieues), et il peut s'y promener sans être accompagné d'aucun officier. Au-delà de ces limites, il peut aller dans toutes les parties de l'île, suivi d'un officier dont le grade ne doit pas être au-dessous de celui de capitaine dans l'armée. Ainsi on ne peut pas dire qu'à cet égard il soit soumis à des restrictions déraisonnables.

Le général Buonaparte, a-t-on dit, ne peut sortir de sa maison dans le seul tems où l'exercice soit salubre sous ce climat. Le fait est que, quoiqu'il n'ait pas la liberté de traverser l'île après le coucher du soleil, il peut à toute heure se promener dans le jardin; mais il a dit qu'il n'aimait pas à se promener lorsqu'il était ainsi surveillé. Sir Hudson Lowe, pour le satisfaire, a placé depuis les sentinelles dans des endroits d'où elles ne pouvaient pas le regarder. Devait-on ôter ces sentinelles à l'époque et aux heures où l'évasion serait le plus facile? Qu'on se figure, pour un moment, qu'au lieu de discuter la motion du noble lord, la chambre, apprenant

l'évasion de Buonaparte, ait à interroger sir Hudson Lowe à la barre : qu'on lui demande quand et d'où il s'est échappé, et s'il n'était pas gardé par des sentinelles ? Que penserait la chambre, s'il répondait que le général s'est évadé le soir de son jardin, et que les sentinelles avaient été ôtées parce qu'elles lui avaient déplu ? Que penserait-on d'une telle excuse ? Leurs seigneuries doivent donc considérer la situation pénible et délicate dans laquelle sir Hudson Lowe est placé ; il est ruiné dans sa fortune et sa réputation, si le général Buonaparte s'évade ; et s'il n'en fait pas même la tentative, il ne manquera pas de gens qui, par une fausse pitié, feront un reproche à sir Hudson Lowe des restrictions qui peut-être l'auront prévenue.

9°. Il est dit dans le mémoire que la résidence assignée au général Buonaparte est désagréable et insalubre.—Tout ce qu'on peut répondre, c'est que cela ne s'accorde avec aucune description de l'île, ni de cette maison. Elle était auparavant habitée par le vice-gouverneur, et ordinairement ces officiers ne choisissent pas le local le plus désagréable et le plus malsain (on rit). Le général Buonaparte en avait lui-même exprimé une opinion bien différente. A son arrivée à Sainte-Hélène, se promenant avec sir George Cockburn, qui était autorisé à choisir une résidence, avec la seule exception de la maison du gouverneur, lorsqu'ils arrivèrent à Longwood, Buonaparte en fut si enchanté au premier coup d'œil, qu'il désira d'y rester, sans même retourner à la ville. On lui dit que la famille du vice-gouverneur ne pouvait pas quitter cette maison si promptement. Il demanda qu'on lui dressât une tente ; il lui fut observé que cela incommoderait beaucoup le vice-gouverneur, mais que la maison serait évacuée aussitôt qu'il serait possible. En s'en retournant, ils passèrent devant une maison bien située, appartenant à M. Balcombe, dans

laquelle il se trouvait une chambre isolée du reste de l'habitation. Le général Buonaparte exprima le désir d'occuper cette chambre ; et, malgré tout ce que sir George Cockburn put dire pour l'en détourner, il s'y établit. Au bout de deux jours seulement, ses compagnons se plaignirent, et dirent qu'il y avait de la dureté de loger l'empereur dans une seule pièce. Voilà comment la complaisance de sir George Cockburn fut payée de retour ! Il fut fait tant de changemens à Longwood, sur sa demande, tant pour lui que pour sa suite, que le général Buonaparte resta trois mois (1) dans cette chambre. Le fait est qu'il n'aimait pas de quitter la maison de M. Balcombe, à cause de la facilité des communications avec la ville. Il y était circonscrit dans un petit jardin, d'où il ne pouvait sortir sans garde, et cependant il ne porta aucune plainte. Aujourd'hui qu'il a un circuit de huit milles, dans lequel il peut se promener sans garde, s'il le veut, il se plaint, pour la première fois, des restrictions mises à sa liberté.

A l'époque du départ des prisonniers pour Sainte-Hélène, on fit faire la charpente d'une maison pour le général Buonaparte. A l'arrivée des matériaux, sir Hudson Lowe écrivit au général pour lui demander s'il vouloit qu'on bâtit une autre maison, ou bien qu'on fît des additions à l'ancienne. Deux ou trois semaines s'étant écoulées sans qu'il reçût aucune réponse, sir Hudson Lowe alla trouver le général pour avoir son option. Le général dit qu'il préférait une maison neuve, mais qu'il faudrait cinq à six ans pour la bâtir, et qu'il était sûr que, dans deux ou trois ans, l'administration de ce pays-ci serait renversée, ou qu'il y aurait un changement dans le gouvernement de France, et que dans l'un ou

(1) Pas deux mois.

l'autre cas il serait délivré. Sir Hudson Lowe n'ayant pu obtenir d'autre réponse, fit commencer des changemens à la maison actuelle. Le général Buonaparte les trouva mauvais, quoique ces changemens eussent pour but de loger sa suite.

10°. Quant à la dépense assignée pour l'entretien du général, avant d'en parler, il est à propos de démentir une assertion qui a été répétée dans le tems par plusieurs journaux : on prétendait qu'il avait été décidé, au congrès de Vienne, que Buonaparte serait transféré de l'île d'Elbe à l'île Sainte-Hélène. Une semblable proposition n'a jamais été faite au congrès, et les bruits qui ont circulé à ce sujet n'avaient aucun fondement.

La dépense de l'établissement de Buonaparte à Sainte-Hélène a été grande en premier lieu, faute de dispositions préalables pour des approvisionnemens réguliers ; mais elle a été réduite lorsque ces dispositions ont pu être faites. Elle avait été fixée à 8,000 liv. sterl. par an ; mais on prévoyait que la première année coûterait beaucoup plus. En fixant cette somme, le gouvernement avait pris pour guide le terme moyen des dépenses du gouverneur de l'île pendant un certain nombre d'années. Ce gouverneur recevait 6,500 liv sterl. Comme le général Buonaparte n'avait pas les mêmes dépenses de table à faire, on avait pensé qu'une allouance de 8,000 livres sterl. pour son établissement était fort convenable dans sa situation. Sir Hudson Lowe ayant été consulté ensuite, et ayant été d'avis que l'établissement du général ne pouvait être entretenu à moins de 12,000 liv. sterl. (288,000 fr.), cette somme a été immédiatement allouée. Ceux qui la trouveraient insuffisante doivent songer que sir Hudson Lowe lui-même n'a que 12,000 liv. sterl. pour toutes les dépenses qu'il est obligé de faire.

Quinze jours après l'arrivée de la lettre ministérielle, Buo-

naparte entra en négociation avec sir Hudson Lowe, offrant de se charger de défrayer lui-même toute sa dépense, montant à 17 ou 18,000 liv., si on lui permettait de correspondre avec un banquier, pourvu que ses lettres fussent cachetées (1) et que l'argent qu'il recevrait ainsi fût entièrement à sa disposition; et il était si certain d'avoir cet argent à ses ordres, qu'un jour il offrit de faire une traite, assurant qu'elle serait honorée, et que sir Hudson Lowe pouvait en sûreté avancer la somme.

Lorsque le gouvernement de ce pays-ci alloue au général Buonaparte une somme de 12,000 liv. sterl., c'est-à-dire autant qu'à son propre gouverneur, qui a de grandes dépenses à faire, et qui est obligé de recevoir les habitans et les commissaires des puissances alliées, il est permis de dire que si elle ne suffit pas au général Buonaparte, et s'il désire davantage, il n'a qu'à le prendre sur les fonds considérables dont il peut disposer.

11°. On dit encore dans cette lettre qu'il n'a qu'une bouteille de vin par jour.—Le nombre des personnes qui sont avec lui est de neuf, non compris les enfans. Or, on lui fournit pour quinze jours quatre-ving-quatre bouteilles de vin ordinaire, sept de Constance, quatorze de Champagne, vingt-une de Grave, quatre-vingt-quatre de Tényriffe et cent quarante de Bordeaux; plus, quarante-deux bouteilles de *porter*.

---

(1) Il paraît que sir Hudson Lowe refusait de faire passer en Europe les lettres où Buonaparte était qualifié d'empereur et de majesté, et que le prisonnier ne voulant pas renoncer à ces qualifications, se mit dans l'impossibilité de faire les négociations au moyen desquelles il eût pu se procurer les sommes nécessaires pour fournir à l'excédant des dépenses de sa maison. (Les vivres sont très-chers à Sainte-Hélène.) Il fit, en conséquence, à plusieurs reprises, vendre de l'argenterie, après avoir pris la précaution d'en faire enlever ses aigles.

J'espère donc, conclut lord Bathurst, avoir convaincu la chambre qu'il n'y a pas la moindre raison de supposer que le général Buonaparte soit traité avec trop de rigueur. Ceux qui sont sous lui ont été on ne peut pas plus insolens envers le gouverneur, et, si on les écoutait, leurs plaintes ne finiraient pas. Le gouverneur ne peut maintenir son autorité qu'en exigeant une entière soumission aux mesures que ses instructions lui commandent de prendre. Si l'on juge que Buonaparte ne doit pas être détenu à Sainte-Hélène, qu'on le renvoie; mais s'il doit y être confiné, il ne serait pas juste de rejeter une si haute responsabilité sur le gouverneur, et de l'empêcher en même tems de faire exécuter les dispositions nécessaires pour cette détention.

Le noble lord termine en s'opposant fortement à la motion.

Le marquis de Buckingham regrette que son noble ami ait soumis cette motion à la chambre. D'après ce que vient de dire le noble comte, il est évident, ajoute-t-il, que le prisonnier n'a été soumis qu'aux restrictions indispensables. La conduite tenue à son égard n'est pas dictée par la vengeance, mais par la nécessité d'empêcher cet homme de venir encore troubler le repos de l'Europe.

Le comte Darnley parle dans le même sens, et après quelques nouvelles observations de lord Holland, sa motion est rejetée, sans division.

(Journaux anglais du 13 mars 1817, et *Journal de Francfort* du 25 au 31.)

N°. IV.

Rapport des médecins sur l'ouverture du corps de Buonaparte.

A la première apparence, le corps paraissait très-gras, ce qui fut confirmé par la première incision vers le bas-ventre, où la graisse avait plus d'un pouce et demi d'épaisseur sur l'abdomen.

En pénétrant au travers des cartilages des côtes, et en examinant la cavité du thorax, on vit une légère adhérence de la plèvre gauche à la plèvre des côtes. Environ trois onces d'un fluide rougeâtre étaient contenues dans la cavité gauche, et près de huit onces dans la cavité droite; les poumons étaient très-sains; le péricarde était dans son état naturel, et contenait environ une once de fluide; le cœur était de la grandeur naturelle, mais revêtu d'une forte couche de graisse; les oreillettes et les ventricules n'avaient rien d'extraordinaire, si ce n'est que les parties musculaires paraissaient plus pâles qu'elles ne devaient l'être.

En ouvrant l'abdomen, on vit que la coëffe qui couvre les boyaux (l'*omentum*), était extraordinairement grasse; et en examinant l'estomac, on s'aperçut que ce viscère était le siége d'une grande maladie : de fortes adhérences liaient toute la surface supérieure, surtout vers l'extrémité du pylore, jusqu'à la surface concave du lobe gauche du foie; en séparant, on découvrit qu'un ulcère pénétrait les enveloppes de l'estomac, à un pouce du pylore, et qu'il était assez grand pour y passer le petit doigt.

La surface intérieure de l'estomac, c'est-à-dire, presque toute son étendue, représentait une masse d'affection cancéreuse ou des parties squireuses, se changeant en cancer : c'est ce que l'on remarqua surtout près du pylore ; l'extrémité cardiaque, moins une petite étendue vers le bout de l'œsophage, était la seule partie qui paraissait saine ; l'estomac était presque plein d'une grande quantité de fluide ressemblant à du marc de café.

La surface convexe du côté gauche adhérait au diaphragme, à l'exception des adhérences occasionées par la maladie de l'estomac ; le foie ne représentait rien de malsain.

Le reste des viscères abdominaux était en bon état.

Signés, Thomas Shortt, premier médecin ; Arch. Arnott, médecin du 20e. régiment ; Francis Burton, médecin du 66e. régiment ; Chas. Mitchell, médecin de Vigo ; Matthew Livingstone, médecin de la compagnie des Indes.

N°. V.

Testament de Napoléon Buonaparte.

Cejourd'hui 15 avril 1821, à Longwood,
île Sainte-Hélène.

Ceci est mon testament, ou acte de ma dernière volonté :

Je lègue au comte de Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins qu'il m'a rendus depuis six ans, et l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionées.

Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

Je lègue à Marchand, mon premier valet-de-chambre, quatre cent mille francs : les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami ; je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

Je lègue à Saint-Denis cent mille francs.

A Novarre, cent mille francs.

A Pijéron, cent mille francs.

A Archambaud, cinquante mille francs.

A Cursor, vingt-cinq mille francs.

A Chandelle, vingt-cinq mille francs.

A l'abbé Visnale, cent mille francs ; je désire qu'il bâtisse sa maison près de Ponte-Novo de Rossino.

Au comte Las Cases, cent mille francs.

Au comte Lavalette, cent mille francs.

Au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.

Au général Brayer, cent mille francs.

Au général Lefebvre-Desnouettes, cent mille francs.

Au général Drouot, cent mille francs

Au général Cambronne, cent mille francs.

Aux enfans du général Mouton-Duvernet, cent mille francs.

Aux enfans du brave Labédoyère, cent mille francs.

Aux enfans du général Girard, tué à Ligny, cent mille fr.

Aux enfans du général Chartran, cent mille francs.

Aux enfans du vertueux général Travost, cent mille francs.

Au général Lallemand l'aîné, cent mille francs.

A Costa Bastilica, encore cent mille francs.

Au général Clausel, cent mille francs.

Au baron de Mennéval, cent mille francs.

A Arnault, auteur de *Marius*, cent mille francs.

Au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à conti-

nuer à écrire pour la défense de la gloire des armées françaises, et à confondre les calomniateurs et les apostats.

Au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française, de 1792 à 1815.

A Poggi de Talaro, cent mille francs.

Au chirurgien Emmery, cent mille francs.

Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés, en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts à raison de cinq pour cent, depuis juillet 1815; les comptes en seront arrêtés avec le banquier, par les comtes de Montholon, Bertrand et Marchand.

Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfans, et, à défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand, mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Le 24 avril 1821, Longwood.

Ceci est mon codicille ou acte de ma dernière volonté :

Sur la liquidation de ma liste civile d'Italie, tels qu'argent, bijoux, argenterie, linge, meubles, écrins, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartenaient, je dispose de deux millions, que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène Napoléon les acquittera fidèlement : il ne peut oublier les quarante millions que je lui ai donnés, soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère.

Au comte de Montholon deux cent mille francs, dont il en versera cent mille à la caisse pour le même usage que ci-dessus, pour être employés, selon mes dispositions, à l'acquit de legs de conscience.

Ce codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Le 24 avril 1821, Longwood.

Ceci est encore un codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Les neuf mille livres sterling que nous avons données au comte et à la comtesse de Montholon, doivent, s'ils ont été soldés, être déduits et portés en compte sur les legs que nous leur faisons par nos testamens : s'ils n'ont pas été acquittés, nos billets seront annullés.

Moyennant le legs fait par notre testament au comte Montholon, la pension de vingt mille francs accordée à sa femme est annullée ; le comte Montholon est chargé de la lui payer.

L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureaux, de courses, de commissions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront 3 pour 100 sur tous les legs, soit sur les six millions huit cent mille francs, soit sur les sommes portées dans les codicilles.

Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur le mandat de nos exécuteurs testamentaires.

Nous nommons le comte Las Cases, ou à défaut son fils, et à son défaut le général Drouot, trésorier.

Ce présent codicille est entièrement écrit de notre main, et signé et scellé de nos armes.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821, Longwood.

Ceci est mon codicille ou acte de ma dernière volonté.

Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très-chère et bien-aimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par ce présent codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande, au reste, à la protection de ma chère Marie-Louise.

Je lègue deux cent mille francs au comte Montholon, sur lesquels il versera cent mille francs dans la caisse du trésorier, pour le même usage que ci-dessus, pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience.

Ce codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Ce testament a été présenté, le 10 décembre 1821, à la cour de prérogative du lord archevêque de Cantorbéry (on y vérifie les testamens), et déposé et enregistré, après l'*affidavit* (la déclaration), en l'étude de M. Fox, notaire et procureur général de la cour.

Nota. Les legs de conscience dont il est question dans les premier et troisième codicilles, paraissent devoir être appliqués à deux enfans naturels de Buonaparte.

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES ET DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

